

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°16 • SESSION ORDINAIRE 2009-2010

Conférence mondiale des Présidents de Parlement

M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la Troisième Conférence mondiale des Présidents de Parlement dans les locaux des Nations Unies à Genève. La Conférence était placée sous le thème général «Les parlements dans un monde en crise: garantir la responsabilité démocratique mondiale pour le bien commun».

«Dans un monde globalisé, où les crises prennent une dimension différente, il faut approfondir la coopération et développer des liens de solidarité à tous les niveaux, sur les plans international, régional et national», a notamment souligné Laurent Mosar dans son intervention devant les nombreux présidents de parlement présents au bord du lac Léman.

À cet effet, les présidents de parlement ont retenu dans la déclaration finale qu'on ne pourra mobiliser la volonté politique et assurer le soutien du public aux accords internationaux que si les parlements et leurs membres sont bien informés et activement impliqués dans le processus de consultation et de négociation de ces accords. Les parlements sont résolus à renforcer leur capacité à assumer ce rôle, ceci bien sûr dans le respect du principe de la séparation des pouvoirs. Ils demandent donc aux gouverne-



M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, lors de son discours.

ments de travailler avec eux dans ce sens.

À chaque fois que cela s'avère possible, les parlements entendent veiller à ce que leurs membres fassent partie des délégations nationales aux grandes réunions des Nations Unies et aux forums de négociations multilatéraux.

Le Président du Parlement luxembourgeois a aussi insisté sur l'importance de ne pas se focaliser sur les problèmes à un niveau uniquement national alors que ceux-ci sont souvent le fruit de

crises qui émergent à un niveau mondial.

«Notre priorité doit être la coopération et la solidarité internationales. Plus que jamais, nous devons respecter nos obligations internationales, telles qu'elles ont notamment été définies dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)», a souligné Laurent Mosar.

Dans un cadre européen, le Président de la Chambre s'est prononcé en faveur des mesures élaborées tout récemment par la Commission européenne en matière de contrôle ex ante des budgets nationaux des États membres. Il a cependant tenu à préciser «qu'il faut à tout prix maintenir et garantir l'autonomie des parlements nationaux en matière de politique budgétaire. Le pouvoir de décision final doit en effet rester entre les mains des parlements nationaux.»

À l'occasion de leurs discussions, les présidents de parlement ont également pris connaissance des rapports sur

- la manière dont les parlements organisent leur travail par rapport aux Nations Unies,
- la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)
- et la définition de normes mondiales pour parlements démocratiques.

40 ^e séance	mardi	6 juillet 2010
41 ^e séance	mercredi	7 juillet 2010
42 ^e séance	jeudi	8 juillet 2010

Forum OCDE 2010

Vers la reprise: innovation, emploi et croissance saine



(de gauche à droite) MM. Norbert Hauptert, François Bausch, Fernand Boden et Roger Negri.

MM. Fernand Boden, François Bausch, Norbert Hauptert et Roger Negri ont représenté la Chambre des Députés lors du Forum OCDE 2010 qui a eu lieu à Paris.

Les travaux de la conférence étaient concentrés sur la relance économique et la création d'emplois à la suite de la crise mondiale. Depuis le début de la crise en 2008 le nombre de chômeurs a augmenté de 34 millions au niveau mondial.

Avec les pressions exercées pour réduire les programmes de relance et combler les déficits publics, il est à craindre que des «stratégies de sortie» prématurées fassent rebasculer l'économie mondiale dans la récession, entraînant des conséquences catastrophiques comme l'aggravation du chômage de masse. Le problème des déficits publics croissants doit être traité par l'augmentation de la demande, moteur de croissance menant à la relance de la production et à la création d'emplois, et non par des mesures qui pourraient compromettre la reprise. Les gouvernements doivent engager la même volonté politique que lors du sauvetage du système bancaire mondial pour venir à bout de la crise de l'emploi mondiale.

Les politiques mises en œuvre au cours des deux dernières décennies qui ont mené à la crise telles que la déréglementation financière, l'augmentation des inégalités de revenus et les déséquilibres mondiaux doivent être revues aux fins de créer un nouveau modèle de croissance plus

juste, plus soutenable sur le plan environnemental et plus équilibré entre les régions menant à un changement de paradigme économique.

Les travaux menés sur la croissance verte peuvent représenter un pas dans la bonne direction, à condition qu'ils abordent également la dimension sociale du développement durable. L'élaboration d'une stratégie de développement des compétences sera impérative pour permettre aux travailleurs d'acquérir les compétences qui leur seront nécessaires dans l'économie mondiale de demain.

En guise de conclusion il a été retenu que les salariés des pays de l'OCDE et du monde entier ont déjà payé le tribut de cette crise en perdant leur emploi, leur revenu, leur maison et leurs économies. Il est à éviter que les travailleurs continuent de payer pour cette crise dans les années à venir, d'abord en tant que salariés devant supporter la totalité du coût de la crise de l'emploi, ensuite en tant que contribuables devant endosser le fardeau de la dette et enfin en tant que citoyens devant subir les conséquences des coupes budgétaires infligées au secteur public par les mesures d'austérité d'après-crise.

L'économie de l'après-crise doit marquer le début d'une nouvelle ère. Un nouveau modèle de croissance plus équitable, plus soutenable sur le plan environnemental et plus équilibré entre les régions doit prévaloir pour donner naissance à un monde plus juste.

Visite d'un membre du peuple indigène Xerente

Dans le cadre d'un voyage en Europe, M. Bolivar Sinãri Xerente, membre du peuple indigène Xerente (Brésil), a eu un entretien avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Au cours de l'entrevue, M. Bolivar a eu l'occasion de faire le point sur la situation de son peuple composé de 3.000 personnes et d'évoquer les défis quotidiens que celui-ci doit relever. À l'instar de la plupart des autres 240 peuples indigènes vivant au Brésil, le peuple Xerente se bat contre l'accaparement de son espace de vie par les grands propriétaires terriens et les orpailleurs. Les problèmes engendrés par le progrès technologique menaçant culture et identité des peuples indigènes brésiliens furent longuement exposés.

Le Président de la Chambre des Députés a assuré M. Bolivar de son soutien en confirmant que le Grand-Duché est un partenaire important qui a toujours soutenu la cause des peuples indigènes. M. Bolivar a remercié le Président de la Chambre des Députés pour son accueil et le support accordé par les députés luxembourgeois.

Après sa rencontre avec M. Mosar, M. Bolivar s'est fait expli-



(de gauche à droite) M. Patrick Godard, Mme Laudovina Pereira, M. Bolivar Sinãri Xerente et M. Laurent Mosar.

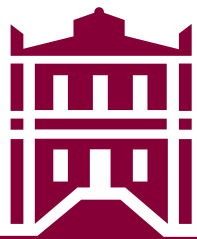
quer en détail le fonctionnement du Parlement luxembourgeois. Étudiant en droit à l'Université fédérale de Palmas, l'hôte brésilien a ainsi pu comparer les législations brésilienne et luxembourgeoise en la matière et se faire une idée du parlementarisme tel qu'il fonctionne dans la plupart des pays du Vieux Continent.

Lors de sa visite, M. Bolivar Sinãri Xerente était accompagné de Mme Laudovina Pereira, responsable pour le bureau régional Goiás/Tocantins (Amazonie légale) du Conseil indigéniste mis-

sionnaire, et de M. Patrick Godard de la Fondation «Bridderlech Deelen». La Fondation soutient les activités de formation des responsables indigènes de huit peuples des États fédéraux de Tocantins et de Goiás dans la défense de leurs droits garantis par la Constitution brésilienne (préservation des territoires et cultures indigènes, accès à l'éducation et aux soins de santé). Le projet brésilien de la Fondation «Bridderlech Deelen» est cofinancé par le Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire depuis 1991.

DANS CE NUMÉRO

Réforme de la formation professionnelle	p. 567
Rapport d'activité du Médiateur	p. 573
Bail à loyer et pacte logement	p. 592
Sommaire des séances publiques N°s 40-42	p. 595
Sommaire des questions parlementaires	p. Q210



Cour des comptes

5667 - Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes

Neuf ans après le vote de la loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes, une adaptation des textes est devenue indispensable.

Le but de la proposition de loi est:

1. d'apporter au texte existant quelques modifications d'ordre rédactionnel pour arriver à une plus grande cohérence terminologique;
2. d'adapter la procédure de suivi des constatations et recommandations des contrôles de la Cour des comptes;
3. d'apporter des modifications concernant le personnel de la Cour des comptes.

Dépôt par M. Henri Grethen, Député, le 09.01.2007

Rapporteuse: Mme Anne Brasseur

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Présidente: Mme Anne Brasseur):

16.07.2007 Décisions quant à la marche à suivre au sujet de l'ajout de modifications supplémentaires et d'une première lecture en séance publique

01.02.2010 Désignation d'un rapporteur

08.02.2010 Présentation de la proposition de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

01.03.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2010

Garantie de conformité

5881C - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité

Le projet de loi sous objet modifie deux articles de la loi modifiée du 21 avril 2004 relative à la garantie de conformité et vise à redresser la transposition non conforme de deux dispositions de la directive 1999/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation.

Initialement, ce redressement aurait dû être opéré via le projet de loi 5881A portant introduction d'un Code de la consommation.

Toutefois, face au risque d'une condamnation imminente par la Cour de justice de l'Union européenne pour transposition non conforme de deux articles de la directive 1999/44/CE, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a sollicité un avis complémentaire spécifique du Conseil d'État. Le présent projet de loi résulte de cet avis complémentaire émis le 6 juillet 2010.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 06.07.2010

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

(Président: M. Alex Bodry):

07.07.2010 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2010

Loi du 20 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°115, page 1964

Coopération douanière

5861 - Projet de loi portant approbation de l'Amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière, adopté lors des 109^e et 110^e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007

L'article unique du projet de loi poursuit l'objectif d'approuver l'amendement de la Convention portant création d'un Conseil de coopération douanière (ci-après la Convention), adopté lors des 109^e et 110^e sessions du Conseil de coopération douanière le 30 juin 2007.

Le Grand-Duché de Luxembourg fait partie du Conseil de coopération douanière depuis l'adoption de la loi du 2 avril 1953 portant approbation de la Convention relative à la création du Conseil de coopération douanière devenu entre-temps l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

Une décision du 19 mars 2001 du Conseil de l'Union européenne avait chargé la Commission européenne de négocier au nom de la Communauté européenne les modalités d'adhésion de celle-ci à l'OMD. Ceci permet à la Communauté européenne de devenir membre à part entière de l'OMD en jouissant de tous les droits dont bénéficient les autres 175 membres de l'OMD et en respectant toutes les obligations découlant du statut de membre de

l'OMD.

Les négociations entre l'OMD et la Commission européenne se sont achevées en 2006 ouvrant la voie à une modification de la convention devenue nécessaire pour permettre l'adhésion d'entités juridiques différentes des États membres et plus particulièrement l'adhésion d'unions douanières telles que la Communauté européenne.

À cette fin le Conseil de l'OMD a adopté lors de ses 109^e et 110^e sessions du 30 juin 2007 les amendements à la Convention que la Chambre des Députés est invitée à approuver dans le cadre du présent projet de loi.

L'adhésion de la Communauté européenne à l'OMD n'affecte pas la situation des États de la Communauté qui sont en même temps membres de l'OMD. Au contraire, ils restent chacun compétents dans les domaines couverts par la convention tout en tenant compte des intérêts communs qu'ils représentent.

Ainsi, une position communautaire sera adoptée dans tous les domaines relevant de la compétence exclusive de la Communauté européenne. Dans les domaines de compétences partagées entre la Communauté et ses États membres, une position commune, garantissant l'unité de la représentation internationale de la Communauté et de ses États membres sera recherchée.

Partenariat («Pacs»)

5904 - Projet de loi portant modification

- de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats

- du Code du travail

- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

- de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État

- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

- de la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession et

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre

Conformément au programme gouvernemental pour la législature 2004-2009, le Gouvernement s'est engagé à évaluer l'application concrète de la loi du 9 juillet 2004 sur les effets légaux de certains partenariats (ci-après la loi du 9 juillet 2004) pour y apporter, si nécessaire, des ajustements notamment quant à la reconnaissance des partenariats de droit étranger.

Le déclenchement d'une procédure en manquement des obligations découlant du Traité instituant la Communauté européenne (article 226 du Traité) était une autre raison pour revoir la loi du 9 juillet 2004. La Commission européenne a en effet soulevé l'existence d'une «...potentielle incompatibilité [eu égard aux dispositions du droit communautaire] de certaines dispositions légales luxembourgeoises en matière d'imposition de libéralités (donations/héritages) faites au profit d'un partenaire dans un partenariat de droit étranger».

La menace de ce recours en manquement a finalement motivé le Gouvernement à déposer un amendement traitant de certains aspects fiscaux du partenariat.

Les modifications à apporter à la loi du 9 juillet 2004 peuvent être décrites, succinctement, de la manière suivante:

1. La publicité du partenariat et la reconnaissance des partenariats conclus à l'étranger

Pour les personnes ayant leur acte de naissance dressé ou transcrit au Luxembourg, il est proposé que, en sus de l'inscription de l'acte de partenariat au répertoire civil, l'existence du partenariat soit indiquée en marge de l'acte de naissance des partenaires. Cette meilleure visibilité du partenariat devrait permettre de renforcer la sécurité juridique des partenaires, de leurs enfants et également des tiers qui invoquent l'existence de ce partenariat. Les mêmes règles de publicité valent pour la dissolution du partenariat.

Les partenaires qui ont conclu un partenariat à l'étranger ont la faculté d'officialiser leur relation au Luxembourg en demandant l'inscription de leur partenariat au répertoire civil détenu par le parquet général luxembourgeois. Le projet de loi entend ainsi reconnaître les partenariats conclus à l'étranger pour pouvoir leur appliquer les mêmes avantages que ceux conférés aux partenariats luxembourgeois. L'inscription au répertoire civil permet ainsi d'assimiler le partenariat étranger au partenariat luxembourgeois.

Ces nouvelles règles de publicité peuvent même s'appliquer, si les partenaires le souhaitent, aux partenariats conclus avant l'entrée en vigueur de la future loi.

2. L'égalité de traitement entre salariés/fonctionnaires mariés et partenaires

Un certain nombre de mesures visent à faire bénéficier les partenaires salariés ou fonctionnaires des mêmes avantages que les couples mariés.

Il en est ainsi des congés extraordinaires pour des raisons d'ordre personnel telles par exemples le décès d'un partenaire ou la naissance d'un enfant (article L.233-16 du Code du travail). Le Code du travail est également complété par une définition large du terme «partenaire» afin que tous les partenaires dont le partenariat est inscrit ou transcrit au répertoire civil, puissent bénéficier de ces dispositions favorables.

L'extension de certains avantages et obligations aux partenaires se fait également dans les domaines suivants applicables aux fonctionnaires:

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 04.04.2008

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

19.05.2010 Désignation d'un rapporteur

30.06.2010 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2010





- En cas de perte de rémunération pour absence injustifiée, le Grand-Duc peut disposer en faveur du partenaire et/ou des enfants mineurs jusqu'à concurrence de la moitié de la rémunération retenue. La même règle vaut lorsque le fonctionnaire est détenu.

- Pour éviter tout conflit d'intérêt possible, le fonctionnaire doit notifier au membre du Gouvernement ayant dans ses attributions la Fonction publique toute activité professionnelle exercée par son partenaire à l'exception de celles accomplies au service de l'État.

- Le fonctionnaire masculin devenu père pourra également bénéficier du congé sans traitement ou du congé pour travail à mi-temps à la suite de la naissance d'un enfant et ceci peu importe qu'il soit marié à la mère ou qu'il ait conclu un partenariat avec celle-ci.

- En cas de décès ou d'absence déclarée d'un partenaire, l'autre partenaire pourra demander au Conseil de discipline la révocation de la décision ayant infligé une sanction disciplinaire.

Les dispositions énumérées ci-dessus sont également applicables aux fonctionnaires communaux.

3. L'amendement gouvernemental

Comme précisé en guise d'introduction, l'amendement proposé sert à pallier à une violation potentielle des dispositions du Traité instituant la Communauté européenne. Il est ainsi proposé d'imposer de manière identique les partenariats de droit luxembourgeois et les partenariats déclarés ou conclus à l'étranger en ce qui concerne les droits de succession, les droits de mutation et les droits d'enregistrement relatifs aux donations.

Ce texte a pour objet de transposer en droit national la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne; il porte sur les modalités d'obtention et de délivrance de licences aux contrôleurs de la circulation aérienne afin de garantir le niveau le plus élevé de responsabilité et de compétence dans un contexte de collaboration régionale croissante entre prestataires de services de navigation aérienne.

L'espace aérien européen est l'un des espaces de circulation les plus encombrés du monde. À l'heure actuelle, la fragmentation du système de gestion de la circulation aérienne en îlots nationaux de règles nationales, de procédures, de marchés et de niveaux de performance constitue le principal obstacle à des progrès dans ce secteur. Il est dès lors important d'harmoniser les conditions d'accès et d'exercice de la profession de contrôleur de la circulation aérienne. Dans ce contexte, le paquet „Ciel unique européen“ veut remédier à cette fragmentation par un nombre d'initiatives. L'une d'elles est la licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne permettant la mise en place de règles communautaires qui assureront des niveaux de sécurité plus élevés.

La mise en œuvre de la législation relative au Ciel unique européen exige l'élaboration d'une législation plus détaillée, portant notamment sur la délivrance de licences aux contrôleurs de la circulation aérienne, afin de garantir le niveau le plus élevé de responsabilité et de compétence, d'améliorer la disponibilité de contrôleurs de la circulation aérienne et de promouvoir la reconnaissance mutuelle des licences, tout en poursuivant l'objectif d'une amélioration globale de la sécurité du trafic aérien et des compétences du personnel.

L'introduction d'une licence communautaire constitue un moyen de reconnaître le rôle spécifique joué par les contrôleurs de la circulation aérienne dans la fourniture en sécurité du contrôle de la circulation aérienne. La création de normes de compétence communautaires réduit également la fragmentation dans ce domaine, ce qui se traduit par une organisation plus efficace du travail dans le cadre d'une collaboration régionale croissante entre les prestataires de services de navigation aérienne.

Le présent projet de loi se fonde sur les normes internationales existantes en matière de contrôle aérien. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a adopté des dispositions en matière de délivrance de licences aux contrôleurs de la

circulation aérienne. L'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol) a adopté des exigences réglementaires de sécurité, désignées par l'acronyme ESARR (Eurocontrol Safety Regulatory Requirement). La directive 2006/23/CE précitée a transposé en droit communautaire les exigences prévues par l'ESARR 5 relative aux contrôleurs de la circulation aérienne. Le présent projet de loi transpose par conséquent en droit national, tant les exigences communautaires qu'internationales (ESARR 5 d'Eurocontrol et l'Annexe 1 à la Convention relative à l'aviation civile internationale), en matière de licences des contrôleurs de la circulation aérienne.

Au Luxembourg, l'Administration de la navigation aérienne (ANA) est la seule entité opérationnelle qui emploie des contrôleurs de la circulation aérienne. Actuellement, l'ANA compte parmi ses effectifs 50 contrôleurs de la circulation aérienne. La Direction de l'aviation civile (DAC) est l'autorité nationale de surveillance. Elle répond à tous les critères exigés par l'article 3 de la directive 2006/23/CE: impartialité et indépendance tant vis-à-vis des prestataires de services de navigation aérienne que vis-à-vis des organismes de formation. Hormis le cadre spécifique prévu pour les licences de contrôleurs de la circulation aérienne, il y a lieu de mentionner que la DAC a, en parallèle, été désignée comme autorité nationale de surveillance du Luxembourg dans le cadre du Ciel unique européen. À ce titre, la DAC dispose en tant qu'autorité nationale de surveillance compétente de l'autorité pour délivrer, proroger, refuser, limiter, suspendre ou retirer les licences de contrôleurs de la circulation aérienne ou les licences de contrôleurs stagiaires de la circulation aérienne, les qualifications ou les mentions y inscrites.

La transposition des règles communautaires sur l'obtention et le maintien en validité de la licence devraient permettre aux États membres de l'UE d'établir une confiance réciproque dans leurs systèmes mutuels de délivrance de licences. Il est dès lors important, afin de garantir le niveau le plus élevé de sécurité, d'harmoniser les exigences en matière d'aptitude professionnelle, de compétence et d'accès à la profession de contrôleur de la circulation aérienne. Cela devrait se traduire par la fourniture de services de navigation aérienne sûrs et de qualité élevée ainsi que par la reconnaissance des licences dans toute la Communauté, de façon à accroître leur liberté de circulation et à améliorer la disponibilité de contrôleurs de la circulation aérienne.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 15.07.2008

Rapporteuse: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

19.05.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.06.2010 Examen du projet de loi

09.06.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

16.06.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2010

Administration des Ponts et Chaussées

6014 - Projet de loi portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées

Le projet de loi 6014 poursuit un double objectif:

- modifier substantiellement le régime de la loi du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées afin d'adapter les cadres et l'organisation de cette administration aux évolutions des techniques, du trafic, de la formation académique ainsi qu'aux changements fulgurants qu'a subis le pays depuis 1974 dans le domaine de ses infrastructures.

- régler certaines situations individuelles d'agents de l'administration qui ont été engagés sous le régime des employés de l'État, faute de vacances d'emploi dans les carrières des fonctionnaires.

L'Administration des Ponts et Chaussées sera à l'avenir formée par les dix divisions suivantes:

- la division des travaux neufs;

- la division de la voirie Nord;

- la division de la voirie Sud;

- la division des ouvrages d'art;

- la division de l'exploitation de la grande voirie et de la gestion du trafic;

- le laboratoire;

- la division des géomètres et de la photogrammétrie;

- le service géologique de l'État;

- la division des ateliers centraux et

- la division informatique et gestion.

Toutes ces divisions seront placées sous l'autorité d'une direction.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 13.03.2009

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement)

26.03.2009 Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

28.04.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.05.2010 Poursuite de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.06.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

07.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport (sous réserve de la disponibilité du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État)

Vote en séance publique: 14.07.2010

Contrôle de la circulation aérienne

6056 - Projet de loi relative aux licences des contrôleurs de la circula-

tion aérienne et transposant la directive 2006/23/CE du 5 avril 2006 du Parlement européen et du Conseil concernant une licence communautaire de contrôleur de la circulation aérienne

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 12.06.2009

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

23.09.2010 Désignation d'un rapporteur

02.06.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.07.2010 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

Hauts fourneaux Belval

6065 - Projet de loi relatif aux travaux de mise en valeur des hauts fourneaux A et B de Belval

Les hauts fourneaux A et B de l'ancienne usine d'Esch-Belval sont les derniers témoins d'une époque révolue documentant la phase liquide de production sidérurgique. Sur proposition de la Commission des Sites et Monuments, ils ont été inscrits à l'Inventaire supplémentaire des Sites et Monuments nationaux en juillet 2000.

Dans sa réunion du 8 avril 2009, le Conseil de gouvernement a approuvé le «projet de loi relatif aux travaux de restauration et d'aménagement des installations industrielles des hauts fourneaux A et B de

Belval dans l'intérêt du Centre national de la Culture industrielle» et «marqué son accord de principe avec la création d'un Centre national de la Culture industrielle qui a pour vocation de valoriser le site des hauts fourneaux de Belval et de devenir un centre culturel à rayonnement national et transfrontalier».

Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés en date du 8 septembre 2009.

Compte tenu de l'urgence d'intervention sur les structures métalliques en voie de dégradation, la Commission du Développement durable a proposé de modifier le projet de loi initial en prévoyant deux phases pour la réalisation des travaux.



Le Gouvernement lui a confirmé sa volonté de conserver les hauts fourneaux et de réaligner le Centre national de la Culture industrielle. Néanmoins, la situation économique du Grand-Duché a connu une rupture sensible au cours des deux dernières années nécessitant une révision des budgets pour les années à venir afin de réduire les dettes de l'État.

Le projet a donc été adapté à l'évolution économique: dans une première phase, il est prévu le traitement des surfaces et la restauration des hauts fourneaux en vue de leur conservation et leur intégration dans le nouveau contexte urbain.

Tous les travaux réalisés ou projetés sur les hauts fourneaux ont pour but la conservation à long terme des vestiges industriels et leur valorisation dans le contexte de la Cité des Sciences à travers les activités du Centre national de la Culture industrielle.

Les hauts fourneaux ont fait l'objet d'une première loi du 17 novembre 2003 qui a permis d'engager des études et travaux préparatoires indispensables au développement du projet du CNCI. Des dépenses engagées au montant de 13.930.000 € ont été liquidées 12.600.000 € htva (tenant compte des recettes de mitrilles) pour:

- les travaux de sécurisation et de stabilisation des hauts fourneaux;
- l'élaboration des concepts de conservation et de mise en valeur;
- les travaux de démantèlement et de restauration en vue de la mise en œuvre du scénario de conservation retenu par le Gouvernement.

Le concept de conservation des hauts fourneaux a été confirmé par le Gouvernement le 18 février 2005. Les travaux de démantèlement ont commencé en janvier 2007 et ont été clôturés en 2009. Les opérations réalisées concernent:

- le démontage de la halle des coulées du haut fourneau B;
- le démontage des installations communes aux deux hauts fourneaux;
- le démantèlement des planchers de la tour carrée du haut fourneau A et des tours gueulards du haut fourneau A ainsi que du haut fourneau B, en vue de leur restauration;

- le démantèlement des planchers de la tour carrée du haut fourneau B;

- le démontage de la toiture Nord de la Möllerei;

- le démantèlement des silos à minerai de la partie Nord de la Möllerei;

- la remise en état de la cheminée en maçonnerie du haut fourneau A.

À l'heure actuelle, tous les travaux de sécurisation et de démantèlement des hauts fourneaux sont terminés. Étant donné que, exposées aux intempéries, les structures métalliques se dégradent rapidement, il faut entamer d'urgence la prochaine étape qui prévoit le traitement des surfaces et les travaux de restauration ainsi que l'intégration des hauts fourneaux dans l'espace urbain de la Cité des Sciences.

Les travaux à réaliser dans l'immédiat porteront donc sur:

- le traitement des surfaces et la restauration du haut fourneau A;

- le traitement des surfaces et la restauration du haut fourneau B;

- l'adaptation des ouvrages au contexte urbain et l'illumination des hauts fourneaux.

Leur coût sera de 26.750.000 euros.

D'importants traitements de surfaces sont nécessaires pour préserver les hauts fourneaux à long terme et sécuriser l'espace public dans lequel ils se trouvent. La restauration du haut fourneau A inclut la remise en place des éléments manquants ou démontés mais nécessaires pour comprendre le fonctionnement des installations ainsi que les éléments nécessaires à l'accessibilité en vue d'une ouverture au public dans le mur. Le haut fourneau B sera traité en surface avec une restauration des éléments nécessaires à l'accessibilité pour des raisons d'entretien.

La spécificité du projet de conservation des hauts fourneaux de Belval est leur intégration dans un nouveau contexte urbain en tant que «Monuments dans la Cité». Pour augmenter leur visibilité dans le nouvel entourage contemporain, les hauts fourneaux seront mis en scène grâce à une illumination à la lumière blanche qui fait ressortir les structures et les couleurs des vestiges industriels.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 29.10.2009

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

24.11.2009 Désignation d'un rapporteur

08.12.2009 Présentation du projet de loi

18.05.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État

21.05.2010 Présentation et adoption d'une série d'amendements

09.07.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2010

Loi du 26 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°119, page 2046

Accord aérien UE-Maroc

6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes

L'accord aérien que l'UE et ses États membres ont signé le 12 décembre 2006 avec le Maroc, et que le projet de loi 6095 a pour objet d'approuver, s'inscrit dans le cadre de la politique extérieure de l'UE en matière d'aviation civile et a pour but de contribuer à la création d'un espace aérien commun avec les «pays du voisinage» (Algérie, Arménie, Autorité palestinienne, Azerbaïdjan, Belarus, Égypte, Géorgie, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Moldavie, Maroc, Syrie, Tunisie et Ukraine).

La négociation de cet accord aérien avec le Maroc a été menée par la Commission européenne sur la base d'un mandat que lui ont délivré les États membres de l'UE en décembre 2004.

L'objet de l'accord euro-méditerranéen est la libéralisation progressive des relations aériennes entre la Communauté européenne et le Maroc en échange de la reprise progressive, par le Maroc, d'une part substantielle de l'acquis communautaire en matière de transport aérien. En effet, cet accord euro-méditerranéen permettra, à terme, de garantir des niveaux élevés et uniformes de sécurité et de gestion du trafic aérien avec le Maroc, ainsi que l'application des règles communautaires en matière de concurrence, de droits des consommateurs et de protection de l'environnement. Cette harmonisation des normes devrait permettre de garantir un cadre concurrentiel équitable et de satisfaire la demande croissante de services aériens vers le Maroc. Cette demande croissante s'explique par la politique d'ouverture défendue par le Gouvernement marocain qui s'est fixé l'objectif d'atteindre 10 millions de passagers internationaux par an d'ici 2010. Or, le transport aérien constitue le principal mode de transport utilisé pour acheminer les touristes au

Maroc. L'accord euro-méditerranéen est donc l'un des leviers essentiels des autorités marocaines pour atteindre les objectifs qu'elles se sont données en matière de développement touristique.

Le Maroc est aujourd'hui lié par des accords bilatéraux sur les services aériens à une quinzaine de pays de l'UE parmi lesquels figurent la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas ou la Suède, mais également le Luxembourg.

L'accord en question sera mis en œuvre en deux phases. Les deux premières années d'application serviront à intégrer l'acquis communautaire et à supprimer les limitations tenant à la nationalité, à la fréquence et à la capacité. Au terme de cette première étape, le comité mixte institué en vertu de l'accord se prononcera sur le degré de réalisation de ces objectifs. Si sa décision est favorable, la mise en œuvre de la deuxième étape sera entamée. Celle-ci consiste dans la possibilité pour les compagnies aériennes de mettre à profit les droits suivants:

- pour les transporteurs européens, le droit d'exploiter des services aériens entre des points situés dans l'UE, un ou plusieurs points situés au Maroc et des points situés au-delà;

- pour les transporteurs marocains, le droit d'exploiter des services aériens entre des points situés au Maroc et un ou plusieurs points situés dans l'UE.

L'accord prévoit encore qu'en principe les accords bilatéraux conclus par les États membres de l'UE et le Maroc se trouvent remplacés par le nouvel accord à approuver, sauf pour les droits de trafic qui ne rentrent pas dans le champ d'application de ce dernier et à condition de ne pas donner lieu à des discriminations entre États membres. À cet égard, il convient de mentionner un accord signé le 5 juillet 1961 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume du Maroc. Cependant, aucune ligne régulière entre le Luxembourg et le Maroc n'a vu le jour. En revanche, la compagnie Luxair dessert les aéroports d'Agadir et de Marrakech par des vols charters.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 18.12.2009

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

14.04.2010 Désignation d'un rapporteur

21.04.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.07.2010

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des infrastructures, le 08.09.2009

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

08.10.2010 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

17.03.2010 Conclusions suite à la visite des lieux du 10 février 2010

07.04.2010 Examen et adoption d'une série d'amendements parlementaires

21.04.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2010

Abus de marché

6081 - Projet de loi portant modification de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché et portant complément de transposition de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché)

Le projet de loi a pour objet de mettre la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché en conformité avec les articles 12, paragraphe 2, point c) et 14, paragraphe 1 de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (ci-après la «directive abus de marché») en adaptant les articles 29 et 33 de la loi susmentionnée.

Dans son avis motivé du 29 octobre 2009, la Commission européenne estime en effet que les pouvoirs d'investigation et de sanction dont la Commission de surveillance du secteur financier (ci-après la «CSSF») dispose au titre de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché sont insuffisants au regard des exigences de la directive abus de marché.

Dès lors, il est prévu d'élargir le champ d'application des articles 29 et 33 de la loi du 9 mai 2006 relative aux abus de marché en renforçant les pouvoirs d'inspection et de sanction de la CSSF. Ainsi, la CSSF sera habilitée à l'avenir à procéder à des inspections sur place également auprès de personnes non soumises à sa surveillance et à prononcer des sanctions administratives à l'égard de toute personne visée par la directive abus de marché.





Détergents

6096 - Projet de loi portant modification de la loi du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents

Le texte a pour objet de mettre le droit luxembourgeois en conformité avec la réglementation européenne sur les détergents.

Le règlement (CE) N°648/2004 du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relatif aux détergents n'introduit pas une réglementation nouvelle dans le domaine des détergents, mais remplace essentiellement deux directives à caractère largement technique du début des années 70, dans le but de réunir leurs dispositions dans un seul texte «pour des raisons de clarté et d'efficacité».

Ces directives avaient été mises en œuvre dans la législation luxembourgeoise, dont le dernier état est constitué par la loi modifiée du 8 juillet 1986 portant réglementation de la mise sur le marché des détergents et le règlement grand-ducal du 9 juillet 1986 relatif à la biodégradabilité des agents de surface anioniques et non ioniques contenus dans les détergents.

Le législateur luxembourgeois n'est pas intervenu suite à l'adoption du règlement (CE) N°648/2004, dont l'article 18 impose aux États membres d'adopter «des sanctions dissuasives, efficaces et proportionnées, à appliquer en cas de violation». Le projet de loi 6096 a donc pour objectif de se mettre en conformité avec la législation communautaire.

Procédure en cassation

6108 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation

Le présent projet de loi a pour objet de réformer la procédure en cassation actuelle que la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après la CEDH) considère comme étant excessivement formaliste. Dans un arrêt Kemp et autres c. Luxembourg du 24 avril 2008² (ci-après l'arrêt Kemp), la CEDH³ constate qu'il y a excès de formalisme lorsque «[...] l'interprétation par trop formaliste de la légalité ordinaire faite par une juridiction empêche, de fait, l'examen au fond du recours exercé par l'intéressé»⁴.

L'article 10, alinéa 1^{er}, point 2 de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation (ci-après la loi de 1885) exige pour l'introduction d'un pourvoi en cassation «un mémoire signé par un avocat-avoué et signifié à la partie adverse, lequel précisera les dispositions attaquées de l'arrêt ou du jugement et les moyens de cassation et contiendra les conclusions dont l'adjudication sera demandée. La désignation des dispositions attaquées sera considérée comme faite à suffisance de droit lorsqu'elle résulte nécessairement de l'exposé des moyens ou des conclusions.»

Cette disposition a été interprétée par la Cour de cassation luxembourgeoise dans le sens suivant: «Le mémoire déposé, par la partie demanderesse en cassation, au greffe de la Cour supérieure de justice doit préciser les moyens de cassation. Le pourvoi en cassation est une voie extraordinaire de recours. La Cour de cassation statue sur le moyen, mais rien que sur le moyen. La seule indication des textes dont la violation est invoquée ne constitue pas l'énoncé d'un moyen et la discussion qui développe le moyen ne peut suppléer à l'absence de formulation de moyen.»⁵

La Cour de cassation a également indiqué le degré de précision qu'elle attend d'un moyen de cassation: «Répond à l'exigence de précision résultant de l'article 10 de la loi modifiée sur les pourvois et la procédure en cassation, un moyen de cassation dont les différentes branches précisent chacune quel cas d'ouverture est invoqué, quels textes de loi ont été violés, par quelles dispositions l'arrêt attaqué les a violés et en quoi ces violations consistent.»⁶

La CEDH a certes admis que ces exigences poursuivent le but légitime de permettre à la Cour de cassation d'exercer son contrôle en droit⁷, mais que cette exigence de précision «[...] n'était pas indispensable pour que la haute juridiction suprême puisse exercer son contrôle. Pareille exigence affaiblit à un degré considérable la protection des droits des justiciables devant la haute juridiction nationale, surtout si l'on tient compte du fait que le Luxembourg ne connaît pas le système des avocats aux Conseils spécialisés.»⁸ Finalement la CEDH retient que «[...] la limitation imposée au droit d'accès des requérants à un tribunal n'a pas été proportionnelle au but de garantir la sécurité juridique et la bonne administration de la justice»⁹.

La CEDH conclut qu'il y a violation de l'article 6 § 1 de la Convention européenne des droits de l'Homme au regard du droit des requérants d'avoir accès à un tribunal¹⁰.

Le présent projet de loi entend tirer les conséquences de cet arrêt, même si ses auteurs annoncent dès le départ qu'il s'agit d'une «réforme a minima» qui, dans l'immédiat, poursuit l'objectif d'éviter d'autres condamnations par la CEDH, mais qui ne donne pas une «réponse à la problématique beaucoup plus profonde que la Cour de Strasbourg a soulevée dans l'arrêt Kemp».

La réforme a minima consiste donc principalement à modifier l'article 10 relatif à l'introduction d'un pourvoi en cassation en matière civile et commerciale de la loi du 18 février 1885. Le point 2, alinéa 2 est complété par certaines précisions reprises de l'article 978 du Code de procédure civil français. Si dans l'état actuel de la loi «la désignation des dispositions attaquées sera considérée comme faite à suffisance de droit lorsqu'elle résulte nécessairement de l'exposé des moyens ou des conclusions», elle reposera à l'avenir sur un cadre législatif plus précis dans la mesure où chaque moyen devra désormais indiquer le cas d'ouverture invoqué, la partie critiquée de la décision, ainsi que ce en quoi elle en court le reproche allégué.

Le formalisme exigé par le nouvel article 10 est atténué par la possibilité que l'énoncé du moyen peut être complété par des développements en droit qui sont pris en considération. Cette innovation tient compte d'un arrêt du 30 juillet 2009¹¹ de la CEDH dans l'affaire Dattel contre Luxembourg (ci-après l'arrêt Dattel), dans lequel la Cour estime que «[...] le mémoire en cassation doit être considéré dans son ensemble, en ce sens que les requérants doivent avoir formulé leurs doléances à l'égard de l'arrêt d'appel, soit dans l'énoncé du moyen de cassation même, soit au besoin dans la discussion qui développe le moyen»¹². En reconnaissant cette possibilité, le projet de loi ne fait qu'entériner l'approche adoptée par la Cour de cassation à la suite de l'arrêt Dattel qui a jugé que le moyen de cassation tel qu'«expliqué dans la discussion» peut être pris en considération¹³.

Enfin, le projet remplace également le terme «avocat-avoué» qui n'est plus utilisé par celui «avocat à la Cour».

La réponse à la «problématique beaucoup plus profonde» soulevée par la CEDH ne fait pas l'objet du présent projet de loi et sera traitée par un texte législatif ultérieur.

² Requête n°17140/05.

³ Pour un commentaire détaillé de la jurisprudence de la CEDH en la matière, voir Kinsch Patrick et Pierrat Myriam, La mission de la Cour de cassation, Annales du droit luxembourgeois, volume 19, 2009, pages 83 et suivantes.

⁴ Arrêt Kemp, considérant 50; voir également considérant 59 du même arrêt.

⁵ Cass. 17 février 1994, Pasicrisie 30, p. 229, citée par la CEDH dans l'arrêt Kemp, considérant 32; voir également considérant 33.

⁶ Cass. 16 janvier 1997, Pasicrisie 30, p. 233, citée par la CEDH dans l'arrêt Kemp, considérant 32.

⁷ Considérant 53 de l'arrêt Kemp.

⁸ Ibidem, considérant 58.

⁹ Ibidem, considérant 60.

¹⁰ Ibidem, considérant 61.

¹¹ Requête n°18522/06.

¹² Considérant 39 de l'arrêt Dattel.

¹³ Voir Cass. 28 janvier 2010, n°6/2010.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 23.12.2009

Rapporteur: M. Raymond Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police

(Président: M. Ali Kaes):

06.05.2010 Désignation d'un rapporteur

28.06.2010 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'une série d'amendements

07.07.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

INSPIRE

6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national

Le présent projet de loi a pour objet de transposer en droit national la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant au sein de l'Union européenne (UE) une infrastructure d'information géographique (INSPIRE), aux fins des politiques environnementales communautaires ainsi que des politiques et des activités susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

À cette fin, elle définit des règles tendant à améliorer et à coordonner la disponibilité, la qualité, l'organisation, l'accessibilité ainsi que l'interopérabilité et la mise en commun de certaines informations géographiques qui sont détenues par les autorités publiques. La directive s'applique aux données déjà détenues par les autorités publiques et n'impose donc pas la collecte de données supplémentaires.

Au niveau des États membres la mise en œuvre de cette infrastructure d'information géographique implique:

- la création de métadonnées¹ pour les séries et les services de données géographiques définis par la directive;

- la mise en place d'un réseau de services concernant les séries et services de données pour lesquels des métadonnées ont été créées, permettant notamment la consultation et la recherche des données par le public;

- une interopérabilité des séries et des services de données géographiques, conformément à des règles de mise en œuvre à fixer au niveau européen;

- un partage de données entre autorités publiques aux niveaux national et européen,

- ainsi que la désignation de structures et mécanismes appropriés pour coordonner l'ensemble des contributions à l'infrastructure et servir de point de contact avec la Commission européenne.

Le projet de loi sous rubrique fixe le cadre légal pour la mise en place de l'infrastructure luxembourgeoise correspondante, l'«Infrastructure luxembourgeoise de données géographiques (ILDG)».

¹ Métadonnées: l'information décrivant les séries et services de données géographiques et rendant possibles leur recherche, leur inventaire et leur utilisation.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 25.01.2010

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

18.05.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

08.06.2010 Présentation d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.07.2010

Loi du 26 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°121, page 2052

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 01.02.2010

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Christine Doerner):

30.06.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

07.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2010



Paquet ferroviaire

6110 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2007/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE du Conseil relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire;

B) la création d'un organisme de contrôle du marché ferroviaire;

C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation;

D) de modifier la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Depuis sa création l'UE a fait du développement de la concurrence économique un des objectifs principaux de sa politique. Le cadre juridique général pour la concurrence a été institué par le Traité de Rome de 1957. Le Traité de Rome reconnaît déjà que ce cadre juridique général n'est pas adapté à tous les secteurs de l'économie. C'est dans cet ordre d'idées qu'il propose l'élaboration «d'une politique commune dans le domaine des transports». L'élaboration d'une politique commune des transports, notamment pour le secteur ferroviaire, a été rendue nécessaire par l'évolution du marché durant les années 80 et le début des années 90.

Afin d'assurer la pérennité du rail, la Commission européenne entend revitaliser le secteur ferroviaire et le soumettre au même régime de concurrence que celui qui régit les autres moyens de transport. Pour atteindre cet objectif, la Commission poursuit sa politique de libéralisation du secteur ferroviaire entamée depuis le début des années 90 et s'efforce de créer les conditions-cadres d'un futur marché commun des transports ferroviaires.

Avec l'adoption du premier paquet ferroviaire est créé un cadre précis et transparent pour garantir un accès non discriminatoire à l'infrastructure ferroviaire. Le premier paquet ferroviaire vise surtout à aligner le secteur ferroviaire sur un régime semblable à celui des autres modes de transport.

Le deuxième paquet ferroviaire est consacré à la lutte contre la détérioration des parts de marché du rail et complète les mesures prises dans le cadre du premier paquet ferroviaire. Il vise à créer et à accélérer l'intégration de l'espace ferroviaire européen. Le but à atteindre est l'ouverture du marché des services ferroviaires pour le transport de fret et l'interopérabilité du réseau ferré. Les mesures prévues dans le cadre du deuxième paquet ferroviaire constituent le complément indispensable du premier paquet ferroviaire en assurant le maintien d'un haut niveau de sécurité.

Le projet de loi 6110 s'inscrit dans le cadre des mesures de transposition du troisième paquet ferroviaire, et en particulier de la directive 2007/58/CE du 23 octobre 2007 modifiant la directive 91/440/CEE relative au développement de chemins de fer communautaires et la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire. Il concerne l'institution d'un organisme de contrôle en matière ferroviaire et est structuré comme suit:

- le 1^{er} chapitre prévoit que la mission de contrôle du marché ferroviaire est confiée à l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR). Ce chapitre définit les notions de «régulateur» et de «candidat» et précise les missions confiées au régulateur;

- le 2^e chapitre concerne le traitement des litiges et précise dans quels cas le candidat peut saisir le régulateur;

- le 3^e chapitre parle des sanctions administratives;

- le chapitre 4 décrit le financement du régulateur;

- le chapitre 5 prévoit certaines dispositions modificatives et abrogatoires.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 10.02.2010

Rapporteuse: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

25.02.2010 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

28.06.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État

01.07.2010 Examen du texte modifié suite à l'avis du Conseil d'État

08.07.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2010

Loi du 24 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°122, page 2060

Changement climatique

6114 - Projet de loi portant intégration des activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004

1) établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre

2) créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto

3) modifiant l'article 13 bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le but du projet de loi 6114 est de transposer en droit national la directive 2008/101/CE du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE, établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté afin d'intégrer les activités aériennes dans ledit système communautaire.

Par le biais du Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Union européenne s'était engagée pour la période allant de 2008 à 2012 à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 8% par rapport aux taux enregistrés en 1990 et le Luxembourg s'était fixé l'objectif ambitieux de 28% pour la même période.

Face à l'impossibilité prévue d'atteindre les objectifs par les seules mesures nationales, un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SCEQE) fut instauré par la loi du 23 décembre 2004, transposant la directive 2003/87/CE.

Le Protocole de Kyoto n'avait pas inclus les émissions de gaz à effet de serre résultant des activités de l'aviation internationale. La nécessité de limiter l'augmentation de la température mondiale à 2°C au maximum par rapport au niveau de l'époque préindustrielle a cependant conduit les autorités européennes à inclure entre-temps ces émissions, lorsqu'elles sont dues aux vols internationaux.

Le système proposé repose sur le principe que l'autorité de régulation communautaire fixe une quantité maximale pour les émissions polluantes et répartit cette quantité entre les compagnies aériennes. Cette quantité limitée de droits de polluer devrait inciter les acteurs concernés à réduire leurs émissions ou à acheter des droits d'émission à d'autres participants s'ils dépassent le montant qui leur est attribué. Le résultat escompté serait une réduction des émissions polluantes. Le nombre élevé de participants permettrait en outre de minimiser les coûts pour les acteurs économiques.

Le projet de loi, copie fidèle de la directive, prévoit concrètement qu'à partir du 1^{er} janvier 2012, tous les vols à l'arrivée ou au départ d'un aéroport situé sur le territoire d'un État membre feront l'objet d'une réglementation quant aux émissions de CO₂. Le système d'allocation de quotas aux exploitants d'aéronefs sera entièrement gratuit en 2012 et le montant des quotas correspondra à 97% des émissions historiques (moyenne des années 2004 à 2006). À partir de 2013, ce montant correspondra à 95% des émissions historiques et les exploitants d'aéronefs devront acquérir des quotas par le biais de mise aux enchères de 15% du total de ces quotas. Ce système sera revu périodiquement et notamment pour évaluer le risque d'une délocalisation du trafic aérien international dans les pays hors UE.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 03.02.2010

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

24.02.2010 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

02.06.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État

07.07.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

Communication électronique / vie privée

6113 - Projet de loi portant modification des articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques et de l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle

Le présent projet de loi a comme objet principal de modifier les articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques afin de transposer en droit luxembourgeois certains éléments de la directive 2006/24/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 sur la conservation des données générées ou traitées dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou de réseaux publics de communications, et modifiant la directive 2002/58/CE.

La directive 2006/24 se situe dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et

la criminalité organisée et a pour objet de garantir, dans tous les États membres, la conservation pendant un certain délai des données traitées par les fournisseurs de communications électroniques dans le cadre de la fourniture de services de communications électroniques accessibles au public ou d'un réseau public de communication.

Étant donné que le principe même de l'obligation de conservation des données avait déjà été inséré dans la loi du 30 mai 2005 précitée - en application de l'article 15 (1) de la directive 2002/58, dénommée «directive vie et communications électroniques» - le projet de loi prévoit principalement, à côté de certaines modifications plutôt techniques, la définition de la notion des «infractions graves» prévue au paragraphe 1 de l'article 1^{er} de la directive 2006/24.

Au vu des liens intrinsèques entre les articles 5 et 9 de la loi modifiée du 30 mai 2005 et l'article 67-1 du Code d'instruction criminelle, cet article sera également modifié pour des raisons de cohérence.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 22.02.2010

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

05.05.2010 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.06.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.06.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

ILR

6123 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

La directive 2009/140/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 modifiant les directives 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun



pour les réseaux et services de communications électroniques, 2002/19/CE relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion, et 2002/20/CE relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques impose une modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant: 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

C'est surtout le paragraphe 4 de l'article 11 de la loi modifiée du 30 mai 2005 qui est incompatible avec les nouvelles obligations communautaires concernant l'indépendance des autorités réglementaires nationales reprises à l'article 3 de la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et les services de communications électroniques tel que modifié par la directive 2009/140/CE. Le projet de loi redresse en outre d'autres dispositions qui permettraient au Gouvernement d'influencer de

manière directe ou indirecte certaines décisions de l'ILR.

Actuellement, l'Institut Luxembourgeois de Régulation est chargé de la régulation des secteurs économiques suivants:

- réseaux et services de communications électroniques (télécommunications);
- transport et distribution d'énergie électrique;
- transport et distribution de gaz naturel;
- services postaux.

Enfin, dans le projet de loi 6110 concernant la transposition de directives relatives au développement de chemins de fer communautaires et à la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire, le ministre compétent envisage la désignation de l'institut comme organisme de contrôle du marché ferroviaire.

Eu égard à ces élargissements de compétences, le projet de loi prépare l'ILR à de nouvelles missions en ouvrant la possibilité d'une extension de sa direction à un maximum de cinq membres.

pu être respectée. En effet, compte tenu de l'ampleur des travaux préparatifs de cette vaste réforme, il s'avère nécessaire de réviser le calendrier initial et d'échelonner en plusieurs étapes la mise en vigueur des dispositions susmentionnées.

Dans cette optique, le projet de loi sous rubrique propose les dispositions suivantes:

- Une modification du premier alinéa de l'article 75 de la loi précitée du 19 décembre 2008 a pour but d'échelonner en plusieurs étapes l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'organisation de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale (chapitres II et III de la loi précitée du 19 décembre 2008), étant entendu que le début de l'année scolaire 2012/2013 est le délai ultime pour faire démarrer les formations réformées en classe de 10^e. Pour les métiers et professions qui sont prêts à démarrer avant cette date, une mise en vigueur anticipée, par le biais de règlements grand-ducaux, est rendue possible.

- Il est en outre prévu d'insérer dans la loi précitée du 19 décembre 2008 un article 75bis visant à reprendre, pour certains

métiers et professions, le texte de l'article 20 de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, aussi longtemps que ne leur sont pas applicables les nouvelles dispositions de la loi précitée du 19 décembre 2008.

L'article 20 de la loi modifiée précitée du 4 septembre 1990 a fixé le principe selon lequel le diplôme de technicien donne accès d'office aux études techniques supérieures dans une spécialité correspondante. Or, le diplôme de technicien «nouveau régime» tel que défini dans la loi précitée du 19 décembre 2008 ne permet l'accès à des études supérieures qu'après la réussite de plusieurs modules préparatoires. Compte tenu de la nécessité d'échelonner en plusieurs étapes la mise en vigueur des dispositions relatives à l'organisation de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale, il apparaît donc indispensable, dans un souci de sécurité juridique, de remettre en vigueur les dispositions plus favorables se rapportant au diplôme de technicien «ancien régime» pour la période où ces diplômes sont encore délivrés.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 18.03.2010

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

29.04.2010 Désignation d'un rapporteur

01.07.2010 Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

05.07.2010 Présentation et analyse d'un projet de rapport

08.07.2010 Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 25.05.2010

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

(Président: M. Ben Fayot):

24.06.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

01.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.07.2010

Fiscalité

6130 - Projet de loi modifiant les articles 157, 157bis et 157ter de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le projet de loi a pour objet de rendre conformes au droit communautaire certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu relatives à l'imposition des non-résidents.

En date du 14 avril 2009, la Commission européenne a émis à l'encontre du Luxembourg une mise en demeure sur base de l'article 226 du Traité instituant la Communauté européenne («TCE») pour non-conformité de certaines dispositions de la

législation fiscale luxembourgeoise en matière d'imposition des non-résidents avec les dispositions de l'article 56 du TCE relatif à la libre circulation des travailleurs. La Commission européenne a critiqué, en premier lieu, le fait que certains revenus des non-résidents sont soumis à des taux d'impôts progressifs plus élevés que ceux qui seraient effectivement appliqués, selon le barème, à leur revenu majoré de la tranche de base non imposable. En second lieu, la Commission a constaté que le bénéfice de la tranche de base non imposable n'était pas accordé aux contribuables non résidents réalisant au Luxembourg la quasi-totalité des revenus mondiaux, lorsque la quasi-totalité des revenus mondiaux se compose de revenus indigènes non professionnels.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 28.04.2010

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

09.07.2010 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.07.2010

Loi du 26 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°120, page 2050

Réforme de la formation professionnelle

6140 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de modifier certaines dispositions de la loi

du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle.

Initialement fixée à la rentrée scolaire 2010/2011, l'échéance de la mise en vigueur intégrale des dispositions relatives à l'organisation de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale, dispositions contenues notamment dans les chapitres II et III de la loi précitée du 19 décembre 2008, n'a pas

La Chambre après Lisbonne

6143 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative aux incidences du Traité de Lisbonne sur les parlements nationaux

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne au 1^{er} décembre 2009 lance le contrôle du respect du principe de subsidiarité par les parlements nationaux, ce qui demande une certaine adaptation des procédures internes.

Contrôle de la subsidiarité

Avis motivé

La Chambre des Députés a décidé de n'appliquer le contrôle de la subsidiarité qu'aux propositions législatives européennes classées comme documents B. De surcroît, un avis motivé sur la subsidiarité n'est rédigé que dans l'hypothèse où une violation du principe de subsidiarité est constatée.

L'avis motivé est discuté en commission en présence d'un représentant du Gouvernement. La commission sectorielle concernée doit avoir clôturé ses discussions endéans un délai de quatre semaines et décider s'il y a lieu de rédiger un avis motivé concluant au non-respect du principe de subsidiarité.

Chaque groupe politique ou technique et chaque sensibilité politique peut présenter un projet d'avis motivé tendant à inviter une commission à retenir le non-respect du principe de subsidiarité.

La décision de rédiger un avis motivé est prise à la majorité des membres de la commission.

Les dernières quatre semaines du délai de huit semaines doivent être réservées à la rédaction de l'avis motivé ainsi qu'au vote de la Chambre siégeant en séance publique.

La décision de l'envoi de l'avis motivé est prise en séance publique sous la forme d'une résolution adoptée à la majorité des membres de la Chambre des Députés.

Cette résolution est présentée par le Président de la Chambre des Députés et est soumise au vote de la Chambre des Députés. La résolution est adoptée sans débat à moins que la Conférence des Présidents n'en décide autrement suite à une demande de la commission concernée. Le temps de parole auquel l'article 85 (3) du Règlement fait référence n'est pas applicable.

Au cas où aucune séance publique n'est convoquée en temps utile pour respecter le délai de huit semaines, la Conférence des Présidents, convoquée dans les meilleurs délais, décide à la majorité simple de l'éventuel envoi de l'avis motivé. Pour ce point les sensibilités politiques sont également invitées à la Conférence des Présidents.

Dans cette hypothèse, la décision de l'envoi n'est pas prise sous forme d'une résolution. La commission compétente est informée de la décision de la Conférence des Présidents par lettre du Président de la Chambre des Députés. La Chambre des Députés en est informée lors de la prochaine séance publique dans le cadre des «communications».

En toute hypothèse, l'avis motivé est communiqué aux Présidents de la Commission européenne, du Conseil et du Parlement européen ainsi que pour information au Gouvernement luxembourgeois par une lettre du Président de la Chambre des Députés. L'avis motivé est communiqué sur IPEX aux autres Parlements nationaux par la cellule européenne, en français et en anglais (traduction de courtoisie).

Recours

Les recours visent les directives et règlements dans leur version finale et sont à introduire dans un délai de deux mois à compter de la publication du texte visé. Le recours se limite au cas où la Chambre des Députés a envoyé un avis motivé à la Commission européenne.

La Commission du Règlement a retenu qu'il appartient à la cellule européenne de l'administration de suivre les textes ayant fait l'objet d'un avis motivé, afin qu'un



recours éventuel contre l'acte communautaire puisse être décidé et introduit dans les délais.

Les commissions parlementaires sectorielles sont invitées à inscrire le plus tôt possible après leur publication les directives et les règlements européens concernés à l'ordre du jour d'une réunion de commission. La commission compétente décide endéans les trois semaines de la publication de la directive ou du règlement au Journal officiel s'il y a lieu de proposer à la Chambre siégeant en séance publique l'introduction d'un recours devant la Cour européenne de justice. Les discussions en commission y relatives se font en présence d'un représentant du Gouvernement.

Au cas où la commission conclut à une violation du principe de subsidiarité, une motion à soumettre à la séance publique est déposée pour inviter le Gouvernement à introduire un recours devant la Cour de justice pour violation du principe de subsidiarité. Conformément aux dispositions de la Constitution, la motion doit être adoptée en séance publique à la majorité des députés. Au cas où il y aura révision de l'article 62 de la Constitution, la Chambre des Députés se réserve le droit de revenir sur ce point.

Au cas où aucune séance publique n'est convoquée en temps utile pour respecter le délai de deux mois, la Conférence des Présidents, convoquée dans les meilleurs délais, prend la décision. L'introduction du recours est décidée à la majorité des voix représentées à la Conférence des Présidents. Pour ce point les sensibilités politiques sont également invitées à la Conférence des Présidents.

Dans cette hypothèse, la décision de l'envoi n'est pas prise sous forme d'une motion. La commission compétente est informée de la décision de la Conférence des Présidents par lettre du Président de la Chambre des Députés. La Chambre siégeant en séance publique en est informée dans la rubrique des «communications» du Président.

Le Gouvernement est lié par la motion demandant l'introduction d'un recours.

Les parlements nationaux sont informés par IPEX sur l'introduction du recours, par l'intermédiaire de la cellule européenne.

Sur décision du Bureau, la Chambre des Députés chargera un avocat de l'introduction du recours. Les frais et honoraires des avocats et des experts à consulter sont à charge de la Chambre des Députés.

Avis politique

La procédure utilisée pour le contrôle de subsidiarité s'applique également aux avis motivés politiques, signalant des problèmes au niveau du contenu («initiative Barroso»), comme p. ex. pour les avis sur des livres verts.

Les principales différences par rapport au contrôle du respect du principe de subsidiarité sont que:

- les avis politiques ne sont pas prévus par le Traité de Lisbonne, mais sont encouragés par la Commission européenne, et en particulier par le Président Barroso;

- le délai de huit semaines n'est pas applicable;

- un recours devant la Cour de justice ne peut être introduit que dans l'hypothèse du contrôle de subsidiarité.

Aide financière pour étudiants

6148 - Projet de loi modifiant:

1. la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures;

2. la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

3. la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni enfant;

4. la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes;

5. le Code de la sécurité sociale

S'inscrivant dans le cadre de la mesure qui vise l'abrogation des allocations familiales servies aux enfants de 21 ans et plus, le projet de loi sous rubrique a pour objet de mettre en place un nouveau mécanisme de bourses et de prêts pour études supérieures.

Le nouveau système d'aides financières de l'État pour études supérieures s'articule autour des dispositions suivantes:

- Chaque étudiant qui remplit certaines conditions de résidence au Luxembourg et qui poursuit des études supérieures peut bénéficier, dès son inscription dans l'enseignement supérieur, d'une aide financière de l'État sous forme de bourses et de prêts. Le montant de base dont l'étudiant peut bénéficier est fixé à 13.000 euros par année académique. Ce montant peut être augmenté de 3.700 euros au maximum pour couvrir les frais d'inscription et de 1.000 euros pour les étudiants qui se trouvent dans une situation grave et exceptionnelle et qui sont confrontés à des charges extraordinaires.

Le montant total qu'un étudiant peut obtenir à titre de bourses ou de prêts s'élève dès lors à 17.700 euros par année académique.

- Le mode de calcul des aides financières est modifié dans ce sens que ce n'est plus le revenu des parents qui est pris en compte pour le calcul de la pondération entre la bourse et le prêt, mais le revenu de l'étudiant. Cette démarche devrait permettre à chaque étudiant de poursuivre des études supérieures indépendamment du pouvoir financier ou de la volonté de ses parents.

- En ce qui concerne les conditions académiques auxquelles est subordonnée l'attribution des aides financières, le nouveau mécanisme est applicable aux grades académiques délivrés dans le cadre du processus de Bologne (bachelor, master, doctorat), aux «anciens» diplômés qui n'ont pas encore été adaptés au processus de Bologne, ainsi qu'aux diplômés de brevet

de technicien supérieur délivrés après un cycle court dans l'enseignement supérieur.

La durée de l'attribution des aides financières correspond à chaque fois à la durée officielle du cycle d'études en question majorée d'une année. Ainsi, un étudiant en bachelor de 180 ECTS bénéficie de l'aide financière pendant 4 ans (3+1) et un étudiant en master pendant 3 ans (2+1), si bien qu'un étudiant qui poursuit des études de bachelor et de master a donc droit à l'aide financière pendant 7 ans. Un étudiant en BTS peut bénéficier de l'aide financière pendant 3 ans (2+1).

- Les primes d'encouragement sont supprimées.

- Les élèves du régime professionnel de l'enseignement secondaire technique qui sont autorisés à suivre leur formation professionnelle à l'étranger du fait qu'ils ne peuvent pas effectuer cette formation au Luxembourg pourront également bénéficier de ces aides financières. Cette mesure ne présente qu'un caractère transitoire puisqu'elle sera remplacée par un système d'aide financière spécifique à ces élèves.

- Les allocations familiales sont maintenues jusqu'à l'âge de 27 ans pour les élèves adultes de l'enseignement secondaire et secondaire technique.

- Le projet de loi prévoit le principe de l'introduction d'une aide mensuelle aux volontaires âgés de plus de 18 ans qui tombent sous le coup de la loi du 31 octobre 2007 sur le service volontaire des jeunes.

- Étant donné que le boni pour enfant a été abrogé dans le chef des étudiants bénéficiant d'une aide financière de l'État pour études supérieures, les aides financières de l'État pour études supérieures ont été augmentées à 13.000 euros par année académique. Cette mesure d'abrogation du boni et d'augmentation de l'aide versée est aussi applicable aux jeunes effectuant un volontariat.

Tant qu'un élève adulte a droit à des allocations familiales, le boni pour enfant est versé mensuellement par la Caisse nationale des Prestations familiales, à l'instar de ce que prévoit le système actuellement en vigueur.

- Le bénéficiaire de l'aide financière pour études supérieures ou de l'aide aux volontaires continue à faire partie du ménage de ses parents ou de celui de ses parents avec qui il vit sous le même toit, si bien que les changements en matière d'allocations familiales et de bourses n'entraînent pas de changements en matière fiscale.

- Le projet de loi sous rubrique vise également à assurer le maintien automatique de la couverture sociale des jeunes adultes qui poursuivent des études supérieures.

Dépôt par MM. Xavier Bettel, François Bausch, Lucien Lux, Jean-Louis Schiltz et Laurent Mosar, Députés, le 03.06.2010

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission du Règlement

(Président: M. Gast Gibéryen):

30.06.2010 Désignation d'un rapporteur

Examen de la proposition de modification

06.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

Modification du Règlement de la Chambre des Députés -
Texte coordonné du 15 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°123, page 2064

Emploi

6147 - Projet de loi

1) portant introduction de diverses mesures temporaires visant à promouvoir l'emploi et à adapter les modalités d'indemnisation de chômage et complétant ou dérogeant à certaines dispositions du Code du travail;

2) modifiant les articles L. 513-3, L. 521-7 et L. 523-1 du Code du travail;

3) modifiant la loi modifiée du 17 février 2009 portant 1. modification de l'article L. 511-12 du Code du travail; 2. dérogation, pour l'année 2009, aux dispositions des articles L. 511-5, L. 511-7 et L. 511-12 du Code du travail

Le projet de loi vise, d'une part, à introduire des mesures temporaires destinées à promouvoir et à maintenir l'emploi et, d'autre part, à modifier ou compléter certaines dispositions du Code du travail avec l'objectif d'une meilleure activation des demandeurs d'emploi ainsi que d'une protection accrue des salariés âgés.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 09.06.2010

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Lucien Lux):

24.06.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.07.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.07.2010

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 18.06.2010

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Média et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

01.07.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

05.07.2010 Continuation des travaux

09.07.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

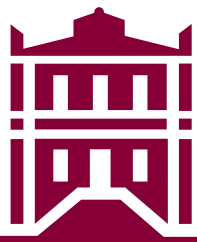
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2010

Loi du 26 juillet 2010

Mémorial A 2010, N°118, page 2040





Sommaire

1. Communications
 - M. le Président
2. Ordre du jour
 - M. le Président
3. Débat d'orientation sur le programme de travail de la Commission européenne
 - Exposé: M. Ben Fayot
 - Débat: Mme Martine Mergen, Mme Lydie Polfer, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser (dépôt de la question parlementaire écrite N°748)
 - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
4. Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine
 - Exposé: M. Félix Braz
 - Discussion générale: Mme Lydie Polfer, M. Ben Fayot, M. Fernand Kartheiser, M. Ben Fayot
 - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
5. 6140 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle
 - Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports: M. Fernand Diederich
 - Discussion générale: M. Mill Majerus, M. André Bauler, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser
 - Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
6. Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine (suite)
 - Vote sur la motion modifiée (adoptée)
7. 6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes
 - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
8. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la réorganisation des lignes d'autobus RGTR suite aux déclarations gouvernementales
 - Exposé: M. François Bausch
 - Débat: M. Marc Spautz, M. André Bauler, M. Roger Negri, M. Gast Gibéryen
 - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix.**- Neen, Här President.

1. Communications

► **M. le Président.**- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Derniewent goufe folgend Projeten déposiert: den 1. Juli vum Finanzminister de Projet de loi 6153 iwwert de Règlement du compte général de l'exercice 2009 an den 2. Juli vum Héichschoulminister de Projet de loi 6154 iwwert d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwert den Infirmiersberuff.

3) Den 29. Juni huet d'Fédération des Artisans d'Petitioun N°299 „Och mir sinn Lëtzebuerg“ ofginn.

4) Vum 15. bis de 17. Juni huet zu Paräis déi 58. Sessioun vun der Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale stattfonnt. D'Chamber war vertrueden duerch d'Madame Anne Brasseur an duerch déi Hären Norbert Hauptert, Fernand Boden a Jean Spautz.

5) Um drëtten Deel vun der Sessioun vun 2010 vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot, déi vum 21. bis 25. Juni zu Stroossbuerg stattfonnt huet, hunn déi Damme Lydie Err an Anne Brasseur souwéi déi Häre Fernand Boden, Norbert Hauptert a Jean Huss deelgeholl.

Communications du Président - séance publique du 6 juillet 2010

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. Les projets de loi suivants ont été déposés à la Chambre des Députés:

6153 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2009

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 01.07.2010

6154 - Projet de loi portant organisation de la formation à la profession réglementée de

l'infirmier responsable de soins généraux et à la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées,

- transposant les dispositions spécifiques relatives à l'infirmier responsable de soins généraux ainsi que celles relatives à la sage-femme et à l'architecte de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CEE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie;

- modifiant la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

- modifiant la loi du 11 janvier 1995 portant réorganisation des écoles publiques et privées d'infirmiers et d'infirmières et réglementant la collaboration entre le Ministère de l'Éducation nationale et le Ministère de la Santé;

- modifiant la loi du 19 juin 2009 portant organisation de l'enseignement supérieur

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 02.07.2010

3. La pétition N°299 «Och mir sinn Lëtzebuerg» qui proteste contre les réductions des investissements publics envisagées par le Gouvernement, contre les modifications prévues au niveau des transferts sociaux et contre l'indexation des salaires, a été déposée par la Fédération des Artisans en date du 29 juin 2010.

4. Du 15 au 17 juin 2010 s'est tenue à Paris la 58^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. Y ont participé 4 membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir le Président de la délégation, M. Norbert Hauptert, Mme Anne Brasseur, Membre effectif, et MM. Fernand Boden et Jean Spautz, Membres suppléants. Mme Lydie Err et M. Jean Huss se sont excusés.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, les sujets suivants:

- La défense européenne et le Traité de Lisbonne - Réponse au rapport annuel du Conseil

- Le suivi de la PSDC dans les parlements nationaux et au Parlement européen - Réponse au rapport annuel du Conseil

- Proposition de prix européen «civisme, sécurité et défense»

- L'Iran et le Moyen-Orient

- L'UE et les Balkans occidentaux

- Le marché transatlantique des équipements de défense

- La coopération européenne dans le domaine des hélicoptères militaires

- Afghanistan: expliquer à l'opinion publique les raisons d'une guerre

- La coopération structurée permanente selon le Traité de Lisbonne - Réponse au rapport annuel du Conseil

- La coopération médicale entre les forces armées européennes

- Les conflits gelés et la sécurité européenne

- L'espace militaire: les satellites d'alerte avancée et de renseignement électromagnétique - Réponse au rapport annuel du Conseil

- La sécurité européenne face au problème des débris spatiaux

L'Assemblée a adopté 1 résolution et 12 recommandations en rapport avec les susdits points à l'ordre du jour.

Cinq orateurs de marque ont pris la parole lors de la susdite session, notamment:

- M. Pjer Šimunovi, Secrétaire d'État, Ministre de la Défense, représentant S.E. Mme

Jadranka Kosor, Premier Ministre de la République de Croatie,

- S.E. M. Carlos Fernández-Arias Minuesa, Représentant permanent de l'Espagne au Conseil de l'UEO/Comité politique et de sécurité de l'UE, représentant la présidence espagnole actuelle de l'UE/UEO et les Ministres de la Défense et des Affaires étrangères,

- Mme Claude-France Arnould, Directeur général adjoint en charge de la gestion des crises et de la panification (CMPD), Conseil de l'UE, représentant Mme Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et

- S.E. M. Walter Stevens, Représentant permanent de la Belgique au Conseil de l'UEO/Comité politique et de sécurité de l'UEO, représentant la Présidence entrante belge de l'UE/UEO.

La 59^e et dernière session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale devrait se tenir à Paris du 30 novembre au 2 décembre 2010.

5. Du 21 au 25 juin 2010 s'est tenue à Strasbourg la 3^e partie de la session ordinaire de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté la Présidente de la délégation, Mme Lydie Err, le vice-président, M. Norbert Hauptert et les Membres effectif et suppléants, Mme Anne Brasseur et MM. Jean Huss et Fernand Boden, M. Spautz s'étant excusé en raison de sa participation à une réunion des Présidents des Commissions du Travail et de l'Immigration à Madrid.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, un débat selon la procédure d'urgence: Regain de tension au Proche-Orient, un débat d'actualité: la situation en Kirghizstan, la situation des Roms en Europe et les activités pertinentes du Conseil de l'Europe, l'Islam, l'Islamisme et l'Islamophobie en Europe, la situation de la démocratie en Europe, la gestion de la pandémie H1N1: nécessité de plus de transparence, l'interdiction de la commercialisation et de l'utilisation du dispositif anti-jeunes «Mosquito», etc.

En outre, il faut signaler qu'au cours des débats de la susdite session sont intervenus Mmes Brasseur et Err et M. Huss.

L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (16 résolutions, 11 recommandations et 1 avis) ont été distribués.

La 4^e partie de session de 2010 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 4 au 8 octobre 2010.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Ordre du jour

Den 1. Juli huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Orientierungsdebat iwwert den Aarbechtsprogramm vun der EU-Kommission nom Modell 1. Duerno hu mer eng Motioun vum Här Félix Braz iwwert d'Mënscherechter a China. Dann hu mer de Projet de loi 6140 iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle, Modell 1; dann de Projet de loi 6095, en Accord mat Marokko iwwert d'Services aériens, och nom Basismodell; da schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'RGTRs-Busslinn.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Orientierungsdebat iwwert de Rapport vum Ombudsmann fir d'Joren 2008-2009 nom Modell 2.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 5904 iwwert d'Partenariats nom Modell 1; duerno d'Question avec débat N°12 vum Här Xavier Bettel iwwert de Service d'aide aux victimes d'infractions pénales; dann de Projet de loi 6105, eng Direktiv iwwert d'Ëmsetze vum Programm INSPIRE an dat

nationaalt Recht nom Basismodell an da schlussendlech eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Auswäerte vum Aféiere vun de Gesetzer iwwert de Bail à loyer an iwwert de Pacte logement.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da kéime mer elo zur Orientéierungsdebatt iwwert den Aarbechtsprogramm vun der EU-Kommissioun. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Dammen Mergen a Polfer, den Här Braz an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo den honorebelen Här Ben Fayot als President vun der aussepolitichescher Kommissioun. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

3. Débat d'orientation sur le programme de travail de la Commission européenne

Exposé

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Här President, mir schwätzen haut iwwert den Aarbechtsprogramm vun der Barroso-II-Kommissioun fir d'Joer 2010 an deelweis och fir déi ganz Mandatsperiod. Dee Programm gouf Enn Mäerz 2010 virgeluecht.

Niewebäi gesot an als Ufank: Ech mengen, insgesamt mussen mer als Prinzip hei an der Chamber hunn, méi schnell op wichteg europäesch Texter ze reagieren, sief dat an der Plénière, sief dat an der Kommissioun. Dofir wär et selbstverständlech besser gewiescht, mir hätten éischter hei iwwert den Aarbechtsprogramm geschwat, dee schonn zolidd an der Ausféierung amgaangen ass.

Här President, firwat an der Lëtzebuurger Chamber iwwert den Aarbechtsprogramm vun der Kommissioun schwätzen? Mä well et den éischte Programm vun enger neier Kommissioun ass a well et interessant ass ze kucken, wes Geistes Kind déi Kommissioun ass.

Mat anere Wieder: Wéi eng Europäesch Unioun entwéckelt sech an den nächste fënnf Joer? Ass et eng méiglechst liberal oder eng méiglechst équilibréiert zwëschen deem, wat d'Wirtschaft wëllt, an deem, wat d'Mënsche brauchen? Wéi ass et mat dem sozialen, ekologeschen, nohaltegen Europa? A wéi ass et mat dem Schutz vun de Rechter a Fräiheete vun de Mënschen? Wéi wëllt Europa sech an der Welt positionéieren? Gëtt et méi duerchschlagskräfig a méi kohärent a sengen Interventiounen no baussen?

Villes vun deem, wat am Laf vum Joer a vun den nächste Joren aus der Kommissioun eraschéint, steet an deem Aarbechtsprogramm. Et kann ee sech also ganz fréi dorobber preparéieren, et gesäit een d'Zesammenhäng. D'Chamber wéi d'Regierung hunn also Intérêt, dee Programm opmierksam ze liesen, fir schnell op d'Politik vun der Kommissioun ze reagieren, wann nei Texter virgeluecht ginn.

Här President, vu virer an e puer Remarques iwwert d'Interventioun vun onsem Parlament an Europa. Bekanntlech huet jo de Vertrag vu Lissabon déi parlamentaresch Dimensioun vum Europaparlament an den Nationalparlamenten vun der Europäischer Unioun opgewäert. En huet awer och zugläich den Afloss vum Rot, also vun den nationale Regierungen, opgewäert. Et ass awer wichteg, dass an deem verännerte Kräfteverhältnis déi Europäesch Kommissioun hiren Afloss behält an dass se mat dësem Programm och kloer no bause mécht, wat fir en Afloss se wëllt huelen.

Wat ons Chamber selwer ugeet, esou hu mer an de leschte Jore probéiert, ons Prozeduren an Europa ze straffen an ons vis-à-vis vun der Regierung ze positionéieren. Mir hunn en Aide-mémoire iwwert d'Zesammenaarbecht zwëschen Regierung a Chamber an onsem Reglement festgehalen. Mir hunn en neien Artikel virbereet, deen d'nächst Woch an d'Plénière kënn, fir d'Interventioun vun der Chamber nom Vertrag vu Lissabon ëmzesetzen. Mir kucken d'Texter, déi aus der Kommissioun kommen, fir an engem fréie Stadium

ze erkennen, wou déi Kommissioun hi wëllt.

De politeschen Afloss vun der Chamber an Europa froen hänkt vun zwee Facteuren of: Deen een, dat si mir selwer. Wéi wäit gëtt déi europäesch Dimensioun an onse Kommissiounen an an onsem Parlament eescht geholl? Wéi intensiv kucken ons Kommissiounen déi europäesch Politik? Wéi engesch reagiere se?

Deen anere Facteur, dat ass d'Regierung. Si ass onsen Uspriechpartner, si ass déi Institution, déi am institutionelle Gefüge vun Europa täteg ass, si ass ee vun deenen zwee europäesche Législateuren, si mussen mer scrutéieren a gegebenenfalls kritiséieren oder ënnerstëtzen. Wéi wäit informéiert si ons ganz fréi a ganz ëmfaassend? Wéi wäit wëllt se hiert Parlament mat an d'Boot huelen, wann et ëm europäesch Froe geet, besonnesch ëm komplizéiert a schwiereg europäesch Froe fir onst Land?

Meng Evaluatioun, meng Äntwert och op déi Froen ass fir de Moment duerchweess, souwuel wat d'Parlament ugeet wéi och wat d'Regierung ugeet. Ech ka mech net iwwert d'Bereitschaft vun de Ministere bekloen, fir ons an de Kommissiounen Op-schluss ze ginn iwwert dat, wat an de Conseile geschitt. Ech iwwersinn awer net, ob all Ministere gesinn, wéi nützlich et ass, hiert Parlament hanner sech ze hunn. Ech froe mech och, wéi de Flux vun den Informatiounen zwëschen Regierung a Chamber ass, dee mer jo an deem Aide-mémoire virun zwee Joer festgeluecht hunn.

Ech fannen awer, dass mer wéineg agebonne waren an de leschte Méint an déi grouss Manöveren, déi an de leschte Wochen a Méint bei der Gestiou vun der Kris, der Entwécklung vun de Léisunge fir dës Kris an Europa an dem Apport vu Lëtzebuerg stattfonnt hunn. Sécher kann d'Lëtzebuurger Regierung wéi all d'Regierung soen, dat wär op engem Niveau behandelt ginn, dee wäit iwwer ons an hinne alleguer steet: de G7, de G8 an de G20, den Här Obama, d'Madame Merkel an den Här Sarkozy, den Här Van Rompuy, eventuell nach den Eurogroup a säi President, de Jean-Claude Juncker.

Mä nach geschéien andauernd Saachen zu Bréssel a soss an der Welt, bei deenen d'Nationalparlamenten wéi och d'Europaparlament hannerdrunhumpelen. Dat wär jo eigentlech net esou schlëmm, wann et sech nëmmen ëm den Ego vun den Deputéierten géif handelen. Mä et geet ëm vill méi: Et geet ëm d'Demokratie an der Europapolitik. Et geet ëm d'Akzeptanz vun der Politik, déi an Europa gemaach gëtt, an et geet ëm d'Ausriichtung vun där Politik.

Wat déi Ausriichtung ugeet, ass manifestement och munches an der europäescher Politik an de leschte Jore falsch gelaaf: ze vill Maart, net genuch Regulatioun am öffentlechen Interessi, net genuch Demokratie. Mir wëllen, dass dat anescht gëtt! Ons Chamber kann dozou bäidroen, zesumme mat villen anere Parlamenten, dat europäesch an nationaler, besonnesch och, well all déi Parlamenten ganz no bei de Bierger sinn.

Här President, nun zu dem Aarbechtsprogramm vun der Europäischer Kommissioun, deen den 31. Mäerz 2010 ënnert dem Titel: „Le moment d'agir“ eraschkoum. An deem Programm gëtt 2010 als den Ufank vun engem neien Zäitalter proklaméiert an deem Sënn, dass d'Kris d'Zesummenaarbecht an d'Solidaritéit ënnert de Länner vun der Unioun méi wéi jee verlang.

De Programm vun der Europäischer Kommissioun ass a véier grouss Achsen gedeelt: éischtens de Kampf géint d'Kris, zweetens de Projet fir d'Bierger, déi am Mëttelpunkt vun der Politik stoe sollen, drëttes eng europäesch Aussepolitik mat enger globaler Dimensioun a véiertens eng Moderniséierung vun dem Fonctionnement vun der Unioun.

D'Kommissioun deklinéiert dee Programm an eng Partie strategesch Initiativen. Wat de Kampf géint d'Kris ugeet, stinn déi meescht Initiativen an der Strategie 2020, iwwert déi mer schonn hei diskutéiert hunn. Am Aarbechtsprogramm steet och den Aktiounspang fir de Programm vun

Stockholm, dee mer hei an der Plénière vun der Chamber och diskutéiert hunn a mat enger Motioun ofgeschloss hunn an dee mer och zum Deel mat der Madame Reding an onser Kommissioun gekuckt hunn.

Mat dësem Aarbechtsprogramm leet d'Kommissioun hir Kaarten op den Dësch, wat ze begrëissen ass, well dat verbessert d'Transparenz an d'Previsibilitéit vun där Initiatioun an hirer Politik, a fir onst Parlament ass dat e wichtige Facteur vu senger dagdeeglecher Aarbecht.

Här President, den Aarbechtsprogramm enthält eng laang Lëscht vun Annexen. Ech gi ganz kuerz drop an, ganz kuerz: D'Annex I enthält sougenannt strategesch Initiativen, déi 2010 vun der Kommissioun sollen ugeholl ginn. Dozou gehéieren all déi Texter, fir der Finanzkris Meeschter ze ginn, an d'Initiativ 2020.

Da sollen Initiative geholl ginn, fir de Bannemaart ze relancéieren. Et soll e Wäissbuch iwwert d'Zukunft vum Transport virgeluecht ginn an e Pak fir d'Energieinfrastruktur. Dozou gehéiert, den Aktiounspang fir de Programm vu Stockholm ëmzesetzen, also alles, wat de Raum fir Fräiheet, Sécherheet a Gerechtegkeet ugeet.

D'Kommissioun wëllt laangfristeg gesellschaftlech Changementer ugoen an dofir soll e Gréngbuch iwwert d'Pensioone kommen, iwwer Biodiversitéit an iwwert de Katastropheschutz. Da soll eng Strategie fir den Handel vun Europa am Horizont 2020 ausgeschafft ginn a schliesslech sollen d'Instrumenten an d'Aarbechtsmethode vun der Europäischer Unioun verbessert ginn, ob dat de Budget, d'Landwirtschaft oder d'Kohesionspolitik betrëfft.

An enger zweeter Annex gi weider méiglech Initiativen a Strategien évoquéiert. Eng drëtt Annex enthält Initiative fir d'Verfachung vun der Gesetzgebung. Eng véiert enthält eng Lëscht, fir Virschléi zréckzezéien, déi an de Prozedure sinn, a bei de meeschte Virschléi ass eng Indikatioun, a wéi engem Joer d'Texter publizéiert ginn.

Här President, ech wëll net méi op déi wirtschaftlech a finanziell Aspekter vun der Strategie „Europa 2020“ zréckkommen. No onser Diskussioun heibannen iwwert déi Strategie „Europa 2020“ sinn ech iwwerzeegt, dass ons Wirtschaftskommissioun sech mat deene verschiddene wirtschaftspoliteschen Initiativen intensiv beschäftege wäert.

Parallell dozou - wëll ech och rappeléieren - hëlt d'Gesetzgebung fir d'Finanzmäert Form un. Den 2. Juni huet d'Kommissioun eng Kommunikatioun erausgi mat enger ganzer Lëscht vun Initiativen, déi bis Enn 2011 virleie sollen. An der Logik dovunner huet de Conseil européen vum 17. Juni 2010 d'Konklusiounen dozou geholl.

Zum Beispill soll déi nei Finanzwäerungwaachung ufanks 2011 stoen, sollen déi Stresstester vun den Hauptbanke bis Enn Juli publizéiert ginn. Et soll en Accord fir eng Direktiv iwwer alternativ „fund managers“ virum Summer fonnt ginn. Déi europäesch Iwwerwaachung iwwer Rating-agenture soll verbessert ginn. D'Kommissioun soll Virschléi virleien iwwert d'Mäert vun den Dérivés, iwwert déi sougenannt „short selling“ an d'„credit default swaps“. De Conseil européen huet och akzeptéiert, dass d'Memberstaten Taxen op d'Finanzinstitutiounen am Sënn vun engem fairen „burden-sharing“ leeën an dass se Incitatiounen schafen, fir systemesch Risiken ze bekämpfen.

Et ass wesentlech, Här President, dass ons Chamber sech intensiv mat der Reform vun de Finanzmäert grad ewéi mat der Fro vun der Iwwerwaachung vun den nationale Budgeten an engem fréie Stadium beschäftegt.

Här President, den Aarbechtsprogramm vun der Kommissioun enthält vill interessant a politesch wichteg Pisten, déi ech hei net alleguer behandle kann an och net wëll. Ech wëll der fënnf dovunner e bësse méi prezis ëmrisse.

Éischt Pist: E wichteg Thema fir d'Kommissioun sinn Erausforderungen op laang Siicht, wou d'Kommissioun mat hirem Ap-

parat eng wichteg Denkfabrick fir d'Zukunft vun Europa ka sinn. Dozou gehéieren zum Beispill d'Pensioenen. Fir dat zweet Trimester... - a wann ech gutt ënnerriicht sinn, soll dat Gréngbuch scho muer presentéiert ginn -, do ass also fir dat zweet Trimester 2010 am Aarbechtsprogramm e Gréngbuch iwwert d'Pensioenen versprach. Mir sinn elo schonn am zweete Semester, dofir ass et méiglech, dass dat elo kënn.

Dir wësst, dass d'Europäesch Unioun keng legislativ Kompetenzen op deem Gebitt huet. D'Kommissioun wëllt awer déi sougenannt oppe Koordinatiounsmethoden asetzen, eng Partie bestehend Direktiven iwwerschaffen a Problemer vun Assurance an Erspuerner kucken. E Gréngbuch heescht: Konsultatioun mat de Memberlänner an de sozialen Acteuren. Ech géif mer wënschen, dass ons Chamber sech och zu dësem Gréngbuch géif ausdrécken, op jidde Fall et op de Leescht huelen a kucken, wat fir Pisten d'Europäesch Kommissioun do proposéiert.

Eng aner laangfristeg Erausforderung ass déi legal Immigratioun, fir mëttelfristeg der Veralterung vun der Gesellschaft entgéintzewirken. Et soll och eng nei Strategie vun der Europäischer Unioun iwwert d'Biodiversitéit ausgeschafft ginn. D'Kommissioun wëllt och den öffentlechen Débat iwwert de wëssenschaftleche Fortschritt animéieren, zum Beispill iwwert de Clonage vun Déieren, d'Biotechnologie an d'Nanotechnologie. Also, eng ganz Partie Initiativen, déi méi wäit gi wéi déi nächst fënnf Joer, Initiativen, déi ons Gesellschaft och an der Zukunft wäerten determinéieren.

Zweetens, zweet Pist, e Bedauern: Ech bedauern, dass d'Kommissioun wéineg Initiativen am Soziale virgesäit, op deem Gebitt, wat an de leschte Joren och duerch Uerteeler vum Geriichtshaff fir vill Onzefriddenheet bei de schaffende Leit a bei de Gewerkschafte gesuert huet. Zu den ugekënnegten Initiative gehéiert eng Iddi iwwer e Congé fir Pappen. Mä soss ass am Programm op jidde Fall näischt ugekënnegt. Ech mengen, et ass awer wichteg, dass d'Politik op deem Gebitt aktiv gëtt, amplaz et dem Geriichtshaff ze iwwerloossen, iwwer seng Jurisprudenz d'Sozialagenda festzeleeën.

Drëtte Punkt: D'Kommissioun annonciéiert eng Kommunikatioun iwwert d'Services publics, wat den Här Barnier bei onser Visite zu Bréssel schonn ugemellt hat. Et gëtt - wéi Der wësst - zu deem Punkt e Protokoll N°26 am Vertrag. D'öffentlech Déngschtleeschung sinn an de Sog vun der Liberaliséierung am Kader vum Bannemaart komm, an d'Bréifpost ass dofir e gutt Beispill. Den öffentlechen Déngscht, dee fir d'Zesummeliewen an onser Gesellschaft esou wichteg ass, soll menger Usicht no kloer vun der Europäischer Unioun verkannt ginn, och iwwert Texter, déi verbindlech sinn, an et sollen och genuch Mëttelen dofir erlaabt ginn. Zu deem Punkt kann ee schliesslech och rappeléieren, dass d'Kommissioun fir Enn Juli 2010 eng Direktiv preparéiert, fir en Espace unique européen du rail ze schafen.

Véiert Pist: Et ass mer opgefall an dësem Aarbechtsprogramm, d'Jugend grad ewéi d'Schoul an d'Ausbildung hunn en héije Stellenwert. Zwar huet d'Europäesch Unioun och hei keng legislativ Kompetenz. An der Strategie „Europa 2020“ sinn dräi strategesch Initiativen festgehalen. Kommunikatiounen ginn ugemellt, fir d'Jugend besser op den Aarbechtsmaart ze preparéieren an hir Mobilitéit ze favorisieren, d'Fuerschung an Héichschoule solle moderniséiert ginn, Entrepreneurship soll duerch en neien Erasmus-Programm pousséiert ginn an „lifelong learning“ gehéiert och dozou.

Mä och an deem weidere Programm fir de Rescht vun der Mandatsperiod sinn eng ganz Partie Initiative fir Erziéung, Kultur a Jugend ugesot. Dozou gehéiert eng Recommandatioun iwwert de fréien Ofgang vu Jugendlechen aus der Schoul, en neie Programm iwwer Jugend a Bewegung. Et



sinn Initiativen iwwer Sport, Kultur a Kreatioun annonciéiert, an d'Kommissioun wëllt e Virschlag iwwert d'Standarden an de Sproocher virleeden.

Fënneftens a leschtens wëll ech op déi Iddien hiweisen, déi fir d'Affaires intérieures virgeluecht ginn. Dëst ass alles, wat mat Migratioun, Grenzwäachung, Mënschenhandel, Famillienzummeffierung an esou weider ze dinn huet. E Bericht, deen elo virläit, dee mer gëschter an der Kommissioun gekuckt hunn, weist, wéi wäit ons Länner nach bei der Ëmsetzung vun der europäescher Politik op deem Gebitt ausenaner sinn. An dat, wat d'Madame Reding ons och virun e puer Méint ugekënnegt huet, eng aner Iddi an deem Gebitt do, nämlech eng Iddi fir en europäescht Recht fir Kontrakter, läit elo ënner Form vun engem Gréngbuch vir, ass och also schonn eng Exekutioun vun deem Aarbechtsprogramm vun der Kommissioun.

Fir ofzeschléissen, Här President, dräi Remarquen.

Éischtens, bei der Analys vun der Aktivitéit vun der Kommissioun iwwer all déi Joren, net nëmme hei am Aarbechtsprogramm, muss mer all Kéiers genee op d'Kompetenze kucken, déi d'Europäesch Unioun duerch d'Vertrag huet, well d'Unioun jo nëmme do aktiv ka ginn, wou d'Länner hir Kompetenze ginn. Och d'Lëtzebuurger Chamber muss sech intensiv mat de Verträgen ausenanersetzen an de Message eriwuerbréngen, net nëmme fir ons hei an der Chamber, mä och fir d'Leit dobaussen, fir d'Opinion publique, dass d'Kommissioun an d'Europäesch Unioun nëmme gesetzlech do intervenéiere kënnen, wou se vun de Länner Kompetenzen iwwerdreue kruten.

Natierlech ka keen der Kommissioun verbidden ze denken. Ech hu vun Denkfabrick geschwat. An ech mengen, dat ass och wichteg. Et ass nëtzlech, wann an der Kommissioun iwwer Problemer vun der Europäescher Unioun an de Memberlänner nogeduecht gëtt, an dat ass ëmsou méi nëtzlech, wéi déi Länner méi kleng sinn. De Modernisierungsschub, deen doduerch entsteet, ass wichteg an nëtzlech.

Dofir solle mer ophéieren, Här President, mat de Verschwörungstheorien, déi d'Leit wëlle gleewen doen, et géif heemlech hanner hirem Réck an engem europäesche bürokratesche Superstat gebastelt.

Zweete Punkt. Här President, d'Kommissioun gëtt d'Impressioun vun enger neier Modestie an deem Sënn, dass se eng Partie wichteg Entwécklungen op de Leescht huele wëllt. Esou soll fir den 20. Anniversaire vum Bannemaart mat Hëllef vum Rapport Monti de Bannemaart evaluéiert a relancéiert ginn. Déi Modestie ass ze begréissen, well vill ze oft gouf an der Vergaangenheet vun der Kommissioun vill versprach, wat net ëmmer gehale konnt ginn.

Drëttens, et ass och ze wënschen, dass d'Kommissioun hir Pflicht vun der Evaluatioun vun deenen europäesche Gesetzer systematesch observéiert an dass d'Europäesch Unioun ëmmer erëm hir Nützlichkeet fir den eenzelne Bierger hannerfreet. Dat heescht, dass se net Gesetzer mécht fir Gesetzer, mä dass se hannerfreet, wat déi Gesetzer fir d'Leit a fir ons Länner bréngen.

Well d'Europäesch Unioun, Här President, ass méi wéi e Maart, et ass eng Schicksalsgemeinschaft fir de Fridden an de Wuelfstand vun de Mënschen, déi an Europa liewen. Onst Parlament, d'Lëtzebuurger Chamber, kann a soll duerch seng Aarbecht dozou bäidroen, d'Europäesch Unioun als e Projet fir d'Mënschen hei zu Lëtzebuerg an an Europa weiderzedreiwen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Ben Fayot. Als éischt Riednerin ass déi honorable Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi den Här Fayot et schonn elo grad heuewe gesot huet, ass et schonn e bësse gelungen, dass mer haut den Aarbechtsprogramm vun der Europäescher Kommissioun fir dat lafend Joer am Ufank vun der zweeter Halschecht vun deem Joer diskutéieren. Dësen Ëmstand weist och, dass Retarden opgetaucht sinn an der Opstellung vun den europäeschen Acteuren, virun allem der Kommissioun. Retarden, déi ongewéinlech sinn a sech am beschten net sollte widerhuelen. Si hunn nämlech, wéi mer haut wëssen, zimlech batter Konsequenze fir d'Wierksamkeet vum europäeschen Handeln no sech gezunn.

Eréischt am September 2009 gouf de José Manuel Barroso als Kommissionspräsident fir en zweet Mandat vum Europaparlament gewielt. D'Opstellung vun der Kommissionséquipe huet de Rescht vum Joer 2009 an Usproch geholl. An de Vertrag vu Lissabon ass och eréischt am Dezember a Kraaft getrueden.

Bis d'Kommissioun duerch de Vote vum Parlament den 10. Februar 2010 offiziell an d'Amt koum, waren zënter der Wahl vum Europäesche Parlament aacht ganzer Méint vergaangen. Vill Zäit, och vill verlorene Zäit, während där eng geschäftsféierend Kommissioun wuel ënnert deemselwechte President net vill legislativ Initiative konnt huelen, wat virun allem am Beräich vun der politescher Aktioun zur Krisenbekämpfung net gehollef huet.

D'Kommissioun orientéiert sech mat hirem Programm deels un deem, wat de José Manuel Barroso am Summer 2009 als seng eege politesch Leitlinien de Fraktiounen am Europaparlament zougestallt hat. Den Aktionsprogramm schreift sech awer virun allem och an déi politesch Logik vum Vertrag vu Lissabon an, well beispillsweis en europäeschen diplomateschen Déngscht muss opgebaut ginn, an den europäesche Rechtsraum en neien Zouschnëtt kritt. Dat passéiert iwwerens ënnert dem Impuls vun der Lëtzebuurger Kommissäin Viviane Reding, déi fir d'Justizfreen zoustänneg ass.

Wéi gesot, et huet gedauert bis d'Kommissioun Barroso II offiziell konnt hir Aarbecht ophuelen. An déi beschriwwen Verzögerungen erklären och, woufir mir eréischt esou spéit iwwert dës Programm schwätzen, vun deem jo e gudden Deel scho misst ëmgesat sinn.

Ech wëll dofir och e bësse méi iwwert déi mëttelfristeg Politik vun der Kommissioun schwätzen, wéi just iwwert dat, wat elo nach soll a fënnel an engem hallwe Mount de Rescht vum Joer 2010 geschafft ginn. Dat eent geet awer logescherweis an dat anert iwwer an et fügt sech och an d'Konzeptioun an d'Ëmsetzung vun der Uniounsstrategie 2020, iwwert déi mer heibanne rezent schonn diskutéiert hunn.

Mir wäerte sonner Zweifel och nach virun doriwwer schwätzen, besonnesch, well d'Europäescht Parlament zu Recht fuerdert, dass dës Strategie op méi zolitte Grondlage stoe kënn wéi déi vu Lissabon, där hiren Erfolleg sech am Fong just mat de Mëttele vun der Nanotechnologie miesse loosse.

D'Kommissioun huet 2010 zwou wesentlech immédiate Aufgaben, déi sech logescherweis och an hirem Programm erëmfannen. Dat eent ass d'Iwwerwonne vun der Wirtschafts- a Finanzkris, déi an Europa zu enger dramatescher Scholdekrise ginn ass, an dat anert ass d'Opstelle vum europäesche Service d'action extérieure, dee vum Vertrag vu Lissabon geschafte gouf.

Si huet awer nach eng, déi se natierlech net ka schwaarz op wäiss an hire Programm schreien, mä déi eigentlech déi wichtegst vun en alleguer ass. Si muss sech selwer, hir Roll als Hiderin vun de Verträgen, an och mat der gemeinschaftlecher Method, der Méthode communautaire - wéi dat op Lëtzebuergesch heescht -, nei legitiméieren. Den Här Fayot huet schonn ausgefouert, wéi mer och amgaange sinn hei an der Chamber an de Kommissiounen ons eng Method ze ginn, fir rechtzäitig an och zu deene wichtegen a richtege Punkte kënnen matzeschaffen.

Mécht se dat nämlech net oder kritt se dat net hin, da riskéiert d'Europäesch Unioun

an engem neien Élan vun intergouvernementalem Handeln ze versacken. Dat wär net nëmme tragesch fir kleng Memberstaaten, déi hir Roll an der Unioun just kënnen duerch déi kommunautär Method voll spillen, mä fir d'Unioun als Ganzt.

Wie mengt, dass europäescht Handeln nëmme méi an ëmmer nees duerch grouss däitsch-franséisch Virstéiss ugedriwwt kéint ginn, deen iert sech. Et ass un der Kommissioun, dës Virstéiss selwer ze machen.

Et gouf laang beklot, dass d'Europäesch Kommissioun a Saache Krisenbekämpfung eng zimlech diskret Roll gespilt huet; dat ass nach héiflech formuléiert. Mä zu hirer Éirerrettung sief gesot, dass si am Fong och net vill anescht konnt. Wéi si hätt missen determinant handelen, war d'Mandat vun der Kommissioun Barroso I amgaang auszelafen. Duerno war et offiziell ofgelaf an dat vu Barroso II nach net amgaang.

Wéi Barroso II dunn endlech am Amt war, hat d'Scholdekrise an Europa scho voll zougeschloen, an d'Leader vun Däitschland a Frankräich hu gemaach, wéi wa si d'Heft an der Hand hätten. Gläichzäitig huet de President vum Europäesche Conseil, deen de Vertrag vu Lissabon agesat huet, no enger Roll fir sech selwer gesicht. Als President vun där Institutioun, deen déi grouss politesch Orientatiounen vun der Unioun virgëtt, huet en déi och bal missen op d'Gestioun vun der Kris zouschneiden. D'Resultat vun all deem war, dass d'Kommissioun an den Hannergrond vun der Krisegestioun getrueden ass.

Alles dat weist am Fong, dass nieft der Kris Europa et och mat Integrationsproblemer ze dinn huet, well souguer wann zënter leschem Hierscht eng Kommissioun voll an offiziell am Amt gewiescht wär, hunn déi Grouss zu Paräis an zu Berlin a wuel och nach e puer méi kleng Grousser soss enzwousch probéiert, de Lead an der Gestaltung vun der Antikrisepolitik u sech ze rappen.

Et ass an deem Kontext keen einfachen Exercice fir d'Kommissioun, aus deem Zesummeschleefe vun national inspiréierte Léisungen erauszekommen an eng europäesch Léisung virzeschloen, déi d'Intérite vun alleguerten an net just vun Eenzelner Rechnung dréit, a ganz besonnesch och vun allen europäesche Bierger.

Um Niveau vun de Legislatiounsinitiatiiven zur Finanzmaartreguléierung an -iwwerwaachung huet d'Kommissioun eng Rei vun Iddien a Virschléi, wéi ee kéint an Zukunft Zeenarié wéi déi, déi sech zënter e puer Joer ofspillen, an dat mat bekannte gravéierende Konsequenzen, verhéineren. Natierlech net eleng, well d'Kommissioun proposéiert, an d'Europaparlament an de Ministerrot decidéieren.

An deem institutionellen Dräierspill ass dee ganze Supervisiouns- a Regulatiounspak gutt virukomm an e steet dës Woch am Europaparlament virum Vote. Do bleift elo am sougenannten Trilogue tëschent Kommissioun, Conseil a Parlament nach Feinaarbecht ze leeschten, nodeems der scho ganz vill geleest ginn ass. An déi dräi Institutiounen si sech jo eens, dass de Pak séier muss a Kraaft trieden.

D'Regulatioun, déi effektiv an effikass Regulatioun vun de Finanzmäert an de Finanzprodukter, d'Iwwerwaachung vu Praktiken a Risike sinn eng vun de ganz groussen Léieren aus der Finanzkris. Mä si eleng ginn nach net duer.

Den nächste Schrëtt ass d'Reguléierung vu Finanzderivaten am Allgemengen an den Émgang mat bestëmmte Finanzprodukter wéi Kreditausfallversécherungen a Finanzmaartpraktike wéi déi sougenannt „short sales“ oder Leerverkeef souwéi déi zukünfteg Organisatioun vun der Titrisatioun, also der Émwandlung vu Schold a Wäertpabeieren.

Natierlech dierf och den Themekomplex vun der Besteuerung vum Finanzsektor als solchen oder de Finanztransaktiounen net feelen.

Last but not least schliesslech nach d'Fro vun der Roll an der Organisatioun vun de Ratingagencen. An deenen Domänen huet de Kommissar Barnier a seng Institutioun wëlles, bis Enn dës Joers déi Proposen op den Dësch ze leeën, déi se ënnert de gegebenen Ëmstänn fir richtig halen.

All Mënsch weess, wat fir en Onheer de spekulativen Handel mat Kreditausfallversécherungen, deene berüchtigten CDSen, kann uriichten. Kee manner wéi de Finanzguru Warren Buffett huet déi Dénger eemol als „financial weapons of mass destruction“ bezeechent. An hie misst et jo wëssen. Oder eng quasi onbegrenzten Titrisatioun vun all méiglecher Schold, bis um Enn net emol méi de Verkeefer - vum Akefer guer net ze schwätzen - vun engem sougenannte strukturéierte Wäertpabeier méi weess, wat dodran ass a wat e ka wäert sinn, oder eben dann och net.

Mä obwuel dass jiddwereen et weess, wëllt net jiddwereen handelen. Eventuell muss Europa dat ganz eleng maachen oder an enger Koalitioun mat deene Wëllege vun anere Staaten, déi deeslechte Wee oder en ähnleche wëlle matmaachen.

Eent schéngt der CSV-Fraktioun kloer: Wann net déi Instrumenter an déi Praktiken, déi déi aktuell Kris ausgeléist hunn, endlech an Zam geholl ginn, dann hu mer näischt geschafft. Déi griichesche Scholdekrise gouf psychologesch am Fréjoer doduerch verschäerft, dass verschidde Banken, déi zesammen iwwer honnert Milliarde griichesche Schold haten, Kreditausfallversécherungen op där Schold verkaaft hunn, an zwar un amerikanesche Fongen, déi se net brauchen.

Esou spekuléiert een op d'Faillite vun engem Land an op d'Enn vu senger Währung. An déi Währung ass an deem Fall onsen Euro. Wéi laang solle mer deem Onfug nach nokucken? Wat ass esou schwéier dorun, legislativ festzeleeën, dass all Handel mat CDSen, mat deem engem Verkeefer seng Positioun decouvriert gëtt, verbueden ass, gradesou wéi d'Akafen der-vun duerch Akefer, déi keen eegene Risiko domat versécheren? Mir hoffen, dass d'Kommissioun séier mat Proposen an déi dote Richtung kënn. Am Hierscht soll et esou wäit sinn.

Zu de Ratingagencen gëllt och, dass mer all wëssen, wat déi fir e Schued ugeriicht hunn. A soulaang keen aneren oder keng aner Ratingagence wéi déi dräi grousser, déi all amerikanesch Haiser sinn, Ratinge mécht, ginn deenen hir weider geglëeft, well schliesslech muss ee sech jo un eppes orientéieren, wann ee wëllt Wäertpabeiere kafen. Mir brauchen, egal wéi mer ons dréien, éischtens op d'mannst och eng europäesch Ratingagence - a firwat net nach e puer där méi op der ganzer Welt, op der Aerd? -, an zweetens muss mer do sécherstellen, dass et keng Interessenkonflikter méi gëtt wéi déi, déi mer bis haut kennen.

Zu de Moosnamen, déi nach oft zitéiert ginn, fir de Finanzsektor ze stabiliséieren an ze responsabiliséieren, gëllt natierlech d'Aféierung vun enger Ofgab oder enger Besteuerung vun de Finanztransaktiounen. Mir haten deslescht hei an der Chamber ausféierlech doriwwer geschwat. Dofir wëll ech och net méi hei dorobber zrëckkommen. Et sief just nëmme esou vill gesot, dass mer zënter dem G20 wëssen, dass et zu kenger weltwäiter Tax wäert kommen an dass um europäeschen Niveau e Konsens besteet, wat d'Aféierung vun esou enger Tax uegt.

Vläicht zum Ofschluss vun deem Komplex nach e Wuert zur Wirtschaftsregierung. Mir mengen, dass Europa net wierklech eng Wirtschaftsregierung brauch, mä dass et iwwerhaapt emol misst regéiert ginn. An anere Wieder, wann d'Institutiounen kohärent funktionéieren an d'Gemeinschaftsmethod konsequent ugewannt gëtt, dann hu mer vum selwen eng europäesch Governance, déi och dat Wirtschaftlecht ofdeckt. Dat stännegt Gemauschels tëschent deene Groussen, déi éiweg gemeinsam Bréiwer un dësen an un deen, dat ass de Contraire vum europäesche Regéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen zweeten dréngleche Volet vun der Kommissioun hirem Aarbechtsprogramm am lafende Joer ass d'Opriichte vun engem europäeschen diplomateschen Déngscht. D'Virbereedungsarbechten an deem Service komme gutt virun, an e wäert wierklech e Quantesprung an der Baussenduerstellung vun der Unioun bedeiten, well et an Zukunft richtig europäesch Botschafter uechtert d'Welt wäert ginn, an net méi just, wéi an der Vergaangenheet, Vertrieber vun der Kommissioun.



Wann och d'Kommissioun Haaptacteur vum diplomateschen Déngscht ass, da kritt awer och d'Europaparlament an e puer Punkte Satisfaktioun. Esou huet d'Parlament zum Beispill drop gedrängt, dass dee Service muss eng équitabel Participatioun vu Bierger vun alle Memberstate sécherstellen, wat haut net de Fall ass. Dat ass natierlech och an onsem Intérêt.

Doriwwer eraus kritt d'Europaparlament d'Méiglechkeet, an dat ass och en Deel vum zukünftegen interinstitutionellen Accord, wichteg Vertrieeder an deem diplomateschen Déngscht matzestimmen. Op déi Manéier gëtt verhénnert, dass just méritéiert Kommissiounsmataarbechter där wichteger Positione kréien, wéi et virun e puer Méint nach mam Vertrieeder zu Washington gaangen ass. Deem säin Haaptmérite war seng perséinlech Proximitéit zum President Barroso.

Mat dem europäeschen diplomateschen Déngscht gëtt och d'Position vum der Héijer Vertrieederin fir Aussen- a Sécherheitspolitik encadréiert a verlängert. Si steet un der Spëtzt wéi all nationalen Ausseminister och vun engem Réseau vun Diplomaten, déi ons Präsenz an den Haaptstied vun der Welt assureieren an ons politesch Uleies dohinner transportéieren. Grad duerfir ass et esou wichteg, dass d'Madame Ashton gläichzäitig Héich Vertrieederin an domat Presidentin vum Rot vun den Ausseministere ass a Vizepresidentin vun der Kommissioun. Ouni des Verankerung an der Kommissioun hätt si net d'Koordinationsroll vum diplomateschen Déngscht vun der Unioun gehat.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och nach e puer kuerz Wieder zum Aarbechtsprogramm selwer vun der Kommissioun. D'Kommissioun insistéiert an hirem Pabeier konkret op véier Haaptpunkten.

Ech schwätze vun der Bekämpfung vun der Wirtschaftskris a vun der Verwierklechung vun engem kohärenten aussepolitischen Agenda. Mä wichteg ass, dass am Kommissiounsprogramm steet, dass den europäesche Bierger duerch Moderniséierung vun den europäeschen Instrumenter an der Aarbechtsweis vun Europa an de Mëttelpunkt soll stoe kommen.

D'Kommissioun huet wëlles, de Stockholmer Programm ëmzesetzen. Dese Programm fixéiert den Aarbechtsprogramm vun der Unioun fir déi nächst Joren, ënner anerem an Kader vun der Coopération policière a judiciaire, vun der Protection civile awer och a ganz besonnesch am Domän vun enger gemeinsamer Immigrations- an Asylpolitik.

D'EU-Kommissärin Viviane Reding war ufanks Mee an där aussepolitischen Kommissioun invitéiert. Si huet eng Rei vu Projekte virgestallt, déi d'Kommissioun gedenkt ze finaliséieren respektiv deemnächst op d'Schinnen ze bréngen an déi als Zil hunn, d'Liewe vun onse Bierger ze vereinfachen. Esou gesäit d'Kommissioun vir, am Dezember en Text virzeleeën, deem de Prinzip vun der Application mutuelle vun de Juge-menter virgesäit. Do geet et ëm d'Délais de prescription, ëm d'Rechter vun den Ugeklo-ten, déi besser garantéiert musse ginn.

Um Niveau vum Scheedungsrecht soll och gehandelt ginn. D'Reform steet ganz allgemeng ënnert dem Zeeche vun enger verstärkter Kooperatioun. Och déi verschidde Kontraktrechter soll d'Kommissioun ënnert d'Lupp huelen. Kafen iwwert den Internet, dat ons och alleguerten a ganz besonnesch och ons Bierger ugeet, soll méi einfach a méi sécher gemaach ginn. Mir kënnen dese Grondiddien nëmmen zoustëmmen.

D'Aarbechtsinstrumenter an d'Aart a Weis, wéi d'Unioun schafft, sollen op de Leescht geholl ginn. D'Législatioun soll méi einfach gemaach ginn an déi administrativ Chargé reduzéiert ginn. Europa senge Bierger vermëttelen, dat gëtt e gutt Stéck méi einfach, wann d'Bierger sech kënnen an deem Europa fannen a kloer feststellen, dass d'EU eng Plus-value fir hiert Liewen duerstellt. Well do genee läit de Problem: D'Europäer wëssen heiansdo net ze schätzen, wat Europa hinne bréngt.

Et ass, an dat hate mer all an der Campagne vun dem Lissabonner Vertrag gemierkt, näischt, wouriwwer d'Leit sech haut nach kënnen beegeschteren, esou wéi soss,

wann ons Jugend d'Douanespoteauen ofrappe gaangen ass. D'CSV-Fraktioun ass dofir frou, dass d'Kommissioun kloer Akzenter gesat huet, déi et elo gëllt ze verwierklechen.

Här President, ech denken, ech erziele keng Ligen, wann ech soen, dass d'Europäer heiansdo souguer en zwiespältig Verhalen Europa géigeniwwer un den Dag leeën. Dëst léisst sech dorauer erklären, dass Europa fir si eppes Bürokratesches ass, wat wäit ewech steet vun hirem aldeegleche Liewen a vun hiren aldeegleche Suergen. Dat huet de Referendum 2005 bei ons, mä haaptsächlech an enger Reianere Länner kloer bewisen.

Europa ass abstrakt, an d'Leit kënnen näischt esou richtig domadder ufänken. Dofir ass versicht ginn, vu Bréssel aus méi rezent an no dem Referendum besser ze kommunizéieren.

Et ass natierlech och - den Här Fayot huet dat ugeschwat - d'Responsabilitéit vun den nationale Politiker, ëmmer nees op d'Wichtigkeet an d'Noutwendegkeet vun Europa hinzewisen. Europa steet fir Friden a Wuelstand. Ouni den Euro wieren d'Konsequenze vun der Kris méi gravéierend gewiescht. Wou et kloer wor, dass d'Kris weltwäit Konsequenzen hätt, huet Europa gehandelt an e concertéierten a koordinéierte Plan de relance économique commun op d'Bee gestallt, ouni deen d'Sortie aus der Kris méi schwéier gewiescht wier.

Och am Fall Griichenland huet Europa gehandelt, wann och mat Retard. Et huet e Rettungsschiem iwwert d'Eurozon opgespaant, dee sécherlech dozou bäigedroen huet, Schlëmmeres ze verhënnern. Doriwwer eraus gëtt et haultësdags vill Gegebenheeten, déi eis als selbstverständlech erschéngen, déi awer op europäesch Initiativen zrëckzeféiere sinn.

Sou steet Schengen fir fräi Zirkulatioun. D'EU-Bierger kënnen net nëmme méi einfach iwwerall an Europa reesen, mä sech och méi einfach an engem europäesche Land néierloossen an do schaffen. Mir brauche keng Carte-de-séjour. Mir brauche kee Pass.

Aner Acquisé si vläicht manner visibel fir d'Bierger, mä dowéinst net manner wichteg, well se e groussen Afloss hunn op d'Liewen an d'Sécherheet vun Europa, wéi zum Beispill d'Zesummenaarbecht tëschent den nationalen Autoritéiten am Beräich vun der Sécherheet, eng méi kohärent Gestiou vun den europäesche Baussegrenzen duerch Frontex an déi schonn ernimmte gemeinsam Immigrations- an Asylpolitik.

Ech wëll dat nach eng Kéier widerhuelen, well ech dat als ee vun de wichtegste Punkte vun deem Programm 2010 fillen a fannen. Dat ass den Akzent, deem drop geluecht gëtt, dass de Bierger am Mëttelpunkt steet. Dat heescht och Simplification administrative.

D'Kommissioun versicht also, aus hire Fehler vun der Vergaangenheet ze léieren an den Erwaardungen, déi mir all u si erundroen, méi gerecht ze ginn. Si probéiert, besser wéi an der Vergaangenheet den Hiewel do unzesetzen, wou et am néidegsten ass a wou hir Interventioun tatsächlech eng Plus-value fir d'Unioun an hirem Ganzen duerstellt.

Wéi oft huet d'Kommissioun sech bei der Lissabon-Strategie missen de Reproche gefale loossen, dass dem Bierger seng Interessen, seng Bedierfnisser an och seng Sécherheet ganz am Hannergrond vun hire politesch Prioritéite géife stoen. Wéi oft ass d'Oniwwersiichtlechkeet vun den europäeschen Institutiounen a virun allem vun der europäescher Législatioun grad wéi d'Schwéierfällgkeet vun de Prozeduren ugeprangert ginn. Mir gesinn an deem Aktionsprogramm nëmme richtig Usätz. Et bleibt natierlech ofzewarten, wat elo konkret dobäi erauskënn.

D'CSV-Fraktioun an, wéi den Här Fayot gesot huet, mir alleguerten hei an der Chamber sinn iwwerzeegt, dass d'Richtung stëmmt.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Mergen Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, dese Programme de travail, dee sech d'Kommissioun fir d'Joer 2010 ginn huet, dréit dee schéinen Titel „Le moment d'agir“. An eleng dat ass jo schonn e ganze Programm. Dese Programm ass, wéi scho gesot ginn, den 31. März dëst Joer veröffentlecht ginn a gouf den 20. Abrëll vum Kommissiounspräsident, dem Här Barroso, am Europaparlament zu Stroossbuerg presentéiert.

Dat heescht, dass dat, wat d'Kommissioun sech virgeholl huet, an et ass vill, dat gouf am éischten Drëttel vun deem Joer presentéiert an et bleift also, zu deem Punkt stounge blouss nëmmen nach knapp aacht Méint an haut nach knapp, emol keng sechs Méint méi, fir dat do alles ze realiséieren, oder fir et op d'mannst an d'Wee ze leeden.

An dofir géif ech mengen, dass bis Chrëschttag dëst Joer sollen déi 34 sougenannten Initiatives stratégiques ëmgesat ginn. Do bleift net vill Zäit. Do muss dalli kommen.

Mir wëssen, dass mat deem Aarbechtsprogramm de Prozess vun der Lissabon-Nofolgestrategie „Europe 2020“ soll age-laut ginn. Eng Strategie, déi mer jo viru kuerzem hei an der Chamber diskutéiert hunn. An et ka kee behaupten, dass d'Lissabon-Strategie, déi Europa bis 2010 jo zur kompetitivster an dynameschter Wëssens-ökonomie soll erhiewen, gegléckt ass. An et ka kee behaupten, d'Europäesch Unioun hätt dëst Zil erreecht a wier deenen héijen Erwaardunge gerecht ginn.

Dat wor schonn 2005 ze erkennen. Och konnt d'Lëtzebuurger Présidence deen erhofften Impuls net ginn, fir en trotzdeem zum Succès am Joer 2010 ze féieren.

Här President, wann een en Zil net erreecht, muss ee sech duerno d'Fro stellen, u wat et louch. Wor d'Zil, dat ee sech gesat hat, ze vill ambitiös, onrealistes, oder awer huet ee sech d'Moyenen net ginn, fir iwwerhaupt deem Objektiv méi no ze kommen, an/oder huet vläicht de Wëllen, an deem Fall de politesch Wëlle gefeelt?

Jo, d'Zil vun der Lissabon-Strategie war ambitiös, vläicht ze vill. Sécher awer huet et um politesch Wëlle gefeelt, fir gemeinsam dohinner ze kommen, wou een ufanks wollt. An do läit och ee vun de Problemer. D'Responsabilitéit läit net an den Hänn vun engem, mä op d'mannst an deene vu 27, a wann een Kommissioun nach derbäizelt, an nach vill méi. An et ass also ëmmer einfach, een deem aneren d'Schold ze ginn, de Conseil der Kommissioun oder och ëmgekéiert.

D'Analys also vum Netsuccès muss gemaach ginn an ass och gemaach ginn, ier ee sech en neie Programm gëtt a sech nei Objektiv setzt, an et muss een ass de Feeler vun der Vergaangenheet léieren an déi néideg Konsequenzen doraus zéien. Well soss, jo soss riskéiert een, dass ee genau déi nämleche Feeler nees eng Kéier mécht.

An et ass genau déi Fro, déi engem direkt an de Kapp kënn, wann een d'Strategie „Europe 2020“ an de Kommissiounsprogramm och elo fir 2010 liest. Sinn d'Aen net nees eng Kéier méi grouss wéi de Mond, an huele mer eis net nees eng Kéier ze vill vir? An déi Fro, déi direkt hannelndu kënn, ass: Gi mer eis déi néideg Moyenen, a virun allem de politesch Wëllen, ass deen do?

Et kann ee sech déi beschte Virsätz huelen, et kann een och déi beschten Traitéen hunn. An dat sot ech ëmmer schonn am Kontext bei den Diskussiounen, déi mer heibanne gefouert hu vun dem Verfas-sungsvertrag: Wann de politesch Wëlle feelt, da kënn een net wäit. An ëmgekéiert: Och mat engem manner gud-den Text kann ee wäit kommen, kann een alles maachen, wann een et wierklech wëllt.

Och d'Kommissioun souguer pocht an der Introduktioun vun hirem Aarbechtsprogramm op d'Noutwendegkeet vun politesch Wëllen, fir den Erausforderunge gerecht ze ginn, a pocht op d'Nout-

wendegkeet fir ze handeln, woubäi eigentlech, wann een dat esou liest, an den Här Fayot huet eis e puer Saache virgelies, woubäi eigentlech a villen Domäne scho méi laang hätt misse gehandelt ginn.

D'Startkonditiounen vun där neier europäescher Strategie si wesentlech manner favorabel wéi déi vun der Lissabon-Strategie am Joer 2000. Dat war virum 11. September 2001, dat war virun der Kris vun 2008. E Skeptiker oder e Pessimist géif direkt soen, dass et deemno net besser ka goen. Anerer, an zu deene wëll ech mech emol zielen, mengen, dass et awer vläicht besser ass an enger Kris unzefänken, d'Léieren aus där Kris ze zéien, an erëm dann opbauen, wéi um Enn vun enger Periode an eng Kris ze schleidern.

D'Haaptakzenter vun de Programmes de travail leien deementspriedend och bei der Sortie de crise, an et sollen och strukturell Ännerungen erbäigefouert ginn, fir an Zukunft esou oder esou ähnlech Krisen ze vermeiden, mä och en Échec wéi bei der Lissabon-Strategie ze vermeiden.

Hei geet et ebe virun allem ëmmer nees ëm dat nämleche, ëm Handeln. Et ass vill vu Contrôle a vu Surveillance vun den internationalen Finanzmäert Rieds; et sinn dat d'Initiativen 2 bis 7. Jo, och vun enger Bankesteuer gëtt geschwat, d'Initiative stratégique Nummer 8. A mer wëssen alle-guer, hei muss Lëtzebuerg natierlech oppassen, wat deemnächst op eis duerkënn.

Gewëss, fir weider griichesche Verhältnissen an Zukunft ze vermeiden, muss onbedéngt gekuckt ginn, dass déi Regeln, déi mer ewell hunn, elo schonn hunn, och agehale ginn. An et ass och wichteg, dass um Niveau vun der Koordinatioun an der Gouvernance économique gehandelt gëtt, méi gehandelt gëtt, mä hei läit de Groupe de travail, hei läit d'Direktioun an den Hänn vum Conseil. An do muss een d'Fro stellen: Ass dat déi richteg Plaz? Wier se net besser a méi richteg bei der Kommissioun gewiescht?

Et misst och iwwer e Fonds monétaire européen nogeduecht ginn. Vill hunn dat schonn ernimmt. Or, heivunner steet näischt am Programme de travail.

Iwwer aner wichteg Dossiere soll am Laf vun 2010 nogeduecht ginn, wéi zum Beispill iwwert d'Zukunft vun der Politique agricole commune, d'Initiative stratégique Nummer 33. Konkretes vermësst een allerdéngs hei nach um Wee zu enger méi no-halterger Landwirtschaft.

Idem wat d'Energiespueermoosname betrëfft. Laangzäitiger gi fixéiert, 20% mander Energieverbrauch bei de Gebaier an am Transport. Konkret Mesurë sollen nach nogereecht ginn. Do kann een dann nëmme soen: „Seeing is believing“. De gemeinsame Bannemaart soll relancéiert ginn, an hei gëtt op d'Konklusione vum Rapport Monti gewaart. D'accord. D'Kommissioun huet sech virgeholl, géint eng Partie Blocagen ze kämpfen, a Retarden, déi sech an deene leschte Joren accumuliert hunn, opzehuelen. Dee gemeinsame Bannemaart, deem 1992, also schonns virun 18 Joer, an d'Wee geleet gouf, nodeem e schonns 1958 an den Texter virgesi war, ass also haut och nach ëmmer net wierklech volljäreg.

Een Aspekt, deem net ugeschwat gëtt am Aarbechtspabeier, ass dee vun der feelender géigesäitiger Unerkennung vun de Berufsqualifikatiounen an der Europäescher Unioun. An dëst ass, dat wësse mer, oft eng Barrière, déi dem Prinzip vun der libre circulation vun den EU-Bierger net gerecht gëtt.

E Wäissbuch iwwert den Transport an d'Infrastruktur am Transportberäich soll d'Strategie fir déi nächst zéng Joer festleeën. Schéin a gutt, mä mir wëssen awer, wéi e Sort allze oft esou Wäissbicher erwaart. Et schéngt mer awer kloer, dass notammet am Schinneberäich an der Europäescher Unioun muss investéiert ginn, fir eng méi nohaltege Transportweis vun eise Gidder uechter Europa ze organiséieren. Dat do ass och eng Fro vu Kompetitivitéit.

Här President, net alles ass nei an deem Programme de travail, esou beispillsweis de Projet fir en Europa vun de Bierger ze schafen. Wéi oft hu mer dat scho gehéiert? Dat kléngt gutt. Et ass awer ze bezweifelen, ob dat, wat proposéiert gëtt, an ob dat, wourobber sech beruff gëtt - de Programme de Stockholm, deen hei an der Chamber Enn vum leschte Joer debattéiert gouf -, de Bierger wierklech d'Gefill wäert vermëttelen, datt se elo méi am Mëttelpunkt vun der europäescher Politik stinn, datt sech méi em hir alldieglech Suerge gekëmmert gëtt.

Am zukünftigen Espace judiciaire européen dierfen déi fundamental Rechter a Fräiheete vun deem Einzelnen net ze kuerz kommen. An hei wäerte mir als Demokratesch Partei permanent dorop uechten. Ech wëll dem Här Fayot dat vläicht soen - dee virdu gemengt huet, et misst ee kucken, ob dat hei e Programm ass, dee liberal ass, oder een, deen de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt -: Dat hei, dat ass echt liberal Politik, de Mënsch, de Respekt vun de Mënscherechter an de Mëttelpunkt ze stellen, an duerfir wäerte mir suergen, fir dorop opzepasst.

D'Kommissioun verspricht, nach dëst Joer eng Kommunikatioun iwwert d'Grundrechter ze presentéieren a sech de Froeronderem den Dateschutz unzehuelen. Mir plädéieren derfir, datt an Zukunft virun all Initiativ, Projet oder Direktiv sech intensiv mam Schutz vun der Privatsphäre beschäftegt gëtt, an all Mesure op de Prinzip vun der Verhältnismässigkeit gepréift gëtt. Bis elo war et jo oft eréischt duerno, datt sech d'Fro gestallt gouf.

D'Europäesch Unioun wäert och net derlaanscht kommen, sech Gedanke mussen ze maachen iwwert d'Défien à long terme, déi déi eenzel Länner méi oder manner staark betreffen, a wou d'Kompetenzen a sech op nationalem Niveau leien. Esou soll eng gemeinsam Strategie a puncto Immigration an Asyl op europäischem Niveau ausgeschafft ginn. An et soll iwwert d'Pensionen nogeduecht ginn. Och wann hei keng konkret a bindend Mesuren deemnächst ze erwaarde sinn, esou mussen d'Memberstate sech dach drop gefasst maachen, datt hinnen och an esou Domänen, déi nach ëmmer an nationaler Kompetenz sinn, an Zukunft op den Zannt gefillt gëtt, a sief et nëmme, fir hire finanziellen Équiliber ze kontrolléieren.

En anere Sujet: d'Aussepolitik. Jo, déi soll méi kohärent ginn. Dat ass richtig. Mä et ass awer wierklech kee Scoop. Besonnesch déi lescht zéng Joer gouf ëmmer erëm op méi Kohärenz an der europäescher Aussepolitik gepocht an ass gefuerdert ginn. A mat dem Akraafttriede vum Lissabon-Vertrag ass jo gehofft ginn, et kéint een deem Objektiv méi no kommen. Méi kritesch Stëmme hu bezweifelt, datt deen neie Poste vum Haut Représentant eng reell Plus-value par rapport, zum Beispill, zu engem Javier Solana géif bedeuten. A bis elo, muss ee soen, huet d'Madame Ashton déi Zweifel net wierklech aus dem Wee geraumt.

De Service européen pour l'action extérieure soll dann hei Remedur schafen an der Europäescher Unioun dat néidegt Gewicht op der internationaler Bühn ginn. Hei kënt alt erëm déi Saach vum politesche Wëllen an d'Spill. Kënnen d'Madame Ashton, déi Häre Van Rompuy a Barroso en eenheetlech Bild vun Europa an der Welt ofginn? Erleben hinnen hir Funktiounen dat, respektiv sinn et déi richtig Leit op deene richtege Plazen? A virun allem, loossen déi eenzel Stats- a Regierungschefen an och Ausseminister zou, datt un engem Strang gezu gëtt, a si si bereet, sech hannert déi gemeinsam Positionen ze stellen? Froen, wou d'Zukunft eis wäert soen, wéi et wierklech mam politesche Wëlle steet.

Do, wou d'Europäesch Unioun hir Stärken huet, nämlech am wirtschaftleche Beräich, muss se och hir Responsabilitéit iwwerhuelen an hir wirtschaftlech Kraaft notzen an op dee Wee och probéieren, hir Wäerter ze vermëttelen. Europa soll sech

och staark fir d'Erreche vun de Millenniumsziler asetzen a weiderhin eng wichteg Roll an der Entwécklungshëllef spillen. Do hu mer eng Pionéierroll, an ech hoffen, datt den Engagement vun deenen anere Stied och à la hauteur bleift. Dat schéngt eis wichteg. Allerdéngs muss och d'Effikassitéit vun deenen Hëllefem nees ënnert d'Lupp geholl ginn.

Weider heescht et an dem Programm, datt d'Instrumenter an d'Aarbeitsmethode vun der Europäescher Unioun solle moderniséiert ginn. Schonns nees, schonns erëm, ass een do tentéiert ze soen. Vun „better regulation“ komme mer elo op „smarter regulation“. Et gëtt nogeduecht, fir d'Émsetze vun Direktiven an esou weider an den Délaien ze verbesseren, an hei ass Lëtzebuerg jo direkt concernéiert. An Zukunft huet d'Kommissioun wëllen, nach méi geziilt, och mat juristesche Moyenen, derfir ze suergen, datt déi europäesch Législatioun direkt an an den Délaien emgesat gëtt.

Simplification administrative, d'Ofbaue vu bürokrateschen Hürde sinn aner Mots d'ordre. De ganze Reglementationsdschungel, dee sech iwwer Jorzéngten an der Europäescher Unioun accumuliert huet, soll duerch sougenannten „Qualitéitsbilanen“ duerchforst ginn. Inkohärenzen, Iwwerlappungen, Lacunen - dat sinn d'Wierder, déi am Dokument stinn - sollen aus dem Wee geraumt ginn. Dëst ass an eisen Aen, an eiser aller Aen, gewëss e wichteg Exercice, mä deen eigentlech scho längst hätt missen durchgeführt gi sinn. An et hätt am Fong net dierfen esou wäit kommen.

Zur Konklusioun kann een nëmme soen: Villes ass virgesinn, viles ass awer och net konkret, viles soll ugeduecht ginn, esou munches gëtt erëm eng Kéier opgegraff. An um Enn vun 2010, an dat ass a manner wéi sechs Méint, wäert d'Europäesch Unioun net wesentlech anescht funktionéiere wéi elo. Lissabon huet gewisen a bewisen, datt een duerch „coopérations ouvertes“ net richtig virukënt. Duerfir muss iwwer méi contraignant Mesuren nogeduecht ginn.

D'Memberstate werfen oft der Europäescher Unioun an der Kommissioun en Handlungsdefizit vir, wëllen awer gläichzäitig Europa net méi Pouvoir an net méi Moyén ginn. D'Kommissioun ass - dësem Aarbechtspabeier op alle Fall no - gewëllt, méi eng staark Roll ze spillen. Mä wëllen déi eenzel Memberstate dat och? Wëllen déi eenzel Memberstate sech an och déi aner méi strikte Regeln ennerwerfen?

Et stellt sech och d'Fro vum Budget. Wëllen a kënnen déi eenzel Memberstate der Europäescher Unioun méi Moyenen zur Verfügung stellen? Dës Froe mussen spéitstens 2011, wann iwwert deen nächste Cadre financier pluriannuel diskutéiert gëtt, opgeworf ginn.

Et muss virun allem awer och gekuckt ginn, datt de Budget, deen d'Europäesch Unioun sech gëtt, besser a méi geziilt agesat gëtt, Prioritéite gesat ginn, an och sech vergewëssert gëtt, datt d'Dépenses do eppes bréngen, wou se getäteg ginn. Esou zum Beispill bei der Allocation vun de Fonds structurels: Hei misst méi drop géuecht ginn, datt dës finanziell Hëllef korrekt agesat ginn an och méi resultat-orientéiert gehandhaabt ginn.

Allgemeng muss Europa, wann et sech Ziler setzt, ophalen, global an ze vag Objektiv ze fixéieren. Et muss prezis Reformprojeten ausgeschafft ginn, déi op déi spezifesch Besoinë vun deenen eenzelne Länner eng Äntwert ginn. Virun allem awer muss sech vergewëssert ginn, datt déi eenzel Memberstate déi Engagement respektéieren, deene si selwer zugestëmmt hunn.

Villes kann een deelen, wat am Aarbeitsprogramm vun der Kommissioun steet - jo, bal alles - a bei deene meeschte Punkte muss een allerdéngs ofwaarden, wat elo konkret geschitt, wat konkret proposéiert gëtt. Hei ass et elo un der Kommissioun, selwer ze handeln, an et kann een hir nëmme ee gudder Rotschlo mat op dee Wee ginn, an dat ass: „Just do it!“

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Polfer Merci. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. De Ben Fayot, President vun eiser aussepolitescher Kommissioun, huet a senger Stellungnahm schonn eng ganz Rei Fakte rappeléiert op eng zimlech ëmfaassend Aart a Weis, wat et eis erlaabt, op dee Katalog vu Mesuren, déi ugeschnidde gi sinn, net méi an deem Detail anzugeen. Wat mer haut diskutéieren, ass awer en neien Exercice fir d'Parlament. Mir diskutéieren de Programme de travail vun der Europäescher Kommissioun, dee soss am Fong ëmmer nëmme e Joresprogramm war, deen awer dës Kéier e bësse méi ass wéi nëmme dat.

Et ass déi éischte Kéier, wou e Programme de travail och probéiert, iwwert den Horizont vum Joer erauszegoen an eigentlech scho bal e Programme de travail ass, dee fir d'ganz Legislativ vum Europaparlament kënn gëllen. En ass net exhaustiv fir déi fënn Joer, mä e reecht wäit méi wéi nëmme ee Joer, wéi dat üblech war. Duerfir, mengen ech och, ass et och net dramatesch, wa mer an der Mëtt vun 2010 doriwwer diskutéieren. Mir schwätze jo dann net nëmme iwwert de Programm vun de verbleiwende sechs Méint, mä mir schwätzen iwwert de Programm, deen awer méi wäit geet wéi nëmme déi nächst sechs Méint.

Den Avantage dovunner ass natierlech, dass ee méi Prévisibilitéit huet an der Aarbecht vun der Kommissioun, an dass dat et all den Acteuren - net nëmme dem Europaparlament, mä och den nationale Parlamenter, am Kader vun hiren neien Aufgabe vum Traité vu Lissabon - och erlaabt, vläicht schwéierpunktméisseg kënnen Accenten ze setzen op eenzelne Aspekter vun deem Programme de travail. Déi Prévisibilitéit kënn also ënnert dem Stréch och den nationale Parlamenter, mengen ech, entgéint.

D'Europäesch Unioun ass, no Indien, deen zweetgréissten demokratesche Raum, wann een esou wëllt, op der Welt. Mat 375 Milliounen Wieler, bei 500 Milliounen Awunner, ass dat déi zweet Wahl op der Welt mat de meeschten Électeuren an Électrices. Dat ass net nääsch. Dat ass natierlech e gewaltigen Usproch, dat ass natierlech eng komplizéiert Affär, eng Demokratie fir esou vill Leit ze organiséieren, fir de Standarden, déi mer aus de Länner kennen, gerecht ze ginn op engem gesamteuropäeschen Niveau. Mä dee Constat soll kee Constat d'échec sinn, dee Constat soll och keng Failliteerklärung sinn, e soll eng Erausforderung sinn, fir et an den nächste Jore besser ze maachen, well et sinn, mat de Mëttel vun der Demokratie, an Europa vill Problemer ze léisen.

Europa, esou seet d'Kommissioun, stécht an enger ekonomescher an enger sozialer Kris. Mir hänke gären hannendrun, dass mer och an enger ekologescher Kris stiechen. Oft gëtt dat Wuert vergiess, mä mir mengen als gréng Fraktioun, dass een déi sozial Problemer an déi ekologesche Problemer net vunenee kann trennen. Déi zwee wëllen ze trennen, ass d'Garantie, dass ee bei béiden an der Sakgaass lant.

An dat ass och eng Kritik, eng generell Kritik schonn, déi mer wollte formuléieren um Dokument vun der Kommissioun, well mer eisem Gefill no nach ëmmer mengen, dass déi Aspekter net mat der gläicher Gewichtung, an zum Deel och getrennt vunenaner behandelt ginn, wat mat Sécherheet net zu Resultater féiert, wéi mer eis se virstellen.

Wann ee vun der neier Kommissioun schwätzt a vun hirem Aarbeitsprogramm, da schwätzt ee vun „Barroso II“, an da schwätzt een awer och, mengen ech, nach e Stéck vun der Kommissioun „Barroso I“ mat. Mir mengen, dass souwuel d'Kommissioun „Barroso I“ wéi d'Kommissioun „Barroso II“ sech ähnelen. Déi eng hat an der Form an um Fong e ganz schwaachen Ofschloss, déi zweet hat an der Form an um Fong e ganz schwaachen Départ. Besonnesch, mengen ech, huet Lëtzebuerg wéi gedoen um Enn vun „Barroso I“ d'Aart a Weis, d'Lichtfankegkeet, d'Vitesse, mat där d'Kommissioun

Barroso an hire President selwer d'Méthode communautaire mat Féiss getrëppelt hunn!

Dat, wat ganz laang Joren en Acquis war, dass déi grous Länner nëmme doduerch grous sinn, dass se d'Vuë vun de klengen Länner akzeptéieren an integréieren, an emgedréit och, dat war op eemol keen Acquis méi, an dat, wat ee gemengt huet, dass et wierklech géif op zolitte Féiss stoen no Jorzéngte vun ëmmer méi déiwer Zesummenaarbecht, dat ass an Zäit vun e puer Wochen ausenanergeruef, a seng Bestanddeeler sech opgeléist, dass een nëmme konnt doriwwer staunen, net nëmme, dass et geschitt ass, mä och, wéi séier et geschitt ass. An dat, wat zum Ofschloss vun der Kommissioun „Barroso I“ stattfonnt huet, huet mat der Kommissioun „Barroso II“ an hirem Départ, an eisen Aen, sech net vill besser duergestallt.

Déi isoléiert Opdrëtter, déi verschiddener haten, verschidde Memberlänner vun der Europäescher Unioun, virun an duerno - beim G7, beim G8, beim G20 - weisen, dass den Élément fédérateur, deen och d'Kommissioun misst sinn, net funktionéiert. An dat ass och net ganz iwwerraschend: Wann een eng Kéier seng Kreditibilitéit verluer huet op esou enger wesentlecher Fro - an dat ass de Fall vum President Barroso a senger „Kommissioun I“ -, da kritt een deen dräi Wochen drop, dee Kredit, net erëm eng Kéier einfach esou geschenkt. Dat, wat een eng Kéier verluer huet, muss ee sech herno vill méi laang nees erschaffen. An den Här Barroso ass op der Fro vun der Méthode communautaire einfach net kredibel an e gëtt et och net méi!

Dat ass e Constat, deen ee leider muss maachen, an deen aus Lëtzebuerg Vue fir déi nächst puer Joer op där doter Fro mat Sécherheet keng gutt Perspektiven opzeechent. Vill Leit hunn dat och gesot virun de leschten Europawahlen. Och nach kuerz virun den Europawahlen waren der vill där doter Meinung. Fakt ass awer och, dass d'Kommissioun Barroso méi oder wéiniger duerchgewonk ginn ass. Déi eng hu fir se gestëmmt, déi aner hu verpasst, géint se ze stëmme, an hunn duerch hir Abstentioun et méiglech gemaach, dass eng Kommissioun „Barroso II“ kënn d'Nofolleg iwwerhuele vun der Kommissioun „Barroso I“.

Dat sollten all déi net vergiessen, déi sech elo an an den nächste Wochen a Méint a Jore kritesch wäerte mat der Kommissioun Barroso ausenanersetzen. Mir wäerte se als Gréng drun erënneren, dass een d'Geleeënheet hat, eng kloer Zäsur ze maachen a mat engem neien Ufank, mat neie Leit och ze probéieren, nei Politiken ze maachen. Deen Neiuufank ass verpasst ginn, och well verschiddener et duerchgewonk hu mat hiren Enthaltung an net eng aner Majoritéit probéiert hunn opzebauen.

Et huet een dat och gesi bei der Opstellung vun der neier Kommissioun Barroso. Och do ass munches ze kritiséieren gewiescht an der Prozedur, wéi et geschitt ass, am Choix vun de Kommissären, wéi e schlussendlech och gemaach ginn ass, a besonnesch och beim Choix vun de Kompetenzen, vun de Ressorten. Den Här Barroso huet wéi keen anere virun „divide et impera“ praktizéiert.

Op eng ganz ingénieuse Aart a Weis si fir praktesch all d'Ressorte méi Leit zoustänneg gemaach ginn, wat natierlech dann eng Schwächung vu praktesch all anerem Kommissär bedeit. Et gëtt eigentlech just nach ee staarke Kommissär, an dat ass de President, an all déi aner - nonobstant wat se alles soen - si keng staark Kommissären. Ze vill muss se hir Kompetenzen deele mat aneren, ze wéineg hu se eege Pouvoiren a Kompetenzen, fir wierklech kënnen eppes virunzedriewen.

En fait kënn ee soen, dass eng Zort „Présidentialisatioun“ stattfonnt huet vun der Position vum Här Barroso. Den Här Barroso ass de President, an déi aner Kommissäre sinn awer ganz vill eigentlech nëmme Beroder vum President Barroso. Mä hien ass deen Eenzege, deen de richteg Pouvoir an der Kommissioun huet. An dat ass fir eis keng gutt Basis, fir eng gutt Aarbecht ze maachen. Dat ass net déi Zort vun Demokratie, och net um Niveau, um Banneliewe vun der Kommissioun, wéi mir eis et virstellen.



Mir brauchen eng Kommissärséquipe, déi performant ass, an net just e President, deen awer all d'Fiedem am Grapp huet, besonnesch dann, wann dee President noweislech an och weiderhin domadder net vill mécht. Well och elo an der Diskussioun iwwert d'Sortie de crise, vun där mer jo allegueren hoffen, dass dat och eng Sortie de crise ass, och do glänzt d'Kommissioun, zënter dass se ernannt ass, an eisen Aen absolut net mat Kompetenz an och net mat Initiativ.

Den 31. Mäerz, wéi gesot, huet d'Kommissioun hire Programm presentéiert - en heescht „Le moment d'agir“. Béis Zonge géifen natierlech elo froen: Wat war da vir-drin? Mä, Klammer op, Klammer zou, mir wëlle jo allegueren an d'Zukunft gleewen - mat 34 grouse strategesche Prioritéiten, déi bis Enn 2010 allegueren op der Schinn solle sinn, a mat 280 grouse Propositionen, wéi et genannt gëtt, déi iwwer 2010 eraus, also an enger pluriannueller Logik solle funktionéieren.

De But, den affichéierte But ass et, d'Kris an hire sozialen Impakt ze bekämpfen, wou mir och schonn do erëm eng Kéier da vermessen de Verweis op den noutwendegen aneren Émgank mat der Ëmweltproblematik, grad aus enger sozialer a wirtschaftlecher Logik eraus.

Et si véier grouss Achsen, déi si schonn opgezielt ginn, an ech kann dat duerfir bref maachen: d'Lutte géint d'Kris an d'Verteidigung vum europäesche Sozialmodell; de Programm fir d'Bierger - Programm vu Stockholm -, d'Fro vun de Bierger am Allgemengen a vun hire Rechter; d'Politique extérieure soll endlech eng Dimension globale kréien, net just Aussepolitik bannert der Europäescher Unioun, fir déi Formel ze gebrauchen, mä och Aussepolitik ausserhalb vun der Europäescher Unioun an op all de Kontinenter; den Opbau vum Service d'action extérieure, an natierlech d'Aarbechtsinstrumenter.

Wat de Punkt eent betrëfft, d'Lutte géint d'Kris, ass et kloer. Mir hu viru kuerzem an der Chamber iwwert de Programm 2020 diskutéiert, do ass dat Wesentlech, ech mengen, vun der Chamber zu deem Punkt gesot ginn.

Ech wëll just nach eng Kéier rappeléieren, dass mir Gréng mengen, dass all déi Politiken, déi probéiert gi sinn an déi elo an enger neier Mouture fir 2010 bis 2020 solle lafen, eiser Meenung no hätte misse bilanzéiert ginn. Et ass kee Bilan gemaach gi vun deem, wat bis elo probéiert ginn ass, an dat ass natierlech eng denkbar schlecht Basis, wann ee wëllt kënne besser Programmer an Zukunft maachen.

Et ass och op der Energiefro nach ëmmer an eisen Aen esou, dass déi falsch Optione gestallt ginn. D'Europäesch Unioun kennt aus där Atomfal net eraus. An och rezent Entwécklung beim ITER-Dossier weisen dat jo. Déi Politik ass ruinös a si bréngt keng nohalteg Politiken.

Och am Beräich vum öffentlechen Transport gesäit een och net, dass staark Impulser géife vun Europa kommen, fir ee fir alle Mol wierklech konsequent den öffentlechen Transport als prioritäert Investitiounsfeld ze behandelen. Dat huet mat Ëmwelt ze dinn, dat huet mat Sozialpolitik ze dinn, dat huet mat Wirtschaftspolitik ze dinn. Et ass also net nëmme Verkéierspolitik, mä alles dat kennt an deem Programm an eisen Ae vill ze kuerz.

Den zweeten Deel vu Stockholm, och do hu mer schonn Enn lescht Joer doriwwer diskutéiert. An ech muss soen, deen Accord, deen elo fonnt ginn ass beim Swift, ass keen, dee rassuréiert. All déi grouss Deklaratiounen, déi ee praktesch all konnt ënnerschreien, déi am Stockholm-Programm drastoungen, déi si vläicht net alles dat wäert, wat se wollte behaupten.

Fakt ass, dass deen neie Accord e Kompromëss ass um Niveau vun aktuellerem Recht vun de Vereenegte Staten. Et ass keen Unhiewen derbäi vum Grondrechtsschutz op internationalen Niveau. Et ass eng Afréierung um Niveau, um aktuellen Niveau vun den USA. Et bleift also weiderhi beim Prinzip vum Zougank an der Logik vun der Generaliwwerwachung, an et ass net am Kader vun enger richterlecher Verdachtsuweisung, wou Échangé kënne stattfannen. Dat bedauere mir ausdrécklech.

An och de Fait, dass Europol elo soll déi droend Roll spillen, déi jo selwer en Intérêt hunn um Austausch vun Date mat Amerika, ass fir eis de Bock zum Gärtner gemaach. An dat ass natierlech net rassurant, wann ee wëllt Hoffnungen verbanne mam Programm vu Stockholm, wann ee kuckt, wat um Niveau vum Dossier Swift elo des Woch och am Europaparlament validéiert ginn ass.

Den drëtten Punkt vun der Aussepolitik. Och do muss ee kloer soen, d'Madame Ashton hat e ganz schwache Start. Iwwreges och scho bei den Hearingen, bei der Zesummesetzung vun der Kommissioun, konnt se net iwwerzeegen. A si huet bis elo méi geglänt mat Zréckhaltung a mat Ofwieseneheet op groussen Dossiere wéi mat Präsenz. Quitte dass d'Weeër vun der Diplomatie heiansdo diskret musse sinn, mä et kann een och alles iwwer-dreiwen. A mir mengen, dass d'Madame Ashton dat och mécht: ze iwwerdreiwen mat hirer Zréckhaltung.

Mir géifen zum Beispill gären héieren, wéi d'Europäesch Unioun am Kader vum Dialog mat der Türkei sech positionéiert par rapport zu där Eskalatioun, déi am Moment amgang ass stattzefannen téschent der Türkei an Israel. An do wäre mer och fro, wann den Ausseminister herno a sengen Äntwerte géif op deen Aspekt do agoen.

Ofschléissend wëlle mer awer soen, wéi d'Madame Polfer dat och scho gemaach huet, dass natierlech ganz villes vun deem Pabeier positiv kléngt an dass natierlech villes net ganz konkret an deem Dokument ass. An d'Zukunft wäert weisen, a wéi eng Richtung dass déi Déclarations d'intention, déi dostinn, wäerten ëmgemat ginn.

Ënnert dem Stréch ass et awer beim Aarbechtspabeier vun der Kommissioun, wéi beim Europaparlament, wéi bei der Zesummesetzung vun der Kommissioun, wéi bei de Regierungen, ënnert dem Stréch awer ëmmer nëmme e Kräfteverhältnis, wat aus demokratesche Wahlen eraus-komm ass.

An déi lescht Europawahlen, déi hu fir relativ kloer Verhältnissen am Europaparlament gesuergt. Et ass en däitleche Rietsruck ginn. De PPE huet däitlech bäigeluecht. D'sozialistesche Fraktioun huet massiv verluer. Déi Gréng si gestärkt ginn op engem Niveau, dee mir nach gäre méi héich awer hätten. Mä dat, wat haut aus dem Europaparlament erauskënnt, an d'Zesummespill téschent dem Europaparlament an der Kommissioun an de Conseilen ass och e Spigelbild vun deem, wat bei den demokratesche Wahlen eraus-komm ass.

An dofir, wa mer haut allegueren eis eens sinn, dass mer méi Demokratie brauchen, dat ass eng vun den ongeléiste Froen vun der europäescher Konstruktioon, da geet dat och nëmme iwwer méi Participatioun an all de Länner, da geet dat och nëmme iwwert d'Vetrauen an déi europäesch Institutionen. Dat Vertraue kennt awer och nëmme duerch Participatioun. An dofir menge mer, dass dee gesteigerte Rôle vun den nationale Parlamenten e wichtege Rôle ass. D'nationale Parlamenten mussen méi fréi, méi séier, méi proaktiv sech ëm Europapolitik këmmere.

Mir dierfen net méi d'Caisse enregistreuse sinn, déi um Enn vun enger Prozedur nach eng Kéier den Aval national gëtt. Mä mir mussen eis virdrin abréngen, fir wierklech Europapolitik ze gestalten méi no bei de Leit.

Do läit eng wichteg Verantwortung och hei bei der Lëtzebuurger Chamber. Mä déi gréng bleiwen derbäi, a mir hunn dat schonn e puermol gesot a mir wäerten net midd ginn, fir dat ze rappeléieren: Europapolitik an Implikatioun an d'europäesch Dossieren huet och mat Zäit ze dinn, déi d'Parlament bereet ass doranner ze investéieren - d'Moyenen, awer och d'Zäit.

An déi Zäit kënne mer nëmme hunn, wa mer an deem Parlament och en Accord doriwwer géife fannen, dass et besser wier, mir géifen eng Incompatibilitéit téschent den nationalen a lokale Mandater hei vereinbaren, fir dass eis Deputéierte sech wierklech kënnen net nëmme ëm d'Landespolitik këmmere, mä mat méi Zäit sech och an europäesch Dossiere kënne knéien. Et gëtt awer bis haut nach

keen Accord doriwwer. Et gëtt der, déi sinn derfir, anerer nach net. Mir hoffen, dass se hir Meenung wäerten änneren. Dat gesot, hoffe mer awer och op d'Ennerstëtzung vun der Regierung an deesen Dossieren.

Eng einfach Fro, Här Ausseminister, ass déi: Wéi gutt informéiert Der eis? Wéini kréie mer Är Notes techniques? Zënter Jore schwätze mer doriwwer. Vun Ären exzellente Mataarbechter kritt Der nees, ëmmer nees exzellente Noten zu wichtege Dossieren, déi an enger kuerzer, konzentrierter, preziser Form engem erklären, em wat dass et geet a wat um Spill steet. A mir kréien déi Noten net! Obwuel ëmmer nees verschidde Ministeren ënnersträchen, dass se eigentlech näischt dergëint hätten, dass een eigentlech misst kënnen dat och maachen.

Och do soen ech wéi d'Madame Polfer: „Just do it!“ Gitt eis déi Noten! Kommt, mir ginn eis eens iwwer Regele mam Émgang vun deenen Noten! Bien entendu mussen mer do vläicht gewëssen Diskretionsregele vereinbaren.

Mä ouni déi Informatiounen, Här Ausseminister, kéint Dir ausserhalb vu Lëtzebuerg net vill maachen. Bei eis geet et genau d'selwecht. Wa mir déi Informatiounen, déi Dir kritt, net kréien, geet et eis, wéi et lech géif goen, mir kéinten net vill domat ufänken.

Et ass och - als zweetlescht Remarque - wichteg, Här Ausseminister, dass Lëtzebuerg endlech seng lescht Plaz bei der Ëmsetzung vun den Direktive verléiert. Mir kënne vill schwätzen iwwer Implikatioun an d'europäesch Politik. Mir sinn d'Schlusslicht bei den Direktiven. Dofir ka Lëtzebuerg sech eigentlech nëmme schümmen. Mir hunn zwar fir alles eng Erklärung, mä mir sinn awer déi Lescht. An dat ass net gutt. Dat steet eis net zu Gesiicht. A soulaang mer dat net am Grëff hunn, si mer mat der Aarbecht mam viregte Programme de travail vun der Kommissioun emol nach net fäerdeg zu deem Zäitpunkt, wou mer deen neie wëllen diskutéieren.

A lescht Remarque, Här President, just fir ze soen, och um Niveau vun Personal vun der Représentation permanente zu Bréssel si Saachen ze verbessern an der Relatioun mat Europaparlament. Och do kennt Der de Problem schonn zënter Méint. An och do, mengen ech, si mer am Beräich vun den Hausaufgaben nach net bei honnert Prozent. An ech wier och fro, wa mer dozou kéinten eng Äntwert kréien.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. An elo kritt nach d'Wuert den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Aarbechtsprogramm vun der Kommissioun fir 2010 ass e ganz technescht an e ganz allgemengt Dokument. Ëmsou méi wichteg ass et an eisen Aen, datt, wann dat emol bis konkret gëtt, wat do an deem Programm virgeschoen ass, déi nationale Parlamenten sollen esou fréi wéi méiglech an esou intensiv wéi méiglech mat an déi Aarbecht eragezu ginn.

Wa mir deen ambitéise Programm fir 2010 an och esou Dokumenter wéi d'Agenda 2020 kucken, da stelle mir eis ëmmer nees d'Fro, wéi wäit d'europäesch Integratioun eigentlech soll an däréi goen. Si huet no iwwer 50 Joer Aarbecht esou een héijen Niveau erreicht, datt mir eis haut e puer fundamental Froen zu deem Sujet stellen.

Den Aarbechtsprogramm vun der Kommissioun fir 2010 ass jo just nëmme e weidere Schrëtt an d'Richtung vun nach méi enger breeder an nach méi enger déiwer Integratioun. Mä Europa huet sech geännert. Dat Europa vun deene 27 vun haut, dat Europa vum Lissabon-Vertrag ass net méi dat Europa, dat mir nach partei-iwwergräifend virun e puer Joer konnten ënnerstëtzen.

Haut mengen déi europäesch Institutionen, iwwert de Staten ze stoen, an déi grouss State mengen, iwwert deene klengen ze sinn. Haut mussen mir eis méi wéi jee géint esou Tendenze wieren. D'ADR wëllt keen europäesche Superstat, mä en Europa vun den Natiounen. Si verlaangt

Respekt fir all Memberstat, ob grouss oder kleng.

Europa huet jorzéngtelaang gutt a séier Progrès gemaach, trotz a mat der Eestëmmegeet an der Regel vum Konsensus. Fir eis gëtt et kee Grond, vun där Regel ewechzuegoen. Fir eis gëllt, datt e souveräne Stat net soll kënnen iwwerstëmmt ginn. Och déi Rechter fir déi nationale Parlamenten am Lissabon-Vertrag gi bäi Wäitem net duer. Net d'Subsidiaritätsbedenke vun e puer nationale Parlamenten sollen eréischt e Gewicht hunn, mä d'Bedenke vun engem eenzege Parlament misste schonn duergoen, fir eng legislativ Prozedur op europäeschem Plang a Fro ze stellen. Net d'Majoritéitsdécisionen sollen am Conseil gëllen, mä d'Eestëmmegeet.

Loosse mir eis dach näischt virmaachen! Wann haut gefuerdert gëtt, Länner an der EU, an der Eurozon oder a soss engem Gremium Rechter ewechzehuelen, oder si kënnen ze bestrofen, da schwätze mir de facto just iwwert déi kleng Länner. Déi grouss loosse sech a wichtege Froen net bestrofen. Dat hu mir och bei der sougenannter Flexibiliséierung vun de Kritären vum Stabilitéitspakt erlieft. Strofe si bal ëmmer Strofe fir déi Kleng, also och méiglech Strofe fir eis, an net fir déi Grouss.

Mir sinn dowéinst net mat esou Iddien d'accord a stellen och ganz prinzipiell Froen iwwert d'Méiglechkeete vu Strofen an der Unioun. Et muss ee sech nämlech froen, ob eng europäesch Institutioun iwwerhaupt soll däréi Strofe géint e Memberstat decidéieren, quitte datt dat elo esou an den Traitéen decidéiert ass oder op anere Plazen diskutéiert gëtt. Et kann ee jo argumentéieren, datt Stofe géint e souveräne Stat u sech net zoulässeg sinn, well d'Kommissioun an den Europäesche Geriichtshaff als delegéiert an temporär Emanatioun vum nationalstaatlecher Souveränitéit sech nimools kënnen iwwer e Stat erhiewen, vun deem hir Pouvoire kommen.

Mir als ADR wëllen en Europa vu gläichen Natiounen. An der Unioun sollen d'Décisionen duerch Verhandlung geholl ginn an net duerch Menacen. Kee Vollek wëllt akzeptéieren, datt eng europäesch Institutioun oder e puer grouss Länner - an et ass net ëmmer einfach, do den Ënnerscheid ze maachen - et strooft.

Här President, eis Constitutioun seet, datt mir kënnen zäitweilig Pouvoiren un eng internationale Institutioun ofginn. Dat heescht zweeërlee. Éischtens bleiwe mir als Natioun ëmmer Meeschter iwwert déi Pouvoiren. Mir delegéiere si oder huele se eis och nees zréck. Mir sinn der Meenung, datt duerfir eng Institutioun, déi vun eis Pouvoire kritt, net kann iwwer eis stoen.

An zweetens kënne mir souverän decidéieren, wéini a wéi mir eis esou Pouvoiren eventuell wëllen zréckhuelen. Am Liicht dovu muss also och de Wäert vun europäesche Rechtsakten am Verhältnis zu eiser nationaler Recht gesi ginn. Déi Doktrin, datt europäescht Recht iwwer nationalem Recht steet, léisst sech op d'mannst diskutéieren. Besonnesch dann, mä net nëmme, wann déi lëtzebuergesch Regierung am Rot iwwerstëmmt gi wär. Wichteg Geriichter, wéi zum Beispill och d'Bundesverfassungsgericht an Däitschland, fänken un, an eng ähnlech Richtung ze denken.

Ass et och zouläseg, datt en Europäesche Geriichtshaff fir sech an Usproch hält, konsequent integrationistesche ze uerteelen, obschonn datt en dofir keng politesch Legitimitatioun huet?

Ass et richtig, datt eng juristesche Institutioun ka laanscht oder souguer géint den erkläerte politesche Wille vun engem oder méi Memberstaten am Sënn vun enger méi déiwer Integratioun d'Pouvoire vun de Memberstaten ewechhuelen?

Um legislative Plang stellt sech d'Fro, ob en nationaal Parlament wéi eis Chamber senger Verantwortung a sengem Mandat, deen et um Vollek krut, nach ka gerecht ginn, wann ëmmer méi an ëmmer méi wichteg Décisionen op europäeschem Niveau geholl ginn, wou awer eist Vollek

op d'mannst keen Afloss op esou Diskussiounen huet. Hei ass net nëmmen ze soen, datt dat Lëtzebuergesch Stëmmegewicht an Europa insignifikant ass - am Rot wéi och am Parlament -, mä och datt mir keng gläwviger Handlungsméiglechkeeten op d'Evolution vum deem europäesche legislative Corpus méi hunn.

Och hei misste mir also bei der Ëmsetzung oder der Ännerung vun Direktive vill méi nationale Spillraum fir eis an Usproch huelen. Dat gëllt virun allem an all deene Beräicher, déi fir eng Natioun sensibel sinn: Familljepolitik, Erziehung, Justiz, Kultur, Ethik, fir nëmmen déi ze nennen.

Bewusst gebrauche mir elo emol den Ausdrock vum Risiko vun enger matverschëllteter Kolonisierung vun eisem Land duerch friem Virstellungen. Leider mat der Matwirkung an duerch eng intolerabel Passivitéit vun eiser eegener Regierung.

Eis Ministere verrieden d'Lëtzebuerg Interessen an Europa net engagéiert genuch. Am schlemmsten ass dat bei deenen, déi als éischt Prioritéit net ëmmer eist Land, mä hir eegen europäesch Carrière gesinn. Déi Traitéen, déi mir haut hunn, hätten ni-mools dierfen esou verhandelt ginn. De Lissabon-Vertrag an d'Kapitulatioun vu Feira sti fir d'Versoen, besonnesch vun der CSV, an der Europapolitik.

Am Familljerecht an am Penalrecht geet Europa an der Integratioun elo scho méi wäit wéi d'USA. An dat ass jo wuel net néideg. Europa ass kee federale Stat an et soll och kee ginn. Déi Iddi, fir auslännesch Geriichtsuertheeler ouni all Form vun nationaler Kontroll hei am Land wëllen unzëerkennen, stellt e risige juristesche Risiko fir d'Lëtzebuerg duer. D'Regierung handelt op deem Gebitt aussergewéinlech verantwortungslos. Mir brauche ganz allgemeng nees méi Handlungsméiglechkeeten um nationalen Niveau.

Wann zum Beispill eis Bauere grouss Verloschter hunn, wéi dat zejoert bei der Mëlch de Fall war, misse mir direkt um nationalen Niveau kënnen agräifen. Op europäeschem Niveau wor d'Reaktioun vill ze spët a vill ze schwach. Europa dierf net zur Handlungsfähigkeit vum Nationalstat féieren. Eng gemeinsam europäesch Agrarpolitik, déi de Baueren an Nout net kann oder net wëllt hëllef, stellt sech fundamental selwer a Fro. D'Existenz vun enger Gemeinsamer Europäescher Agrarpolitik dierf awer och keng Entschëllung fir den Nationalstat sinn, fir näischt ze maachen, wa seng Baueren oder Wénzer ganz schlecht dru sinn.

Als ADR begrësse mir eng europäesch Politik do, wou se ka sënnavoll sinn: um ekonomesche Plang, zum Deel am Ëmweltschutz, beim Schutz vun eise Baussegrenzen an am Kampf géint illegal Immigration an enger gemeinsamer Baussen-a Sécherheetspolitik an esou virun. Mir bestinn awer dobäi ëmmer op eisen nationalstaatleche Prerogativen an op eiser Souveränitéit. Mir bestinn op enger reng lëtzebuergescher Fonction publique. Mir eleng bestëmmen eis gesellschaftlech Wäerter. Mir eleng decidéieren iwwer eis Fiskaliteit, eis Regeln zur legaler Immigration an der Asylpolitik.

Mir eleng bestëmmen iwwer eise Sozialstat an och soss iwwer alles dat, wat mir fir eist gesellschaftlecht Zesummeliewe fir wichteg halen. Mir bestinn och op eisem nationalen diplomateschen Déngscht. Et ass net, well mir elo vläicht am europäeschen diplomateschen Déngscht een oder zwee fir eis onwichtig Posten op den Antipode kréien, datt mir kéinten op eng konsequent Verriedung vun eisen nationalen Interessen duerch eis eege Verriedunge kënnen verzichten, do, wou mir wëllen, wéi mir wëllen, wéini mir wëllen.

Mir refuséieren, datt eis onrealistesche héich Ëmweltschutzziler octroyéiert ginn, zum Beispill bei den CO₂-Emissiounen oder bei den erneierbaren Energien. Mir wëllen an deem Beräich selbstverständlech alles maachen, wat méiglech ass, wann et muss sinn och nach méi, mais à l'impossible nul n'est tenu.

Mir bestinn op eiser Sprooch an denken, datt mir müssen ee fir alle Mol an Europa

kloermaachen, dat jiddwereen, deen hei lieft oder schafft, ob Vendeur, Beamten, Dokter oder Affekot muss Lëtzebuergesch kënnen, an zwar richtig, ouni Bidonsexamen oder bëlleg Complaisance-Léisungen. Fir Frontalieren oder nei Immigrante müssen heibäi ganz am Ufank, wa si heihikommen, intensiv Léierperiode virgesi sinn.

Mir soe bewosst „Lëtzebuergesch“, eis Nationalsprooch an d'Sprooch vum Land, net Däitsch an net Franséisch. Alt nees wëlle mir betounen, datt mir keng Kolonie vun der Europäescher Kommissioun oder vu soss engem sinn, mä e souveräne Stat mat enger Sprooch, déi deeselwechte Respekt verdéngt wéi all aner Sprooch op dëser Welt. Wien eis Sprooch net respektéiert, veruecht a sengem Häerz och eis als klengt Vollek.

Bei där Geleeënheet wëll ech och d'Regierung froen, wéi si et mat de Konklusioun vum Conseil Affaires Générales vum 13. Juni 2005 hält, an ech iwwerreechen lech, Här President, och an deem Kontext eng schrëftlech parlamentaresch Fro.

(L'orateur dépose sa question écrite N°748 relative à l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans le contexte européen.)

An dëser Fro froen ech den Här Premierminister an den Här Ausseminister, wéi a wéini si déi Décisiounen zugonschte vun der Lëtzebuerg Sprooch endlech wëllen hei am Land ëmsetzen.

Här President, als eenzeg Partei am Land hu mir och nach de Courage, fir eis open, konsequent an éierlech zu eisem Land ze bekennen. Duerfir si mir och net derfir, datt auslännesch Matbierger kënnen Buergermeeschter och Schäfte ginn. Déi aner Parteien hei am Sall wëllen den Auslänner hei am Land méi Rechter ginn, wéi ëmgekéiert d'Lëtzebuerg se am Ausland hunn.

Kann d'Regierung eis soen, a wéi enge Länner op dëser Welt e Lëtzebuerg Statsbierger dierf Buergermeeschter oder Schäfte ginn? Et ass fir eis net nozevoll-zéien, firwat esou wichtige Fonctiounen, déi och um Exercice vu souveräne Rechter participéieren, net un d'Lëtzebuerg Nationalitéit solle gebonne bleiwen.

► **M. le Président.**- Här Kartheiser, Dir misst awer elo esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat maachen ech direkt, Här President. Ech soen lech Merci.

Nach ee lescht Wuert zum Élargissement, Här President. Mir sinn d'accord mat Kroatien, wann d'Grenzproblemer geregelt ginn, mat Island, mat engem däitlechen Hiweis op den Déiereschutz, a mir widderhuelen als ADR awer och nach eng Kéier eis Oppositioun géint all Baitrëttsméiglechkeet fir d'Türkei.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- Här President, léif Kollegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Éischt vläicht dem Här Fayot Merci soen, dee jo de Papp ass vun dëser Diskussioun. Ech fannen dat richtig, dass mer eis als Parlament mam Programm, fënnfjährege Programm, wéi den Här Braz richtig gesot huet, vun der Kommissioun hei an der Chamber opzebauen. Et sinn Diskussiounen, déi hei an der Chamber stattfonnt hunn iwwer d'Strategie 2020, iwwer déi zukünftige Finanzarchitektur an der Europäescher Unioun; fir déi Beispiller nëmmen ze nennen.

Déi éischt, dat ass, wéi mer de 17. November d'lescht Joer iwwer d'Aussepolitik geschwat hunn, du konnt ech soen, dass mer d'Méiglechkeet misse wouerhunn, fir eng besser Gouvernance vun der Europapolitik hei an der Chamber opzebauen. Et sinn Diskussiounen, déi hei an der Chamber stattfonnt hunn iwwer d'Strategie 2020, iwwer déi zukünftige Finanzarchitektur an der Europäescher Unioun; fir déi Beispiller nëmmen ze nennen.

Ech géif och mengen, dass mer als Regierung gutt drun dinn, an eigentlech och keen anere Choix hunn opgrond vun eiser Verfassung, fir ganz intensiv mat der

Chamber zesummenzeschaffen. Ech wëll awer dem Här Braz ganz einfach a kuerz soen: Mir hunn en Aide-mémoire, wat eis Zesummenaarbecht ugeet. Den Här Fayot huet dat entscheidend mat ausgeschafft. Dee läit vir. Ech hoffen, dass all Deputéierten deen och kennt.

D'Regierung, wéi ech gesot hunn, steet der Chamber zur Verfügung virun all Conseil, no all Conseil. Op jidde Fall, wat meng Wéinegkeet ugeet, kann ech nëmmen déi Offer widderhuelen, déi mer jo och schon dacks an d'Praxis ëmgesat hunn.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, stellt lech net vir, dass d'Lëtzebuerg Ministeren op Bréssel ginn an e Conseil an do mat fäerdegen Noten d'Problemer léisen. Mir kréien heiansdo sonndesmettes Noten, wa méindesmueres d'Sitzung ass, well derteschent nach e Coreper ass, wou dann dee leschte Schlëff gemaach gëtt. Opgrond vun deenen Noten oder deenen Informatiounen - dat sinn net ëmmer Noten - muss ee schaffen.

An dann, wann ech gelift, losse mer als klengt Land net an de Feeler verfallen, wat aner Länner ugefaangen hunn ze maachen - ech nennen elo keent -, mä dass mer wirklech mat engem imperative Mandat wëllen un d'Europapolitik erugeen. Dann ass europäesch Politik net méi méiglech, wann all Minister seet: Ech muss mech hanner mengem Parlament verstoppen. Heiansdo ass et de Binnenhof, heiansdo ass et en anert Parlament. Ech weess, dass Der dat net mengt.

Mä duerfir, losse mer do vläicht probéieren, net esou mat Noten ze schaffen, mä losse mer probéieren, wirklech den Dialog virun deene wichtige Conseilssitzungen ze sichen, oder all Kéiers, wann Dir dat wëllt, an och no de Conseilssitzungen an dann e Suivi ze maachen. Ech mengen, déi Bereetschaft ass politesch wirklech do, an dat solle mer och ëmsetzen.

Ech wëll awer vläicht nach eppes soen an engem ähnleche Kontext. Dir wësst, dass mam neie Vertrag vu Lissabon d'Chamber nëmmen aacht Wochen Zäit huet - dat ass e wichtige Punkt, dee vläicht de Mëtteg net esou gesot ginn ass -, fir am Spill vun de gielen oder den orangé Kaarten hir Meenung ze soen. An all Kéiers do, wann d'Chamber mengt, dass de Subsidiaritätsprinzip violéiert ginn ass, dat heescht, wann d'Chamber mengt, d'Kommissioun hätt Initiativen ergraff, déi eigentlech net an der Kompetenz vun den europäeschen Institutiounen leien, dass dann d'Chamber kann awierken. An ech mengen, dat ass och e Punkt, wou Regierung a Chamber sollen zesummeschaffen, fir hei aktiv ze ginn dee Moment, wou dat néideg ass.

Eng aner Bemierkung, déi ech wëll maachen, dat ass wéi am Brésseler Entscheidungsprozess decidéiert gëtt. Do sinn ech ganz frou; ech mengen, den Här Fayot, d'Madame Mergen, d'Madame Polfer an och den Här Braz hunn dat ganz kloer ënnerstrach. Dee Pabeier heescht: «Le moment d'agir». Mä et muss ee selbstverständlech ëmmer erëm drop opmierksam maachen, „agir“ no där Method, déi d'Europäesch Unioun eigentlech geprägt huet, nämlech d'Gemeinschaftsmethod, d'Méthode communautaire, dass dat déi eenzeg valabel Manéier ass, fir an der Europäescher Unioun Décisiounen ze huelen.

An der Gemeinschaftsmethod sinn d'Kommissioun, de Conseil, d'Europaparlament virun allem och d'Haaptacturen am Gesetzgebungsprozess mat dem Abanne vun den nationale Parlamenten, wéi dat jo elo mat Lissabon och effektiv op een aneren Niveau gestallt ginn ass.

Et ass nëmmen duerch d'Gemeinschaftsmethod - an do ginn ech der Madame Polfer komplett Recht -, wou d'Rechter vun all Memberstaten zur Geltung kommen. Ech wëll also hei nach eng Kéier eis Oflehnung ausschwätze géint all intergouvernemental Tendenzen. Ob se bei oppenen Dieren oder heiansdo och hanner verschlossenen Dieren stattfannen, des Tendenzen, déi sinn do. Dat wësse mer.

Mä des Tendenz féieren en fait zum Directoire, wou vläicht déi eng oder aner Länner sech direkt dran erëmfannen, mä wou awer e Land wéi Lëtzebuerg géif en-

ert d'Rieder kommen. Duerfir begrëssen ech och, dass déi véier stäerkst Fraktiounen aus dem Europaparlament sech jo virun e puer Wochen - den Här Fayot huet et gesot - virum leschte Conseil européen een-deiteg zur Gemeinschaftsmethod bekannt hunn an an deem Sënn och en Appel un de Conseil européen gemaach hunn. Dat ass wichteg, dass ee weess, dass d'Vertreider vum Vollek an Europa am Europaparlament do hannendrustinn.

An ech géif hei och vläicht der Chamber, wann ech dat maachen dierf, Här President, soen, dass een an de Kontakter vun der Chamber zu deenen anere Parlamenten, zu aneren Deputéierten, och ëmmer muss op d'Gemeinschaftsmethod hiweisen.

Eng Gemeinschaftsmethod - dat ass och gutt hei ugeklungen; Dir verstitt, dass ech meng Meenung elo hei vläicht mander radikal ka soen, wéi vläicht verschidden Deputéierten dat gemaach hunn -, dat bedéngt eng Kommissioun, effektiv eng Kommissioun, déi sech zu där Method do kloer bekennt.

Eng Finanzkris, eng Wirtschaftskris, déi mer jo an deene leschte Méint hei erfuer hunn, déi sech entwéckelt huet. Eng Kris och ëm d'Statscholden, d'Defiziter vu verschiddene Länner vun der Eurozon, mat deene ganz negativen Auswierkungen op d'Stabilitéit vun der Eurozon.

Ech géif mengen, obwuel dësen Aspekt net direkt elo am Aarbechtsprogramm, wann een deen opmierksam liest - dat konnt jo net sinn, dass en am Detail dran ass -, ugeschwat gëtt, mä esou gëtt awer dach proposéiert, d'Koordinatioun an d'Iwwerwaachung vun de Wirtschaftspolitiken ze verstärken. Dat ass jo och de Message, mengen ech, deen haut duerch Europa gi gëtt.

Dozou gehéiert nämlech eng ganz verstärkt Iwwerwaachung vun de Statsfinanze vun de Memberlänner, kloer, an dann och déi prezis Virschléi vun der Kommissioun, déi trotzdeem awer all an eng richtig Richtung féieren, déi viru kuerzem veröffentlecht goufen, déi Moosname virgesi wéi zum Beispill déi grouss Orientatioun vun der nationaler Budgetpolitik der Kommissioun schon am Fréijoer vum Joer virdrun eranzerechen - iwwerregens eng Moosnam, fir déi d'Lëtzebuerg Regierung sech zu Bréssel ganz staark gemaach huet -, oder och verstärkte Befugnisse vun Eurostat.

De Finanzminister wäert och weiderhi mat der zoustänniger Chamberskommissioun e ganz intensiven Dialog iwwer déi eenzel Propositionen féieren. Duerfir wëll ech elo hei net drop goen. Ech wëll just soen, dass des Kris eigentlech zu enger gréisserer Vergemeinschaftung vun de Wirtschaftsa-vun de Budgetpolitiken vun de Memberstate féiert.

Dat war virun etleche Joren net denkbar. Op eemol gëtt et méiglech, souguer néideg. Datselwech gëllt och fir dee berühmte Rettungsschiirm, de Fonds européen de stabilisation financière, dee jo vum Kommissär Barnier virgeschloe ginn ass.

Och wa mir eis sécher zesumme mat villen aneren eng méi kommunautär Architektur gewënscht hätten, esou ass dach awer en Instrument geschaf ginn, wou gemeinschaftlech Emprunté kënnen opgeluecht ginn, wann et derzou misst kommen, wat natierlech net soll gewënscht ginn.

Ech wënsche mer och, an ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass, wa mer an e puer Joer zrëckkucken, dat, wat am Fréijoer 2010 an der Eurozon geschitt ass, den Ufank duerstelt vun enger gemeinsamer Wirtschafts- a Budgetpolitik, eng Wirtschaftspolitik, déi gestäipt gëtt duerch gemeinsam Strukturereformen.

D'EU 2020 ass e gutt Beispill vu Strukturreform, déi mer brauchen am Kader vun enger verstärkter Wirtschaftspolitik. Déi nei 2020-Strategie, déi jo virun e puer Wochen hei am Conseil européen ugeholl ginn ass, verfollegt sécherlech ambitiéis Ziler, mä déi sinn noutwendeg, fir dass mer deen nohaltege Wirtschaftswuesstum kréien, deen Europa brauch, och an deenen nächsten zéng Joer brauch, fir héich ausgebildeten Aarbechtsplazen ze



schafen, an dass mer eise Wuelstand fir eis Populatiounen an der Zukunft kënnen sécheren.

Dir hat hei an der Chamber, Här President, eng Orientéierungsdebatt iwwer 2020. Ech wëll vläicht just ganz kuerz zwee Ziler ënnersträichen, déi a mengen Aen eng ganz staark Sozialkomponent hunn, ebe just well och den Här Fayot a senger Interventioun bedauert huet, dass de Programm vun der Kommissioun esou wéineg Initiativen am soziale Beräich virgesäit.

Mä dat Éischt ass awer ee Beschäftigungstaux vu 75% - ech wëll just soen, dass mer hei zu Lëtzebuerg eréischt bei 70% leien -, an dann ee sozial inklusiivt Europa, wat et erreicht, d'Aarmut ze reduzéieren. Dir wësst, dass et d'Zil ass, 20 Milliounen Leit bis 2020 aus der Aarmut erauszehuelen.

Dës Ziler sollen erreicht ginn duerch eng Partie sougenannten „initiatives phares“ - wéi se genannt ginn -, déi d'Kommissioun an hirem Programm opléscht. A bis elo ass jo just den Detail vun enger Initiative phare bekannt. Dat ass d'Initiative phare „digitalen Agenda“. Dat ass déi, déi bekannt ass.

Dir wësst, dass de Minister François Biltgen am Mount Mäerz hei eisen eegenen nationale Plang presentéiert huet, fir dass Lëtzebuerg sech kann dévélouppéieren als Pôle d'excellence vun den Informatiounstechnologien. Et ass also wichteg, op deem Gebitt weiderzeschaffen.

Zum Iwwerwonne vun der Kris, awer och, fir ze verhënneren, dass mer erëm eng Kéier an eng Bankekris, wéi dat 2008 de Fall war, eraschlidden, gehéiert eng méi zolidd Finanzarchitektur. D'Banken an hir Produkter souwéi d'Mäert, op deene se operéieren, mussen méi staark encadréiert an och reguléiert ginn.

An hirem Programm huet d'Kommissioun eng Abberzuel vu Virschléi ugekënnegt, an d'Regierung steet och ganz hannert deenen Absichte vun den Initiativen, Instrumenter, déi d'Kommissioun wëllt erabréngen. Ech sinn och iwwerzeegt, dass dat eigentlech nëmme positiv Auswierkungen op eis Finanzplaz kann hunn. Eng Finanzplaz, déi an engem staark a gutt reguléierten Ëmfeld agéiert, an engem Ëmfeld, wou déi zukünfteg weltwäit Moosstief fixéiert ginn, huet eigentlech déi beschte Méiglechkeeten, sech ze entwéckelen. Dat si mir an dësem Ament unhand vun den Diskussiounen oder em déi berühmten Direktiv vun den Hedge-Fongen jo amgaangen ze maachen.

Mir brauchen awer och EU-wäit Regeln, fir ze verhënneren, dass et zu nationalen Elenggängen kënnt, wéi zum Beispill viru kuerzem bei eisen däitschen Noperen a Saache Leerverkäufe. Dat ass Géift fir Europa. Et ass natierlech och Géift fir eng Bankeplaz wéi Lëtzebuerg, well eng Zersplitterung vun europäesche Bannemaart, eng Tendenz, duerch déi d'Wirtschafts- a Finanzkris Opdriff krut, bedeit, un de Grondfeste vun europäeschen Integrationsprozess ze wackelen. Well nieft dem Euro ass a bleift jo awer den EU-Bannemaart d'Häerzstück vun der Unioun.

Ee gutt funktionéierende Bannemaart ass kruzial fir e Land wéi Lëtzebuerg, deem säi Wuerenexport zu 84% an déi aner 26 Memberlänner vun der Europäescher Unioun geet. D'Regierung begréisst, dass d'Kommissioun dem gudden Funktioneieren vun Bannemaart eng verstärkt Opmierksamkeit wëllt schenken. D'Wirtschaftspolitik huet gewisen, wéi séier national protektionisteschen Reflexen kënnen opkommen. D'Verdeiw vum Bannemaart soll och besonnesch de Kleng- a Mëttelbetreiber hei zu Lëtzebuerg zeguttkommen, déi grenzwwerscheidend am noen Ausland aktiv sinn.

Wie Bannemaart seet, dee seet och Direktiven a Reglementer, fir e gemeinsame Kader ze fixéieren. Ech géif och do direkt dat opgräifen, wat den Här Braz gesot huet. Dir hutt honnertprozenteg Recht. Ech mengen, et ass ee vun deene Punkten, dee mer all Mount am Conseil de Gouvernement diskutéieren, wou ech och eng kleng Responsabilitéit hunn.

Et ass immens schwéier, wa mer dat zu Lëtzebuerg net fäerdeg bréngen, wat mer jo awer wëlle maachen, an d'Regierung

ass e kleng Schratt méi wäit gaangen. Ech hoffen och, dass mer et nach virun der grousser Vakanz fäerdeg bréngen, den interinstitutionellen Dialog op d'Been ze kréien. Mir hu vag Virstellungen an der Regierung. Mir wëlle mat der Chamber a mam Conseil d'État virun der grousser Vakanz zesummekommen a kucken, wéi mer kënnen d'Prozeduren accélérieren, ouni natierlech d'Qualitéit vun eiser legislativer Aarbecht ze drosselen.

Mä hei ass eng Noutwendegkeet. Et kann net sinn, dass Avisen dräi Joer entweder am Conseil d'État leien, oder dass d'Regierung zwee, dräi Joer brauch, ier se den Dépôt vun enger Direktiv mécht. All dat doten ass an der Vergaangenheet de Fall gewiescht. Et ass och elo nach de Fall, an duerfir mussen mer eis équipéieren um Plang vun de Prozeduren, awer och, mengen ech, mussen mer de Wëllen hunn, an de Ministère esou ze schaffen, dass mer net an de Strudel vun de Sanktiounen kommen.

Et huet ee vun de Kolleegen heibanne gesot, dass nëmme déi grouss Länner géifen - ech mengen, et war den Här Kartheiser - Sanktiounen kréien. D'Belsch riskéiere fir 15 Milliounen Euro condamnéiert ze ginn, well se eng Direktiv iwwert d'Waasserversuergung, mengen ech, net ëmsetzen.

(Interruption)

Dat ass elo virun zwou, dräi Woche vun der Cour gefrot ginn. Et ass nach net décidéiert, mä et riskéiert awer och décidéiert ze ginn. An ech mengen, duerfir mussen mer wierklech kucken, dass mer och mam Traité vu Lissabon verstinn, dass scho bei enger éischter Saisine vun der Cour kënnen Sanktiounen ausgesprach ginn, an dass mer natierlech alles mussen maachen, fir dat ze verhënneren.

Här President, wie Bannemaart seet - ech hunn dat gesot -, seet net nëmme elo Direktiven, mä dee peilt och eng maximal Harmoniséierung bei den entsprecheenden Direktiven un, esou zum Beispill am Kader vun Verbraucherschutz, wat souwuel de Bierger hei am Land zeguttkënnt, mä och eise Betriber, déi net mat 27 verschidene Législatiounen konfrontéiert sinn, wa se hir Gidder oder Servicer grenzwwerscheidend wëllen ubidden.

Ech wëll hei vläicht ee Punkt soen, deen heibannen opgeworf ginn ass. Vlächtt hutt Der schon héieren, dass Lëtzebuurger Konsumenten, wa se iwwer Internet wëllen op net Lëtzebuurger Internet-Siten eng Commande opginn, dass dat net méiglech ass, well ebe verschidden Internetbidder vlächtt net wëlle mat eiser Législatioun konfrontéiert ginn, mä op Lëtzebuerg liwweren. An duerfir, dat ass net akzeptabel. An ech mengen, dat muss ganz séier, wann een iwwer Bannemaart schwätzt, eliminéiert ginn. Duerfir setze mer eis och an.

Här President, d'Kommissioun kann och op d'Aarbecht vun Här Monti, dem fréiere Kommissär, elo zrëckgräifen, dee virun e puer Wochen - Madame Polfer, de Rapport Monti ass déposéiert -, fir aus deem Rapport dann och déi Konklusiounen ze zéien, déi se fir noutwendig fënn.

Dir wësst, dass am Artikel 3 vum Lissabonner Vertrag steet: «L'Union européenne œuvre pour une économie sociale de marché.» An dernieft ass d'Charta vun de Grondrechter rechtsverbindlech. Also ass dat heiten e Punkt, Här Fayot, wou effektiv mussen kënnen grouse Wäert drop geluecht ginn. Dësen neie verbesserte rechtliche Kader dierft et erméiglechen, op fundamental Froe vun Aarbechtsrecht Fortschreitter ze maachen.

Ech denken hei besonnesch un d'Direktiv „Détachement“, wou d'Kommissioun anoncéiert huet, eng Initiativ ze huelen, déi eng Verbesserung bei der Ëmsetzung bréngen soll. Dat muss an eisen Aen och zu enger verbesserter Ofsécherung vun dem bestoenden Aarbechtsrecht féieren.

D'Kommissioun huet och eng Revisioun ugekënnegt vun der Direktiv iwwert d'Aarbechtszäit. Mir begrëssen dat, well schlussendlech soll dat jo eventuell zum Ofschafe vun dem net nëmme briteschen Opt-out, mä vum Opt-out, vun deem haut iwwer 50% vun de Memberlänner profitéieren, féieren.

Här President, wie vum Aarbechtsrecht schwätzt, schwätzt och vum Europa vun de Bierger. Op deem Plang geet et drëms, de sougenannte Programm vu Stockholm ëmzesetzen. D'Chamber hat och hei am Hierscht eng ausféierlech Diskussioun dorüwer.

Ech wëll just ee Punkt ervirsträichen. Am Kader vum Programm vu Kopenhagen hu mer jo natierlech och iwwert d'Familjerecht geschwat. Am Familjerecht brauch een haut nach Unanimitéit. Well um Gebitt vun de Scheedungen, déi Bierger aus zwee Memberstate betreffen, et net méiglech war, Fortschreitter zu 27 ze maachen, hu 14 Memberstater décidéiert, eng sougenannte Coopération renforcée an d'Wee ze leeden.

Lëtzebuerg ass, wéi Der wësst - an et ass jo nëmme normal - bei deene 14 Länner. Mir mengen, dass et effektiv eng vun de Geleeënheete war, fir vun der Coopération renforcée Gebrauch ze maachen, wann et net méiglech ass, eben zu 27 an der Europäescher Unioun virunzuekommen.

Et däerf een an deem Kontext bei der Coopération renforcée, wat ee ganz, ganz wichtige Punkt ass, och selbstverständlech vu Schengen schwätzen, oder och vu Prüm. Dat war och Coopération renforcée, allerdéngs ausserhalb vum Vertrag. Deemools hu mer intergouvernemental missen agéieren. Mä Dir wësst, dass Schengen an och Prüm dunn an den Traité vu Amsterdam a spéider eben an den Traité vu Lissabon integréiert ginn ass an et dovunner een Acquis gouf.

Mir kënnen also haut eng Coopération renforcée op Basis vun der Gemeinschaftsmethod - an dat ass jo wichteg - am Kader vum Lissabonner Vertrag aféieren. An ech mengen, dat ass och en Zeechen, dass Europa sech effektiv d'Méiglechkeeten an d'Moyenë gëtt, fir dass, wa Wëllen do ass, virunzuekommen, et net ëmmer op alle Gebidder muss zu 27 sinn.

Ech wëll, fir ofzeschléissen, Här President, nach ee Wuert iwwer eppes soen, wat eis elo an der Europäescher Unioun, awer och hei an der Chamber wäert beschäftegen. Dat ass déi berühmten nei Ausriichtung vun de Finanzperspektiven. Jiddwereen, deen 2005 derbäi war, dee weess, wat fir ee Kramp dass dat war, wat fir eng riseg Aarbecht dass dat war.

An Dir wësst jo, dass eigentlech dat Resultat vum Dezember 2005 op d'Aarbecht vun eise Premierminister a vun der Lëtzebuurger Regierung zrëckzeféiere war, well do hu mer de Grondstee geluecht fir d'Finanzperspektive fir déi Zäit, déi elo leeft. Et kënnt eng nei Zäit op eis zou, post 2013 also. An Dir wësst, dass et eigentlech scho virgesi war, fir 2008/2009 ee Réexamen ze maache vun deene Verhandlung vun de Finanzperspektiven. Esou war et an de Konklusiounen vum Conseil vum Dezember 2005 zrëckbehalen ginn. Dat ass allerdéngs net geschitt. Och am Accord interinstitutionnel vum Mee 2006 war dat gesot ginn; ass net geschitt.

All Aspekter vun den Dépensé vum EU-Budget - dat heescht selbstverständlech och d'PAC, Madame Polfer, selbstverständlech - wéi och all Aspekter vun der Sait vun de Ressourcen - an dat heescht och de Chèque britannique, selbstverständlech - müssen hei kënnen analyséiert ginn. Dëse Rapport, wéi gesot, gëtt et leider nach net, mä d'Kommissioun plangt elo am éischte Semester 2011, hir Kommunikatioun iwwert d'Budgetorientatioun fir deen nächste finanzielle Kader ze presentéieren. An déi legislativ Propositionen sollen da virum Enn vun 2011 um Dësch leien.

D'Verhandlungen am Conseil an am Europaparlament solle spéitstens Enn 2013 zur Adoptioun vun finanzieller Kader féieren, fir dass e kann 2014 a Kraaft trieden.

Fir Lëtzebuerg ass et wichteg, dass den EU-Budget weider eng politesch Identitéit, eng Solidaritéit an d'Fäegkeet zum gemeinsamen Handeln um europäeschen Niveau garantéiert. Et geet net drëms, fir de Budget vun der Unioun erop- oder erofzesetzen, mä et geet drëms, fir der Unioun d'Mëttelen ze ginn, dass se hir Objektivtverreche kann, fir dass mer eis zesammen am Lissabon-Traité kënnen weider orientéieren.

Dat ass keng einfach Diskussioun. A wéi ech gesot hunn, jiddwereen, dee weess, wat dat 2005 war hei an der Chamber, mä och an der Regierung, weess, dass mer eis vill wäerte missen an Zukunft ploen, fir do dee richteg Wee ze fannen.

Ech wëll awer, wann Der wëllt, Här...

► **M. le Président.** - Här Ausseminister, Dir misst zwar lues zum Schluss kommen.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Jo, direkt. Dir hutt mer just Froe gestallt, an déi wëll ech elo nach séier beäntweren.

(Interruption)

Wann Der dat wëllt? Wann net, da loosse ech dat.

► **M. le Président.** - Neen, da beäntwert nach déi Fro.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Maja. Et si Froen! Sou, Här President, fir séier virunzuekommen, bei de Pensiounen huet d'Madame Polfer eng Fro gestallt, indirekt op jidde Fall. Ech wëll just soen, de Livre vert, dee gëtt muer public gemaach vun der Kommissioun. Da wäert och eng Diskussioun dorüwer ugoen. Et ass eigentlech eng Consultation publique bei de Pensiounen.

Ech ginn net dovunner aus, et wäert wéing probabel sinn, dass eng Initiative législative wäert entstoen. Wéineg probabel, Här Fayot. Mä et gëtt een Échange de bonne pratique tëschent Memberen iwwert de Finanzement vun de Pensiounssystemer, iwwer „active ageing“, wéi dat haut heescht, iwwert d'Kombinatioun Pensiounen an Activités rémunérées an esou weider. Dat ass de Stand vun der Saach, Här President, wann ech dat däerf soen.

Da war déi zweet Fro...

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Hu mir och matgeschafft? Jo?

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.** - Selbstverständlech! Mir schaffe mat, Madame Polfer.

Déi zweet Fro war an der Représentation permanente, also vu mir aus an op jidde Fall dat, wat ech och mat eise RP zu Bréssel beschwat hunn: Do gëtt alles gemaach, fir dass mer an der europäescher Hauptstadt, also zu Bréssel, eng vun den europäeschen Hauptstied, dass mer do prett si fir jiddwereen, ob en Europa-deputéierten ass, national Deputéierten ass, egal, deen do wëllt Informatiounen kréien, dass en dat och kritt.

(Interruption)

An dat honnertprozenteg dont acte, well dat gehéiert zu de Flichte vun der Lëtzebuurger Europapolitik an Aussepolitik. Wann dat net géif goen, da wier ech frou, dat ze héieren. An ech mengen, do ass awer jiddweree bereet zu Bréssel, fir do ze hëllefen.

Ech wollt och dann nach ee Wuert soen, Aussepolitik, Immigrationspolitik, Här President, wann Der d'accord sidd, da maache mer dat am November dëst Joer. Türkei, jo Türkei, also Moyen-Orient ass haut e wichtige Dag, Här Braz. Den Här Netanjahu ass zu Washington haut, e gëtt souguer empfaangen am Wäissen Haus bei Press zou, net wéi dat d'lescht Kéier de Fall war. Et ass eng positiv Entwécklung, an déi muss een och ënnersträichen, wann et an eng positiv Richtung geet. Dat wëll ech och maachen an Israel, dat ass wou Gaza jo soll wierklech mat enger anerer Dimension elo opgemaach ginn.

Wat mer net esou gefält, dat ass, dass wierklech nach ëmmer d'Kolonie solle virügen. Mä dat gesi mer. Iwwerregens sinn ech déi Woch duerno a Kasachstan bei der OSZE. An den Ausseminister vun Israel, deen heescht Här Lieberman, huet gefrot, fir mat mer driwwer ze schwätzen. An ech géif selbstverständlech der Kommissioun, wann ech erëm sinn, och Bericht maachen, wat bei deem Gespräch erauskomm ass.

Wat d'Türkei ugeet, kann ech nëmme eent soen: Här Braz, ech mengen, mir alle-



guerten hunn an der Türkei e formidabel Instrument gesinn, eng formidabel Bréck zu Europa an dem Moyen-Orient. Ech hoffen, dass déi Bréck net zesummegegoss gëtt. An ech hoffen, dass d'Türkei och weess, déi néideg Balance op d'Wo ze bréngen, fir dass se déi Stärkt, déi se hatten elo, tëschent de Syrer an den Israelien, tëschent den Iraker an de Syrer, en général souguer mat den Iraner, dass déi Bréck net zerschloe gëtt. Dat ass op jidde Fall wou mer, mengen ech, alleguerten an der Europäescher Unioun wëllen drop hischaf-fen.

An dann nach e lescht Wuert - ah neen, vun den Noten, dat hat ech gesot.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Jo, ech géif proposéieren, Här Ausseminister, Dir gitt jo regelméisseg an déi aussepolitisch Kommissioun, datt Der dann nach eng Kéier am Detail aner Froe beäntwert. Den Här Kartheiser hat och nach eng Kéier virdu wëllen d'Wuert ergräifen, mä d'Diskussioun huet laang genuch elo gedauert. Ech mengen, de Rescht maacht Der an där nächster Kommissiounssitzung.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- Neen, Här President. Mir maachen dat bei der aussepolitischer Debat, déi mer fixéieren am November.

► **M. le Président.**- Jo, okay.

Gutt. Domadder wärem mer um Enn vun dëser Orientierungsdebat a mir kéimen elo zu der Motioun vum Här Félix Braz iwwert d'Menscherechter a China. Et hu sech hei schonn ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Fayot, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. An elo kritt den Här Braz d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

4. Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine

Exposé

► **M. Félix Braz (déi gréng), auteur.**- Merci, Här President. Den Dialog tëschent der Europäescher Unioun a China huet mëttlerweil zéng Joer. Dat huet am Joer 2000 ugefaangen. Mä ech mengen net, dass et Konsens doriwuer géif ginn, wann ee géif behaupten, dass d'Fortschreter op där doter Fro remarquabel wieren.

Mir hunn den 21. Januar eng Motioun gemaach, wou mer d'Parlament opgefuerdert hunn, sech mat der Menscherechtsfro a China ze beschäftegen. Notamment mam Schicksal vum Liu Xiao Bo, e Menscherechterler aus China. Eng Motioun, déi net déi éischt ass vun der Lëtzebuurger Chamber an déi och net déi éischt gewiescht wier an Europa. Déi meescht europäesch Parlamenter, vläicht souguer all, och d'Europaparlament selwer, hu sech scho munchmol mat dëser Fro beschäftegt.

Rezent war d'lescht Joer zu Prag en neie Sommet tëschent der Europäescher Unioun a China. Mä Fakt ass, wéi gesot, dass mer leider ëmmer nees nei Fäll kréien, déi sech déi demokratesch Öffentlechkeet zu Lëtzebuerg an och soss an Europa muss ukucken. A wou ech och mengen, dass et erlaabt ass, dass een dorobber reagiert, och wann ee weess, dass eis chineesch Partner dat oft als eng Ingérence an déi intern Affären ugesinn.

Ech mengen, dass een ënner Partner net nëmmen en Dialog soll hunn, mä dat där och e kriteschen an éierlechen Dialog sinn. Deen ass ëmmer besser wéi en onéierlechen an e verstoppten Dialog.

Déi Motioun, déi mir preparéiert hunn, déi ass an d'aussepolitisch Kommissioun weiderverwee ginn, wou se och eng Kéier diskutéiert ginn ass a wou se och ënnert, vum Här Fayot nach eng Kéier op enger Rei vu Punkten iwwerschriwwen ginn ass. Net nëmmen am „wording“, awer haapt-sächlich am „wording“. A mir hunn haut eng Motioun, déi mer, mengen ech, am Konsens kënnen huelen.

Déi Motioun, déi verweist drop, dass d'Menscherechter en Universalkonzept sinn an net nëmmen zu Lëtzebuerg sollt gëllen. Déi Motioun, déi rappeliert, dass déi chineesch Verfassung sech ausdrécklech och elo der Protektioun vun de Menscherechter verschriwwen huet.

Mä trotzdem hu mer Enn d'lescht Joer eng Condamnatioun vun engem Menscherechterler a China kannt, den eng éischte Kéier den 8. Dezember 2008, also et geet em de Liu Xiao Bo, a Résidence surveillée bestallt ginn ass. Dat ass a China méiglech fir eng Period vu bis zu sechs Méint, och ouni Accusatioun. Dat ass schonn net näischt. Den 23. Juni 2009 ass de Liu Xiao Bo dunn offiziell inculpéiert gi fir Incitation à la subversion contre l'autorité de l'État, nom chineesch Code pénal.

En ass bekannt ginn, well e mat 303 anere Signataire déi sougenannte Charte 2008 mat initiéiert huet. Eng Charta, déi eng institutionell Reform fir China wënscht, déi och méi Plaz géif virgesi fir de Schutz vun de Menscherechter.

Dat huet em dann de 25. Dezember 2009 virun engem Geriicht zu Peking eng Condamnatioun abruucht fir Incitation à la subversion contre l'autorité de l'État. An en ass fir eelef Joer condemnéiert ginn, wat och no chineesch Moosstief eng aussergewöhnlech haart Strof ass.

Mir mengen duerfir, dass een och als Lëtzebuurger Chamber soll zum Ausdruck bréngen, dass een domadder net kann d'accord sinn. A wéi d'Europaparlament a wéi aner Parlamenter aus der Europäescher Unioun, sollen och mir eis Regierung opfuerderen, bei de chineesch Autoritéiten am Kader vum Dialog Europäesch Unioun/China iwwert d'Menscherechter eng proaktiv an éierlech kritesch Roll anzuhuelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Félix Braz. Dann huet als éischt Riednerin d'Madame Polfer sech hei op menger Lëscht agedroen.

Discussion générale

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Här President, ech wollt nëmmen hei den Accord vu menger Fraktioun zu där remaniéierter Motioun bréngen, déi den Här Fayot aginn huet. Ech mengen, de politeschen Dialog mat China läit eis alleguerten um Häerz. En ass agefouert ginn an enger Zäit, wou ech méi no mech em déi Saache bekëmmert hunn.

Gewëss, haut ass a China d'Situatioun ganz oft a ville Fäll net esou, wéi et onse Standarden a wéi et onse Valeuren entsprécht. Mä et muss een awer soen, datt an deenen zéng Joer Dialogue politique d'Situatioun evoluéiert huet. An éischer an eng besser Direktioun wéi a méi eng schlecht. Mä awer nëmmen, well eben dee kriteschen Dialog zwëschen deenen zwou Säiten éischters emol initiéiert ginn ass a well e konsequent weidergefouert ginn ass.

An deem Sënn begréissen ech also déi Motioun, déi den Här Fayot hei gemaach huet. Déi ass méi équilibréiert, wéi wou nëmmen op dat Negativt gepocht ginn ass. Ech mengen, wéi gesot, et entsprécht haut net ëmmer an net, a ganz oft souguer net deene Situatiounen, wéi mir se kennen a wéi mir se wënschen. Mä de Wee, dee gemaach ginn ass, do sinn awer och eng ganz Rei positiv Punkten, déi sinn an där Motioun vum Här Fayot opgezielt, an dofir mengen ech, gëtt déi eben där Situatioun am gerechtsten, an ech bréngen den Accord vun eiser Partei.

► **M. le Président.**- Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, Merci. Ech wollt fir d'Éischt soen, dat hei ass eng Motioun, déi den Här Braz abruucht huet, déi renvoyéiert ginn ass un d'Kommissioun. Mir hunn doriwuer geschwat a mir hunn och gemengt, dass et interessant wär, fir ebe just op déi Kanal ze insistéieren, déi et scho säit Jore gëtt, fir zwëschen China an der Europäescher Unioun iwwert d'Menscherechtsfroen ze schwätzen.

Ech mengen, mir sinn an enger globaler Welt, wou mer wirtschaftlech Relatiounen opbauen, kulturell Relatiounen, an dat

geet och net ouni politesch Relatiounen. An déi politesch Relatiounen mussen op Wäerter berouen, an déi Wäerter, dat ass de Respekt vun de Menscherechter fundamental. A wa mer dee gemeinsame Respekt vun de Menscherechter net hunn, dann ass et och schwéier, aner Relatiounen opzebauen.

Dofir fannen ech et schonn net schlecht, an enger Zäit, wou jo awer villes zwëscht Lëtzebuerg a China geschitt, zwëscht Europa a China, fir dat nach eng Kéier ze rappeliéieren.

Mir wëllen drop insistéieren, dass och Menschen a China, déi aner Meinungen hu wéi de Stat oder wéi déi herrschend Partei, solle respektéiert ginn, an dofir dësen Text, dee mir och approuvéieren an dee mer, wéi gesot, mam Här Braz zesummen esou formuléiert hunn, dass jiddwereen esou, mengen ech, kann akzeptéieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci. Dann den Här Kartheiser, wann ech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech villmools Merci fir deen Text, dee mer haut diskutéieren. Ech wär lech nach méi dankbar, wann ech wéisst, iwwer wat mer géifen diskutéieren, well mir hunn zwar eng Motioun kritt vun deene Gréngen, déi och eng Kéier kuerz, wéi den Här Fayot gesot huet, an der Kommissioun vun der Aussepolitik diskutéiert ginn ass.

Mä mir hunn haut vun e puer Säiten héieren, datt den Text remaniéiert gi wär. Mir hunn eng kleng Enquête bei eis gemaach an op anere Plazen a mir hu festgestallt, datt mer dee remaniéierten Text bis elo anscheinend ni offiziell zougestallt kruten.

Ech maache mer also, mat all deene Suergen em Menscherechter, déi sech em China suergen, ech maache mer awer och e bësse Suergen em eis Menscherechter hei,...

(Hilarité)

...wa ronn 10% vun der Lëtzebuurger Populatioun, d'Vertrieder vun der Populatioun, déi Texter net ze gesi kréien, iwwert déi mer hei sollen ofstëmmen.

Dat ass och net korrekt. Ech wär also frou, wa mer, ier mer ofstëmmen, Här President, vläicht alleguer kéinten en Text gesinn. Ech wëll net elo, well mer jo déi Suergen em China all deelen, och wann d'Eenzelanalys kann emol heiansdo variéieren, mä ech wëll elo net eis dowéinst enthalen, well mer den Text net gesinn hunn. Mä ech wär awer ganz frou, wa mer wéinstens den Text krite an deen emol kéinten duerchlesen, an dann eréischt reagéieren.

Villmools Merci.

► **M. le Président.**- Jo. Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Jo, Här President, ech wollt mech selbstverständlech entschëllege beim Här Kartheiser an och bei deenen anere Kolleegen. Ech verstinn déi Panne do net am Fong geholl, well ech war der Meinung, dass deen Text do largement diffuséiert gi wär an dass en och hätt missen hei verdeelt ginn. Ech proposéieren, dass mer dat nach maachen, an dass mer da vläicht an enger Stonn de Vote maachen.

► **M. le Président.**- Jo. Merci dem Här Fayot.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Ech entschëllege mech.

► **M. le Président.**- Ech wëll just preziséieren: Mir hunn effektiv, also weder d'Presidentekonferenz nach de Greffe huet déi modifiéiert Versioun vun där Motioun, déi aus der aussepolitisch Kommissioun komm ass, kritt. An ech mengen, mir sollen effektiv elo emol déi Motioun nach eng Kéier genau kucken. Da gëtt se ausgedeelt, an da solle mer vläicht an enger Stonn doriwuer ofstëmmen.

Mä fir d'Éischt kritt awer nach..., den Här Hoffmann war nach hei agedroen. Ech gesinn, en ass awer net hei. Da kritt elo nach den Ausseminister d'Wuert.

► **Une voix.**- Waart! Ah, den Här Hoffmann ass net do.

(Hilarité)

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- Neen, en ass net do. Ech wollt just soen, dass ech an enger Stonn muss anzwousch anescht sinn. Dofir wier ech frou, wann ech kéint elo just zwee Sätz soen.

Also, d'Regierung, déi begleet dës Motioun ganz positiv. Ech mengen, deen éischte Sätz, deen hei steet: „considérant que les droits de l'Homme sont un concept universel selon lequel tout être humain possède les mêmes droits inaliénables“. Dat ass jo d'Ursach, firwat dass mer, mengen ech, alleguerten heibanne Politik maachen.

Wat déi zwou Invitatiounen ugeet, déi Motioun hei huet eng Geschicht. Wann ech mech gutt erënnere, Här Fayot, ass se am Februar,...

(Interruption)

...also am Januar déposéiert ginn. Mir hunn och an der Kommissioun een-, zweemol driwwer geschwat. An hei ass dann elo d'Resultat dervun, op jidde Fall wat ech zougestallt kritt hu vun der Chamber. Dofir weess ech elo net, wéi dat elo hei gaangen ass. Mä gutt, dat ass elo net meng Affär.

Ech wollt lech soen, dass ech tëschent dem Januar an dem heitegen Dag a China war, an ech hat d'Éier, zu Peking invitéiert ze gi vu mengem Homolog, dem Här... dem Här, dem Här?...

(Hilarité)

...dem Här Yang Jiechi - entschëllegt! -, a mir hunn da vill matenaner geschwat, a selbstverständlech och iwwert d'Menscherechter. An ech - lauschtert just eng Sekonn! - wëll lech soen, dass ech de Fall vun deenen zwee Leit, vum Här Liu Xiao Bo, awer och vum Här Gao Zhi Sheng ugeschnidden hunn, zwee Leit, déi, well se sech engagéiert hu fir d'Menscherechter, de Moment am Prisiong sëtzen.

Ech hunn och bei där Geleechenheet d'Chance gehat, fir...

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, dem Här Ausseminister nozelauschteren!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- ...mäi chineesch Homolog drop opmierksam ze maachen, ob et net méiglech wier a China, fir dat ze maachen, wat zum Beispill Russland gemaach huet, e Moratoire bei der Doudestraf.

Dir wësst, dass China dat Land ass, wou am meeschte Leit nach exekutéiert ginn. An en huet mer du geäntwert, net mat deem radikalen Neen, dee mer nach 2005 héieren hunn. En huet mer geäntwert, dass de Moment d'chineesch Opinion publique, d'chineesch Bevölkerung, China nach net capabel wär, fir zu engem Moratoire sech ze entscheeden, mä dass awer een Evolutionsprozess an deem Land hei och amgaangen ass.

Dat ass e wichtege Punkt trotzdem. An deen drëtten Punkt, deen ech lech wollt soen, ass, dass - den Här Schiltz, dee kuckt mech elo. E weess dat nach vun eiser Présidence beim China Arms Embargo, ass ëmmer d'Géigepart komm, dass se missen déi Konventioun iwwer politesch an zivil Rechter net nëmmen ënnerschreien, dat hu se gemaach a China, mä och ratifizéieren. Och dee Prozess, huet e mer gesot, géif weidergoen, mä dat ass eng ähnlech Äntwert wéi 2005.

Dat brauch ganz, ganz vill Ëmschreiwungen an hirem Code pénal. Awer ech mengen, a Saache Menscherechter, op jidde Fall en général, huet ee gesinn, dass d'Ouere méi opgaange sinn, an et ass nëmme richtig, wat och d'Madame Polfer gesot huet, a wat den Här Fayot jo och ugedeit huet, Här Braz, an Dir sot et jo och, dass een hei muss um Niveau européen den Dialog effektiv weiderféieren, net als Professor mat der Gäissel dostoan, mä wierklech se abannen. A ,97 ass den Dialog iwwert d'Droits de l'Homme, net den Dialogue politique, mä den Dialog iwwert d'Droits de l'Homme ugefaange ginn, ass hei zu Lëtzebuerg ugefaange ginn, an duerfir géif ech mengen, dass een also soll heirobber virufieren.

Wat déi zwee eenzel Fäll ugeet, esou wéi et hei an der Motioun steet, Libération immédiate. Ech mengen, do kënnen mer

nëmmen drop opmierksam maachen, dass mer och mat Nimm, selbstverständlech jiddefalls d'Regierung operéiere kéint, dat ass och schréfflech geschitt, an dass mer do hannendru bleiwen, fir mat den europäesche Kolleegen esou vill wéi méiglech trotzdeem d'chinesesch Autoritéiten do-robber hinzeweisen, dass, wa se géifen e Schrëtt hei maachen an déi richteg Richtung, dat China géif gutt zu Gesiicht stoen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Ausseminister. Ech géif proposéieren, mir géifen iwwert déi Motioun ofstëmmen nom Vote vum nächste Projet de loi, well nach net jiddweree konnt déi Motioun kucken.

Mir kéimen dann elo zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, nämlech de Projet de loi 6140 iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Majerus, Bauler, Adam a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

5. 6140 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

► **M. Fernand Diederich (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Madame, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, dese Projet de loi ass de 25. Mee 2010 duerch d'Madame Minister vun der Éducation nationale déposéiert ginn. Avisé goufen et vun der Chambre des Métiers, der Chambre des Salariés an der Chambre de Commerce.

De Statsrot huet de Projet den 22. Juni aviséiert. De Rapport, deen lech hei virläit, ass den 1. Juli vun der zoustänneger Chamberskommissioun ugeholl ginn.

Den Artikel 75 vum Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Berufsausbildung gesäit vir, dass d'Bestëmmungen iwwert d'Formation professionnelle de base an d'Formation professionnelle initiale a Kraaft sollen triede mam Ufank vum Schouljoer 2010/2011. Leider konnten awer bal 90% vun den Équipes curriculaires den Délai vum Juni 2009 net anhalen, fir d'Formationsprofiler an d'Programme-directeurs ze finaliséieren.

Heifir gëtt et e puer Ursachen: D'Reform gëtt wëssenschaftlech a methodologesch begleet vum Bundesinstitut für Berufsbildung vum Bonn, e Referenzinstitut um Gebitt vun der Berufsausbildung an Europa, dat d'Aarbechte vun den Équipes curriculaires säit August 2008 encadréiert. Dësen Encadrement ass awer ze spéit geschitt, esou dass vill Berufsprofiler hu misse redresséiert ginn an doduerch ee Retard vu bis zu sechs Méint entstanen ass.

Derniewent gëtt d'Redaktioun vun den Aarbechte gréisstendeels vu Vertrieeder aus dem Schoulmilieu iwwerholl. Fir eenzel Formatiounen awer, wou et nëmme wéineg Léierjongen oder -meedercher gëtt, ass d'Zuel vun den Enseignanten, déi an den Equipé kënnen matschaffen, zimlech limitéiert, esou dass et schwéier ass, déi festgeluechten Échéancen ze respektéieren. Sou kënnen fir d'Réentrée 2010/2011 nëmmen d'Dixièmeklasse vu ronn 20 Formatiounen, sougenannt „Formations phares“, nom neie Regime fonctionnéieren. D'Lëscht vun deene Beruffer gëtt festgehalten an engem Projet de règlement grand-ducal.

D'Ausarbeitung vum Rescht vun deenen 118 Kaderprogrammer, déi duerch 64 Equipé mat méi wéi 650 Leit erfollegt, geschitt no engem nei festgeluechten zäitliche Kader.

D'Chamberskommissioun huet de Conseil d'État a sengen Iwwerleeunge suivéiert, wat de logisteschen Aspekt vum Gesetz ubelaangt, esou dass et aus folgenden zwee Artikelen besteet: Am Artikel 1 gëtt festgeluecht, dass den Artikel 75 vum Gesetz vum 19. Dezember 2008 folgendermoossen ofgeännert gëtt: Dat virleidend Gesetz trëtt a Kraaft den éischten Dag vum Mount no senger Publikatioun am Mémo-

rial, mat Ausnahm vun deene Bestëmmungen, déi sech op d'Organisatioun vun der Formation professionnelle de base an der Formation professionnelle initiale bezéien, déi eréischt a Vigueur triede mam Ufank vum Schouljoer 2012/2013. D'Méiglechkeet besteet awer, iwwert de Wee vu Règlements grand-ducaux d'Formation vum verschiddene Beruffer virun dem Ufank vum deem Schouljoer ze organiséieren.

Am Artikel 2 steet, dass den Artikel 75bis an d'Gesetz vum 19. Dezember 2008 ageschriwwen gëtt, an deem festgeluecht gëtt, dass bis zum Akraafttriede vun de Bestëmmungen aus dem Artikel 75 de Cycle supérieur vum Regime vum Technicien ofgeschloss gëtt duerch en Examen, deen op nationalem Plang organiséiert gëtt. Dësen Examen gëtt ofgehale virun den Examenskommissiounen, déi all Joer vum Minister vun der Éducation nationale nominéiert ginn. D'Kandidaten, déi dësen Examen réusséieren, kréien den Diplom als Technicien, deen d'Divisioun an d'Branch preziséiert, an deenen d'Kandidaten examinéiert gi sinn, an deen hinne bescheinegt, dass se zougelooss sinn zu héijeren technesche Studien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn op d'Objektiver an déi wichtegste Punkte vum Gesetzesprojet agaangen. Fir weider Detailler verweisen ech op mäi schréffleche Bericht, ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauscheren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Diederich Merci. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Mill Majerus agedroen. Här Majerus, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Mill Majerus (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt e grouse Merci un den honorablen Deputéierte Fernand Diederich fir säi schréfflechen a mündleche Rapport. Ech bréinge fir dese Projet d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun. Mat dem Gesetz, wat mer haut stëmmen, gi mer den Acteuren um Terrain déi Zäit, déi se brauchen, fir déi grouse Reform vum 2008 am Beräich vun der berufflecher Ausbildung gutt ëmzesetzen.

Ech ënnersträiche gär nach eemol de groussen Enjeu vun der Reform vum 2008: éischstens, den Niveau vun der Qualifikatioun a vun de Kompetenzen an der Formation professionnelle verbessern; zweetens, d'Schoul an de Berufsmilieu während der Ausbildung besser vernetzen; drëtens, am Unterrecht an och an der Evaluatioun de Modularregime aféieren; véiertens, d'Diplomer - besonnesch och um Niveau vum Techniker - reorganiséieren, a fënnfens, de berufflechen „lifelong learning“ opwäerten.

D'Gesetz vum 2008 setzt eng Rumm, déi sech auszeechent duerch innovativ Visiounen. Allerdéngs ass dee Kader, wéi all anere Kader, leschtlech dat wäert, wat déi ënnerschiddlech Acteure konkret doraus maachen. Hei ass also nach iwwer Jore vill Ëmsetzungsaarbecht néideg.

Mir verstinn, dass besonnesch d'Afféierung vum Modularregime e gewaltigen Aarbechtspensum duerstellt. D'Madame Erziehungsminister huet eis informéiert, dass 650 Leit am Kader vu 64 Aarbechtsgruppen amgaange sinn, fir d'Ausbildungsprogrammer an d'Beurteilungskritäre fir 118 ënnerschiddlech Beruffer ze definéieren. Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech all deene Merci soen, déi sech heibäi mat Kompetenz a Begeeshterung engagéieren: am Ministère, an de Schoulen, besonnesch awer och de Vertrieederinnen a Vertrieeder aus de verschiddene Berufssparten.

Eisen Débat vum haut - um Enn vum Schouljoer 2009/2010 - gëtt mer d'Geleeënheet, fir am Numm vun eiser Fraktioun e puer méi allgemeng Remarquen ze formuléieren. Éischstens: Mir ënnerstëtzen all Initiativen, déi d'handwierklech an technesch Beruffer opwäerten. Mir gesinn, dass eist Land op deem Punkt e groust Potenzial huet, dat mir weider mat där néideger Energie valoriséiere müssen. Dat fänkt un an de Schoulen, mä et geet awer weider um Niveau vun de Berufscarriären. Villes ass mat bedéngt duerch eis typesch Lëtzebuerger Mentalitéit, an där mir eis als Elte-

ren dacks wënschen, dass eis Kanner sougenannt „gutt Bürosposten“ kréien.

Zweetens: Mir begréissen de Régime modulaire als eng wichteg Chance fir eis Bildungskonzepter. Hei gëtt d'Méiglechkeet, fir all Schüler an all Schülerinnen do ofzehuelen, wou se stinn. Dat ass wichteg a wäertvoll fir all Kanner. Et ass awer besonnesch eng Chance fir déi Jonk, déi eréischt kuerz hei zu Lëtzebuerg liewen oder déi schonns an hirem perséinlechen a schoulesche Curriculum mat Problemer konfrontéiert goufen.

De Modulare System bitt dem Proff an dem Schüler d'Chance, fir Defiziter opzeschaffen. D'Evaluatioun berout op dem System vun enger Unerkennung vun deem, wat effektiv gelescht gouf. Mir hunn eng Valorisation des acquis an net e Bilan des échecs. De Régime modulaire bitt d'Chance, fir d'Schüler besser ze motivéieren an hir Fortschreiter op eng méi sännvoll Manéier unzëerkennen.

Dat gesot, ënnerstëtze mer d'Madame Erziehungsminister an all hiren Initiativen, fir d'Leeschtung an den Effort vun eise Schülerinnen a Schüler ze honoréieren. D'Schoul soll Spaass maachen a Freed vermëttelen. Mä all Léiere baséiert och um perséinlechen Invest vum Schüler. Anerefalls féiert déi eis all beschtbekannte Loi du moindre effort an d'Sakgaass vun engem bedauerlechen Nivellement vers le bas. Dat wëllt kee vun eis. Dofir brauche mer Incitatiounen, déi Schülerinnen a Schüler motivéieren, fir och an der Schoul - a vläicht just do, wou se besonnesch Talenter hunn - aus dem Suedel ze goen an iwwer sech erauszewuessen.

Drëtt Remarque: Mir ënnersträichen d'Wichtigkeet vun enger wëssenschaftlecher Evaluatioun vun neie Projeten am Erziehungsberäich. Dat ass mat e Garant fir d'Qualitéit, op déi et ukënnt. An deem Zusammenhang freeë mer eis, dass dacks och eis Lëtzebuerger Uni dobäi mat eng Roll spillt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Majerus. Als éischte Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur, den honorabele Fern Diederich, huet dësen zimlech technesche Projet an all sengen Detailler ausféierlech belicht. Dat erspuert et mir, fir datselwecht nach eng Kéier ze maachen. Ech wëll him dofir Merci soe fir säin exzellente schréfflechen a mündleche Rapport.

Wéi hei an der Chamber den 18. November 2008 iwwert d'Reform vun der Berufsausbildung ofgestëmmt gouf, huet d'DP d'Reform u sech begréisst, gläichzäiteg awer och op eng Rei vu Problemer higewisen, déi duerch déi grouse Ëmstellung kéinten opdauen. Leider ass et esou, dass eis Warnunge vun deemools genau sou agetruede sinn, wéi mir dat gefaart haten. Dat ass schued an ausserst bedauerlech fir d'Formation professionnelle, där hire Ruff an deene leschte Jore souwiso net deen allerbeschte war an deen duerch dese permanenten Hin an Hier net onbedéngt wäert besser kënnen ginn.

Här President, scho bei der Reform vun der Grondschoul hat d'Demokratesch Partei drop higewisen, dass déi praktesch Ëmsetzung um Terrain, also an der Schoul, net einfach wäert ginn, an dass ee sech besser nach ee Joer Zäit hätt solle loosse, fir d'Reform an aller Rou mat den implizéierten Acteuren, haaptsächlech awer mam Léierpersonal, virzebereeden. Bei der Berufsausbildung ass de Fall ähnlech. Alt nees eng Kéier sinn d'Schüler, d'Léierpersonal, d'Elteren an déi betrafften Entrepreneuren, déi jonk Leit forméieren, d'Affär vun der onausgeräiften Ëmsetzung vun enger Bildungsreform.

Bei der Ëmstellung vun der Fächerlogik op eng kompetenzorientéiert Logik läit eiser Meinung no d'Kromm an der Heck. Esou eng Ëmstellung ass weder fir d'Enseignanten nach fir d'Schüler einfach ëmzesetzen oder nozevollzéien. Vill Enseignanten di sech schwéier mat der Kompetenzlogik, zumools wann dës Logik vill offe Froen opléisst. Coaching a Weiterbildung sinn néideg gewiescht. D'Demande fir

esou eng Weiterbildung ass och do, awer leider feelt et u Leit, fir dës Coursen ze halen.

Dann ass mer zu Ouere komm, dass et an eenzelne Lycéeën u Raimlechkeete feele wäert, déi erfuerdert sinn, fir där modularer Approche Rechnung ze droen, fir se ëmzesetzen, esou wéi d'Gesetz et verlaangt. Am Kloertext, a fir nëmmen ee Beispill ze nennen, heescht dat, dass am Lycée x, an deem fréier de Coiffeur am CATP an am CCM geléiert gouf, elo nëmmen nach am DAP, also am fréieren CATP, enseignéiert ka ginn, an dass déi aner Schüler, déi also an den CCP wëlle goen, sech en anert Gebai musse sichen.

Wann ee sech an de Lycéeën ëmheiert, bleiwen nach wie vor organisatoresch Froen onbeäntwert, virun allem, wat d'Ausschaffe vun de Stonnepläng ugeet. An och ronderëm den neie Bewäertungssystem schéng sech nach etlech Froen ze stellen, déi et en cours de route ze kläre gëllt. Ech hu mer och soe gelooss, dass d'Beurteilungskritäre feelen, zumindest wiere se kenge Schouldirekteren oder Enseignanten zurzäit bekannt. D'Madame Minister kann eis do vläicht an hirer Interventioun Opschluss ginn.

Här President, et gëtt eng ganz Rei vu Grënn, firwat dës Reform zum groussen Deel ëm zwee Joer op d'Réentrée scolaire 2012/2013 muss no hanne geréckelt ginn. Et kann een dës Grënn och zum Deel novollzéien. Et ass och richteg, dass d'Madame Minister mat dësem Projet elo d'Noutbrems gezunn huet, fir dass d'Ëmsetzung vun der Reform net am Chaos endegt.

Dese Kuddelmuddel hätt de concernéierten Enseignanten a Schüler allerdéngs kënnen erspuert bleiwen, wann een de Projet vum Ufank u méi detailléiert geplangt hätt. Esou ginn zwee zousätzlech Jore verluer. Zwee Joer, an deene weider an deene meeschte Formatiounen nom ale System geschafft a geléiert gëtt, während an 18 Formatiounen, déi den Hierscht ulafen, déi nei kompetenzorientéiert Approche applizéiert gëtt.

Dës Zweegleisegkeet ass an eisen Aen alles aneschtens wéi wëschenswäert. Wéi erkläert een engem Schüler, dass säi Kolleeg an enger anerer Formatioun ganz aneschtens léiere soll wéi hien, an iwwerhaupt de Formationswee anescht ass, nämlech modular opgebaut ass? A wie garantéiert eis, dass 2012 deen neie System esou opgestallt ass, dass en opérel ass? An anere Wieder: Riskéiere mer 2012 eis net erëm an enger ähnlecher Situatioun ermëzefannen? Kee weess et. Kee kann eis do eng Assurance ginn.

Ech hoffen, dass de Ministère an deser Saach net nëmmen en Noexame schreiw muss, mä dass en hannen um Enn net nach mat senger eegener Reform sang- und klanglos duerchfält.

Ofschléissend, Här President, wëll ech lech soen, dass mer, obwuel mer d'Reform vun der Berufsausbildung nach ëmmer begréissen, dese Projet net kënnen stëmmen. Opgrond vun der onzulänglecher Ëmsetzung vun der Reform menge mir, dass et héich Zäit ass, der Ministesch d'rout Kaart ze weise fir dat ganz Gewurstelt. Duerfir wäert d'Demokratesch Partei géint de virleiden Text stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier dese Projet de loi hei an der Chamber déposéiert gouf, war e schonns vum Statsrot aviséiert ginn. Doropshi war en zum Deel ëmgeschriwwen ginn. Den 18. Mee war den definitive Projet déposéiert ginn, an de 24. Juni 2010 ass e Rapporteur genannt ginn, den honorabele Fernand Diederich, deem ech wëll Merci soe fir seng gutt Aar-

becht a fir de mëndlechen an de schrëftleche Rapport. Den 1. Juli ass de Rapport mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl ginn.

Fir kënnen nozevollzéien, em wat et bei dësem Gesetz geet, muss een zréck op d'Gesetz vum Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Formation professionnelle goen. Dëst Gesetz dréit iwwer 118 Formationen, déi reorganiséiert ginn an den Zougank zu de Certificats de Capacité Professionnelle, den Diplômes d'Aptitude Professionnelle an dem Technikerdiplom ginn.

déi gréng haten d'Noutwendegkeet vun enger Reform vun der Formation professionnelle net a Fro gestallt, waren awer mat der Envergure vun dëser Reform net zefridden. Mat den Ziler, wéi den honorabelen Här Majerus se opgezielt huet, kënnen mer averstan sinn, mat dem Wee dohinner awer net.

Déi vill Mësstänn an de Beräicher Ausbildung an Aarbechtsmaart sinn drop zréckzeféieren, datt d'Politik an dese Beräicher déi gesellschaftlech Entwécklung jorelaang verschlof huet. Déi onflexibel Bildungs- an Ausbildungsweeër, déi steril Trennung tëschent Schoul- an Aarbechtswelt gi weder dem demographesche Wandel nach den Erausforderunge vun der Zäit gerecht.

D'Mindestuuforderungen an de Beruffer sinn an deene leschte Jore geklomm, a gläichzäiteg gëtt sech beklot, datt vill Jonker einfach nach net räif genuch sinn, eng Ausbildung mat Erfolleg duerchzestoen. Hinne feelen oft Eegeschafte wéi Leeschtungsberetschaft, Zouverlässegkeet, Selbstännegkeet, Ausdauer, Teamfäegkeet. Hinne feelen awer och oft déi néideg schulesch Basiskenntnisse, fir eng weider Ausbildung opzebauen.

D'Regierung schéngt mat der Bildungspolitik iwweruedert ze sinn. Et gëtt zwar deelreforméiert a vill ronderëm gedoktert, mä de Bildungsmisär an d'Kris um Aarbechtsmarché sinn esou net an de Grëff ze kréien. D'Bildungsreform muss beräichs-iwwergräifend duerchduecht an emgesat ginn. Déi verschidde Phase vun der Ausbildung - Grondschoul, Secondaire, Studium an Entrée op den Aarbechtsmaart - dierfen net als isoléiert Suite betruucht ginn, mä et muss fléissend Iwwergäng geschaf ginn.

Duerfir misst een enner anerem och déi schulesch a berufflech Orientéierung méiglechst fréi ufänken. De Kanner an de Jugendleche soll d'Méiglechkeet gebuede ginn, ee Liewensprojet, deen hiren individuelle Wënsch, hire Bedierfnisse a Fäegkeeten entsprécht, ze entwéckelen. Duerfir brauche se optimal Bedéngungen an eng pedagogesch Begleedung.

D'Orientation par l'échec, déi eenzeg Form vun Orientatioun, déi bei eis Standard an de Schoulen ass, ass net déi richteg Äntwert op d'Erausforderunge vun haut a vun der Zukunft. déi gréng fuerdere scho laang d'Aféierung vun enger „Maison de l'orientation et de la formation“, mat regionalen Antennen, a méi eng enk Vernetzung vun den aktuellen Orientéierungsstrukturen, fir d'Schüler besser um Ausbildungswee begleeden ze kënnen an och besser bei der Sich no enger Aarbecht kënnen ze ennerstëtzen. Mir sinn der Meinung, datt d'Zesummenaarbecht tëschent Schoul a Betriber muss verbessert ginn. Duerfir sollen och zousätzlech Schnuppertagen an de Betriber agefouert ginn. D'Handwierk muss erëm een erstriewenswäert Berufszil ginn.

An der Tëschenzäit, vun 2008 un, ass um Plang vun der Schoulorientatioun nach relativ wéineg geschitt. Mir müssen elo feststellen, datt déi Reform vun der Formation professionnelle net mat der néideger Suergfalt preparéiert ginn ass. De Kalender fir d'Ëmsetze vun der Reform, dee jo vum Ministère selwer virgeluecht ginn ass, kann net agehale ginn. An dat ass net, well déi eng oder aner Équipe net fäerdeg ginn ass, mä 90% vun den Équipes hunn den Délai vum Juni 2009, fir hir Formationsprofiler a -programmer festzeleeën, net kënnen respektéieren!

Et ginn am Exposé des motifs eng Rei Ursaache fir dës Retarde genannt, déi och all, eenzel gekuckt, verständlech sinn. Net fräigesprach kann awer d'Regierung vum Virwurf ginn, si hätt déi Aufgab, déi se sech selwer gestallt hat, kräfteg ënnerschat an d'Moyenen, déi se huet, kräfteg iwwerschat. De Projet de loi vun haut ass en Ageständnis vun dem État de fait.

Et ass net déi éischte Kéier, datt d'Éducationministesch, zwar mar Enthusiasmus, awer iwwerstierzt an ouni déi néideg Suergfalt reforméiert. Beispiller gëtt et eng Rei: De Précoce ass fir d'Gemengen obligatoresch ginn, ouni eng Etüd am Virfeld, a mir wëssen haut nach net, ob en dat bréngt, wat mer eis erwaart hunn; „Eis Schoul“, e Projet phare fir d'Zesummenaarbecht Uni/Ministère de l'Éducation nationale, eng École de recherche schlieslech, ee Meilesteer fir eng inklusiv Pädagogik, muss ferm zréckrudderen, an och hei sinn d'Problemer méi grouss wéi erwaart.

D'Madame Minister hat ee Joer virun der grousser Reform vun der École fondamentale „cinq écoles en mouvement“ proclaméiert. Dës Schoulen haten zum Zil, zwee Joer laang Erfahrung mat „socles de compétences“ an neier Evaluatioun ze maachen, an déi Erfahrung sollten an déi Reform vun Enseignement fondamental afléissen. Et ass ni dozou komm! D'Reform gouf verallgemengert, ouni iergendeen Notzen aus den Erfahrung vun den „écoles en mouvement“ ze zéien.

Här President, haut steet dann de Vote vun engem neie Kalender vun der Reform vun Enseignement professionnel bevir. An d'Begeescherung vun deene Kreesser, déi jo eis Partner si bei dëser Reform, ass alles anescht wéi grouss. D'Chambre des Salariés gëtt hiren Accord net zu dësem Projet de loi. D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce bedauern déi schlecht Preparatioun, an all d'Kritike ginn an déiselwecht Richtung. Besser wier et, sech drop ze beschränken, just e puer Formatiounen bei der Rentrée op déi nei Schinn ze setzen, hei Erfahrung ze sammeln, déi an d'Reform vun all deenen anere Beruffer kéinten afléissen, an dann all déi aner Formatiounen mateneen ulafen ze loosse.

Et schéngt eis - a mir stinn net eleng do mat eiser Meinung - ongënschteg, an der Formation professionnelle zwee verschidde Regimer nieftenee lafen ze loosse, déi souwuel vum pedagogesche Konzept wéi och vun der praktescher Ausféierung ganz verschidde sinn. Dat mécht d'Transparenz fir d'Schüler, d'Elteren an d'Enseignantë praktesch onméiglech an erschwéiert de Schüler d'Liewen.

Här President, ech zitieren net all déi negativ Kommentare vun deene verschidene Beruffskummeren. Mir bedauern alerdéngs, datt dës Bedenken op daf Oueren am Ministère gestouss sinn. Et ass dach wierklech bedenkelech a bedauerlech, wann ee vun den Haaptpartner vun dëser Reform, d'Chambre de Commerce, déi schlecht Informationspolitik vun der Ministesch bedauert a mengt, doduerch wieren och eng ganz Rei Retizenze vis-à-vis vun dëser Reform ze erklären.

Et ass erstaunlech, datt all déi Instanzen, déi op eng Reform gedrängt hunn, elo dovir warnen, déi Reform esou onausgeräift op de Wee ze schécken. Et ass sech et ze vill einfach gemaach, wann als eenzeg Excuse fir eng net koordinéiert Virgehensweis gesot gëtt, et kënt ee mat enger Reform net waarde bis dee Leschten iwwerzeegt wier, datt et géif klappen.

Déi gréng Fraktioun kann op alle Fall hiren Accord net zu dësem Projet de loi ginn. Mir wäerte mat „Neen“ stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt an dësem Land genee zwee Modeller fir d'Unterrechtspolitik: dee vun der Regierung, deen och soss vun enger Partie Parteien, mat Ausnahm vun der ADR, matge-

droe gëtt op där enger Säit, an dee vun der ADR, dee mir exklusiv vertrieiden - am Abléck jiddefalls - op där anerer Säit.

Loosst mech se kuerz beschreiwen. D'Regierung an déi, déi si ennerstëtzen, sief dat déi, déi an der Koalitioun sinn oder anerer, déi drécken den Niveau vun eise Schoulen erof. Hir Method ass dee beschtbekanntes „nivellement vers le bas“. Déi Mëttelen, déi si benotzen, fir eis Schoulen dagdeegleche e Stéck weider ze ruinéieren, sinn den Unterrecht no Kompetenzen, deen dozou féiert, datt eis Kanner näischt méi systematesch léieren; d'Ofschaffung vun Punkte-system, esou datt kee méi weess, wou en drun ass, weder d'Kanner nach hir Elteren; d'Kompensatioun, déi leider haaptsächlech d'Faulheet encouragéiert, an dee systematesche Sabotage vun all Form vun Disziplin. Déi ass jo awer néideg, fir datt een iwwerhaupt eppes ka léieren.

Deen do Konzept vun eiser Regierung gëtt och nach begleet vun Onmasse vun iwwerfléssege bürokratesche Prozeduren, déi net nëmme vill Zäit kaschten, mä och nach gläichzäiteg d'Motivatioun vun Léierpersonal erstécken. Et ass e Konzept, deen net vill Verantwortunggefill a Realismus weist, en hypothekéiert d'Zukunft vun eise Kanner.

D'ADR proposéiert dergéint eppes ganz anescht, e konsequent leeschtungsorientéiert Schoulsystem, deen eis Kanner op eng kompetitiv a globaliséiert Welt virbereet. Eng Schoul, an där d'Kanner nach Wäerter an Disziplin léieren. E Schoulsystem, an deem eis Schoulen hir Qualitéit duerch eng gewëssen Autonomie a Konkurrenz zueneen all Dag mussen enner Bewäis stellen. Eng Schoul, an där administrativ, organisatoresch an Uerdnungsaufgaben engem richtegen Direkter uvertroat ginn. Eng Schoul, an där d'Léierpersonal sech kann op d'Kanner konzentréieren, net op Formularen oder Questionnairen. Eng Schoul, an där d'Leeschtung an all Eenzelfach objektiv a gerecht bewäert gëtt.

D'ADR hätt gär eng Schoul, déi eis Kanner intellektuell, charakterlech a moralesch stäerkt an opbaut a si op hir Zukunft an e Liewe virbereet, wat beileiwen net ëmmer einfach ass. Eng Schoul, an där geschafft gëtt mat Freed, Fläiss, Engagement, Motivatioun, Éiergäiz a mat dem Wonsch, all Dag e Stéck besser ze ginn.

Dat, Här President, sinn déi zwou Optiounen. Dat ass déi Wiel, déi mir als ADR dem Land offréieren: e richtegen, klore Choix tëschent enger Politik vun der „Schoul-Médiocritéit“, wéi d'Regierung se mécht, an enger Leeschtungskultur. A wien déi zwou Optiounen däitlech virun Aen huet, dee ka sech net doriwir wonneren, datt mir der Regierung hire Projet iwwert d'Reform vun Beruffsunterrecht net wëllen an net kënnen matdroen.

Här President, den Här Rapporteur huet sech wierklech vill Méi ginn, fir dee Projet ze erklären an ze justifiéieren - mir soen him och Merci fir déi Aarbecht -, mä iwwerzeege konnt hien eis net! Mir wëllen haut emol net iwwert déi Gesamtreform vun professionellen Enseignement schwätzen - dozou kréie mir jo nach d'Geleeenheet -, mä, och wa mir eis just nëmme dat Gesetz vun haut ukucken, kënnen mir nëmme de Kapp rëselen.

Wéi ass dat méiglech, datt eng Regierung eng Reform vun Beruffsunterrecht wëllt duerchboxen, déi vun deenen Haaptbetraffenen, der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, esou kritesch gekuckt gëtt? A wann ech soen „kritesch“, da sollt ech éischter soen „negativ“!

Jiddweree kritiséiert, datt d'Madame Delvaux wëllt ze vill grouss, ze vill déif, ze vill breet Reforme gläichzäiteg ze vill séier duerchsetzen. Do feelt wierklech keng méiglech Feelerdimensionen vum politeschen Handwierk! Eng „réforme précipitée“ soen déi eng, déi aner froen e Moratoire. Et gëtt geschwat vun enger „absence de partenariat“ mam Handwierk a mat de Chambres professionnelles. Mä wéi, froe mir eis, soll een dann eng seriö Reform vun Beruffsunterrecht ëmsetzen, ouni eng wierklech Matbedeelegung an eng voll Ennerstëtzung vun deenen Haaptconcernéierten, also och vum Handwierk a vun den Entrepreneuren?

An der Ëmsetzung vun deem ganze Projet, dee selbstverständlech alt nees kompetenzorientéiert soll sinn an duerfir vum Secteur zu Recht kritiséiert gëtt, huet d'Madame Minister Delvaux sech em voll zwee Joer verrechent, an duerfir muss mir haut légiféieren. Et feelt un Zäit a Leit, gëtt gesot, fir de Projet ëmzesetzen. Gott sei Dank, géif ee bal mengen! Et feelt virun allem och u kloren an nach méi u vernünftege Virstellungen. Et ass net eng Reform vun der Formation professionnelle, et ass, esou fäert d'Chambre des Salariés zu Recht, herno eng „dévalorisation de la formation professionnelle“! Fir dës Reform kritt d'Madame Unterrechtsminister eng déck Datz. Mir hunn och héieren, datt aner Parteien net zefridde sinn.

Loosse mer emol net drop insistéieren, datt dee ganze Gesetzesprojet, deen iwwregens nëmme eng Koppel Artikelen huet, och nach schlecht a mëssverständlech formuléiert war. Vill méi schlëmm ass an eisen Aen, datt, ausser der Madame Delvaux hire Virstellungen, keen Argument fir déi Reform plädéiert, déi elo op eist aarmt Land duerkënn.

Lauschtert emol, wat zum Beispill d'Chambre des Métiers seet. Si freet e Moratoire, fir emol eng Analys kënnen ze maache vun der aktueller Situatioun, fir d'Forcen an d'Faiblesse vun der aktueller Situatioun kënnen feststellen. A si seet, datt esou eng Analys bis haut nach net gemaach gouf. Dat muss ee sech dach emol virstellen!

Amplaz systematesch ze probéieren, op d'Stärkte vun eisem aktuelle System opzebauen, fir en nach weider ze verbesseren a seng eventuell Schwächen ze iwwerwannen, gëtt einfach alles emgestouss, ouni Analys, an da gëtt eppes anescht dohi gesat. An emol datt net systematesch: Et gëtt keng Prioritéiten, keng kloer Prozeduren, keng anstänneg Participatioun!

Amplaz eis technesch Beruffer an eist Handwierk an der Konkurrenz mat der Groussregioun méi staark ze maachen, geschitt hei eppes Onbegreifliches: Am onheevolte Geescht vum „nivellement vers le bas“ ginn eis Handwierker an eis technesch Beruffer vun elo un ëmmer manner gutt wéi bis elo op hire Beruff virbereet. Dat kann dozou féieren, datt d'Leit nach éischer Spezialisten aus der Grenzregioun komme loosse, well si herno kee Vertraue méi an d'Ausbildung vun eisen eegene Leit hunn!

Wéi seet d'Chambre de Commerce esou schéin iwwert dës Reform? Si freet, datt een emol soll fir d'Éischt eng „phase pilote“ bei esou enger Reform virgesinn, enner anerem fir, ech zitieren „tester l'acceptation de la part du marché de travail et la pertinence de la démarche adoptée en matière de validation des acquis de l'expérience“.

Här President, op Lëtzebuergesch iwwersat heescht dat, datt d'Patronen net wëssen, ob si nach bereet sinn, fir deenen eng Aarbechtspolz ze ginn, déi mat engem Delvaux-Diplom an hir Dier klappen. Et kommen also gëllen Zäiten op déi Frontalieren duer, déi am Ausland nach eng anstänneg Formatioun kruten!

Mir hunn eng Regierung, déi eis eege Schoulen esou systematesch an esou emfaassend diskreditéiert, datt eis eege Kanner geschwé besser hunn, fir hir Schoulen an hir Beruffsausbildung am Ausland ze maachen. Deen Duercherneen, deen d'Madame Minister Delvaux verursaacht, kennt keng Limité méi! Wat seet d'Chambre des Salariés eleng iwwert déi temporal Dimensioun an dësem Gesetz: „Il est déraisonnable et improductif d'organiser des formations professionnelles selon deux régimes législatifs et deux concepts pédagogiques différents.“

Wa mir hei enges Daags nach iwwert deen eigentleche Fong vun dëser Reform schwätzen, a besonnesch och iwwert déi sougenannten Épreuve finale vun där Formatioun, da ginn lech wéi eis d'Schudderen aus.

Här President, d'Reform vun Beruffsunterrecht, esou wéi d'Regierung se elo ëmsetzt, huet sech nees als schwéiere Feeler erausgestallt. Mir zéien d'Konsequenzen a soen Neen zu dësem Gesetz.

Merci.



- **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Très bien!
- **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Unterrechtsministerin Mady Delvaux-Stehres.
- **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, wat hei virläit a wat elo kommentéiert ginn ass, dat ännert näischt un deem ganze Konzept vun der Reform vun der Formation professionnelle. Ech kommen heihinner mat engem Projet, fir en Délai ze froe fir d'Ëmsetze vun der Totalitéit vun den Dispositionen, déi an deem Gesetz sinn.

Et ass also déiselwecht Reform vun der Formation professionnelle, déi am Joer 2008 hei an der Chamber gestëmmt ginn ass. An deem Vote vun deem Projet 2008 ass eng laang Virbereedungsphas virausgaangen, wou e puer Ministeren dru geschafft hunn, ganz vill Conseillere am Ministère a ganz vill Mataarbechter vun de Chamberen, well et ass e Gesetz, wat am Partenaariat mat de Chambres professionnelles ausgeschafft ginn ass a wat deemools och e grouse Konsens fonnt huet.

Ech gesinn, muss ech haut soen, eigentlech nach keen Argument, wat dergéint schwätzt, dass dat Konzept, wat 2008 a ville Réuniounen zesummen ausgeschafft ginn ass, vu dass et nach net ëmgesat ass, gesinn ech elo net, wou d'Argumenter sinn, déi do dergéint schwätzen.

De Reproche, deen ech unhuelen, dat ass, dass ech 2008 ze vill optimistes war. Ech war no allen Informatiounen, déi mir virleien, wou gesot ginn ass, mir kënnen am Joer 2010 ufänke mat all de Formatiounen, déi dann nom neie Regime funktionéieren, ech hunn dat gegleef. An ech stellen einfach elo fest, dass mer d'Aarbecht ënnerschat hunn, an dass mer net prett sinn, fir mat allen 108 oder 112 Formatiounen zesummen elo am Hierscht unzefänken. Dat ass eppes, wouriwwer ech net frou sinn, mä dat dämpft awer net mäin Optimismus.

Ech gleewen nach ëmmer drun, dass dat de richtege Wee ass. An et ass - wëll ech awer och hei soen - immens vill Aarbecht an de Gruppen, an den Equipé gemaach gi fir nei Beruufsprofiler, nei Ausbildungsprofiler, Evaluationskritären. An déi Formatiounen, déi elo net prett sinn, fir de September unzefänken, déi sinn awer an hiren Aarbechte scho wäit weiderkomm, sou dass ech ganz zouversichtlech sinn, dass mer am nächste Schouljoer kënnen mat deene Formatiounen ufänken.

Ech muss soen, beim Nolauschtere wunnenen ech mech och iwwert déi Kontradiktionen, déi hei vu verschiddene Virriedner duergeluecht goufen, well engersäits gëtt gesot, et wär awer elo gutt mat Formations phare oder Formations pilote unzefänken, fir ze kucken, ob dat eppes gëtt. An am gläichen Otemzuch gëtt gesot, dat ass awer net an der Rei, dass do déi eng eng traditionell Formatioun hunn an déi aner an enger neier Formatioun funktionéieren. Wéi een déi zwou Aussoe ka matenee verbannen, dat ass mir e Rätsel. Datselwecht ass iwwerengens an den Avisé vun de Chambres professionnelles, wou se soen: „Maacht emol e Projet pilote!“ An awer op där anerer Säit soe se: „Dir dierft awer net zwee verschidden Ausbildungssystemer nieftenee funktionéiere loosse.“

Also, déi zwou Saachen zesumme kann ech net erfëllen. Dofir hunn ech derfir optéiert, fir elo déi Formatiounen, déi prett sinn, lafen ze loosse. Dat gëtt eng gewëssen Ëmstellung an de Schoulen, well effektiv modulären Unterrecht ze maachen, dat ass fir d'Direktiounen vun de Schoulen eng Erausforderung, fir déi Stonnepläng opzestelle fir d'Säll.

Ech muss awer soen, dass déi Schreckensnoriichten, déi den Här Bauler hei verbreet, dat kann ech esou als offizielle Message net unhuelen. Dat si Gespréicher an der Fräizäit, wou deen een emol seet, sech iergert. Dat kënn iwwerall vir. Ech loosse mech doriwwer... Ech hu vill Gespréicher mat den Direkteren, besonnesch déi, déi déi Formation professionnelle hei organisieren, an och, wa se soen, et gëtt net esou einfach, da sinn ech awer zouversichtlech, dass mer dat hikeréien.

Ech wëll och hei ganz kloer soen, dass kee Schüler hei léséiert gëtt. Jiddweree kann déi Beruufsausbildung ufänken, déi mer dann zu Lëtzebuerg offeréieren. Déi eng am Ancien régime, déi aner am neie Regime, sou dass ech am Fong déi Virwërf do net richtege kann novollzéien.

Ech soen deene Riedner, déi hei d'Reform, déi eng Demande ënnerstëtzen, fir a verschiddenen Délaien unzefänken, deene soen ech villmoools Merci. An zum Schluss wëll ech da just soen, dass ech dru gleewen, dass eis Schoul reformfäeg ass an dass mer scho vill Schrëtt gaange sinn, an dass ech och ganz zouversichtlech sinn, dass mer dat Zil, wat heescht, d'Schüler esou héich wéi méiglech qualifizéieren, se motivéieren, dass se déi Leeschtung bréngen, déi vun hinnen erwaart gëtt, dass ech ganz zouversichtlech sinn, dass mer dat errechen.

Ech soe Merci.

- **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Ministesch. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6140 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 20 Neen-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par M. Mill Majerus) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

6. Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine (suite)

Da kéime mer nach zur Motioun iwwer China. Wéi ech dat virdu konnt feststellen, schéngt do eng ganz grouss Unanimitéit sech erausgeschielt ze hunn, sou datt mer kënnen iwwert déi Motioun à main levée ofstëmmen.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- *considérant que les droits de l'Homme sont un concept universel selon lequel tout être humain possède les mêmes droits inaliénables;*

- *rappelant que la Constitution de la République Populaire de Chine a été amendée en 2004 et qu'elle retient désormais que «l'État respecte et préserve les droits de l'Homme»;*

- *constatant que la République Populaire de Chine a lancé en avril 2009 un plan visant à améliorer la situation des droits de l'Homme dans les deux années à venir;*

- *prenant acte que la question des droits de l'Homme est soulevée de manière régulière avec les autorités chinoises lors d'entrevues bilatérales et dans le cadre du dialogue droits de l'Homme UE-Chine et du dialogue politique UE-Chine;*

- *prenant acte de la déclaration de la Présidence de l'UE le 25 décembre 2009 à l'occasion de la condamnation de Liu Xiao Bo et de la déclaration de la Haut Représentante Catherine Ashton début février 2010 s'inquiétant de la disparition depuis un an de l'avocat des droits de l'Homme Gao Zhi Sheng;*

- *rappelant que Liu Xiao Bo a été condamné à 11 ans de prison pour avoir été l'auteur de la Charte 08 pour une réforme démocratique de la Chine et pour avoir publié des essais sur les droits de l'Homme sur Internet;*

- *prenant acte des conclusions du Conseil Affaires générales relations extérieures de décembre 2009;*

- *exprimant son inquiétude sur la situation des droits de l'Homme en Chine et constatant qu'il y a eu très peu de progrès dans nombre de domaines, tels le respect des lois, la liberté d'expression, d'association et de religion, les droits des minorités et que le recours à la peine de mort est permanent et fréquent;*

invite le Gouvernement

- *à œuvrer pour une libération immédiate de Liu Xiao Bo et d'autres militants des droits de l'Homme en Chine;*

- *à continuer de manière proactive le dialogue UE-Chine et à évoquer les cas de violations graves des droits de l'Homme de manière effective et récurrente.*

(s.) Félix Braz, Claude Adam, François Bausch, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Vote sur la motion modifiée

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Déi Unanimitéit huet sech hei elo an der Praxis gewisen. Domadder ass déi Motioun och à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6095, engem Accord mat Marokko iwwert d'Services aériens. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo keen ageschriwwen, sou datt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marc Spautz, eis elo alles wäert soen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

7. 6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Marc Spautz** (CSV), *rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei deem Accord geet et drëm, wou d'Europäesch Unioun zesumme mat den Drëttlänner aus dem Balkan en Accord fënn, fir Loffahrtotkommessen ze maachen; dës Kéier ass et en Accord, dee mer maache mat Marokko. Déi Konventioun ass 2006 ënnerschriwwen gi vun der Europäescher Unioun mat Marokko. Fir Lëtzebuerg bedeit dat, dass et ganz wichteg ass, dass mer do en Accord kréien, well ëmmer méi där Flich vun eiser Luxair, vu LuxairTours zesumme mat Marokko gemaach ginn. An esou ass et och eng gutt Saach fir eis, dass mer deen Accord do kënnen mat gutthalen als Lëtzebuurger.

De Conseil d'État huet drop higewisen, dass do déi eng oder aner Dispositioun dran ass, déi bei aneren Accordé scho fonnt ginn ass, wou et geheescht huet, mir géifen eng Souveraineté nationale opgin; bei dësem Traité ass et méi einfach, well eng aner Formulatioun fonnt ginn ass, fir dass och de Conseil d'État domadder averstanen ass.

De Conseil d'État hat just eng grammatikalesch Ännerung virgeschloen, déi mer och zrëckbehalen hunn, sou dass mer dann elo den Accord, ech géif proposéieren am Numm vun der Kommissioun,

géife stëmmen, fir dass mer dann en europäeschen Accord an der Loffahrt tëschent der Europäescher Unioun a Marokko kënnen unhuelen.

Ech soen lech Merci.

- **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Merci. Dat war méi wéi kloer. Mir kommen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir si méi schnell wéi d'Maschinn; elo ass se do. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha général)

De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6095 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Mill Majerus), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert (par M. Marcel Oberweis) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer elo eng Aktualitéitsstonn, déi vun deene Gréngen ugefrot ginn ass iwwert d'RGTR-Buslinnen. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 84, zweeten Alinea vun Chambersreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn...

(Interruptions)

- **Une voix.**- D'Regierung ass net do!

► **M. le Président.**- Mir fänken emol un, da gi mer dovun aus, datt...

- **Plusieurs voix.**- Oh neen!

► **Une voix.**- Neen, mir fänken net un, wann d'Regierung net do ass.

- **Plusieurs voix.**- En ass do!

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Also, där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeeweils fënnf Minutten, de Sensibilitäten zwou Minutten an der Regierung, déi sécherlech elo wäert antreffen, eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Berger, Negri a Gibéryen. An d'Wuert huet elo den honorablen Här François Bausch als Verrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

8. Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la réorganisation des lignes d'autobus RGTR suite aux déclarations gouvernementales

Exposé

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Merci, Här President.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Ech géif lech elo bieden, dem Här Bausch nozelauschteren! Här Bettel, lauschtert dem Här Bausch no!

► **M. Ben Fayot** (LSAP).- Här Bettel, ech hunn lech scho laang net méi an der Zeitung gesinn. Ech hunn lech scho laang net méi an der Zeitung gesinn, Här Bettel.

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Also ech géif lech elo bieden, déi privat Gesprécher ze ënnerloossen iwwer Kiischpelt an iwwer Fotoen, a mir lauschteren elo dem Här Bausch no.

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Dat huet eis erlaabt, datt d'Regierung erëm do ass.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Här Bausch, loosst lech net aus der Rou bréngen!

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Ech waarden, bis se sech e bësse berouegt hunn, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann iwwert de Bus diskutéiert gëtt hei zu Lëtzebuerg, da gehéiert et oft zum gudde Toun, datt d'Leit sech opreegen a soen, si géife virun allem Busse gesinn doruechter fueren, wou entweder kee Mënsch draséiz oder ganz wéineg Leit an de Bussen draséizen. Oft sinn et awer déi-jéineg, déi dat feststellen, déi dann eleng an hirem Auto setzen, déi dann dat par rapport zu de Busse kritiséieren, well si fanne, datt si eleng an hirem Auto eigentlech nach méi Plaz op de Stroosse missten hunn, an eigentlech déi eidel oder net gutt besate Busse si géife stéieren.

Et ass esou, datt, wann een am Beruffsverkéier haut kuckt, ee muss feststellen, datt 90% vun den Autofuerer, déi sech op hir Aarbecht bewege mam Auto, eleng am Auto setzen. An donc, doriwwer kéint ee vill diskutéieren. An do gëtt et och ganz vill wëssenschaftlech, statistesch Material, wat fir eng Konsequenzen, Inzidenzen dat huet, respektiv dat, wat dat d'Allgemengheet kascht.

Ech wëll dat awer elo haut net maachen, well éischtens duerfir d'Zäit net do ass, mä ech fanne et awer wichteg, datt een dat am Ufank hei seet, fir net falsch verstanen ze ginn, wann een iwwert d'Reorganisatioun vum Busdénsgscht schwätzt, datt et am Prinzip dann net dierft drëm goen, de Bus duerstellen, wéi wann et eppes lwwerflësseg wär oder eppes, wat géif hënneren op der Strooss, mä au contraire, datt et eppes Nätzlech ass.

Wann Der kuckt, wéi d'Besetzung vum de Busse generell sinn, dann ass et evident, datt Der zu de Stousszäiten natierlech oft gerammelt voll Bussen hutt, an oft op deenen nämlechte Linnen natierlech zu den Netstousszäiten d'Busse méi dënn besat sinn, manner Leit dra sinn. Et dierf een duerfir och, wann een eng Analys mécht iwwert d'Besetzung vu Bussen, net nëmme wéi gesot eenzel Fahrten eraushuelen a kucken. Et muss ee schon iwwert de ganzen Dag iwwert d'Linn kucken, déi duerschneitlech Besetzung kucken, fir datt een e richteg Bild dovou kriit.

Et kënt och derbäi, datt leider et esou ass an eiser Gesellschaft, datt fir den Individualverkéier extrem vill Werbung gemaach gëtt, Saache virgegaukelt ginn, Fräiheete virgegaukelt ginn, déi een net huet, a beim Bus par contre eigentlech kaum Werbung gemaach gëtt. De Bus ass ëmmer nach an eiser Gesellschaft, gëtt e bëssen duergestallt als eppes, wat een, ech géif

soen, viru fënnf, sechs Joer war et souguer nach esou zu Lëtzebuerg, dat ware Leit, déi manner bemëttelt waren, déi de Bus geholl hunn, an deen eppes op sech gehalen huet, deen huet wa méiglech de Bus net geholl.

(Interruption)

Mat Ausnahmen, Här Meyers, mä den Trend grosso modo, wann een den „modal split“ kuckt, bestätegt awer éischer déi Meenung. Donc gëtt et och Zäit, wa mer gären hätten, datt d'Busse solle méi geféelt ginn, datt mer eis iwwerleeën, fir méi eng offensiv Strategie ze entwéckelen, fir méi ze werbe fir de Bus.

Et gëtt och Zäit, datt mer de Service au client verbesseren um Bus. Ech denken do zum Beispill an esou Saache wéi Betriebsleitsystemer mat uerdentlechen Informationssystemer op den Arrêten an an de Bussen. Alles dat gehéiert dozou, datt mer d'Attraktivitéit steigern a méi Leit beweegt kréien, fir de Bus ze huelen.

Wann een awer de Vergläich mécht tëschent Bus an Autoverkéier, haaptsächlech wat d'Besetzungen ubelaangt, an dat a Relatioun setzt zum Verbrauch, da gesäit een, datt et oft fir en Autofuerer, wann en eleng a sengem Auto déi dote Kritik mécht, déi ech virdu gesot hunn, oft net vill Grënn dozou gëtt, well en Auto brauch an der Moyenne, loosse mer emol ganz grousszügig sinn, de Moment tëschent fënnf a sechs Liter op honnert Kilometer an eiser Gesellschaft haut, awer dat ass elo ganz favorabel ausgedréckt, loosse mer emol esou soen, an do sëtzt wéi gesot eng Persoun dran.

De Standardbus brauch 47 Liter. Do setzen awer vill méi Leit dran. Et gesäit een also schon, wann een d'Moyenne kuckt, datt ab aacht, néng Leit an engem Bus de Bus souguer par rapport zu engem eenzelnen Auto och souguer wirtschaftlech gesinn, vun der Ëmwelt an esou weider guer net ze schwätzen, méi interessant ass.

Do rechnen ech emol nach guer net an, wat et bedeit vun Infrastrukturen. Wann nämlech aacht, néng Autoen hannerenee fueren, dat ass, wat een do brauch vun Infrastruktur, gewaltig méi wéi vun engem Bus.

Duerfir muss een, wéi gesot, déi Zuelen do a Relatioun gesinn, an da gesäit dat Bild scho ganz anescht aus. Et muss een, ier een duerfir drun denkt, iwwerhaupt Bussen ofzeschaffen, sech d'Fro stellen: Hunn ech éischtens genuch Werbung gemaach, fir d'Leit op dee Bus do ze kréien? Klappt mäi Service au client? A wéi ass d'genau Berechnung vum Potenzial vun de Clienten, déi ech ka kréie fir op déi do Linn? An dann eréischt muss een diskutéieren iwwert d'Ofschafen oder net.

Evidenterweis ass et natierlech och beim öffentlechen Transport, och am Bus, oder datt een och muss iwwer Effizienz diskutéieren, an et geet sécherlech net drëm, fir ze soen, mir loosse mordicus all Linn bestoen, ob se dann iwwerhaupt eng Chance huet, Leit ze féieren oder net. Mä ech mengen awer, datt et wichteg ass, datt een déi Punkten, déi ech virdu beschriwwen hunn, fir d'Éischt iwwerleet, ier een doriwwer nodenkt.

Wat mech duerfir stéiert eigentlech an der aktueller Approche, oder wat mer e bëssen e batteren Nogeschmaach gëtt an der aktueller Approche vun der Regierung, dat ass, datt eigentlech d'Spuermoossnamen éischer den Ausschlag ginn hunn, fir zu der lwwerleeung ze kommen, fir den RGTR ze iwwerdenken, ze restrukturéieren, ze iwwerschaffen.

Ech mengen, wa mer dat aus renger Grënn vu Spuermoossname maachen, da fäerten ech, datt déi lwwerleeungen, déi ech gemaach hunn, firwat een iwwerhaupt muss fir de Bus sinn, a wéi een de Bus muss kucken, datt déi ze kuerz kommen, datt et reng drëm geet, fir ze spueren, an dat dierf et ugesiichts de Problemer, déi mer hunn an der Mobilitéit, mä och wéinst Ëmweltproblemer derniewent, mat Sécherheet net sinn.

Nun ass et awer sécherlech noutwendeg an och sennvoll, driwwer ze diskutéieren, fir den RGTR-System insgesamt ze iwwerkucken, ze reforméieren an och Linnen ze ajustéieren, an et ass och sécherlech berechtigt, bei där enger oder där aner

Linn den Takt ze änneren oder vläicht souguer à la limite eng Linn ganz ofzeschaffen, jee nodeem, wéi d'Situatioun sech presentéiert.

Ech mengen awer, datt een insgesamt nach hei am Land, wann et em de Bus geet, bis elo vill ze vill zentralistesches virgaangen ass. Mir hunn am Fong de Ministère, dee jo sécherlech déi zentral Roll spillt, well en éischtens de Geldgeber ass natierlech emol vum RGTR, mä awer doriwwer eraus, mengen ech, datt déi Approche ze vill zentralistesches war. De Ministère huet net nëmme eng Koordinatiounssystemer gespillt, mä huet relativ staark geprägt an decidéiert, wou wat soll gefuer ginn. Dat ass och an der Vergaangenheet e bësse vill geschitt, elo jee nodeem dann, wann eng Gemeng de Fanger ausgestreckt huet, dann ass dann emol lokal gekuckt ginn: Solle mer där eng ginn oder net? An ech mengen net, datt sech oft eng Gesamtwurleung hannendru verstoppt huet.

Ech mengen awer, datt et duerfir Zäit gëtt, datt mer eng Gesamtreform géife maache vum RGTR, an datt mer, wa mer déi Reform do maachen, och ebe méi regional denke respektiv d'Regiounen méi mat abezéien. An à la longue muss et eng Kéier drop erauslafen, datt mer op de Punkt kommen, datt mer d'Communauté urbaine des transports kréien, dat heescht, datt mer vun der regionaler Basis erop op den nationalen Niveau de ganze Bussystem organiséiert kréien.

Mir sinn zum Beispill am Bezierk Zentrum elo an där neier Südwestkonventioun op engem gudden Wee an déi Richtung. Ech mengen, dat kéint souguer jee nodeem, wann dat positiv ausget, wegweisend gi fir de Rescht vum Land. An ech mengen awer, datt dat och déi lwwerleeung ass, déi ee muss féieren, och souguer haaptsächlech och, wann ee wëllt de Bus rationnell organiséieren. Ech mengen, datt et drop ukënn, datt mer d'Regiounen an d'Uertschaften, also d'Gemenge mat abannen, well jo awer oft do gewosst ass, wou d'Besoiné sinn, wou d'Leit wëllen hifueren, an datt manner soll vun uewen erof de ganze System organiséiert sinn.

Ech mengen och, datt eng besser Ofstëmmung mat dem Zuch muss kommen, mat anere Verkéiersmëttel muss kommen. Ech mengen och, datt e Betriebsleitsystem fir den RGTR absolut noutwendeg ass. Wa mer gären e wierklech bessere Service au client hätten, dann ass dat en extrem wichtige Punkt.

Duerfir stellt sech meng Fro oder eis gréng Fro un d'Regierung, un den zoustännege Minister: Ass bei där Gesamtreorganisatioun, déi ugeplangt ass, ass déi aus deem Bléckwénkel, gëtt se aus deem Bléckwénkel gekuckt? Geet et wierklech drëm, fir de System ze optiméieren, oder geet et wierklech drëm, fir ausschlieslech ze spueren? Déi Saache wéi Publicitéit fir de Bus, Werbung fir de Bus, Optiméierung fir de Service au client, all déi Saachen, sinn déi mat agerechent oder sinn déi net mat agerechent? Dat sinn am Fong déi Äntwerten, déi ech vun der Regierung gär hätt haut de Mëtteg.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. Als éische Riedner ass den honnorbelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, wa mer iwwert den RGTR schwätzen, da solle mer net nëmme den RGTR kucken, mä mir sollen de gesamten öffentlechen Transport kucken am Kader vum Bus, den RGTR hei an der Stad Lëtzebuerg, den TICE am Süden, mir sollen de Schoulbus net vergiessen; allegueren déi Transporter, déi am Intérêt vun eise Schoulkanner musse gemaach ginn.

De Problem, dee mer alleguer kennen, dat ass: Et gi Stousszäite bei de Buschaufferen. Dat ass moies tëschent sechs an hallwer néng, an dat geet nach eng Kéier mëttes un um hallwer fënnf, an da geet et bis owes siwen. An da fänke mer u mat där Geschicht, da fänke d'Bussen un ëmmer

méi eidel ze ginn, well dann ass d'Stousszäit eriwwer. Et geet och drëm, fir ze kucken: Wat ass tëschent sechs an hallwer néng lass? A wat ass lass tëschent mëttes hallwer fënnf an owes 19 Auer, wann déi Stousszäite sinn a wann déi meeschte Leit op den öffentlechen Transport zrëckgräifen?

Dass da Linne sinn, déi um zéng, um eefel an um zwoelf Auer, deemno wat fir een Takt gefuer gëtt, zimlech eidel rondremfueren, ech mengen, dat ass hilänglich bekannt. An duerfir ass et och wichteg, dass een trotzdeem eng Kéier all déi Linne kontrolléiert an alles kuckt, wat do ka gemaach ginn, ob een do net ka mat méi groussen oder méi klengen Busse fueren, respektiv dass een do plazeweis op de Ruffbus oder op de Bummelbus zrëckgräift.

Am Norde gëtt et do e Projet vum Forum pour l'emploi, dee mat vill Erfolleg leeft. Mir wëssen awer par contre, dass am Cappellener Kanton - an ech wier frou, wann de Minister dozou e Wuert géif soen - elo festgestallt ginn ass, dass déi Offerte vum Bummelbus sech do net géif droen an dass een do nei Weeër, aner Weeër muss kucken. An ech ginn dervun aus, dass och den Här Minister eis dozou wäert dat eent oder dat anert soen, wéi hie sech virstellt, wéi et elo soll virgoen.

En anere Problem, dee mer awer och hunn, mir hu relativ vill Strecken, wou Zuch a Bus parallel lafen, wou d'Leit d'Offer hu souwuel vum Bus wéi vum Zuch, wou ee sech do muss d'Fro stellen: Ass dat gutt, ass dat manner gutt?

Ech denken u Rëmeleng, Keel an d'Stad - et gëtt et mam Zuch, et gëtt et mam Bus -, ob een och do alles muss parallel lafe loossen oder ob et do net besser ass, just op deen Transport zrëckzegräifen, dee rentabel ass an dat do och an de Mëttelpunkt ze stellen, an déi mëttel oder manner rentabel Strecke vläicht astellt an do no neien aneren Alternative kuckt mat anere Bussen, déi eng aner Gréisst hunn - et gëtt Busse vu 50 Leit bis 100 Leit -, dass een dat alles kéint mat berechnen. Mä ech ginn dervun aus, dass och den Här Minister eis do wäert déi néideg Erklärungen ginn.

En anere Problem, dee mer awer och feststellen, dat ass... Ech huelen elo de Campus Geesseknäppchen als Beispill. Do ass heiansdo, an dat ass kee Reproche u keen, mä do muss ee sech och vläicht d'Fro stellen, wéi een déi Roulemente mécht, wann ee vum Conservatoire op d'Gare wëllt. Deemno wat fir eng Linn een hëlt, brauch een tëschent 20 a 45 Minuten. Wann Der d'Linn 12 huet, da braucht Der 20 Minuten; wann Der d'Linn 1 huet, iwwert den Aldringen geet dat, da kënt Der, deemno wéi et ass, wann Der ee verpasst, 45 Minutte brauchen.

Do ass awer e Besoin fir déi Kanner, fir déi Schüler, déi am Conservatoire sinn - dee fänkt mëttes un zwoelf un -, ob een net och kann do d'Roulementen aneschters maachen an net de ganzen Dag am Taktverkéier fueren. Ech verstinn, dass am Conservatoire vu moies aacht bis zwoelf manner lass ass, well da jo den normale Schoulbetrib an den öffentleche Schoulen ass, mä dass een och do kéint déi néideg Adaptatiounen fueren, fir dass do keng Leerfahrte sinn, respektiv dass et och méi attraktiv gëtt, fir dass och do déi Schüler an déi Elteren op den öffentlechen Transport zrëckgräifen.

Déi Leit, déi d'Chance oder de Pech hunn, heiansdo d'Kanner dohinner sichen ze goen, déi mierken, wa se dann an der Schlaang stinn a wann Der mat de Leit schwätzt, ass et, well et eben ze laang dauert bis se op d'Gare, d'Schaltstell vum öffentlechen Transport, kommen.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ass dat d'CFL?

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Neen, et ass net d'CFL. Ech hu jo gesot, ech géif gären iwwert dat Ganzt schwätzen, Här Gibéryen.

Da gëtt et och nach aner Problemer. Ech denken och, am Süde vum Land sinn och Konnexiounen, déi heiansdo mam Zuch ganz praktesch sinn, wou dann awer déi Leit mam Bus, wann deen ee Bus fort ass, beim Ëmklamme mussen zéng Minuten, eng Véirelstonn oder eng hallef Stonn waarden. An ech mengen, do musse mer



all zesammen iwverzeegt, dass de Ministère do déi néideg Recommendationen wäert ginn, mä dann ass et nach ëmmer um TICE an un der Stad Lëtzebuerg, deenen hire Roulement festzeleeën, mä dass een dann och kuckt, dat vill méi attraktiv ze maachen.

Well wann eis Jugend elo schon d'Loscht verléiert, am Bus ze sinn an ëmmer méi - haut de Moien hat ee gesot vum „Hotel Mama“, mä - vum „Transport Papa“ oder „Transport Bopa“ profitéiert, dann ass et och schwierig, si herno fir en öffentliche Transport ze begeeschteren. Et ass do wichteg, dass mer déi néideg Akzenter setzen, fir dass mer elo schon eis Jugend op déi Transporter kréien; dass déi Transporter schnell a séier sinn. Well nëmmen dann hu mer och spéiderhi Leit, déi bereet sinn an déi Interessi um öffentliche Transport hunn.

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass mer eppes maachen am öffentlichen Transport, mä et ass awer och wichteg, dass mer de Bus ënnerstëtzen. Mä et soll awer och net esou sinn, dass et besser ass, dass mer Linnen, déi net rentabel sinn oder déi sech net droen an déi net attraktiv sinn, ofschaffen, a mir sichen no neien Alternative mat attraktive Linnen, mat attraktiven Ubannungen, fir dass mer och de Bus an domat den öffentlichen Transport kënne fuerderen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Berger agedroen, deen duerch den Här Bauler ersat gëtt.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis all eens, dass den öffentlichen Transport am Allgemengen an den Ausbau bezéiungsweis d'Diversifizierung vum öffentlichen Transport am Besonnesche weiderhin eng Noutwendegkeet an eng Prioritéit fir Lëtzebuerg muss bleiwen. D'Zil muss bleiwen, fir en „modal split“ vu minimum 25/75 ze errechen, dëst och am Kontext vun eisen Efforten, fir d'CO₂-Emissionen ze reduzéieren.

Eng fundamental Fro ass déi: Wéi kënne mer am beschten den öffentlichen Transport organiséieren an attraktiv gestalten, fir d'Ziler vum „modal split“ a vu Kyoto ze errechen?

Do gouf et eng Partei, d'LSAP, déi an d'Wahle gaang ass an de Bierger de gratis öffentliche Transport an hirem Programm versprach huet, wat awer im Nachhinein ouni Suite blouf, well dat anscheinend net mam Koalitionspartner ze mache war.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wien ass do derfir?

► **Une voix.** - Ooohhh!

► **M. André Bauler (DP).** - Deeselwechte Koalitionspartner, deem säin héchste Chef no der gescheiterter Tripartite op eemol déi Iddi opgegraff huet, ouni awer iergendeng Virstellung ze hunn, wéi ee se ëmsetze kéint.

Den Hannergedanke vum Premier war awer net eng Verbesserung an den Ausbau vum öffentlichen Transport, mä dat gouf am Kader vun de Spuermoossnamen emol monter lancéiert a mam pétrolsneutraliséierten Index an d'Spill bruecht.

Mëttlerweil ass ënnert dem Ophänker vum Spueren - also net vun der Verbesserung vum öffentlichen Transport, mä dat eent schléisst schliesslech net dat anert aus - eng nei Démarche proposéiert ginn, an zwar fir ze kucken, wéi ee méi rationell ka Buslinne bedriewen. Déi, déi vill benotzt ginn, sollen ausgebaut ginn, anerer sollen eventuell ofgeschafft ginn. Dëst am Hëllef vum Spueren.

Et gëtt een an deem Kontext d'Gefill net lass, dass och eng Rei Iwwerdreiwunge vum fréieren Transportminister solle redresséiert ginn. Den Här Lux ass jo virun de leschte Wahlen net midd ginn, fir weider Linnen ze schafen. Ganz nom Motto „Wien huet nach net, wie wëllt nach?“ huet hien nei Buslinnen agefouert. Et muss ee sech froen, ob dës Linne wierklech gebraucht goufen. Eent ass sécher: Si hunn op alle Fall vill kascht. An dofir wëllt d'Regierung elo Marche arrièr maachen.

Ech muss mat Satisfaktioun feststellen, dass d'Majoritéit bei hire Spueriwverleunge schon erëm eng Alternativ vun der DP opgräift, well mir haten dat schon an eise Wahlprogramm proposéiert, wou mer en Iwwerschaffen a Weiderentwéckele vun de Buslinne proposéiert hunn. Mir hate besonnesch d'Konzept vum Ruffbus am ländleche Raum proposéiert. D'Regierung schéngt och wëllen elo op eist Konzept ëmzesuedelen, wat mer nëmme kënne begreissen.

D'Fro ass déi, wéi d'Regierung déi méi sénnvoll Notzung vu Bussen a Ruffbussen an der Praxis wëllt ëmsetzen. Wéi wëllt se virgoen? No wat fir enge Kritäre wëllt se verfuere oder verfiert se? Gëtt strikt no der finanzieller Rentabilitéit vun de Linne gekuckt? Dat ass net méiglech, well den öffentlichen Transport als Service public ze gesinn ass, deen zum Beispill och muss derfir suergen, dass et an entleegene Deeler vum Land, am Eisleck zum Beispill, méiglech muss bleiwen, sech ouni Auto kënne op déi regional Zentren ze déplacéieren.

Huet den Här Nohaltegekeetsminister schonns Etüden ausgeschafft, fir éischt Propositionen ze maachen? Well et kann ee jo nëmmen opgrond vu kloren Releveten an der Praxis heien Mesuren ergräifen. Et erstaunt een ze liesen, dass zum Beispill am Kanton Capellen - wéi et och scho virdu gesot gouf - de Ruffbus no kuerzer Zäit erëm ofgeschafft gëtt, an duerno - duerno! - soll eng Evaluatioun gemaach ginn. Dat ass eigentlech „nonsense“. Eng Opportunitéitsetüd hätt misse vidrun duerchgefouert ginn.

(Interruption)

Eng lescht Fro, déi ech wëllt opwerfen, ass déi, ob och déi verschidden Acteuren, wéi TICE, AVL, RGTR oder d'FLEAA, an déi Etüde mat agebonne ginn, well si vill wäertvoll Donnéeën kënne liwweren. Si mussen och eiser Meenung no an déi nei Konzepter mat agebonne ginn. Ech wier frou, wann den Här Minister kéint op meng Froen Opschloss ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'LSAP-Fraktioun begreisst, dass eng generell Evaluatioun vun den RGTR-Buslinne gemaach gëtt. Dat gëtt eis eng Virstellung vun de reellen Besoinen an och en Hinweis op d'Elementer vun der Offer, déi net gutt ugeholl ginn. Doraus mussen dann déi richteg Konklusiounen gezu ginn. Wann zum Beispill eng Buslinn wéineg genotzt gëtt, heescht dat net onbedéngt, dass keng Demande besteet, mä ënner Ëmstänn, dass een d'Offere veränneren oder verbessere muss.

Den Dialog mat de potenzielle Clienten schéngt mer an deem Kontext e ganz wichtegen Aspekt. Wann esou eng Analys gemaach gëtt respektiv gemaach géif ginn iwwert de Wee vum Client, also dem kreéierte Fahrgastforum, an et sech dobäi erausstellt, dass et tatsächlech en Iwwerangebot gëtt, kann een am Einzelfall och eng Linn ofschaffen.

Sécherlech gëtt et awer méi Buslinnen, déi zu de Spëttestonnen iwwerlaascht sinn oder déi vu méi Leit kéint benotzt ginn, wa se liicht verännert Horairen, Tracéen oder Haltestellen hätten. Besonnesch wichteg ass et, heibäi och d'Zoubréngerlinne fir op den Zuch ze verstärken.

Här President, den Ausbau vum öffentlichen Transport ass eng Prioritéit vun der Regierung. Dobäi huet sech och finanziell niddergeschloen ab dem Budget 2004, 2005, vu wou aus den öffentlichen Transport méi Gelder kritt a weider kréie soll wéi d'Strooss. Et goufe méi Linnen. Et goufen e besseren Takt a méi Offere geschaf.

Well déi grouss Projete fir den Ausbau vum Schinnennetz aus finanzielle Grënn eréischt no an no kënne realiséiert ginn, wäert de Bus mëttel- a laangfristeg fir den öffentlichen Transport eng ganz wichteg Roll spillen. Fir de Client muss et méi attraktiv sinn an ëmmer méi ginn, de Bus ze benotzen amplaz vum Auto. Nodeeler, déi de Bus ëmmer wäert hu par rapport zum

Auto, wéi de Mangel u Flexibilitéit, mussen duerch aner Virdeeler ausgeglach ginn.

E wesentlechen Aspekt ass dobäi d'Schnellegkeet, an dat virun allem an de Spëttestonnen. Vill Leit si bereet, vum Auto op de Bus ëmzeklappen, wa se domat laanscht de Stau kommen. Et ännert awer kaum ee seng Gewunnechten, wann e mam Bus am selwechte Stau steet wéi soss mam Auto. Dofir muss mer esou vill wéi méiglech duerchgehend Busspuren schaffen.

Als LSAP si mer eis awer och bewosst, dass et op ville Plaze schwierig oder souguer onméiglech ass, eng Busspur ze realiséieren.

Här President, de Gemeinschaftstransport ass net fir jiddwereen oder an alle Situatiounen eng realistesch Alternativ. Et ass richteg, dass déi Responsabel am Ministère sech beméien, den Autosverkéier esou fléissend wéi méiglech ze halen, wat och schwéier genuch ass. Och wa mer den „modal split“ vun elo däitlech zu Gonschte vum öffentlichen Transport verbessere wëllen, bleift dee gréissten Deel vum Transport awer nach ëmmer den Individualverkéier.

Wéi mer all wëssen, sollt een doraus also net onnëtz d'öffentlech Transportmëttel géint den Auto ausspillen. Trotzdeem muss een heiansdo e Choix maachen. An dee soll dann awer am Sënn vun der Nohaltegekeet zu Gonschte vum Bus ausfalen. Wann den Tram enges Daags duerch d'Stad fiert, wäert en onweigerlech Prioritéit op d'Autoen hunn. En Tram kéint mat manner Plaz aus wéi eng Busspur an déi zwou Richtungen; par rapport zur heiteger Situatioun wäert et gewollt sécher net méi einfach ginn, mam Auto duerch d'Stad ze fueren.

D'Regierung huet de Courage, dese Schrëtt ze goen, well d'Verkéisersituatioun an d'Liewensqualitéit am Ganze gekuckt sech doduerch staark verbessere wäerten. Deeselwechte Courage muss mer elo hunn, fir weider Busspuren ze aménagéieren.

Här President, et ass net nëmmen e perséinleche Choix vun all Einzelnen, den Auto oder de Bus ze huelen, et ass och e politesche Choix, Infrastrukture méi zum Virdeel vun deem engen oder aneren Transportmëttel auszubauen. An hei ass de Choix vun der Regierung, méi a Richtung öffentlichen Transport ze investéieren, ganz sécher déi richteg an nohaltege Décisioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. Elo kritt nach d'Wuert den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Den öffentlichen Transport ass eng vun deene Politiken, déi muss laangfristeg geplangt ginn an déi ee globaalt Konzept mussen hunn. Datt dës CSV/LSAP-Regierung, esou wéi déi virdun, kee globaalt Rezept huet, hu se selwer domadder bewisen, dass se dat Joer virun de Wahlen massiv d'Strecken ausgebaut hu fir iwwer 60 Milliounen Euro d'Joer. An dat Joer no de Wahlen diskutéiere se elo erëm, fir Strecken ofzeschaffen.

Här President, fir eis als ADR ass et wichteg, wann iwwert d'Rentabilitéit vum öffentlichen Transport geschwat gëtt, da muss ee wëssen, dass den öffentlichen Transport net ka rentabel sinn. Et ass en öffentliche Service, dee mer eiser Gesellschaft ze leeschten hunn. Dee kann net rentabel sinn. An ech soen och, dass mir als ADR schonns zweemol an eise Wahlprogramm de gratis öffentlichen Transport stoen haten. D'Sozialisten haten en eng Kéier drastoen. An de Premier, deen aus där Partei kënnt, déi et nach ni drastoen hat an hirem Wahlprogramm, ass jo elo neierdénge och fir de gratis Transport.

Och wann een net ka rentabel sinn als öffentlichen Transport, sou soll een dach awer kucken, dass den öffentlichen Transport esou rentabel wéi méiglech ass. Den öffentlichen Transport muss eiser Meenung no éischters flächendeckend sinn an zweetens zu deenen Zäite fueren, wou d'Leit e brauchen.

D'ADR proposéiert duerfir, déi Hauptstrecken - ech schwätze vun de Bussen - méi

staark ze fueren, méi staark Frequenzen ze fueren an d'Querverbindungen als Zoubréngerdénge op d'Hauptstrecken ze organiséieren, sief dat mat méi klengen Bussen, sief dat mat engem Ruffbus. Dat ka bis hin zu den Taxie goen.

Den Ausbau vun de Buslinnen ass fir eis e ganz wichtegt Instrument am öffentlichen Transport. D'Konkurrenz tëschent dem Auto an dem öffentlichen Transport ass och eng Fro vum Präis, mä et ass virun allem eng Fro vun der Kommoditéit. Wann de Bus besser ass wéi den Auto, méi séier ass wéi den Auto, da fueren d'Leit mam Bus. A wann de Bus méi schlecht ass wéi den Auto, da fuere se mam Auto. An et ass net un alleréischer Stell, obscho mer fir de gratis Transport sinn, eng Präisfro, mä et ass eng Fro, wie besser ass, wie méi séier ass. Duerfir ass et och wichteg, dass mer déi Buslinne flächendeckend duerch d'ganz Land ausbauen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt nach d'Wuert den Här Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. D'Organisatioun vum öffentlichen Transport ass am Fong eppes, wat ëmmer a Bewegung ass, wou ee kee Joer d'selwecht kann organiséieren wéi dat Joer virdun oder dat Joer duerno. An et gëtt Joren, wou een da bäifügt respektiv kleng Variatiounen muss maachen, an et si Joren, wou een erëm eng Kéier muss méi fundamental iwwerkucken a méi fundamental dat Ganzt ënnert d'Lupp huelen. Ech mengen, et ass elo un der Zäit, wou mer dat erëm eng Kéier sollen an allem Calme maachen.

D'Fro, déi mer eis gestallt hunn, dat ass: Wéi pake mer dat elo an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren un? Vläch e puer Zuelen, ier ech déi Explikatiounen ginn.

Haut fuere mer 45 Milliounen Kilometer d'Joer. 2005 waren dat der 35 Milliounen Kilometer. Dir gesitt also, wéi vill u sech och de Besoin bäigeholl huet an deene leschte Joren, an d'Zuel vun de Voyageuren ass och zolidd an d'Luucht gaangen. Mir sinn haut bei geschätzten 42 Milliounen Leit oder Voyagen, déi gemaach gi sinn. Net Voyageuren, bien entendu, mä Voyagen, déi d'Joer gemaach gi sinn.

D'Fraien d'exploitation leie bei 124 Milliounen Euro; dat ware 87 Milliounen Euro ronn 2005. 301 Lignes publiques, déi 638 Lokalitéiten desservéieren. Duvunner, dat muss een och ënnersträchen, 64, déi schonn am Ausland leien, dat heescht iwwert der Grenz, well mer amgaange sinn, ganz vill transfrontalierë Busverkéier wéinst eise Grenzgänger ze organiséieren. 772 Bussen, déi fueren an en neie Kontrakt, dee gemaach ginn ass, e Contrat de concession, dee vum 1. Januar 2009 u leeft.

Dat Éischt, wat mer eis gefrot hunn, dat ass an deem ganzen Zomm: Wéi pake mer dat do elo un? An do ass elo - ech weess net méi, wien et gesot huet - fir d'Éischt emol d'Analys gemaach ginn. D'Antwort op déi Fro - ech mengen, déi ass vun der DP-Säit gestallt ginn -, déi war ganz kloer. Éischte Geste ass eng ganz genau Analys, wéi all Linn hei am Land, wéi all Linn zu all Zäit op all Statioun besat ass. Fir e ganz genau Bild ze kréien, wou mer haut dru sinn.

Dat ass gemaach gi mat Relevéen an deenen éischte Méint vum Joer. Dat hu mer elo an dat ass eist Aarbechtsinstrument, wou mer drop schaffen.

Dann ass sech, fir un déi Saach do erunzegoen, d'Fro gestallt ginn: Wéi stellt sech dat Ugebuet elo duer? A wat fir enge Regiounen ass wat fir een Typ vun Nofro? Ass dat eng Zoubréngernofro, ass dat eng, wou et fir d'Dierfer, déi eleng sinn, déi eenzeg Aart a Weis ass, eran an eraus ze kommen? Alles dat ass probéiert ginn, a Kritären ëmzeschaffen.

D'Fro ass sech gestallt ginn, a welleche Regiounen d'Aféierung vun engem Bedarfsverkéier, engem sougenannte Ruffbus,



eventuell sënnavoll a logesch wär. An d'Fro ass sech gestallt ginn: Wou hu mer haut an der Offerte vun dem öffentlichen Transport eventuell eng parallell Offerte, wou mer déi eng an déi aner oder wou mer zwee oder dräi Ugebueder hunn, déi sech dann eent deem anere Konkurrenz maachen? Eng Rei Froen, déi sech also gestallt gi sinn, fir déi Etüden a fir deen nächste Schrëtt ze maachen.

Wat sinn e puer Konklusiounen? Well si ass nach net fäerdeg, déi Etüd. Mä ech kann awer schonn e puer Saache soen, just fir lech an der Analys ze weisen, wou mer elo dru sinn.

Et ass evident, datt op enger ganzer Rei Linnen en zousätzleche Capacitéitsbesoin besteet. Haaptsächlech schonn emol all September, wann d'Schouljoer nei ufänkt, wann nei Schoulgebaier opgi respektiv wann d'Besetzungen, d'Beleunge vun de Schoulgebaier anescht ginn, muss all Kéiers erëm frësch gekuckt ginn. Wann nei Zone-industriellen, -artisanalen opginn, muss erëm dat Ganz iwwekuckt ginn. Alles dat sinn zousätzleche Capacitéiten, zousätzlech Besoinen, déi all Joers erëm derbäikommen.

Mir hunn awer och an deene ganze Linnen - an ech hu gesot, et sinn der 772 - detektiert, wat fir eng Linnen elo ganz wéineg besat sinn. Déi Linnen, déi vun hirer Capacitéit manner wéi 4% besat sinn - wat relativ wéineg ass vun hirer Gesamtcapacitéit, awer dat muss een natierlech op de ganzen Dag verdeelen -, déi Linnen hu mer ganz genau analyséiert. Fir eis ass - just fir ze soen - 30%, 40% vun enger Besetzung eng extrem héich Besetzung, well dat heescht, datt mer an de Spëttestonne voll sinn an datt mer an deenen anere Stonne relativ gutt besat sinn, just fir lech d'Proportionen ze maachen.

Déi Linnen, déi enner 4% besat si vun deene 772, dat sinn der 34. Éischte Reflex, dat war also, fir ze soen: „Da kommt, mer...“ - net: mir schafen déi Linnen of, mä: - „Kommt, mir kucken emol, wat d'Fro sinn op deenen do Linnen.“ Sinn der derbäi, déi esou wéineg besat sinn, datt se wierklech net brauche gefuer ze ginn, oder ass dat net de Fall? Oder si Linnen, déi mer kënnen zum Beispill anescht fueren, déi nëmmen an de Spëttestonne besat sinn an de Rescht vum Dag net? Da kënnen mer et anescht opdeelen. Oder si Linnen, wou mer kënnen zum Beispill higoen a soen, mir halen an de Spëttestonnen en normale Verkéier, e Linneverkéier bāi a mir ersetzen e mat engem Bedarfsverkéier an deene Stonnen, wou kee gréissere Besoin ass?

Alles dat si Froen, déi a sech gekuckt gi sinn an déi mer elo mat deenen eenzelne Linnen analyséiere wäerten, wou de Verkéiersverbond chargéiert ginn ass, fir den Detail vun der Analys ze maachen. Do wäerte mer an deenen nächste Wochen eng éischt Analys kréien, déi am September muss mat de Gemengen, mat deene Leit, déi sech heifir interesséieren, gekuckt ginn, an do gëtt et déi Comité-régionalë respektiv d'Konferenz vun den Usageren an ähnlech Institutiounen, mat deenen da muss geschwat ginn, fir ze kucken, wou mer do hikommen.

Mir haten och en anert Instrument, a wa virdu gesot ginn ass - och vun der DP-Säit -, datt mer e Ruffbus ofschafen, ouni eng Evaluatioun ze maachen, dann ass dat einfach net richtig. Et ass selbstverständlech eng Evaluatioun gemaach gi vun engem Projet, deen net e Projet war, deen installéiert war, mä vun engem Projet, deen a sech e Pilotprojet fir zwee Joer war. A virum Ofschloss vun deenen zwee Joer ass eng Evaluatioun gemaach ginn an aus där Evaluatioun si Konklusiounen gezu ginn, wat ech ganz einfach déi absolut normal Prozedur vu jiddwer Pilotprojet fannen. Ech kommen duerno nach eng Kéier ganz kuerz dorop zrëck.

Et sinn och analyséiert ginn: eben déi Parallellverkéieren, wou mer hunn, wou verschidde Parallellverkéiere sënnavoll sinn, well et Zoubréngerverkéiere sinn, wou anerer sënnavoll sinn, well se souwisou an de Capacitéiten - allen zwee - total opge-

braucht ginn. Zweek sinn der awer nach an der Diskussioun, déi duerno an d'Diskussioun komm sinn: Dat ass de Korridor Rémeleng-Keel - och do soen ech gär e puer Wuert doriwwer - an et ass de Korridor tëschent Ettelbréck an Dikrech, wou ech och nach e Wuert wëll duerno driwwer soen am Kader vum Parallellverkéier. Ech mengen, datt een déi Froen do einfach muss calme an an aller Logik ugoen.

Wéi geet et elo weider mat der Analys? Deemnächst - wéi gesot, hunn ech gesot, am September - wäerte bei deenen eenzelne Linnen, wou mer elo eng provisoresch Analys gemaach hunn, d'Gemengen an all déi concernéiert Leit mat un den Dësch geholl ginn, a mer wäerten dann definitiv Konklusiounen doraus zéien. Duerno wäert och nach vun all deene Linnen eng detailléiert Analys gemaach ginn. Déi wäerte mer dann Enn dës Joers hunn, fir och do kënnen an déi nächst Etapp eranzegoe mat enger Gesamtanalys vun der ganzer Situatioun.

E puer Wuert wëll ech dann iwwert déi spezifesch Diskussiounen soen, well se hei gefrot gi sinn a well ech hei vun där Geleeënheet ganz gär profitéieren, fir e puer Saache kloerzestellen. Ruffbus - hunn ech gesot -, do hu mer selbstverständlech am Kanton Capellen eng Evaluatioun gemaach. D'ailleurs war dee ganze Projet op d'Bee gesat gi vu mengem Virgänger, fir ze kucken, wat fir eng Experienze mer sollen aus deem Ruffbus zéien. An ech muss soen, mir hunn eng ganz Rei Experienze doraus gezunn a mir hunn enorm geléiert, wéi een esou e Projet soll upaken a wéi et richtig ass, mat esou engem Projet émzegen.

Mir hunn awer och festgestallt, datt de Projet am Kanton Capellen e Coût vun 1,5 Milliounen Euro hat, datt pro Fahrt, déi gemaach ginn ass, eng Fahrt 53 Euro kascht huet - eng Kéier erageklommen: 53 Euro, an Aller-retour: zweemol 53 Euro -, de Käschtepunkt vum Kilometer war véier Euro, d'Leit hu bezuelt zwee Euro respektiv een Euro, wa se souwisou en Ticket haten. Mir haten 3.000 Fahrten am Mount an dat hat sech an deene leschte Joren - dofir war et da jo richtegerweis verlängert ginn e Joer - op 3.000 Fahrten stabiliséiert.

Dat heescht awer net, datt 3.000 Leit domadder gefuer sinn. 3.000 Fahrten heescht: Wann s de eng Kéier dohinner fiers, hues de eng, wann s de eng Kéier zrëck fiers, hues de eng zweet, wann s de dat all Dag oder all Woch eng Kéier méchs, hues de aacht Fahrten de Mount fir een, deen all Woch zur selwechter Zäit eng Kéier domadder fiert. Just fir ze soen, wéi et gerechent ass. 3.000 Fahrten de Mount: Dovunner waren 38%, déi geholl gi sinn op manner wéi 150 Meter vun enger Statioun vum öffentlichen Transport ewech.

D'Konklusiounen, déi de Verkéiersverbond doraus gezunn huet, dat ass, datt et manifestement op deem heite Punkt eng schwaach Auslaaschtung war, datt vu käschtedeckend souwisou net ze schwätzen ass an datt keng Méiglechkeet war - an dat war hei och en haaptsächlecht Argument -, dat mat dem klassische Linneverkéier anescht ze gestalten. Esou, wéi et hei concevéiert war a wéi et hei och just méiglech war, hate mer keng Méiglechkeet, an dem Linneverkéier eppes anescht dohinner ze setzen, fir de Ruffbus nienendrun ze setzen, mä hei war de klassische Linneverkéier an en zousätzlech Ugebuet nach derbäi.

D'Konklusioun ass, datt esou e Ruffbusgebuet nëmme sënnavoll a Regiounen ass, déi wierklech schwaach besat ginn, a mir wäerten eis elo konzentréieren, fir d'Analys ze maachen am Norden, Nordweste vum Land, wéi wäit esou Saache sënnavoll sinn, méiglech sinn, net méiglech sinn. Dat ass elo déi nächst Etapp, déi mer maachen.

Ech wëll awer och e puer Wuert zu där Parallellstreck Rémeleng-Näerzeng soen: Well do och vill diskutéiert ginn ass, well ech an den Zeitunge gelies hunn, ech sollt dann elo endlech „Flagge zeigen“ respektiv Décisiounen huelen, mech net hannert der CFL verstoppen a wéi och ëmmer.

E puer ganz sachlech - wéi ëmmer bei mir -, ganz sachlech Explikatiounen, déi ech wëll ginn. Dat Éischt, dat ass, datt ech an där heiter Analys - wéi an aneren Analysen - eppes gemaach hunn, wat ech an deen

Zäiten normal fannen. Ech hunn d'CFL gefrot - wéi all aner Administratioun -, si soll eng Rei Spuerpropositiounen eraschécken. Dat huet d'CFL och gemaach. Eng vun deene Spuerpropositiounen, dat war ze soen, fir déi Streck tëschent Näerzeng-Rémeleng anzustellen, well et eng Parallellstreck wär, well déi mat engem aneren öffentlichen Transport souwisou ugeboune wär.

Da kann ee schnell soen, et sollt een net higoen an elo..., et misst een direkt soen, et wär ee géint d'Ofschaffung vu jedwelchem öffentlichen Transport, dee schinneegeboune wär. Esou fonctionnéiert awer bei mir déi ganz Saach net. Ech wëll un deem Dossier - wann ech esou eng Proposition vun der CFL kréien -, ouni mech hannert der CFL ze verstoppen, awer eng propper an eng sachlech Analys vum Dossier maachen. An déi maachen ech och an der nächster Zäit an da kucke mer!

Wat maache mer an der nächster Zäit? Mir analyséieren den Dossier ganz genau. Mir kucken, ob een déi Streck Rémeleng-Näerzeng, déi manifestement elo net gutt besat ass, ka qualitativ verbessern. Mir kucken, ob aner Méiglechkeeten dra sinn. Mir analyséieren, firwat se net gutt besat ginn ass. Wa Verbesserungen eventuell méiglech ginn, maache mer déi an da kucke mer, ob dee Moment d'Besetzung sech verbessert oder net verbessert, an dann duerno gëtt eng definitiv Décisioun geholl.

Datt ech mer awer erlaben, doriwwer nozedenken, dat schéngt mer awer eng Basisnormalitéit ze si vun enger seriöser Gestiou vun engem Ministère an dat schéngt mer en absolute Minimum ze sinn.

Ech wëll lech dann och d'Zuelen nennen, firwat d'CFL dat virgeschloen huet. Mir hunn tëschent der Streck Rémeleng-Näerzeng 85 Leit, déi domadder fueren. A mir hunn tëschent Näerzeng a Rémeleng - deen anere Wee - 63 Leit, déi den Dag domadder fueren - den Dag domadder fueren! - op 13 Zich an déi eng Richtung an 13 Zich an déi aner Richtung - a 26 Zich. Dat heescht, ronn 150 Leit, déi a 26 Zich sech opdeelen. Ech wollt lech déi Zuelen eng Kéier nennen duerfir. An dat Ganz kascht 1,3 Milliounen Euro. A mir hunn nienendrun e Busverkéier, dee 533 Leit féiert op genau darselwechter Streck, mat genau deeneselwechten Desserten, just datt en zwielef Halten huet an den Zuch der dräi.

Elo zéien ech an deem Moment nach keng Konklusiounen doraus, well ech dat alles wëll kucken: ob déi Qualitéit verbessert war, firwat dat esou ass an esou weider. Mä ech erlabe mer, et awer ze kucken. Dat kann ech mer, mengen ech, erlaben. D'autant plus, datt d'Auslaaschtung vum Zuch 2,81% ass an déi vum Bus 66%. Woubäi 66% quasi momentan ze vill ass; wa mer also den Zuch géife suppriméieren, da misste mer souwisou de Bus renforcéieren op där doter Streck.

De Bus kascht haut 1,2 Milliounen Euro. Den Zuch kascht 1,3 Milliounen Euro. Wa mer de Bus renforcéieren, fir déi Passagéier vum Zuch op de Bus ze kréien, da misste mer nach eng Kéier 250.000 Euro derbäileeën. Da géif de Bus eis ronn 1,5 Milliounen Euro kaschte par rapport zu 2,5 Bus an Zuch haut zesummen. Mä wéi gesot, elo kucke mer, an dann, wa mer dat alles gekuckt hunn, dann decidéiere mer, wat richtig a wat falsch ass, ganz sachlech an ouni Polemik an der Diskussioun mat de Gemengen. Ech hat déi de Moie bei mir um Büro. An ech schwätzen och nach eng Kéier mat deenen, ob mer esou oder eng aner Décisioun huelen.

Datselwecht géllt u sech fir déi Parallellstreck tëschent Ettelbréck an Dikrech. Do hu mer aus anere Grënn eng ganz urbanistesche Diskussioun. Wéi soll déi Nordstad sech an deenen nächste Joren entwéckelen? Wéi solle mer do den öffentlichen Transport développéieren? Och do wëll ech probéieren, eng Diskussioun sachlech ze féieren.

Duerfir hu mer gefrot an deem Kader vun der Entwécklung, datt mer sollen eng Etüd vum öffentlichen Transport maache loosser, datt mer déi Zielunge solle maache loosser. Do hat mäi Virgänger am Fong déiselwecht Démarche scho geholl. En huet gesot, d'Analys vun där Streck do-

zwëschent, wa se elo net gutt besat ass, da verbessere mer se emol an enger éischter Etapp, a wa mer se verbessert hunn, da kucke mer emol d'Konklusiounen aus där Verbesserung do ze zéien.

Konklusiounen, déi ech elo emol, wat d'Zuelen, déi ech zur Dispositioun hunn, déi soen, datt am Fong déi Verbesserung vun der Streck vum Zuelematerial vun de Leit, déi drop gekomme sinn, am Fong keng Augmentatioun war, éischer eng Diminutioun war vun de Leit, déi drop gekomme sinn. Elo muss een awer wësen, datt an deem leschte Joer wéinst ekonomesche Bensinspräisser souwisou iwwerall e wéineg eng kleng Diminutioun am öffentlichen Transport war, muss mer dat, fir et korrekt ze kucken, équilibréieren. Mä dat alles, mengen ech, muss ee sachlech am Kader vun där Etüd vum öffentlichen Transport uerdentlech dohinnerstellen an onpolesch decidéieren.

Et geet jo net drëm hei, fir iergenden öffentlichen Transport a Fro ze stellen, fir den öffentlichen Transport a Fro ze stellen, fir iergendeppes ze maachen, wat den öffentlichen Transport méi schlecht géif gestalten. Et geet just eenzeg an eleng dorëm, fir dee beschten öffentlichen Transport, deen, deen am sënnavollsten ass fir d'Leit, op déi Plaz ze kréien, wou mer en am beschte brauchen. An dat fir e rationelle Präis. Dat Besch am Rationellsten, dat ass dat, wat ech gär hätt. An ech sinn da weder e Busfetischist nach en Zuchfetischist, mä ech sinn e Fetischist vun engem uerdentlech fonctionnéierenden öffentlichen Transport. An dat hätt ech gär.

Da soen ech hannendrun, vu datt meng Luucht scho rout ass, dat awer ganz am Résumé, e puer Punkten nientendrun der RGTR-Verbesserung, déi mer musse maachen an déi awer wesentlech sinn, fir datt dee ganze System iwwerhaapt ka fonctionnéieren. Mir sinn amgang Smoten, dat heescht déi Schémas de mobilité transfrontalière, déi schonn an deem leschte Joer mat de Fransouse gemaach gi waren, do nach eng Kéier ze entwéckelen, mat deene belschen Noperen an den däitschen Noperen datselwecht ze maachen. Well ee groussen Deel vun eiser Zukunft, dat ass dee Verkéier, deen all Dag iwwert d'Grenzen an d'Land erakënt. An dee muss mer besser organiséiert kréien - duerfir d'Kollaboratioun mat eisen Noperen.

Park & Ride - si mer amgang och dee Plang opzestellen, deen eis hëlleft an der Gestiou vun de ganze Park & Riden ronderëm d'Stad, fir wäit ronderëm d'Stad och déi Organisatioun ze kréien, datt mer e gréisstméiglecht Ugebuet hunn. A wann ech do Ettelbréck, Miersch, Beetebuerg, Belval, d'Stater Gare, Luxexpo an Ähnlech just als e puer Beispiller enner villen anere soen, da gesitt Der, wat fir eng Mass Projete wäerten an deenen nächste Joren entstoen.

D'Busspuren ass deen nächste Sujet, kréie mer vill Polemik gemaach. Ech weess, datt d'Stad Lëtzebuerg der vill gemaach huet. Mä ech hunn all Projet, dee si an der Stad gemaach hunn, ennerstëtzt, well ech se einfach richtig fannen. Mir mussen op deene groussen Développementszentre Belval, Nordstad, d'Stad Lëtzebuerg a bei der Stad Lëtzebuerg, bei deenen néng Entréeën vun der Stad Lëtzebuerg, e Busspurnsystem hunn, wou den öffentlichen Transport einfach Prioritéit huet.

Do ass net jiddwereen ëmmer zefridden domat. Do kréie mer, well mer mussen heiansdo d'Trottoiren, well mer musse Parkplazen ewechhuelen, well mer aner Saache mussen a Fro stellen, well de Stroosseraum eben deen ass, deen en ass, a wann een de Busspure Prioritéit gëtt, da muss een en op Stroosseraum huelen, do kréie mer natierlech Diskussiounen.

Mä hätte mer gär en öffentlichen Transport vu Qualitéit, dee regelméisseg fiert, dee seng Vitessen anhält? Dann ass et dat, wat muss gemaach ginn. An do ass an deem leschte Joer enorm gemaach ginn. An déi Moosnamen, déi och inventiv sinn, déi an deenen nächste Jore wäerte kommen, déi ginn dorëm, fir systematesch all déi Entréeën an d'Stad esou ze gestalten, datt mer um Stroosennetz dem öffentlichen Transport Prioritéit kënnen ginn. Do brauche mer net iwwerall eng Busspur. Mir brauchen do eng Busspur, wou u sech



Stau ass. Op deenen anere Plazen, wann e kann normal am Verkéier fléissen, brauche mer jo keng.

An dann dat Lescht, an dann halen ech op. Dat sinn all déi Qualitéitskritären, déi mer am öffentlechen Transport mussen erakréien. Do sinn eng ganz Rei Saache gemaach ginn. Deen neie Kontrakt fir den öffentlechen Transport, dee gesäit vir, datt en Deel un d'öffentlech Transporteuren nëmmen ausbezuellet gëtt, wa se enger Rei Qualitéitskritären entsprechen. Dat hätt mer gär. Dat musse mer ëmsetzen. Régu-

laritéit, Ponctualitéit, Gestion des correspondances, Sécurité, Préventions des accidents, Disponibilité vum den Equipement, d'Pollutioun, aner environmental Kritären, Maintenance an esou weider sinn alles Kritären, déi gecheckt ginn, kontrolléiert ginn an déi zu engem Deel am Kontrakt festgehale ginn, fir...

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir musst awer elo wierklech zum Schluss kommen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- An

da soen ech dee leschte Saz. Mir sinn och amgaangen ze kucken, fir dat Ganzt da méi bëlleg nach ze kréien oder deelweis méi bëlleg, wéi mer d'Durée de vie de bus an den Equipement vum de Bussen an de Kontrakten, déi mer mat de Soustraitanten hunn, an Zukunft wäerte gestalten.

Ech soen lech Merci, dass ech d'Geleeënheet hat, déi puer Saachen hei un lech ze kréien. Merci.

► **Une voix.**- Den Här Bettel huet et net matkritt, Här Minister, den Här Bettel war schonn eraus.

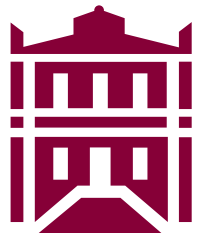
(**Brouhaha**)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nachhaltegkeetsminister. Domadder si mer um Enn vun dëser Diskussioun a mir sinn och um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Chamber kënn erëm muer de Mëtteg um hallwer dräi zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(**Fin de la séance publique à 18.37 heures**)



SÉANCE 41

MERCREDI,
7 JUILLET 2010

M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président • Mme Anne Brasseur, Doyen

Sommaire

Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2008-2009)

- Exposé: M. Camille Gira (dépôt de deux motions)
- Débat: Mme Marie-Josée Frank, M. Eugène Berger, M. Marc Angel, M. Jacques-Yves Henckes
- M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative
- Vote sur les motions 1 et 2 (adoptées)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Marie Halsdorf et Mme Octavie Modert, Ministres.

(**Début de la séance publique à 14.31 heures**)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(**Négation**)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da kéime mer zu eisem eenzege Punkt, dee mer de Mëtteg um Ordre du jour hunn, nämlech enger Orientéierungsdebatt iwwert de Rapport vum Ombudsmann fir 2008-2009. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Berger, den Här Angel an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo den honorebelen Här Camille Gira als President vun der Petitiounskommissioun. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2008-2009)

Exposé

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass déi drëtte Kéier, dass no Virbereedung vun der Petitiounskommissioun dës Chamber en Débat d'orientation iwwert de Rapport vum Médiateur mécht. Dat kléngt scho bal no Routine. A mir hätten als Petitiounskommissioun eis et elo einfach kënne maachen an opgrond vum Rapport eng Routinedebatt hei preparéieren, e bëssen iwwert déi nei Recommandatioune schwätzen, iwwert dat, wat mat deenen anere geschitt ass.

Mir wollten awer, well de Médiateur a sengem Rapport eng ganz Rei interessant Punkten opgeworf huet, well en eis awer och, wann ech dat emol an engem Language, dee fir dës Deeg ubruecht ass, e Steilpass ginn huet an eenzelnen Dossier, wollte mer dee Pass awer ophuelen an eis Zäit huelen, fir e bësse méi intensiv iwwert déi eng oder aner Problematik ze schwätzen.

Dat erkläert och, dass mer u sech net méi an deem Délai sinn, dee mer eis eng Kéier ginn haten, fir bannent sechs Méint, dat heescht sechs Méint nom 29. Oktober 2009, wou den Här Fischbach säi Rapport hei öffentlech virgestallt huet, dësen Débat ze maachen.

Mir waren eis awer alleguerten eens, dass et besser wär, net routineméisseg un dee Rapport erunzegoen, quitte dass mer den Délai net géifen anhalen, mä dass et besser wär, mir géifen eis seriö mat deene Problematik beschäftegen, fir dann haut awer och e valabele Rapport kënne ze presentéieren. Ech hoffen, dass Der mat mir herno iwwerzeegt sidd, dass d'Petitiounskommissioun dës Aufgab seriö gemaach huet an dass dee Rapport zustane komm ass.

Duerfir wëll ech dann och ganz am Ufank direkt villmools Merci soen. Merci un éischer Stell dem Här Fischbach fir säin exzellente Rapport, mä ech mengen awer och fir seng exzellente Aarbecht, déi en all déi Jore gemaach huet. Hien ass an Tëschenzäit eng unerkannten Institutioun, wou vill Leit de Wee fannen. Wa se soss néierens méi an eisem bürokrateschen Dickicht weiderfannen, am Labyrinth, an de Sakgaasse sinn, mengen ech, fanne si hien erëm. An hien, mengen ech, mat senger Leit, déi en huet, mécht do eng exzellente Aarbecht a gëtt eis och ëmmer en exzellente Rapport.

Ech wëll em awer och Merci soe fir déi ganz gutt Zesummenaarbecht, déi e mat der Chamber generell, mä mat eiser Kommissioun speziell, déi mer zesummen opgebaut hunn. Mir wëssen alleguerten, dass am Ufank, wéi déi nei Institutioun do war, wousst keen esou richteg, wéi dann elo déi Zesummenaarbecht tëschent där neier Institutioun an eiser Institutioun sollt funktionéieren. Ech menge kënne ze behaupten, dass mer längst den Niveau de croisière erreecht hunn an dass souguer elo un informelle wéi um formelle Punkt dës Zesummenaarbecht exzellente funktionéiert.

Da wollt ech de Membere vun der Kommissioun villmools Merci soen. Et ass jo net esou oft an dësem Haus, dass e Member vun der Oppositioun President oder Presidentin ass vun enger Kommissioun. Deen ass natierlech op d'Mataarbecht an de gudden Wëlle vun de Majoritéitsrepresentanten a -representantinnen haaptsächlech ugewise, fir hei kënne eppes am Numm vun alleguerte virzedroen. Ech wollt duerfir Merci soe fir déi konstruktiv Aart a Weis, wéi mer mat dësem Rapport ëmgaange sinn, mä wéi mer generell an der Petitiounskommissioun mateneen ëmginn. Dat erlichtert mir d'Aarbecht als President a féiert och dozou, mengen ech, dass mer awer méi grondsätzlech Saache kënne iwwer Parteigrenzen ugoen.

Da wollt ech der Madame Modert Merci soen, dass se bereet war, bei eis an d'Kommissioun ze kommen, fir iwwer een Aspekt Réforme administrative ze diskutéieren. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck.

D'selwecht dem Représentant vum Syvicol, dee mer agelueden haten, well ee vun de Schwéierpunkte vum Médiateur jo dëst Joer d'Gemeenge waren, an hannendrun och dem Innenminister, dem Jean-Marie Halsdorf, deen och ganz gäre bei eis komm ass.

Ech wëll awer net ofschléissen, ouni der Madame Moris vum Greffe e ganz, ganz häerzleche Merci ze soen, déi eng extrem wäertvoll Hëllef war, fir dass dës Rapport an dëser Form esou zustane komm ass. Mir hunn eis an net manner wéi zéng Sitzunge gesinn, fir dës Rapport ze preparéieren. Dorënner och déi eng oder aner Präsenz vu Ministreschen a Ministeren. Ech kommen herno dorop zréck.

Ugefaange vläicht mat der Widderhuelung vun e puer Statistiken. An där Period vum 1. Oktober 2008 bis den 30. September 2009 ass de Médiateur mat ronn 900 Reklamatioune befaasst ginn. Dovu waren um Enn vun dëser Period der 670 scho clôturiert an déi eng oder aner Richtung. Dat sinn der ganz vill.

Vläicht e puer Chifferen. Et fält op, dass beim Stat ëmmer erëm ganz vill Dossierer am Beräich Immigratioun, Permis de travail, Visa, Passeport sinn. Dat ass kee Wonner. Ech mengen, déi ganz Asylproblematik, déi ganz Immigrationsproblematik ass op där enger Säit eng extrem komplex, wat d'Gesetzgebung ubelaangt, och schwierig, well Leit a schwierige Situatioune sinn. An esou ass dat eigentlech net erstaunlech, dass mer där Affären all Joer erëm kréien.

Et bestätegt awer och vläicht, wat de Médiateur dat Joer virdu gesot huet, dass mer awer sollten oppassen, dass mer vläicht séier och eng Evaluatioun sollte vun deem neien Immigrationsgesetz maachen, well en awer der Meenung war, dass do vläicht Saache méi schwierig deelweis ware wéi virdu.

Da sinn och insgesamt awer iwwer 100 Affären, déi d'Gemengen ubelaangen. Bei de

Gemengen ass et ganz kloer och ëmmer den Urbanismus, wou d'Leit higinn, ganz oft onberechtigt, well se einfach net zefridde si mat där Baugenehmung, déi se kritt hunn oder net kritt hunn. Mä och aner Affären, ech kommen herno nach dorop zréck.

Bei den Établissement-publicen ass et och logesch, dass de Gros dovun am Kontext vun der Sécurité sociale sinn. Wann ee weess, wéi komplex och déi Législatioun ass, wann ee weess déi ganz Problemer vu Reclassement, vu Chômage an esou weider an esou fort, do ass et wierklech net einfach, sech a Gesetzestexter erëmzefannen. Also wonnert et och do net, dass eng ganz Rei Leit da schlussendlech och de Médiateur opsichen, fir ze kucken, ob net awer nach déi eng oder aner Méiglechkeet ass, nodeem se schonn offiziell ofgewise si ginn.

Et, mengen ech, ass ze fréi, fir elo scho Konklusioune ze zéien, wat d'Zuel vun de Recommandatioune vum Médiateur ubelaangt, well en huet der an där Period eigentlech nëmmen zwou gemaach. Dat sinn der manner wéi déi Jore virdu. Dat mag en Zoufall sinn. Et kann awer och sinn, dass eng Rei urgent Problemer, déi doruechter an eenzelne Verwaltungen a Ministère bestanen hunn, vun him awer schonn esou intensiv an deene leschte Jore beschafft gi sinn, dass een elo emol gespaant ass, wéi et da weidergeet.

Déi eng, dat ass d'Recommandatioun N°38. Do geet et ëm de Reclassement vu Leit, déi net méi capabel sinn, op hirer leschter Aarbechtsplaz ze schaffen. Mir hu scho méi wéi eng Kéier zesumme mam Médiateur, mä och hei an der Chamber regelméisseg doruwwer diskutéiert. Dat ass komplex, an d'Recommandatioun ass awer, dass d'Leit an deem ganzen Dossier eng kloer Décisioun zougeschéckt kréien, déi och motivéiert ass an déi och de Leit eng Méiglechkeet gëtt, e Recours an deem Kontext do ze maachen.

An dann d'Recommandatioun N°39. Ech mengen, déi huet och de Wee an d'Öffentlechkeet gemaach, well och praktesch jiddweree vun eis concernéiert ass. Do geet et ëm d'Transparenz, do geet et ëm d'Clientsfrëndlechkeet, wann ech emol esou dierf soen, vun der Steierverwaltung. Mir alleguerten, déi regelméisseg mussen eis Steiererklärung ofginn, hu scho festgestallt, dass et net ëmmer esou einfach ass, ze verstoen, wat hannen op deenen Ziedele steet, déi een da vun där Verwaltung geschéckt kritt. A scho guer net, wann een elo misst offiziell e Recours huelen.

Duerfir, mengen ech, ass och déi Recommandatioun vum Médiateur méi wéi berechtigt, dass do awer déi ganz Rekursméiglechkeeten net nëmmen aus der



Sicht vun der Verwaltung duergestallt ginn, mä vläicht éischer aus der Siicht vun deem, dee concernéiert ass, fir dass d'Leit dann awer och vun hirem Recht kënne Gebrauch maachen, wa se dat Gefill hunn, do wäre se awer elo net gerecht behandelt ginn.

Den nächste Punkt ass een, dee ganz erfreelech ass. An zwar geet et do ëm d'Abannen an d'Kontributioun vun deenen eenzelne Kommissiounen hei aus dësem Haus. Mir mussen als Petitiounskommissioun feststellen, dass éischters d'Änwert vun deene sektorielle Kommissiounen ganz séier do waren dës Kéier. Och do, mengen ech, ass d'Erkenntnis komm an deenen eenzelne Kommissiounen, dass et wierklech derwärt ass, sech seriö mat deem ze beschäftegen, wat de Médiateur seet, sief et déi eng oder aner Recommandatioun, sief et vläicht méi generell Bemerkungen.

Ech wëll, an ech kann och net an där Zäit, déi mer zur Verfügung steet, hei elo an den Detail vun all deene Bäitrag, déi déi eenzel Kommissiounen gemaach hunn, agoen. Dat géif wierklech ze wäit féieren. Mir hunn déi integral an de Rapport mat erageholl, well mer et awer wichteg fanne, dass een, deen och vläicht eng Kéier an 30 Joer d'Geschicht vun der Médiatioun zu Lëtzebuerg wëllt schreiwen, kann novollzéien, wéi dann déi ganz Zesummenaarbecht téschent dem Médiateur an der Chamber evoluéiert huet a wat och eenzel Kommissiounen dann an eenzelne Punkte gesot hunn.

Wat opfällt, dat ass eppes, wat ëmmer erëmkennt, an ech wäert herno och bei deene Punkten, déi mer opgegraff hunn als Petitiounskommissioun, nach eng Kéier dorop zrëckkommen, well eis dat opgefall ass an deene Joren, wou mer eis elo mam Médiateur sengem Rapport beschäftegen: Et ass ëmmer erëm de Manktum u Personal. Dat hunn och eenzel Kommissiounen hei opgeworf.

Dat ass de Fall bei der Commission des Affaires étrangères et européennes ebe grad an deem ganze Kontext vum Service de l'immigration, wou schon d'Kommissioun iwwerzeegt ass, dass eng ganz gutt Aarbecht gemaach gëtt, mä, wann een do gesäit, wéi vill Contentieux administratif ass, wéi vill Aarbecht dass dat ass, dann ass d'Kommissioun awer der Meenung, dass een och do vläicht misst driwwer nodenken, ob een zum Beispill dee Service net misst opstocken.

Dann ass dat och nach ëmmer de Fall am fréiere Ministère de l'Environnement, haut Ministère du Développement durable, bei den Aides financières. Do sinn eng Rei Fortschreter festzustellen, mä am Beräich awer vun de Passiv- an Nidderenergiehaiser confirméiert den delegéierte Minister eis och ëmmer, dass awer nach Délaie vun engem Joer sinn. Wann een awer weess, wat do vun Zommen ausstinn, wann een och weess, dass do jonk Stéit domat concernéiert sinn, déi awer vläicht op all Euro ugewise sinn, da misst och do - mengen ech - nach en Effort gemaach ginn, fir dass een awer vläicht a méi enger kuerzer Zäit wéi bannent engem Joer déi Subsidien do kéint ausbezuelen.

Mir kruten awer gesot, dass an deenen anere Beräicher d'Délaie vill méi kuerz gi sinn - dräi, véier Méint. Ech mengen, dat kënne mir als Chamberskommissioun och normal fanne fir e Subsid, deen een zegutt huet. Mä soubal et awer iwwer sechs Méint geet, fanne mer, dass awer Efforté misste gemaach ginn.

Dann ass bei dem Volet Travaux publics déi Problematik opgeworf ginn, dass et och éiweg dauert, wa Leit Terrainen dem Stat verkafen, wann zum Beispill eng Traversée frësch gemaach gëtt. An och do brauch ee sech net ze wonneren, wann dat sech erëmschwätzt, dass et Joren dauert. Ech kenne Beispiller aus menger eegener Gemeng, wou et heiansdo Jorzéngten dauert, ier Leit déi Sue kréien, wa se en Terrain ginn hunn.

Ganz oft sinn dat effektiv elo keng enorm Zommen. Mä ech mengen, wa mer als

Stat wëllen escht geholl ginn, wa mer an Zukunft och nach wëllen, dass d'Leit hiren Terrain guttwëlleg zur Verfügung stellen, wann eng Strooss gebaut gëtt oder wa se méi breet gemaach gëtt, da kann et net sinn, dass d'Leit jorelaang mussen op déi puer Euro do waarden. Do schéngt jo elo vläicht eng Léisung fonnt ze ginn. Ech mengen, de Moien an der Développement-durable-s-Kommissioun ass de Rapport, huelen ech un, ugeholl ginn iwwert dat neit Gesetz vu Ponts et Chaussées. Do kritt jo Ponts et Chaussées neierdénge d'Méiglechkeet, selwer déi Mesuragen ze huelen. An dann hoffe mer, dass mer dee Problem och aus der Welt geschaf kréien, dass d'Leit net méi éiweg brauchen op hir Suen ze waarden.

Da si mer natierlech vun der Commission de la Famille erëm drop opmierksam gemaach ginn, dass de Problem vun der Caisse nationale des prestations familiales nach ëmmer net ganz gekläert ass, obwuel eigentlech jiddwereen d'accord ass, dass do praktesch bal 20 nei Agente missten agestallt ginn. D'Kommissioun seet eis awer och natierlech, dass et näscht bréngt, 20 Leit mateneen an esou eng Verwaltung eranzehuelen. Dat packt eng Verwaltung och net, 20 Neier eranzehuelen. Et gëtt awer Zäit, dass e kloer Plang do ass, wéini déi Leit kommen, fir dass mer dat elo an de Grëff kréien.

Et ass awer och ganz kloer gesot ginn, dass et vläicht net nëmmen eng Affär ass vu Manktum u Personal, mä dass een och vläicht déi Kannergeldskeess kéint restrukturieren, dass een eenzel Servicer géif maachen. Do schéngt jo och Efforté gemaach ze sinn, sou dass dat besser geet an dass déi ganz Saach reorganiséiert gëtt.

Elo hunn ech néierens gelies nieft dem Fait, dass d'Ofschafe vum Kannergeld bei 18 Joer 40 Milliounen aspuert, elo kéint ech mer awer, wann ech mer dat héichrechnen, och virstellen, dass eng Rei Aarbecht manner op d'Kannergeldskeess erukënn, well jo einfach ze vill Kanner numeresch gesi manner Kannergeld ausbezuelen kréien an Zukunft vläicht. Onofhängeg elo dovunner, wéi ee prinzipiell zu där Décisioun do steet, kann dat hei dann och vläicht d'Aarbecht vun der Kannergeldskeess erlichteren.

Bon, dann huet och d'Kommissioun vun de Finanzen a vum Budget sech scho mam Steierdirekter zesummegeat, fir iwwert déi Recommandatioun, déi nei Recommandatioun vum Médiateur ze diskutieren. Si war och der Meenung, dass einfach méi Transparenz misst kommen, dass all Steierzueler misst verstoen, wat vun där Verwaltung do geschriwwen gëtt an och kloer an däitlech drop verwise gëtt, wat seng Droits de recours sinn. Wann ech téschent den Zeile ka liesen, schéngt et mer awer esou ze sinn, dass dat nach net gradesou einfach ass, well einfach all Fall e bessen en individuellen ass. Op jidde Fall, mengen ech, sollt een awer do hannendru bleiwen, dass déi Recommandatioun esou gutt wéi méiglech ëmgesat gëtt.

Da sinn eng Rei Recommandatiounen, wou d'Iwwerleeunge vum Médiateur och agefloss si respektiv nach wäerten afléissen an d'Iwwerleeunge vun der Institutionskommissioun, wat d'Iwwerschaafte vun der Constitutioun ubelaangt. Ech mengen, dat war gutt, dass eng Rei Recommandatiounen vum Médiateur um Dësch louchen, wéi déi Aarbechten ugaange sinn. Do geet et emol eng Kéier ëm d'Interdiction des droits de vote fir Leit, déi um Pénale veruerteelt gi sinn. Ech mengen, do gëtt probéiert, eng Léisung ze fannen, déi konform ass och zu der Convention européenne des droits de l'Homme. An do schéngt Léisunge fonnt ze ginn.

An natierlech taucht do och ëmmer erëm d'Iddi vun dem Conseil supérieur de la justice op, wou d'Kommissioun bei hirer Meenung - mengen ech - vun 2007 bleift an hofft, dass geschwé vun der Regierung e Projet de loi wäert kommen.

D'Commission juridique huet sech ënner anerem och mat der Recommandatioun 36 beschäftegt, déi och - mengen ech - méi wéi berechtigt ass, mä besonnesch déi Leit, déi an de Gemengen aktiv sinn, kennen dee Problem vun den Huissiers de justice, wou heiansdo Famillje méi ënner Drock geroden duerch Käschte vum Huissier de justice wéi eigentlech vun där

Schold, déi opsteet. Do bleiwe mer hannendru - mengen ech -, fir ze kucken, dass och do eng Léisung fonnt gëtt.

Domat géife mer ville Leit dobaussen ee Gefale maachen. Et schéngt awer och net gradesou einfach ze sinn, ze décidieren, ob déi Leit wierklech ënner engem eegestännege Statut sollen als Liberal, a wann ech emol esou dierf soen, schaffen oder ob een e staatleche Service soll schafen. Dat ass awer net esou evident, mengen ech, dat ze décidieren.

Dann huet d'Commission du Logement sech ganz intensiv mat zwee Problemer beschäftegt, déi och ëmmer erëm fir Diskussiounen, fir Onrou, fir Frust bei eenzelne Leit suergen. Dat eent sinn eng Kéier d'Aides au logement, wou dann och des Öfteren awer eng Rei Grenzfall optauchen, wou natierlech eis Familljesituatiounen - Familles recomposées, Scheedungen an esou weider - an deem ganze Kontext d'Situatioun net erlichteren.

Ech hunn dat Gefill, dass och do eng Rei Gesetzgebungen nach méi oder wéiniger orientéiert sinn op relativ stabile Verhältnissen, wou zwee jonk Leit sech bestueden, iergendwéi eng Kéier Kanner kréien an dann en Haus bauen. Haut wësse mer, dass an deenen dräi Perioden, déi ech lech elo geschildert hunn, Leit heiansdo scho fir d'Drëtt bestuet sinn, awer vläicht eenzel Projeten ugaange sinn.

Also, dat weist hei, dass mer och mussen an Zukunft - mengen ech -, wa mer Gesetzer maachen, ëmmer am Hannerkapp hunn, dass esou dee klasseschen Szenario vun der Famill, déi uganks zwanzeg ufängt an da gellen Hochzäit mat 70 oder 80 feiert, dat ass net méi den normalen Szenario. Wann ee weess, dass den Taux de divorce zu Lëtzebuerg 50% ass, da muss een oppassen, wann ee Reglementer mécht, fir deenen engen oder anere Suen ënner enger gewëssener Situatioun ze ginn, da muss een deem Rechnung droen.

Wou och da gradesou vill Diskussiounen des Öftere sinn, dat ass beim Zouerdne vu Logement aus dem soziale Wunnengsbau. Do war eng Diskussioun och an der Kommissioun. Op déi eng Manéier ass eng Tendenz do, an de Minister - mengen ech, war dat nach deemools -, dee wuel eng gewësse Fräiheet hätt, fir dann och emol op eenzel urgent Situatiounen kënnen ze reagieren. De Géigepart ass dann natierlech, dass et net méi esou transparent ass, wéi dann elo déi Wunnengen zougeuerdnet ginn.

Ech mengen, do muss een e gudd Komproméss fannen, dass awer eng gewëssen Duerchsichtegkeet, Transparenz do ass. An op där anerer Säit muss een awer och kënne bei individuell extreme Situatiounen, déi heiansdo fir eenzel Familljen optauchen, misst ee kënne reagieren. Ech mengen, och dat ass e Chantier, dee sécherlech nach net ofgeschloss ass, a wou mer nach des Öftere wäerten diskutieren.

An dann an der Commission du Travail et de l'Emploi dee ganz anere Chantier vun der Reform vun der ADEM, do hu mer jo gëschter Neies héieren, kucke mer, wéi de Projet de loi ausgesäit am Hierscht, an da kann ee vläicht an een, zwee Joer gesinn, ob déi Reformen, déi do elo ugeduecht sinn, ob déi wäerten derfir suergen, dass d'Commission du Travail et de l'Emploi sech vläicht mat anere Saache ka beschäftege wéi mat der Reform vum Arbeitsamt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Camille Gira** (déi gréng). - Ech wëll och beim Bilan vun den Transpositionen vun der Recommandatioun elo net hei an all Detail goen, soss riskéiere mer effektiv nach muer de Moien hei ze setzen. Dir wësst, dass mir als Petitiounskommissioun net nëmmen de Rapport vum Médiateur systematesch analyséieren, mä dass mir en Tableau hunn, wou mer regelméisseg eng Evaluatioun maachen, och nodeem mer Réckprooch mam Médiateur geholl hunn a kucken, wou déi eenzel Recommandatiounen dru sinn. A wa mer dat Gefill hunn, dass et iergendwou net esou richtig weidergeet, da probéiere mer och deen néidegen Drock ze maachen, dass eppes geschitt.

Ech wëll vläicht aus eiser Siicht generell soen, dass mer dat Gefill hunn, dass prinzipiell déi Recommandatiounen bei der Re-

gierung a bei de Verwaltungen eigentlech op fruchtbare Buedem stoussen. Et sinn der bei deenen eng 30, déi elo do sinn, vläicht eng oder zwou, wou wierklech, mengen ech, Meenungsdifferenzen do sinn a wou een dat Gefill huet, dass et esou séier nach keng Eenegung kënn téschent dem Médiateur an deem jeweilege responsabele Minister oder Ministesch.

Et huet een awer dat Gefill, dass beim Gros e ganz gudd Wëllen do ass, dass och Asiicht do ass, dass souguer vläicht deen een oder anere Minister frou ass, dass en eng Kéier vum Médiateur de Fanger op déi Wonn geluecht kritt huet, fir dass en och ka bei senger Verwaltung aktiv ginn.

Et muss een awer och fairerweis soen, dass eng Rei Dossieren opgeworf gi sinn, déi wierklech net einfach sinn. Ech hu schonn dat eent oder anert Beispill gesot, wou et bis zur Reform vun der Constitutioun geet, fir dass mer déi Recommandatioun kënnen ëmsetzen. Dat wësse mer, dass mer dat net vun haut op muer kënnen. An do, wou et ëmmer ganz komplizéiert gëtt, dat hu mer festgestallt an der Kommissioun, dat ass, wann e puer Ministère oder Verwaltungen matenee concernéiert sinn.

Et stellt een ëmmer erëm fest, dass ee vun eise grouse Problemer an deem Land ass, dass mer nach e bessen den Opbau aus dem Ufank oder der Mëtt vun 19. Jorhonnert hunn, zu all Ministère, all Verwaltung säi Kompetenzberäich, an dass direkt rout Luuchten uginn, wann iergendwou een dat Gefill huet, elo géif awer een op seng Plate-banden trëppelen. Ech wëll emol net behaupten, dass dat ëmmer esou um Niveau vun de Ministeren a Ministesch ass; heiansdo huet een dat Gefill, dass et nach bal méi um Niveau vun den héijere Beamten a Beamtinnen ass.

Op jidde Fall stelle mer fest, dass esou dat horizontaalt Zesummeschaffen téschent de Ministère an de Verwaltungen sécher eppes ass - ech mengen net, dass et an anere Länner sollt besser sinn -, wou mer do awer musse kucke weiderkommen. An da stellt een och fest, wann een hei Recommandatiounen huet, wou e puer Ministère beträff sinn, dann dauert et ganz oft méi laang an et ass ganz oft méi schwierig, fir weiderkommen.

Mir hunn eng Rei Recommandatiounen zum Schluss opgelécht, wou mer der Regierung och wëllen un d'Häerz leeën, dass se grad an deenen Domäne sollt virumaachen, well do awer all Dag dobausse Leit mat deene bestehenden Dispositionen gehait sinn. A mir wäerten eis och no der Reentrée am September verstärkt deene Recommandatiounen unhuelen an zesumme mam Médiateur vun eiser Säit derfir suergen, dass dann do deen néidege Wuppes hannendru kënn.

Da kéim ech zu deene Reflexiounen, déi mir selwer ugestallt hunn. Dir hat matkritt, dass ee vun deenen interessante Punkten, déi de Médiateur opgeworf hat, war, fir ze soen, ob et an Zäite vun Internet, E-Mail an aneren Technologien net esou lues zäitgeméiss wier, fir och ze iwwerleeën, ob een zu Lëtzebuerg déi elektronesch Petitioun net kéint aféieren. Mir hu gemengt, dass dat prinzipiell eng gutt Iddi wier. A mir hunn eis eng Démarche ginn, wéi mer sollte virgoen.

Dat Éischt war, dass mer eis e bèsse schlau gemaach hunn, wat dann doruechter an Europa geschitt. An de Médiateur selwer hat eis Informatioun ginn, dass dat do eigentlech am däitsche Bundestag scho méi laang fonctionnéiert. Mir waren dann och viru kuerzem zu enger Delegatioun op Berlin gefuer, hunn eis do vun der Präsidentin an hire Beamten déi néidege Erklärungen gi gelooss.

Et muss ee feststellen, dass dat an Däitschland extrem gutt fonctionnéiert. Do sinn zwee Volete vun der elektronischer Petitioun. Dat eent ass deen, dass een natierlech, amplaz Pabeier ze huelen, eng Do-léance dropzeschreiwen an déi ënnerschreiwen ze loossen, dat kann elektronesch maachen, eleng oder zu e puer.

Mä wat awer nach méi spannend ass, dat ass, dass si eng Form vun öffentlecher Petitioun hunn. Wann ech mech gutt erënnere, mengen ech, sinn et 50.000 Ennerschrëften an Däitschland. Et ass e Service, deen decidéiert, ob déi Petitioun derwärt ass, öffentlech debattéiert ze ginn. Da gëtt

se an den Internet gestallt. An dann, mengen ech, si sechs Wochen Zäit, a wann dann am Ganzen an där Zäit méi wéi 50.000 Leit déi Petitioun öffentlech ënnerschriwwen hunn, dat gëtt se debattéiert. Da gëtt se eng Kéier öffentlech am Petitioussausschuss debattéiert. Dat fanne mer eng ganz flott Form vun öffentlecher Debatt.

Mir wëllen am Hierscht ganz konkret Bilan zéien, wat mir dovun halen. Mir wëllen awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir eis awer och emol d'Artikelen 27 a 67 vun der Constitution unzucken. Dat sinn déi, déi den Droit de pétition zu Lëtzebuerg am Moment regléieren, ob déi nach zäitgeméis sinn.

A wat mer sécher wëssen, dat ass och, dass eist Reglement vun der Chamber an den Artikel 154 an 155 sécherlech net méi aktuell ass, an deem Sënn, dass nach deelweis doruechter steet, et dierft een déi Petitioun net hei iwwerreechen, et misst ee se schécken. D'Praxis, wësse mer alleguerten, ass längst eng aner. Et ass kaum e Pétitionnaire, deen net e Rendez-vous beim President freet, d'Press mat rufft an esou weider an esou fort.

Dat heescht, do huet d'Wierklechkeet eigentlech d'Reglementer an d'Texter längst iwwerholt. A wa mer elo schonn driwwer diskutéieren, fir vum Technesch hier d'Petitionsrecht unzepassen, andeem mer vläicht d'Pétition électronique aféieren, dann, mengen ech, sollte mer awer an engem dervu profitéieren, fir déi Texter, déi allgemeng d'Petitionsrecht zu Lëtzebuerg definéieren, awer och zäitgeméis ze maachen.

Mir hunn eis och erlaabt, iwwert de CERDP, dat ass de Centre européen de recherche et de documentation parlementaires, eng kleng Émför ze starten am Kontext elektronesch Petitiounen, fir dann erauszefannen, wat dann nieft Däitschland an anere Länner an deem Beräich leeft. A wa mer déi Äntwerten am Hierscht bis hunn, da wäerte mer eis intensiv mat där ganzer Problematik beschäftegen.

Mir hu fonnt, dass et elo näischt géif bréngen, fir an dësem Débat d'orientation vun eis aus elo scho konkret Proposen ze maachen. Mir fannen, dat ass ze fréi. Wéi gesot, déi Visite an Däitschland war ganz instruktiv. Mir wäerten eis am Hierscht zesummesetzen a kucken, wat mer konkret wëlle proposéieren. Mir sinn eis awer elo scho bewusst, an dierft hate mer och Leit vum Greffe mat op Berlin, dass et net duergeet, hei ze soen: Elo maache mir dat.

Mir sollten net deeselve Feeler maache wéi vläicht heiansdo d'Regierung, déi seet: „Elo stëmme mer en neit Gesetz“; si ass sech awer net bewusst, wat se vu Ressources humaines a Ressources financières a Ressources techniques brauch. An dierft wëlle mer och ganz kloer evaluéieren, wat dat och fir d'Resources humaines hei an der Chamber géif bedeuten, och fir d'Finanzen iwwert d'Joer.

Deen zweete Punkt, wou mer eis wierklech ganz intensiv dermat beschäftegt hunn, dat ass d'Problematik vun de Gemengen. Dir kënnt lech erënneren, dass de Médiateur fir relativ vill Wellen am Gemengesektor gesuergt hat, andeem en ee konkrete Fall vun enger Gemeng erausgeholl hat, wou Leit refuséiert kritt haten, an d'Wahllescht ageschriwwen ze ginn, wat sécherlech net berechtigt war.

Ech mengen, do kann een elo driwwer streiden, ob déi Approche gutt war oder net. Zumindest huet de Médiateur derfir gesuergt, dass déi Thematik generell awer emol eng Kéier diskutéiert ginn ass. Mä et huet awer och derzou gefouert, dass, mengen ech, am Gemengesektor generell och emol eng Iwwerleeung komm ass, wat dann de Rôle vum Médiateur ass par rapport zu de Gemengen, a wéi eigentlech awer och generell vläicht d'Gemenge kéinte vun deem Instrument profitéieren, fir weiderzokommen.

Do ass ganz viles op den Dësch komm. Ech kann lech wierklech soen, et war déi eng oder aner Sitzung, wou parteiwwergräifend e relativ grouse Frustrum zum Ausdruck komm ass vun all deenen Députés, déi dann och zoufälleg Member vun der Petitiounskommission sinn. Ech kann een aus der Majoritéit zitieren, dee wierklech mat relativ vill lenger gesot huet:

„D'Gemenge ginn net eescht geholl.“ An dat war den Tenor, deen een awer vu ville Leit konnt héieren.

Ech mengen schonn, dass mer e generelle Problem hunn. Ech wëll deen dann och heimat opwerfen. Mir waren eis och eens: Et gëtt Zäit, dass eng Kéier ganz seriö iwwert d'Verhältnis vun de Gemenge mat de staatleche Verwaltungen, Institutionen an esou weider an esou fort diskutéiert gëtt. Dat ass elo vläicht net op den Innenministère beschränkt, beileiwen net. Do waren eenzel Punkten, déi opgeworf gi sinn; zu deene kommen ech och.

Mä generell war dat Gefill, dass a ville staatleche Verwaltungen - dat geet bis bei d'Gerichter - eigentlech déi Aarbecht, och déi Problematik, déi op Gemengenniveau existéiert, net eescht geholl gëtt. Ech mengen kënnen ze soen, dass mer eis eens sinn, dass dat keng gutt Situatioun ass. Ech weess och net, ob dat schlussendlech sennvoll ass fir d'Fonctionnéiere vun eisem Stat.

Mir sinn eis eens, d'Leit dobaussen, déi maachen net den Ennerscheid, wat dann elo Gemengekompetenz ass, wat staatlech Kompetenz ass. D'Leit hunn e Problem, an dann hätten d'Leit gär hire Problem geléist. An ech mengen, mir hunn als Représentanten hei an der Chamber an domat och, mengen ech, als Appel un d'Regierung, all Intérêt, dass mer gutt zesummeschaffen tëschen Stat a Gemengen.

Wann een deem aneren do Knëppelen an d'Wee leet, dovun huet keen eppes. An ech géif vläicht en Appel un d'Regierung maachen, fir dass mer eng Kéier géifen diskutéieren, wéi ee Versteesdemech... Ech hunn nämlech och dat Gefill, dass et e Manktum u Versteesdemech ass an eenzelne staatleche Verwaltungen, wat dann eigentlech do um Niveau vun de Gemengen un ass. Ech mengen, dass et och dermat ze dinn huet, dass a ville staatleche Verwaltungen eng Rei Beamten a Beamtinnen net matkritt hunn, wat sech an deene leschten 30 Joer um Gemengenterrain Extremes geännert huet.

Ech selwer sinn elo geschwënn 30 Joer an engem Schäfferot derbäi a ka wierklech bezeien, dass dat, wat haut an enger Woch, an engem Mount, an engem Joer an enger Gemeng ze bewältegen ass, näischt méi mat deem ze dinn huet, wéi dat virun 30 Joer war. Et sinn extrem vill nei Problemer op eis duerkomm, nei Services an esou weider an esou fort. Eng Gemeng muss sech haut praktesch mat der ganzer Panoplie vu Problemer beschäftegen, mat där och eng Regierung sech beschäftegt. An ech hunn heiansdo dat Gefill, dass dat Versteesdemech net do ass.

Mir hunn du gemengt, dass et och sennvoll wär an deem ganze Kontext, nodeem dann d'Membere vun der Petitiounskommission hire Frustrum emol op den Dësch getässelt haten, fir dann zwou Réuniounen ze maachen, eng mam Syvicol, fir dann ze kucken, ob déi eis déi eenzel Punkten, déi opgeworf si ginn, och kéinte bestätegen, an duerno mam Innenminister.

Do sinn nieft där allgemenger Problematik, mengen ech, déi bestätegt ginn ass, awer och e puer konkret Saachen op d'Tapét komm. Dat Éischt ass mat Baugenehmigungen, wou praktesch gesot ginn ass: Och d'Gerichter huelen d'Gemengen net eescht. Mir hunn e puer Fäll, konkret Fäll, op den Dësch geluecht kritt, wou eng Gemeng e Chantier gestoppt huet, och viru Gericht Recht kritt huet, an da suergt keen derfir, dass déi Uerteeler och exekutéiert ginn.

A wann dat sech - dat ass d'Angscht; an ech mengen, déi Angscht ass reell - dobausse bei de Promoteuren erëm schwätzt, da kann e Buergermeeschter sech geschwënn d'Zäit spueren, fir nach Baugenehmigungen ze ënnerschriwwen. Wann dat do den Tour mécht, dass ee roueg monter ka bauen, och nach vläicht viru Gericht veruerteelt ginn an duerno geschitt guer näischt, do muss mer hëllesch oppassen. Mir wëssen, dass dat doten e Beräich ass, wou ganz vill Geld am Spill ass.

Mir hunn do och eng Initiativ geholl an dem Innenminister déi Doléance geschéckt. Ech ginn emol dervun aus, dass en dee Bréif an Zwëschenzäit un de Justiz-

minister weiderginn huet, fir dann awer och de Richter ze soen, dass et net duergeet, Leit ze veruerteelen, déi illegal gebaut hunn, mä dass se dann och wann ech gelift sollen derfir suergen, dass déi Gebaier dann och erëm ofgerappt ginn, well soss kënne mer déi ganz Baugenehmigung wierklech vergiessen.

Den Innenminister huet dann awer och zu Recht gesot, dass natierlech och eng gewisse Responsabilitéit bei de Gemenge selwer läit, andeem dann d'Gemengen awer och mussen fir deen néidege Contrôle op de Chantiere suergen.

En zweete Punkt, deen opgeworf ginn ass, dat ass dee vum Aschreiw an de Populationsregister. Eng Thematik, déi mer och scho méi wéi eemol hei behandelt hunn. Ech ginn dierfir net méi an den Detail eran. Do hoffe mer jo elo alleguerten, mengen ech, dass mam Projet de loi 5949 déi Reform, déi jo vum Innenministère deposéiert ginn ass, mer do d'Saach zumindest emol besser an de Grëff kréien, dass mer eng Méiglechkeet kréien, Leit provisoersch an de Register anzuschreiw, fir dass se net eng Rei Richter, déi nun eemol op dem Droit de résidence festgehale sinn, verléieren, mä dass mer op där anerer Säit awer och an Zukunft Fäll wéi am Syrdall évitieren, Fäll, dass Leit sech an enger Telefonskabinn umellen oder soss op iergendwelleche Plazen, wou se eigentlech net higeheieren, dass mer déi Saach an de Grëff kréien.

Och mat de Gemengen ass iwwert d'Problematik Logement geschwat ginn, an zwee Voleten. Dat eent ass wuel, well de Médiateur jo eng Recommandatioun gemaach huet, dass d'Gemenge sollte Logements d'urgence fir Noutfäll bereetstellen. Do ass, mengen ech, souwuel an der Kommissioun wéi awer och vum Syvicol gemengt ginn, dass déi wierklech urgent Logementer, wann elo iergendwou Feier ass, wou elo Famillje vun haut op muer mussen logéiert ginn, dass dat eigentlech manner problematesch ass, an dass et an engem Land, wou elo eigentlech Wunnengsnout allgemeng herrscht, elo kee Sënn mécht, dass mer 115 Gemengen hunn, déi alleguerten een oder zwee Logements d'urgence hunn. Mir hu gemengt, dass nach ëmmer eng Léisung fonnt ginn ass, fir esou Familljen an engem Hotel ënnerzibréngen.

Wat awer méi schwierig ass, a wou de Médiateur sécherlech Recht huet, dat ass vu Leit, déi op der Strooss sinn, dass do generell nach méi Logement-d'urgence mussen fonnt ginn. Do si mer eis sécherlech eens.

Deen zweete Volet, dee mer diskutéiert hunn, ass awer och de Manktum u Logements sociaux. Do ass net ofzërkennen, dass eng Rei Gemenge sech et vläicht, wann ech et emol esou diplomatesch dierft soen, e bësse licht maachen a maache wéi wann déi Problematik fir si net géif existieren, während anerer awer relativ vill där Logementer hunn.

Do ass zumindest emol d'Iddi op den Dësch geluecht ginn, ob een zu Lëtzebuerg net och emol eng Kéier kéint driwwer diskutéieren wéi a Frankräich, wou eigentlech all Gemeng d'Obligatioun huet, e gewëssene Pourcentage vu Logements sociaux ze huelen. A wa se déi net huet, da gëtt et vläicht aner Aart a Weisen, wéi een domadder kann ëmkommen, nottament dass do eng gewisse finanziell Strof ausgeschwat gëtt oder dass d'Gemengen da manner Transferte vum Stat kréien, wa se dat net erfüllen. Dat ass eng Pist, mengen ech, déi een op jidde Fall emol soll suivieren.

Op där anerer Säit stellen ech mat Satisfaktioun fest, dass deen neie Logementsminister emol eng positiv Initiativ geholl huet an an e puer regionale Réuniounen mat de Gemengen zesumme gesot huet, wat eng Gemeng eigentlech alles vu Méiglechkeeten huet am Beräich vum Logement social. Do war den Echo grouss, zumindest an der Réunioun. Mir mussen elo emol kucken, wat an der Praxis geschitt. Ech mengen, et kann een déi Démarche op jidde Fall begrëssen.

Ech mengen net, dass et och ëmmer schlechte Wëllen ass, wann eenzel Gemengen net vill Logementer hunn. Eng Rei kleng Gemenge sinn, mengen ech, net in-

forméiert, wéi et genee funktionéiert, hunn och vläicht keng Méiglechkeet, keen Terrain an esou weider. Ech mengen, do ass nach viles ze maachen.

Dann ass awer och vum Syvicol déi Problematik opgeworf gi vun dem Règlement de Police a klengere Problemer mat Troubles à l'ordre public. Dat ass déi ganz Problematik mat den Agents municipaux.

D'Document parlementaire 5916 - wann ech mer déi Zwëscheft dierft erlaben -, et wär vläicht interessant, vum Innenminister, wann en hei ass, ze héieren: Wou sti mer do? Mir wëssen, dass eng Géigepropos vun der CSV-Fraktioun doläit. Kréie mer eng Léisung? Well et war awer eng unanime Doléance vum Syvicol, fir ze soen: Trotz Reform vun der Police sinn um Terrain awer net genuch Agenten, déi eis als Gemenge kënnen hëllef, bei klengeren Infractionen ze kucken, dass do d'Leit sech awer net royalement foutieren.

Ech mengen, dat gräift an déiselwech Problematik era wéi mat de Baugenehmigungen. Et huet kee Wäert méi, dass mir als Gemengen iergendwellech Kaméidisreglementer oder wat och ëmmer stëmmen, wa mer kee Moyer hunn, herno derfir ze suergen, fir dass déi Reglementer och agehale ginn. Mir wëssen, dass d'Leit dat haut ganz séier eraus hunn, wa kee Contrôle kënnt, wa keng Repressioun kënnt, an da riskéiere mer, dass do alles verpufft an dass et de Pabeier net wäert ass, wou et drop ass. Also en Appel, fir an deem do Dossier och weiderzokommen.

Dann de Punkt, dee wierklech opgeworf ginn ass, dass mer net nëmme beim Stat eng Réforme administrative brauchen, mä dass mer besonnesch tëschen dem Stat an de Gemenge mussen d'Verwaltungs-ofleef méi einfach, méi séier an och méi transparent maachen. Et geet Rieds vun enger allgemenger Bürokratisierung, dass och e gudd Gemengesekretär geschwënn d'Iwwersicht net méi huet vun all deenen Dossieren, déi e muss suivieren, vun all deene Gesetzer, déi mir hei stëmmen, déi dann awer och um Terrain mussen exekutiert ginn.

Eng Pist ass, dass den Innenminister méi oft an awer am Respect total vun der Autonomie communale Règlements types géif ausschaffen, déi en emol einfach iwwer Circulaire géif un d'Gemenge schécken. Do wäeren der vläicht vill, déi dankbar wäeren, dass se kéinten esou e Règlement type iwwerhuelen, vläicht dat eent oder anert hirer lokaler Situatioun upassen.

Mä et mécht jo och kee Sënn, wa mer en neit Gesetz hunn, dass dann an 116 verschiddene Gemengen 116 verschidde Reglementer ausgeschafft ginn, wou jiddweree laang dru schafft, e se nach vläicht dräi-, véiermol muss hin- an hierschécken op den Innenministère, bis en et dann endlech genehmegt kritt. Amplatz dorop ze waarden, kéinten den Innenminister a seng Leit jo méi eng proaktiv Roll huelen a soen: „Hei ass en neit Gesetz, d'Gemenge mussen eppes ëmsetzen. Mir hëllef en elo de Gemengen a maachen e Règlement type, an da ka jiddweree sech dorunner orientieren.“

Dann hu mer och nach erëm drop higevisen, dass ganz vill Zäit, ganz vill lenger a ganz vill Pabeier kéint gespuert ginn, wann den Double degré de contrôle géif ofgeschafft ginn. Eigentlech stelle mer ëmmer erëm fest, dass e politesche Konsens iwwert d'Parteien eraus existéiert, fir déi Distriktskommissariater an där From, wéi se elo existieren, ofzeschaffen. Da kommt, mer maachen dat! Da spuere mer a ville Prozeduren emol 14 Deeg bis dräi Wochen an da brauche mer net lénks a riets vläicht op d'Käschte vun der Participatioun vun de Leit aacht oder zéng Deeg fréckelen ze goen.

De Frustrum an der Kommissioun a bei de Gemengerepresentantë war esou grouss, dass mer souguer ee Moment nodeduecht hunn, ob mer net d'Kompetenze vum Médiateur sollten erweideren an eigentlech dem Médiateur och d'Roll ginn, dass en och Médiateur fir d'Gemenge wär an de Relatiounen par rapport zum Stat. Just fir

lech ze soen, wéi grouss dass awer de Be-soin um Terrain ass, dass d'Gemengen eng neutral Ulafstell hätten, wou se, gradesou wéi d'Bierger, kéinten higoen, wa se trotz x-mol reklaméieren an där enger oder aner Verwaltung oder Ministère einfach keng Äntwert kréien.

D'Gemenge si méi frou, wa se nee gesot kréien - da kënne se eventuell op den Tribunal administratif goen -, wéi wann eng Gemenge ee Joer laang keng Äntwert kritt. Dann hänkt een do, dann ass ee ganz schlecht drun. Mir hunn dunn awer, wéi mer eis awer emol am Detail mat esou engem Zeenario beschäftegt hunn, relativ séier festgestallt, dass souguer bis zu verfassungsmässleche Problemer sollte sinn.

Mir hunn awer festgehalten, dass een awer sollt nodenken, eben am Kader vun der Reform vun den Distriktskommissariater, ob een net iergendwou eng neutral Ulafstell fir all Gemenge sollt schafen, wou déi kéinten higoen an dee Problem do léisen.

Mir hunn du fir deen do Komplex eng éischt Motioun verfaasst, Här President, déi ech lech wéilt iwwerreechen, wou dra-steet, dass éischters den Accord de coalition vun 2009 an deem Sënn esou séier wéi méiglech sollt ëmgesat ginn; dass den Double degré de contrôle op jidde Fall sollt ofgeschaaft ginn; dass zumindest de Rôle vun den Distriktskommissariater sollt frësch definéiert ginn, an dass doraus vläicht eng Administration unique mat enger Rei dezentraliséierte Büroer sollt geschaf ginn; dass mer insgesamt sollten eis zesummesetzen, Stat a Gemengen, an d'Prozeduren tëschen Stat a Gemenge sollte vereinfacht, verkierzt a méi transparent gemaach ginn; an dass insgesamt och vläicht d'Tutelle administrative méi liicht sollt ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur;

- considérant que l'article 8 de cette loi dispose que «le Médiateur présente annuellement à la Chambre des Députés un rapport dans lequel il établit le bilan de son activité»;

- considérant que, pour l'exercice 2008-2009, le Médiateur a présenté son rapport devant la Chambre en date du 29 octobre 2009;

- considérant que, dans ce rapport, le Médiateur a traité en détail la problématique relative au fonctionnement des communes;

- considérant que la Commission des Pétitions est chargée de la préparation du débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur et qu'elle a, au cours de la préparation de ce débat, également abordé de manière approfondie la problématique des communes, notamment en organisant une entrevue avec des représentants du Syvicol en date du 4 février 2010 et avec M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région en date du 18 mars 2010;

- considérant que les conclusions que la Commission des Pétitions a tirées de ces entrevues et de ses réflexions subséquentes sont, d'une part, la nécessité d'un gain de temps dans les différentes procédures et, d'autre part, la nécessité de faciliter et de simplifier le travail des communes;

- considérant dans ce contexte que l'accord de coalition de 2009 prévoit, à côté de la suppression du double degré de contrôle opéré par les commissariats de district et le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, une redéfinition de la fonction de commissaire de district ainsi que la création d'une administration unique avec plusieurs bureaux décentralisés;

- considérant qu'il est également nécessaire de revoir les relations entre l'État d'une part, et les communes, d'autre part;

- considérant que les mesures retenues dans l'accord de coalition de 2009 contribueraient grandement à la simplification administrative souhaitée et amélioreraient les relations entre l'État et les communes;

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre l'accord de coalition de 2009;

• en supprimant le double degré de contrôle actuellement opéré par les commissariats de district et le Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région

• en redéfinissant la fonction de commissaire de district, et

• en créant une administration unique avec plusieurs bureaux décentralisés;

- à simplifier et à uniformiser les procédures;

- à revoir les relations entre l'État et les communes et à simplifier celles-ci.

(s.) Camille Gira, Claude Adam, Marc Angel, François Bausch, Eugène Berger, Marie-Josée Frank.

Déi meescht Gemengesekretären, Receveuren a Conseillere kënnen haut liesen a schreiwen. Mir mussen net dervun ausgehen, dass kee capabel wär, do de Memorial ze liesen an ze kucken, Saachen ëmzesetzen. Ech mengen, dat Ganzt erënnert mech e bëssen un, wéi et virdru war, ier mer d'Cour des Comptes haten. Dunn ass och all Rechnung vum Stat kontrolléiert gi mam Resultat, wat mer wëssen, dass eigentlech näischt méi kontrolléiert ginn ass.

Ech hu bei de Gemengen e bëssen dat-selwecht festgestallt. Amplaz dass mer all Klenggeheet misse vun iergendengem an der Stad approvéiert kréien, wär et besser, dass mer méi Fräiheet hätten an dass een da punktuell géif eenzel Theme kontrolléiere goen. Ech mengen, dat géif eis méi wäit bréngen.

Den zweete Volet, woumat mer eis beschäftegt hunn, dat sinn déi ganz Personalproblematiken an der Fonction publique. Mir hunn eis relativ intensiv mat deem dotten Dossier Numerus clausus beschäftegt. Dir kënnt et am schrëfleche Rapport noliessen. Mir ware selwer iwwerrascht, dass et déi Commission d'économie et de rationalisation scho vun 1946 u gëtt. Mir waren éischer der Meinung, dass dat méi eng rezent Erfassung gewiescht wär. Neen, déi gëtt et scho laang. Där hir Missionen hunn zwar geännert.

Den Numerus clausus u sech gëtt et zënter 1970, en huet awer schon e puermol geännert. Eng Kéier ass et esou gewiescht, dass de Chiffer an de Budget agesat ginn ass, an da sinn duerno d'Verhandlung gefouert ginn, fir ze kucken, wivill Leit dann elo all Ministère oder Verwaltung kritt. Duerno ass dat geännert ginn. Haut si mer awer op deem System zréck.

Mir hunn awer da festgestallt, dass et trotz Numerus clausus dann awer nach ëmmer erëm méiglech ass, laanscht den Numerus clausus Leit anzustellen, andeem hei d'Gesetz votéiert gëtt, wou da gesot gëtt: Laanscht den Numerus clausus kommen nach aacht, zéng, zwielef Leit derbäi, andeem mer och aner Weeër fonnt hunn.

Mir hunn eigentlech festgestallt, dass trotz alle Berechnungen an esou weider an esou fort schlussendlech dann awer déi Décisioun, wivill Leit agehallt ginn oder net, wierklech eng politesch ass. An dann zéie mir d'Konklusioun, ob dann eigentlech nach déi Commission d'économie et de rationalisation dat néidegt Instrument ass.

Mir hunn eng Rei Pisten opgezeecht, wéi dat kéint funktionéieren.

► **M. le Président.**- Här Gira, Dir misst zwar esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Jo, ech maachen dat. Ech si bal fäerdeg.

Ech wollt lech soen, dass mer hei elo keng definitiv Léisung fonnt hunn. Mä, an dat wäerte mer och an der Motioun festhalen, mir missten eis awer eng Kéier intensiv mat dem System Numerus clausus beschäftegen, well mer dat Gefill hunn, dass en net méi zäitgeméiss ass. A grad an Zäiten, wou de Risiko awer do ass, dass gebremst gëtt, misste mer eng Kéier doriwwe diskutéieren.

Mir hunn awer och generell iwwert d'Reforme administrative geschwat. Ech probéieren e bëssen ze verkieren. Ech wëll do och dem Här Frieseisen Merci soen, deen als - muss ech soen - lwwerbleibsel vu sengem fréiere Liewen eng Kéier bei eis komm ass a seng Erfahrungen iwwert d'Reforme administrative gesot huet.

Mir hunn eng Rei Saache festgehalten, déi mer och an d'Motioun agegoss hunn, no-

tamment dass een awer misst drun denken, extern Auditen ze maachen, déi duerno vläicht mat internen Auditen ze kompletéieren. Mir sinn zur Konklusioun komm, dass ganz oft sécherlech d'Zuel vun de Leit e Problem ass, mä dass awer och ganz oft eng Reorganisatioun vun de Verwaltungen eis géif weiderbréngen.

Mir hunn awer och opgeworf, dass mer iwwert d'Mobilitéit beim Stat, souguer iwwert d'Mobilitéit tëschen Stat a Gemenge missten nodenken. Mä mir sinn eis scho bewusst, dass eng forcéiert Mobilitéit vun den eenzelne Beamten net esou einfach ka sinn. Mir sinn awer och der Meinung, dass den aktuelle System, wou et bal onméiglech ass, vun enger Verwaltung bei déi aner oder vum Stat bei d'Gemenge ze goen, ouni dann erëm dee ganze System vun Exame missen ze maachen, net méi zäitgeméiss ass. Dat hält och d'Verwaltungen an d'Gemengen an esou weider immens op. An ech mengen, do misse mer wierklech eng Kéier seriö driwwe nodenken.

An där ganzer Diskussioun, sief et d'Planung vum Personal, sief et d'Reforme administrative, menge mer awer och, dass d'Chamber intensiv misst mat agebonne ginn. Ech géif lech dann och an deem Sënn, Här President, des Motioun iwwerreechen, an da kéim ech zu menge Konklusiounen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur;

- considérant que l'article 8 de cette loi dispose que «le Médiateur présente annuellement à la Chambre des Députés un rapport dans lequel il établit le bilan de son activité»;

- considérant que, pour l'exercice 2008-2009, le Médiateur a présenté son rapport devant la Chambre en date du 29 octobre 2009;

- considérant que, dans ce rapport, le Médiateur a mis en exergue la nécessité d'une réflexion approfondie sur une éventuelle réforme administrative;

- considérant que la Commission des Pétitions a identifié plusieurs types de problèmes dans les administrations publiques tels que l'accessibilité par les citoyens, la communication parfois inadaptée ou encore la complexité des procédures administratives;

- considérant que les problèmes rencontrés au sein des administrations étatiques sont parfois dus à un manque de personnel, mais également à un manque de structuration et d'organisation hypothéquant l'efficacité du travail administratif;

- considérant que, dans son rapport pour l'exercice 2008-2009, ainsi que dans ses rapports précédents, le Médiateur a également soulevé la question délicate du manque de personnel dans les différentes administrations publiques;

- considérant que, dans ce contexte, la Commission des Pétitions a organisé en date du 20 janvier 2010, conjointement avec la Commission de la Fonction publique et de la Simplification administrative, un échange de vues avec Mme la Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative au sujet du recrutement de personnel dans la Fonction publique;

- considérant que la Commission des Pétitions est parvenue à la conclusion qu'il faudrait à l'avenir prévoir de manière plus correcte les ressources humaines nécessaires dans le cadre de projets de loi d'envergure nécessitant par exemple la mise en place de nouvelles structures ou l'extension de celles existantes afin de mieux évaluer les besoins en personnel et de pallier ainsi le problème du manque de personnel;

- considérant encore que la Commission des Pétitions est d'avis qu'une évaluation externe de l'organisation des différentes administrations publiques devrait permettre de pallier le problème du manque de personnel et de rendre plus efficace l'organisation interne des différentes administrations publiques notamment en évitant des affectations de personnel inappropriées;

- considérant in fine que la Commission des Pétitions s'est interrogée sur la pertinence du système actuel du numerus clausus en matière de recrutement du personnel et s'est demandé s'il n'y avait pas d'alternative possible à cet instrument;

invite le Gouvernement

- à adjoindre dans le cadre des projets d'envergure nécessitant la mise en place de nouvelles structures ou l'extension de celles existantes, outre une fiche financière, également une fiche des ressources humaines;

- à procéder à une évaluation externe de l'organisation et de la structure des différentes administrations publiques permettant, le cas échéant, d'adopter les réformes structurelles nécessaires et d'engager du personnel en connaissance de cause;

- à réfléchir à la possibilité d'une alternative au système actuel de numerus clausus.

(s.) Camille Gira, Marc Angel, Eugène Berger, Marie-Josée Frank, Henri Kox.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Médiateur hat eigentlech als primär Aufgab kritt, Reklamatiounen vu private Leit entgëntzuehelen. Eng Affär, déi d'Leit concernéiert. Ech mengen - dat hunn ech ganz am Ufank gesot -, dass en dat exzellent mécht, an dat weist och d'Zuel vun de Leit, déi bei e ginn an déi och Satisfaktioun kréien.

De Médiateur huet doriwwe eraus, mengen ech, awer eng wichteg Funktioun agholl, fir vun eenzelne Fäll héichzerechnen, fir Recommandatiounen fir e bessere Fonctionnement vun der Verwaltung an eise Land ze maachen a Form vu senger Recommandatiounen.

Mir waren als Kommissioun der Meinung, dass et an deser Krisensituatioun méi wéi jee wichteg ass, dass mer e Médiateur hunn. Des Krisensituatioun trëfft déi Leit, déi scho wéineg hunn an déi och vläicht manner am Bild sinn iwwer hir Méiglechkeeten am Sozialsystem, méi wéi anerer. Een, deen an enger Krisensituatioun schlecht informéiert ass, deen trëfft et nach méi wéi an enger normaler Situatioun.

Duerfir menge mer, dass de Médiateur méi wéi jee berechtigt ass. A mir mengen awer, dass grad och an deser Krisensituatioun de Stat méi wéi jee gebraucht gëtt. Mir mengen duerfir als Konklusioun kënnen ze soen, dass mer sollten oppassen an deser Krisensituatioun, wou lénska riets iwwerall d'Depensé sollen zréckgeschrauft ginn, dass mer net sollten derfir antrieden, dass mer manner Stat kréien, mä dass mer e bessere Stat kréien.

Eigentlech huet gëschte e Wirtschaftsprofesser am „Monde“ geschriwwen: «Un État intelligent». Ech mengen, et ass dat, wat mer brauchen. E Stat, deen net einfach seet: „Dat do maache mer schonn honnert Joer esou, duerfir maache mer et elo nach honnert Joer weider“, mä dee kuckt: Wat sinn nei Besoinen? Wou muss ech reagéieren?

Dat sollt, mengen ech, dat sinn, wou mer wëllen hin. Duerfir brauche mer d'Reforme administrative beim Stat, mir brauche se bei de Gemengen, mä mir brauche se tëschen deenen zwee Niveaux administratifs, déi mer zu Lëtzebuerg hunn. An da sollte mer als Gesamtstat an d'Gemenge méi effikass, méi flexibel, méi reaktiv sinn. Et ass genau dat, wat mer an deenen Zäite brauchen, fir dass jiddwieren an deem Land, ob gutt informéiert oder net, zu deeneselwechte Rechter kënnt.

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gira. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Marie-Josée Frank agedroen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).**- Merci, Här President. Ech enchainéieren do, wou de Camille Gira, de Rapporteur, elo just opgehale huet. Déi impressionnant Zuel vu Leit, déi sech all Joer beim Ombudsmann mellen an hirer Hänn kee Rot méi wëssen, sinn op d'Hëllef vum Médiateur gewisen, an dat besonnesch a wirtschaftlech a sozial schwierigen Zäiten, mä awer och ëmmer mat eise méi komplexe Prozeduren, déi mer hunn, an duer-

fir mat hire Problemer bei dem Ombudsmann ginn an doriwwer da mat him diskutéieren, an oft hiert alldeeglecht Liewen net méi an Dignitéit kënnen liewen.

Selbstverständlech kënnen net all d'Problemer, déi d'Leit un de Médiateur riichten, vun him geléist ginn, well et och oft seng Kompetenzen iwwerschrëtt. Mä well de Médiateur am direkte Kontakt mam Bierger ass, weess hie ganz genau, wou de Schong dréckt. Duerfir ass et richtig a wichteg, datt den Ombudsmann eis all Joer e Rapport mécht iwwert déi Suergen, déi him zu Ouer kommen, hir Léisungsvorschläg veröffentlecht an eis hei an der Chamber presentéiert an eis och do op eis Verantwortung opmierksam mécht.

Dës detailléiert Rapport si fir eis all, Volleksvertreieder, wichteg Dokumenter, well si Aspekter enthalen, déi eis et erlaben, eis méi e prezis Bild dovunner ze maachen, wat an den öffentlechen Instanze muss verbessert ginn. Aus der Zomm vun de perséinleche Kloen, déi d'Bierger un de Médiateur erundroen, ergëtt sech nämlech fir eis allegueren e Gesamtbild vun deene relevantesten alldeegleche Problemer a Konflikter.

De Rapport vum Médiateur léisst deemno eenzel individuell Problemfall an eng ganzheetlech kollektiv Dimensioun iwwerfléissen. Dës erméiglecht eis, fir dat Ganzt kennen ze gesinn, an et mécht eis och onbedéngt d'Aarbecht an der Kommissioun duerfir net méi einfach, fir esou en Débat ze preparéieren.

Well de Rapport vum Médiateur esou vill Themen ofdeckt, hat d'Petitionskommissioun viru Joren decidéiert, eng pragmatesch Léisung unzegoen, andeems fir d'Virbereedung vun dëser Debatt déi eenzel parlamentaresch Kommissiounen zu Rot ze zéie sinn. Esou kréie se d'Recommandatioun vum Médiateur geschéckt, déi an déi respektiv Kommissiounen kommen, déi hir Kompetenze betrëfft. Aus deenen Äntwerte vun de Kommissiounen ass dann d'Petitionskommissioun gefuerdert, fir Konklusiounen ze zéien, déi elo haut hei vum Médiateur ugeschwat gi sinn.

Op dëser Plaz wëll ech ganz häerzlech dem Camille Gira Merci soen, éischters fir säin detailléierte schrëftlechen a mündleche Rapport - hien huet et gesot, et ass fir d'Drëtt, wou en déi Présidence hei huet -, mä awer och fir seng konstruktiv Aart a Weis, wéi en déi Kommissioun hei féiert. Mir hu partiwwergräifend gutt zesummegeschaft a mir hunn et jo fäerdeg bruecht, zwou gemeinsam Motiounen, déi haut hei der Chamber virleien, zesummen auszeschaffen.

Den Déngscht um Bierger, dat ass dann dem Médiateur seng Haaptaufgab. D'Funktioen vun engem Vermittler tëschent dem Bierger op där enger Säit, an de staatlechen Administratiounen op där anerer, ass fir eist Land jo nach eng relativ nei Erausforderung, well den Ombudsmann - am Volleksmond gär de Knoutermann genannt - besteet jo eréischt säit 2003. Mä de Médiateur ass am Laf vun deene leschte Joren zu engem grouse Bestanddeel vun eiser Lëtzebuurger Institutionslandschaft ginn.

An haut, siwe Joer nodeems mir dat Amt an d'Liewe geruff hunn, ass de Médiateur net méi aus dem Alldag vun eis allegueren ewechzedenden. Wéi eng Roll de Médiateur mëttlerweil spillt, dat weist jo eleng déi Zuele vu Leit, déi sech all Joer un de Médiateur adresséieren. Am Duerchschnitt ginn 900 Dossiere behandelt, an am Joer 2008-2009 waren et der genee 906. Am Ganzen hunn awer 2.300 Leit sech beim Médiateur gemellt, well se entweder konkret Beschweierungen hatten, oder e Rot gefrot hunn oder Informatiounen wollte kréien.

Datt de Médiateur eng gefrote Persoun ass, weist, datt d'Relatiounen tëschent dem Bierger an de staatleche Verwaltungen dacks méi problematesch sinn, wéi mer dat virun der Aféierung vun der Ombudspersoun geduecht hunn. De Médiateur entsprécht engem reelle Besoin. An d'Angscht, jo d'Skepsis vu Verschiddenen, déi am Ufank geduecht hunn, datt de Médiateur elo nëmme géif d'Verwaltung an hiert Personal regelméisseg an d'Pan klaken, huet sech net bestätegt.

Et huet sech an deene leschte Jore gewisen, datt seng Haaptaufgab jo doranner besteet, och konkret Virschléi ze maachen an d'Relatioun tëschent dem Bierger an deenen eenzelne staatleche Verwaltungen ze verbesseren. De Médiateur ass eng neutral Vermittlungsinstanz, déi versicht, en objektive Bléck op déi Problemfall, déi him virgeluecht ginn, ze kréien, an dann eng Léisung ze fannen, déi déi Partikularinteresse vum eenzelne Bierger an d'Interesse vun der Gesellschaft versicht enner een Hutt ze kréien.

Datt den Här Marc Fischbach dësen héijen Erwaardunge gerecht gëtt, huet hien an de leschte Jore méi wéi däitlech gewisen. Hie beweist, zesumme mat senger Equipe, e staarkt Engagement, eng grouss juristesche a sozial Kompetenz a besonnesch vill Fangerspëtzegefill. Duerfir wëll ech him op dëser Plaz a mengem Numm an awer och am Numm vun der CSV-Fraktioun en déiwen, éierleche Respekt a Merci auschwätzen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, et ass schued, et kann een net iwwer all Recommendatiounen sech äusseren, well dat géif eis allegueren vill ze vill Zäit an Usproch huelen. Mä ech mengen, déi eenzel parlamentaresch Kommissiounen hu scho ganz gutt Viraarbecht gelescht, an dat fënnt ee jo mëttlerweil och alles am Rapport erëm.

Ech géif mech gären op e puer spezifesch Recommendatiounen beschränken. Dat eent, dat ass den Aarbechtsmaart; nach ganz kuerz d'Nout- an d'Sozialwunnengen, well doriwwer huet de Camille Gira sech och schon am Detail ausgeloo; d'Kannergeldskeess; déi verschidde legislativ Aspekter, déi eis Kanner betreffen; d'Iwwerverschuldung, an iwwert déi alldeeglech Problemer, déi mer an de Gemengen hunn.

Als éischt géif ech gäre kuerz op deen Dossier agoen, dee sech an deene leschten zwee Joer dramatesch entwéckelt huet, an zwar dee vum Chômage. Déi neitsten Zuele weisen jo, datt de Chômagetaux lues awer sécher no enne geet, wat jo sécher ze begrëissen ass. Mä wann een allerdéngs e Bléck op d'Statistike geheit, da stellt ee ganz séier fest, datt déi momentan Chômagetaux vu 5,7% nach ëmmer 13.400 Aarbechtslosen entsprechen, wat 1.000 Aarbechtsloser méi wéi am Verglach zum leschte Joer sinn, a 4.000 méi wéi am Verglach zum Joer 2008.

Esou vill Leit, déi keng Schaff hunn, huet eist Land nach ni virdrun an der Geschicht kann. Dës tragesch Situatioun an de Grëff ze kréien, ass duerfir eng vun de gréissten Erausforderungen, déi mer meeschtere mussen, och wann et méi einfach gesot wéi gemaach ass. D'Politik ass an der Verantwortung, mä net nëmme. Wann d'Politik den néidege Kader schafe muss, fir datt d'Betriber net zoumaache respektiv nei Aarbechtsplaze schafen, esou d'Patronen sech awer och hirer sozialer Verantwortung net entzéien.

An dësem Beräich kann a muss d'Politik wierken. Niewent der Ausbildung an der Weiterbildung vun de Chômeuren, si virun allem d'Betreiung an d'Vermittlung vun den Aarbechtslosen d'Schlüssel-elementer am Kampf géint de Chômage. Duerfir ass et wichteg, datt eist Land iwwer en Aarbechtsmaart verfügt, deen och senger reellen Aufgabe wierklech gerecht gëtt.

De Médiateur huet a sengem leschte Rapport besonnesch de Fonctionnement vun der ADEM genee ënnert d'Lupp geholl an eng ganz Rei Virschléi gemaach, fir d'Aarbecht vun dëser Verwaltung méi effikass a méi am Sënn vun enger besserer perséinlecher Betreiung an Aktivéierung vun Aarbechtslosen ze gestalten. Am Ombudsmann sengem Rapport vun dësem Joer ass dann ze liesen, datt de Médiateur zefridden ass, datt seng Virschléi vum viregten Aarbechtsminister, dem François Biltgen, deen iwwerengs d'ADEM och engem Audit ënnerzéie gelooss huet, gedeelt ginn, an eng déif gräifend Reform vun der Administratioun, scho virun de Wahlen, geplangt ginn ass.

Net méi spéit wéi gëschter huet den aktuellen zoustännegen Aarbechtsminister,

den Nicolas Schmit, annoncéiert, datt an dësem Sënn der Chamber am Hierscht en neie Gesetzestext virgeluecht wäert ginn, deen d'ADEM dann an en effikass, op de Client zentréierten Déngscht-leeschtungs-service ëmstrukturéiere soll. Sou eng Reform ass ouni Zweifel e Schratt an déi richteg Richtung. Besonnesch ze begrëissen ass, datt am Sënn vun enger méi grousser Regionaliséierung vun der ADEM och e weideren dezentrale Büro an den Oste komme soll, esou wéi de Minister et gëschter annoncéiert huet.

Et muss sécher gestallt ginn, datt deejéinegen, dee seng Plaz verléiert, vun Ufank u besser encadréiert gëtt a sech net esou laang selwer iwwerlooss bleift. All Mënsch, dee vum Chômage betraff ass, huet et verdéngt, datt sech schnell an direkt em e gekëmmert gëtt, an datt en d'Vertrauen an d'ADEM behält. Et muss verhënnert ginn, an duerfir ass d'Politik gefuerdert, alles ze maachen, wat an hirer Muecht steet, fir derfir ze suergen, datt déi Noutsituatiounen, an deene sech Mënsche befannen, déi vun engem Dag zum anere keng Aarbecht méi hunn, net nach weider u Selbstwärtgefill verléieren.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, an enger Noutsituatioun befanne sech awer net nëmme deejéinegen, déi hir Aarbechtsplaz verluer hunn, mä och déi, déi duerch iergendeen Ëmstand keen Daach méi iwwert dem Kapp hunn. Dës féiert mech zur Recommendatioun 37 vum Médiateur, dee sech mat der Schafung, an de Gemengen, vu sougenannten Noutwunnengen auserneegesat huet.

De Camille Gira ass elo grad am Detail schon dorop agaangen, an duerfir wäert ech mech nëmme nach ganz kuerz doriwwer ennerhalen, well et steet wierklech engem Land wéi Lëtzebuerg schlecht zu Gesiicht, wa mer méi wéi e puer honnert Leit - wéi de Médiateur a sengem Rapport geschriwwen huet - héi am Land hunn, déi nuets keen Daach iwwert dem Kapp hunn. Ech mengen, et ass wichteg, datt mer no flexibele Léisunge sichen an datt mer regional Méiglechkeete musse schafen. E kuerzfristegen Ennerdaach engem unzebidden an engem Hotel, dat bréngt mer allegueren an de Gemenge fäerdeg. Mä dat geet awer net duer!

Ech erhoffe mer, datt mat deem neien Aide-sociale-Gesetz, dat ab dem Januar 2011 a Kraaft trëtt, d'Flicht vum Office social jo och ass, deene Mënschen intensiivst ze hëllefen, fir datt se erëm zu enger Wunneng kommen. Well eng Wunneng ze hunn, dat ass e fundamentaalt Mënscherecht.

Effortë mussen allerdéngs awer net nëmme bei den Noutwunnengen, mä awer och um Niveau vun de Sozialwunnengen gemaach ginn. Och hei hu sech Leit beim Ombudsmann beklot, well si no längerer Zäit keng Äntwert op hir Demande fir eng Sozialwunneng kritt hunn. Dat ass eng bedauerlech Situatioun.

Fir d'Éischt muss awer gekuckt ginn, wat fir eng Kritären iwwerhaupt erfëllt musse ginn, fir esou séier wéi méiglech an de Genoss vun enger Sozialwunneng ze kommen. De Médiateur huet an deem Kader festgestallt, datt no deene Kritären, déi am groussherzogleche Reglement vum 16. November 1998 definéiert sinn, zum Beispill deejéinegen prioritär behandelt musse ginn, déi aus deene verschiddenste Grënn, wéi zum Beispill enger Expropriation oder enger net méi bewunnbarer Wunneng, net méi an hirer Wunneng bleiwe kënnen.

Doriwwer eraus huet de Médiateur awer och festgestallt, datt de Fonds du Logement der Meenung ass, datt een déi genannte Kritären net statesch, mä méi flexibel applizéiere misst. De Wunnungsbauminister huet de Médiateur doriwwer informéiert an en neit groussherzoglecht Reglement ugekënnegt, dat déi nei Kritären, déi manner rigide wieren, géif festleeën. Sou solle weder eng vollstänneg Lëscht mat Kritären nach Prioritéite ranglech an d'Reglement stoe kommen. An de Fonds du Logement soll dann d'Kritäre vu Fall zu Fall applizéieren.

De Médiateur huet op dës Annonce hin dem Minister seng Bedenke matgedeelt. A sengen Ae géif dës Léisung géint de Prinzip verstoussen, no deem all Bierger gläich ze behandle wier. Hie plädéiert fir méi

transparent an objektiv Kritären. Ech deelen d'Suerg vum Médiateur, well Regele solle kloer a verständlech sinn.

(Interruption)

Elo kann een awer op där enger Säit duerchaus novollzéien, datt eng Verwaltung esou Regeln hannerfreet a vun Zäit zu Zäit och versicht, se ze reforméieren. Mä op där anerer Säit ass awer och dem Médiateur seng Suerg, datt déi Regele kloer a fir jiddwereen novollzéierbar sinn, genausou verständlech. Duerfir bleift ze hoffen, datt eng Léisung am Sënn vun alle Betreffene fonnt gëtt.

E Wuert zu de Wunnengsbauhëllefen. Och hei hu sech e sëllege Leit beim Médiateur beschwéiert, an dat virun allem wéinst der Gréisst, déi eng Wunneng muss an därer hunn, fir kënnen Hëllef ze kréien, respektiv wéinst Hëllef, déi zu Onrecht bezuelt gi sinn. An dëse Fall ass och e neit groussherzoglecht Reglement ennerwee, dat - wéi den Ombudsmann dat scho virgeschloen huet - déi verschidden Hëllef, déi ee vum Stat kréie kann, an een Text zesummebrengt a bestëmmten Notiounen, wéi de Ménage oder de Bénéficiaire, méi kloer definéiert. An dësem neien Text muss also fir méi Kloerheet gesuergt ginn.

Här President, wann ee gären hätt, datt eis Verwaltungen méi effikass solle schaffen, da muss och am Dossier vun der Kannergeldskeess eppes geschéien. Och doriwwer huet de Rapporteur scho geschwat. Schon am Rapport vum leschte Joer ass déi Verwaltung ganz staark vum Ombudsmann kritiséiert ginn, well se ze mann Personal huet an doduerch hiren Aufgaben am Déngscht vum Bierger net gerecht gëtt. Et ass nach bal ëmmer onméiglech, fir een an der Kannergeldskeess op den Telefon ze kréien oder eng Äntwert op eng Fro ze kréien. Ausserdeem hunn nach ëmmer vill Leit Schwierigkeiten, Erklärungen ze kréien, wa se Saachen net verstinn.

De Médiateur bedauert duerfir a sengem aktuelle Rapport, datt déi Virschléi vum viregte Joer ignoréiert gi sinn. Mir wëssen, datt 25 nei Plazen iwwert den Numerus clausus accordéiert gi sinn, datt bis elo véier nei Poste konnte geschaf ginn. Mir sinn eis awer och bewosst, datt, wann eng Administratioun 25 nei Plaze matenee géif festleeën, dat onméiglech wier ze gëreieren, well déi Leit, déi mussen ageschafft ginn, déi brauche Formatioun. Mä et kann ee sech awer an dësem Sënn och froen, ob et net richtig a wichteg wier, eng grondleeënd Reform vun de Kannergeldzoulagen ze maachen.

Mat där Positioun huet de Médiateur Recht, wann e seet, datt op laang Siicht de Service vun der Kannergeldskeess effektiv nëmme mat méi Personal ka verbessert ginn. An der Familljekommissioun ass sech och doriwwer Gedanke gemaach ginn. A si hu gemengt, d'Kannergeldskeess misst ëmstrukturéiert ginn oder et misst een Ennerservicer schafen, fir méi einfach kënnen ze schaffen. D'Fraktioun denkt och, datt mat der Adoptioun vum Gesetz iwwert d'Aide financière pour les étudiants supérieurs een Deel vum Problem sech selwer wäert léisen, vu datt d'Hëllef dann zum groussen Deel iwwer en anere Service ausbezuelte ginn, nämlech iwwert dee vum Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement Supérieur.

Ech bliwen nach bei der Kannergeldskeess, quitte datt d'Problematik, déi ech uschneiden, méi generell ass. An der Kannergeldskeess gëtt et ennerschiddlech Prozeduren, jee nodeem, ob d'Eltere vum Kand bestuet sinn oder net. Am 21. Jorhonnert, jo, am Joer 2010 maache mir nach ëmmer en Ennerscheid tëschent engem Enfant légitime an engem Enfant naturel. Bis haut ass et esou, datt d'Elteren, déi net bestuet sinn, mä déi zu Lëtzebuerg liewen a schaffen an deenen hir Kanner net doheim, mä am Ausland opwuessen, der Kannergeldskeess fir d'Éischt beweiwe mussen, datt si fir déi Kanner opkommen, ier si e Recht op Kannergeld kréien. Elteren, déi bestuet sinn an déi an d'ärselwechter Situatioun sinn, mussen dee Bewäis net bréngen. Do gëllt d'Présomptioun, datt se, well se bestuet sinn, fir hir



Kanner opkommen, egal ob d'Kanner am Ausland oder heiheim sinn.

Fir datt och wierklech all Kand gläich behandelt gëtt, schléit de Médiateur an deem Fall vir, den Ennerscheed tëschent dem Enfant légitime an dem Enfant naturel ofzeschaffen. E Virschlag, deen ech ka mat zwou Hänn ennerschreiwten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Ech wëll och nach drun erënneren, dat ufanks 2006 den Här Laurent Mosar, deen haut Chamberspräsident ass, mat mir eng Proposition de loi déposiert huet, déi och iwwert des Thematik schwätzt. Duerfir wiere mir frou, wann des Proposition de loi, déi och d'Fro vun der Autorité parentale conjointe uschneit, géif am Kader vun deem neie Gesetzestext matdiskutiert ginn a geschwënn hei an der Chamber zum Vote gestallt kéint ginn.

De Médiateur huet sech och a senger Recommendation N°23 fir d'Recht vum Kand ausgeschwat, d'Identitéit vu senger biologeschen Eltere kënnen gewuer ze ginn. Fir mech ass dat e fundamentaalt Recht.

An nach kuerz ee Punkt, deen eis Kanner betrëfft, op deen de Médiateur a sengem Rapport agaangen ass, an zwar dee vum Congé parental. Hei weist de Médiateur drop hin, datt eng Partie Leit fannen, datt d'Gesetz iwwert de Congé parental méi dem Patron wéi den Elteren entgéintkënt. Wat déi Betraffe meeschtens stéiert, dat ass, datt fir den zweete Congé parental d'Eltere mindestens sechs Méint virum Ufank vum Congé parental dem Patron respektiv der Kannergeldskeess matdeele mussen, ob een dee Congé huele wellt oder net. Maache se dat net, riskéiere se, keng Entschiedegung während dem Congé parental ze kréien. De Médiateur schléit duerfir der Regierung vir, déi entspreichend Gesetzgebung méi un d'Interesse vun den Elteren unzepassen.

Et gëtt drun erënnert, datt de Code du Travail ennerschiddlech Délaie virgesäit fir den éischte Congé parental, deen direkt no der Gebuert vum Kand soll geholl ginn, an den zweete Congé, deen zu engem spéideren Zäitpunkt kann an Usproch geholl ginn. Fir den éischte Congé muss d'Demande mindestens zwee Méint virum Ufank vum Congé de maternité formuliert ginn. Den Ennerscheed tëschent dem éischten an dem zweete Congé erkläert sech doduerch, datt de Patron am Prinzip scho méi laang Bescheed weess, datt seng schwanger Mataarbechterin de Congé hëlt. Dat ass eng Fro, déi inoffiziell scho längst gekläert ass, esou datt de Patron dann och genuch Zäit huet, fir sech ze organisieren. Vu datt awer den zweete Congé net vun engem bestëmmten Evenement ofhänkt an zu all Moment an Usproch ka geholl ginn, ass do den Délaie méi laang.

Ech ka verstoen, datt fir d'Elteren desén Délaie ze laang ass an datt dat hinnen et net erlaabt, kuerzfristeg déi zwee Congéen unzufroen. Et muss een och ze bedenke ginn, datt déi kleng Betriber mat kuerzen Délaie Problemer kréien, fir hire Betriber ze organisieren. Ech denken, datt jee no Betriber, jee no Aarbechtsplaz, fir déi een en Ersatz fanne muss, jo, jee no Secteur laang Délaie virleien. Ech denken awer och, datt et Betriber, Secteuren oder Aarbechtsplaze gett, wou mer sécher Méiglechkeeten hätten, méi schnell ze reagieren. Et ass ze wënschen, datt deen aktuellen uniformen Délaie duerch méi e flexibelen Délaie kann ersat ginn.

Et wier gutt, wann hei eng fir all Parteien zefridde stellend Léisung fonnt kéint ginn, well de Congé parental ass eng wäertvoll Plus-value fir d'Famill. Duerch de Congé parental kréien d'Elteren d'Méiglechkeet, sech méi intensiv ëm hir Kanner ze këmmen, méi Zäit mat hinnen ze verbréngen, an och doduerch kënnen méi Elterekompetenzen entwéckelt ginn. A mengen Aen ass de Congé parental net nëmmen eng Beräicherung fir d'Famill, mä fir eis ganz Gesellschaft. E mécht et méiglech, fir Famill a Beruff besser enner een Hutt ze kréien, besser ze harmonisieren. Et wei-

sen och Etüden am Ausland: Zefridden Eltere sinn och méi déinlech fir de Patron, also eng Plus-value och fir de Patron.

Här President, e weideren Dossier, an dee sech de Médiateur schonn am Joer 2007 geknéit huet, dat ass deen iwwert d'Ofrieden an d'Saisie vum Aarbechtsloun respektiv der Pensioun wéinst Scholden, déi eng Persoun nach ze bezuelen huet. Aus dem Médiateur senger Recommendation N°25 geet kloer ervir, datt et duerch déi aktuell Gesetzgebung zu Fäll komm ass, an deenen eng Persoun wéinst hirer Saisie oder der Cessiou vun hirem Akommes an esou eng enk Situatioun geroden ass, datt hir elementar Iwwerliewensbedingungen net méi garantéiert waren. Duerfir muss am Sënn vu méi sozial Gerechtegkeet déi bestehend Gesetzgebung am Fong reforméiert ginn, quitte datt et sech do ëm en delikaten, juristeschen komplexen Dossier handelt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn elo just kuerz anhand vun e puer Punkte versicht ze weisen, wéi wichteg dem Médiateur seng Analysen a Virschléi sinn, fir datt mer alleguerten zesammen d'Liewe vun eise Matbiergerinnen a Matbierger am Émgank mat de Verwaltungen an de Gesetzer méi einfach maache kënnen. Ier ech awer zum Schluss vu menger Interventioun kommen, wëll ech nach vun enger Instanz schwätzen, déi mir als Gemengeresponsabel am aldeegleche Liewen erliewen, an dat sinn eis Gemengen. Doriwuer huet jo och eise Rapporteur sech scho ganz laang ennerhalen, an ech mengen, dat war eng vun deene beweegtesten Diskussiounen, déi mer an eiser Chamberskommissioun hatten.

► **Une voix.** - Dat kann ee soen!

(**Interruptions**)

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Et wier jo awer net richtig, wann ech dat net géif soen. Mir sinn eis alleguerte bewosst, datt d'Aufgaben an enger Gemeng am 21. Jorhonnert vill méi grouss a vill méi komplex gi sinn, wéi dat nach Jore virdu war. Et gëtt deemno vill Problemer, déi an de Gemengen onbedéngt muss geléist ginn, wa mer gären e besseren Déngschtleeschtungs-service fir eis Biergerinnen a Bierger offrëieren.

Mir haten eis och net nëmmen um Rapport vum Médiateur inspiréiert, mä mir haten, wéi gesot, de Syvicol an och den Innenminister an eis Kommissioun invitéiert. Énnert dem Stréch ass d'Konklusioun gezu ginn, datt déi administrativ Prozeduren einfach ze vill schwéierfällg sinn a vill Dossieren einfach ze laang um Instanzewee sinn. Fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg misst dat jo grad vu Virdeel sinn, datt déi administrativ Weeër kuerz an effikass wieren. Dat ass eist gemeinsam Uleies an duerfir mussen eng Rei vu Gesetzer a Strukture verbessert ginn.

Sou gi vill Problemer mat bestëmmte kommunale Prozeduren a besonnesch mat deenejéinegen, déi d'Baue betreffen, ëmmer méi vun de Bierger a Fro gestallt. Do wier en éischer Plaz emol d'Applikatioun an d'Interpretatioun vun eisem Baute-reglement oder vun eise Baute-reglementer. Och de Rapporteur huet dat gesot. A verschiddene Gemenge ginn d'Baugenehmungen einfach ze spéit eraus oder si entsprechen net dem Baute-reglement. An dann ass keng anstänneg Prozedur handendrun, wann eng Baugenehmung erdeelt ginn ass, déi net dem Baute-reglement entsprécht. Oder - jo -, datt d'Gemenge keng Autorisatioun fir Projete wëlle ginn, wou d'Bierger, wa se sech bei den Ombudsmann beschwëiere ginn, awer der Meenung sinn, si géifen dem Baute-reglement entsprechen.

Mä derniewent gett et jo awer och eng ganz Rëtsch Fäll, an deenen et ëm d'PAPen an d'PAPe geet. Sou komme Reklamatiounen un d'Adress vum Médiateur, well d'Leit net informéiert gi sinn, datt hir Terrainen am Kader vun enger Revisioun vum PAG aneschtters klasséiert gi sinn. Anerer si gezwonge ginn, fir e PAP auszeschaffen, obwuel et hirer Meenung no méiglech gewiescht wier, nëmmen e Morcellement ze maachen oder eng eenzel Baugenehmung ze ginn.

De Médiateur ass och der Meenung, datt d'Gesetz vum 19. Juni 2004 iwwert den

Aménagement communal onbedéngt muss iwwerschaft ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Ech hat d'Geleeënheet, des Woch an der Intérieurskommissioun ze sinn an hu gesinn, datt de President mat senger Leit ganz äifreg mam Minister a senger Mataarbechter un där Reform schafft.

(**Interruption**)

Mir hoffen a wënschen, datt wierklech - wa mer wëllen eng Vereinfachung an eise Gemenge kréien - de Gesetzesprojet 6023 fir méi Rechtssécherheet suert, an datt mer manner Komplikatoune hu wéi dat, wat mer ewell säit 2004 hunn, wou mer mat deem Gesetz konfrontéiert sinn.

En anere wichtegen Aspekt vun enger Modernisierung vun eiser Gemengen-administratioun ass ouni Zweifel d'Reform vun der Relatioun tëschent de Gemengen an dem Innenminister, hirem Ministère de tutelle. Bei dieser Reform ass et wichteg, datt op e gesonden Équiliber opgepasst gëtt, esou datt déi kommunal Autonomie spille kann a gläichzäiteg den Innenminister senger Aufgab gerecht ka ginn, déi haaptsächlech doranner besteet, fir ze kontrolléieren, ob dat, wat vun de Gemengen decidéiert ginn ass, och konform zu de Gesetzer ass.

Do kann ee selbstverständlech sech froen, ob net vill Autorisatiounen oder Délibératiounen, déi mer am Gemengerot geholl hunn, ob déi nach alleguerten op den Instanzewee mussen goen, oder ob mer méi Autonomie kréien, wann et zum Beispill ëm Subsiden oder Reglementer geet. Ech mengen, alles dat si Saachen, déi mussen an zukünftege Kommissiounssitzungen diskutéiert ginn.

Dann hu mer eis selbstverständlech ganz laang iwwert d'Reform vum Distriktskommissariat ausgeschwat an iwwert d'Roll vum Distriktskommissär selwer. Den Här Gira huet dat elo grad hei alles am Detail virgestallt, duerfir brauch ech dat och elo net méi ze maachen. Ech, mengersäit, ka jiddefalls soen, datt ech vun deene puer Distriktskommissären, wou ech a menger Gemeng ze doen hat, ëmmer op eng juristeschen gutt Aart a Weis Informatiounen kritt hunn, an datt ech hinnen och op dieser Plaz duerfir nach eng Kéier wëll Merci soen.

Mä mir brauchen an Zukunft manner Bürokratie a méi séier a méi kuerz Weeër, fir kënnen eiser Aufgab gerecht ze ginn. Well d'Gemenge sinn d'Visitäkaarte vun... Jo, si sinn d'Spigelbild vun eiser Gesellschaft, an ech mengen, wa mer et fäerdeg bréngen, datt mer méi kuerz Weeër kréien, datt ass och en décisiv Kompetitivitéitsfacteur, an och dat ass wichteg fir d'Weiterentwécklung vun eisem Land. Also ofschléissend, mir brauchen e reforméierten a moderniséierte Statsapparat, an doranner mussen mer investéieren.

Iwwert d'Professionalitéit vum Buergermeeschter, ech mengen...

► **M. Jean-Pierre Klein (LSAP).** - ...war et méi einfach, déi hu méi Sue wéi déi aner. Déi kënnen méi...

► **Mme Marie-Josée Frank (CSV).** - Oh, Här Klein, Dir a Betzder! Kommt bei eis an d'Gemeng, dann tausche mer. Da ginn ech awer nach eens.

(**Hilarité et interruptions**)

Da maache mer eng grouss Fusioun.

Spaass bäisäit!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stellen also zesumme fest, datt dem Médiateur seng Aarbecht mëttlerweil an deene verschiddenste politesche Beräicher eng ganz Rei Steng un d'Rulle bruecht huet. Et ass scho viles vun deem, wat de Médiateur proposéiert huet, emgesat ginn, mä mir wëssen et, et bleift nach ganz, ganz viles ze maachen. An Zukunft solle mer méi Zäit an eis Bierger kënnen investéieren a manner an de Pabeierkrom; de Mënsch an de Mëttelpunkt vun eisen Aarbechte stellen an net d'Bürokratie! Ech mengen, datt dat eis Pflicht ass.

Ech wëll zum Schluss nach zwou Iddië belichten, déi zur Modernisierung vun eise Verwaltungen bäidroen kéinten. Déi éischt ass d'Iddi, déi och schonn ugeschwat ginn

ass, vun der Online-Petitioun. Ech denken, datt dat sécherlech en innovativ System kéint ginn. Et ware jo Membere vun der Petitiounskommissioun op Berlin, a mir wäerte sécher an nächster Zäit am Detail an der Kommissioun doriwuer diskutéieren.

An déi zweet Iddi, déi kënnt aus deem Land, do wou den Ombudsmann... deem mer d'Institutioun vum Ombudsmann ze verdanken hunn, an zwar Schweden. Schweden huet säit dem 1. Juli 2009 e sougenanntent Sproochegesetz, wat d'Verwaltungen derzou verflücht, am Émgank mat de Bierger déi schwedesch Sprooch esou einfach a verständlech wéi méiglech ze notzen. Och an dese Fäll kéint ee sech u Schweden inspiréieren a versichen hei zu Lëtzebuerg op dee Wee ze goen, andeems een d'Sproochegesetz vun 1984 deementspreichend amendéiere géif. Well vill vun de Problemer, déi d'Leit mat de Verwaltungen hunn, dacks doduerch verursacht ginn, datt Dokumenter onverständlech sinn, net verstane ginn an doduerch zu falschen Interpretatiounen féieren.

Voilà, Här President, ech kommen zum Schluss. Ech wëll nach eng Kéier explizit eisem Médiateur mäi grouss Merci ausschwatze fir alles dat, wat hien am Laf vun deene leschte Jore fir eist Land, fir eis Biergerinnen a Bierger gemaach huet, an ech géif e bidden, an deemselwechte Geescht an an deemselwechten Élan weiderzeschaffen.

Merci villmools!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Frank. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass Traditioun, datt e Member vun der Opposition President ass vun der Petitiounskommissioun, an duerfir ass et och de Member vun der Opposition, deen de Rapport vum Bericht vum Médiateur mécht. An ech muss soen, de Camille Gira huet net nëmmen e pertinente Rapport opgestallt, mä hien huet och d'Aarbechten am Virfeld ganz exzellent organiséiert a moderéiert. Mir hunn eng Rei Leit gesinn aus de Verwaltungen, aus de Gemengen, fir eis e Bild ze maachen, an och Stellungen zu de Problemer an deenen eenzelne Verwaltungen duerchzeschwätzen. An duerfir wëll ech hei dem Président-rapporteur och wierklech félicitéiere fir seng exzellent Aarbecht, déi e gemaach huet.

Här President, mëttlerweil ass den Ombudsmann eng regelrecht Institutioun ginn hei zu Lëtzebuerg, an de Médiateur huet och eng gewëssen Notoriétéit an Autoritéit bei de Verwaltungen hei am Land erhalen. An dat ass och ganz gutt esou. Et ware jo am Ufank eng Rei Bedenken, datt eventuell duerch eng partipolitesch Besetzung dat Ganzt hätt kënnen eng Alibifunktioun ginn. Déi Bedenken hu sech glécklecherweis net bestätegt, an et muss ee wierklech ennersträchen, datt den Ombudsmann hei wierklech eng ganz neutral a wäertvoll Hëllef ginn ass fir déi eenzel Bierger, déi op déi eng oder aner Aart a Weis Schwierigkeete mat de Verwaltungen hunn.

Déi Institutioun huet och eng gewësse Vitesse de croisière kritt - et ass och haut schonn e puermol gesot ginn -, an d'Verwaltungen an d'Ministèren huelen och déi Remarquen a Recommendationen vum Ombudsmann ganz eescht a versichen, en général, och ganz schnell Remedur ze schafen, wa Problemer optauchen oder wann de Médiateur intervenéiert.

Och schéngt et mer sënnavoll, datt de Rapport vum Médiateur an der Petitiounskommissioun traitéiert gëtt, déi, wéi gesot, vun der Opposition presidéiert gëtt. Eng Kommissioun, déi jo méi generell do ass fir de Bierger a méi direkt ass am Kontakt mam Bierger, well jo och iwwert d'Petitioun soll déi Kommissioun en oppent Ouer hu fir d'Leit hei am Land, an dann och kënnen Problemer, déi d'Leit hei am Land kënnen kréie mam Statsapparat, déi Petitiounskommissioun also de Bierger dobäi kann eventuell weiderhëlfen.



Et ass also an engem gewëssene Sënn eng Kommissioun fir de Bierger, wou hie sech direkt un d'Vertrieder, d'Parlamentarier ka wenden. An net ganz onberechtigt seet de Marc Fischbach, oder stellt de Marc Fischbach jo och dës Kommissioun als eng vun deene wichtegsten an der Chamber duer, besonnesch wann een dat ënnert dem demokrateschen Aspekt kuckt.

Ech hu gesot, datt d'Institutioon Ombudsmann eng Vitesse de croisière erreicht huet, wat awer net wëllt heeschen, datt doduerjer manner Aarbecht ugefall ass, an d'Problemer vum Bierger mat de Verwaltungen hunn dowéinst net ofgeholl. Dat huet och vläicht domadder ze dinn, datt elo d'Bierger och méi Vertrauen an de Médiateur hunn, datt se wëssen, datt et esou eppes gëtt, datt se do gehollef kréien an datt se sech also doduerjer och vläicht méi einfach a méi schnell, ouni Bedenken, un den Ombudsmann wenden.

Bon, reng vun der Statistik hier gesinn, geet aus dem Rapport och ervir, datt 906 Dossieren traitéiert gi sinn dat Joer - am Rapport virdru waren et der 925 - an datt och, wéi an deem Rapport virdrun, ronn zwee Drëttel vun den Dossiere konnten ofgeschloss ginn. Dat schéngt sech also d'Wo ze halen, hei si keng signifikant Ännerungen ze vermieren. Et ass also eng gewësse Konstanz, déi ee ka feststellen.

E wichtegen Aspekt vun der Aarbecht vum Ombudsmann ass dee vun de Recommandatiounen, déi hien all Kéiers mécht, well déi ergi sech jo fir gewéinlech aus engem Problem, deen entweder eng ganz Rei Bierger hu mat Verwaltungen, oder awer och aus Problemer, wou vläicht nëmmen een oder zwee Bierger konfrontéiert waren, mä déi awer ganz spezifesch Eenzelfäll sinn, déi awer vläicht e ganz wichtegen, fundamentale Problem uschwätzen, deen eng méi generell Äntwert muss kréien.

Et gëtt dann och d'Bilanz gemaach vun de Recommandatiounen, déi de Médiateur a sengem viregte Rapport gemaach huet, wéi se befollegt gi sinn oder och net. An hei muss ee leider feststellen, datt verschiddener nach ëmmer net zur Satisfaktioun geléist gi sinn. Dat kann domadder zesammenhängen, datt eventuell d'Gesetzesprojeten, déi opgeworfe Problemer solle léisen, nach net duerch d'Mille sinn. Mir müssen eis also do selwer dann e bëssche mam Ouer huelen. Dat kann awer och aner Ursaachen hunn, déi zum Deel och mam politesche Wëllen zesammenhängen.

Eng erausgepickt ass zum Beispill déi, déi sech op de Fonctionnement vun der Caisse nationale des prestations familiales bezitt - ech sinn net deen Éischten, deen dat elo hei haut de Mëtteg erwähnt oder erwähnt huet -, a wou de Médiateur jo recommandéiert hat, a sengem virleschte Rapport, fir hei d'Personal opzestocken. D'Regierung, déi al op alle Fall, wat jo awer och nach zum gréissten Deel déi nei ass, hat och emol 25 Posten am Numerus clausus ageschriwwen fir 2009. Et sinn awer leedeglech véier Leit agestallt ginn!

An eng Rei Problemer bestinn awer weider bei der CNPF, well och a sengem leschte Rapport de Médiateur op eng Rei Fäll hiweist, a wou ënner anerem den Tenor deen ass, datt d'Dossieren ze laang brauchen, bis datt se kënnen zur Zefriddenheet vun de Bierger ofgeschloss ginn. Och wann een da wëllt versichen et aneschtens innerhalb vun der Verwaltung ze organisieren, muss een awer wëssen, datt een dofir och Personal brauch.

Eng aner Recommandatioun, déi ech wëll eraussträchen, ass déi eng, déi och schonn 2005 gemaach ginn ass, déi nach ëmmer kee befriedigende Suivi krut, an dat betrëfft déi vun der Interpellatioun vu Jugendlechen am Kader vun enger Procédure d'expulsion. Hei geet et drëms, datt d'Police keng disproportionéiert Mesurë soll an deem Kontext uwenden. Leider ass déi Recommandatioun vum Ombudsmann nach net suivéiert ginn.

Insgesamt, wann ech richteg gezielt hunn, sinn et eng Dose Recommandatiounen, déi een am Rapport zréckfénn, déi nach keen appropriéierte Suivi kruten. Wat also ze bedauern ass, a wou mer müssen och als Chamber dann um Ball bleiwen a kucken, datt déi Dossiere virgedriwwen ginn,

besonnesch do, wou mir och kënnen als Chamber eventuell intervenéieren oder och eisen Deel dozou mussen bäidroen.

An engem Fall, dee betreffend de Fligeraccident 2002, huet souguer duerfir elo och eng Partie civile de Wee bis op d'Europäesch Geriicht zu Stroosbuerg ugetrueden, well also, wéi gesot, hei keng zefridde stellend Solutiounen oder kee Suivi gemaach ginn ass, obwuel och hei de Médiateur Propositionen gemaach hat.

En anereren Dossier ass dee vun der ADEM, dee jo och scho jorelaang schleeft. Mir hu jo och als Demokratesch Partei scho säit Joren drop higewisen, datt d'ADEM misst reforméiert ginn. De Médiateur hat dat och méi wéi eng Kéier monéiert, an et schéngt jo dann elo lues a lues e bëssche Rull an deen Dossier ze kommen.

Här President, ech wëll kuerz e puer Dossiere kommentéieren, mat deene sech den Ombudsmann d'lescht Joer méi spezifesch beschäftegt huet. Meng Virriedner hunn dat och scho gemach, mä et ass jo och interessant, well ee jo awer hei aus deem engen oder anere Bléckwénkel vläicht deen een oder anereren Dossier méi interessant fénn, als Fallbeispill, respektiv och vläicht domadder kann zum Ausdruck bréngen, datt déi Dossieren awer där enger oder anerer Fraktioun méi um Häerz leien.

Ech wëll elo e Beispill opgräifen, well et och besonnesch an d'Aktualitéit passt. Et sinn d'lescht Joer, oder am leschte Rapport geet Rieds vun enger Rei Reklamatiounen vu Studenten, déi net mat hire Finanzhëllefen d'accord waren. Verschidde Fäll konnte gekläert ginn. Mä virun allem wëll ech hei d'Argumentatioun an d'Explikatioun vum zoustännegen Héichschoulminister, vum Här Biltgen, eng Kéier réitéieren. Dee seet, an ech réitéieren dat, am Rapport, Säite zwielf do: „La gestion du système des primes est basée sur l'application stricte du dispositif législatif en vigueur et qu'il n'existe pas de possibilité de dérogation.“

Dat ass jo interessant, well mir sinn amgang, elo e Projet de loi ze diskutéieren, wou mer och eng Rei Fäll net kënnen kloer cibléieren. Dir wësst, datt do virun allem eis Suerg ass, datt sozial Mannerbemëttelter net solle mat deem neie Subsidiengesetz manner kréie wéi virdrun. An duerfir hate mir och gefrot, fir datt kloer gesetzlech Dispositiounen sollen erageschriwwen ginn, fir datt herno och déi Fäll kloer sinn: wat fir eng Fäll et sinn a wéi een déi géif traitéieren. De Minister Biltgen, deen huet awer an der Kommissioun gesot: Mir fannen do schonn eng Solutioun, och wann näischt am Gesetz steet.

Schéin a gutt, mä bei Reklamatiounen dat Joer virdrun huet e gesot: Mir kënnen nëmmen do eppes maachen, wou genau am Gesetz steet, wéi et gemaach soll ginn. Duerfir wier et also gutt, datt een och nach eng Kéier an där Optik a mat där Recommandatioun, respektiv wa mer dee Fall betruachten, eis géifen d'Méi maachen, an dem Kontext vun deem Gesetz méi prezis ze ginn, wat déi sougenannte sozial Härtefall sinn.

Wa mer bei der Schoul sinn, wëll ech och nach eng Kéier rappéléieren, datt d'Demokratesch Partei fir e Médiateur an de Schoulen hei zu Lëtzebuerg antrëtt. Do kéint bei Schwieregkeeten tëschent Schüler a Schoul, Elteren an Direktioun an Enseignant an esou weider - do gëtt et jo eng ganz Rei Kombinatiounen - dee Médiateur direkt sur place vermëtteln. Et ass jo esou, do gëtt et ganz schoulspezifesch Uleissen, déi kéinten dann do, duerch esou eng Funktioun, schnell, oder méi onbürokratesch, méi direkt geléist ginn, an dat géif och den Ombudsmann entlaaschten. Also weiderhi plädéiere mir fir esou e Médiateur am Schoulberäich.

E Minister respektiv e Ministère, wou de Médiateur weiderhin eng Rei Problemer feststellt, ass dee vum Logement. Hie bedauert, datt d'Kollaboratioun mat den zoustännegen Servicer vum Logement net gutt leeft. Den Ombudsmann muss do méi wéi eng Kéier nohaken, fir Äntwerten ze kréien. Duerfir hei kloer den Opruff un déi Servicer a Responsabel, un déi responsabel Ministeren, datt d'Demandë vum Ombudsmann oder d'Interventiounen vum Ombudsmann och an deene Servicer seriö

ze huele sinn an datt se och solle schnellstméiglech beäntwert oder traitéiert ginn. De Minister Schank huet an der Kommissioun hei Besserung versprochen, an d'nächst Joer huele mer en da beim Wuert.

Een, wéi soll ech soen, en Evergreen, kënnt ee praktesch hei an deem Fall soen, sinn déi verschidde Problemer, déi de Bierger mat de Verwaltungen vum Ëmweltdepartement huet. Zum enge gëtt et hei weiderhi Problemer mat den Délaien, déi d'Ëmweltverwaltung brauch, fir de Leit hir Subsidien auszebezuolen. Insbesonnesch an deem Domän, wou et drëms geet, bei dem Assainissement vun Albusubstanz, wann een dat energetesch wëllt verbesseren, respektiv wann een och en neit Haus baut, dat dann Niddregenergie- oder Passivenergie-Standard huet.

Do gëtt et Waardezäite vun engem Joer an doriwwer eraus, wat ech einfach inakzeptabel fannen. Inakzeptabel op där enger Säit fir den eenzelne Bierger, dee méi laang muss op seng heiansdo och substanziiell Hëllef waarden - well hei ass et jo am Hausbau, do sinn déi Aarbechten oft net bëlleg -, also an enger Phas, wou een och vläicht schonns e bësse méi knapp mat de Suen ass. Et ass also an där Hisiicht inakzeptabel, awer och inakzeptabel op déi aner Aart a Weis, well grad doduerjer, well sech dat jo erëmgesprach huet, datt doduerjer d'Leit découragéiert ginn, hir Haiser besser ze isoléieren oder energetesch besser ze bauen.

An datt mer doduerjer dann och eis Efforten, eis national Efforten, fir CO₂-Reduktiounen ze realiséieren, datt mer deem do entgéintwierken. Dat bréngt eis also net virun an deem Dossier, an et ass jo grad do, an dem Beräich vum Hausbau, vum energeteschen Assainissement, wou mer kéinten immens vill, praktesch en Drëttel vun eisen nationale CO₂-Reduktiounen errechen. Hei soll een also d'Leit net schikanéieren, hei soll een d'Leit wierklech encouragéieren, hinnen hëllefen, dat esou schnell wéi méiglech ze maachen, bei deem nationalen Effort hinnen do ënnert d'Äerm gräifen.

Duerfir wëll ech do nach eng Kéier un eis DP-Propositionen hei ganz kuerz erënnere, wou mir scho soen, mir wëllen op där enger Säit systematesch en Albusanierungsprogramm hei zu Lëtzebuerg lancéieren, a wou ee géif grad den ëmgedreite Wee goen, wou een net fir d'Éischt d'Leit bezeuele léisst an da muss se kucken, datt se eng Kéier d'Sue vum Stat erëmkreien, mä wou mir soen, mir virfinanzéieren dat iwwe eng Klimabank, da kënnen d'Leit ufänken. Nach wie vor soe mer, mir sollen op dee Wee goen.

Här President, en anere Knackpunkt, deen nach ëmmer net zur Zefriddenheet geléist ass - wann ech nach am Evergreen vum Ëmweltberäich bleiwen -, dat ass deen, wou nach ëmmer ënnerschiddlech Kritären ugewannt ginn, wann een eng Autorisatioun fir ze bauen an der Zone verte ufreet. Dat si ganz oft esou Installatiounen wéi Schuppen oder Scheieren an esou weider. Et kann einfach net sinn, datt hei an engem klengen Land vun 2.700 Quadratmeter, wann een do an deem engen Arrondissement nach seng Wiss huet, zum Beispill am Süden, datt een do säi Schapp no gewëssene Konditiounen autoriséiert kritt, an datt den Noper, dee seng Wiss zéng Meter dernieft huet, awer an engem anereren Arrondissement, zum Beispill am Arrondissement Zentrum ass, datt dee komplett aner Autorisatiounen oder aner Konditiounen kritt. Dat kann net de Fall sinn! Hei brauch een och net laang ze léigféieren, hei soll een einfach kloer Direktiven an der Verwaltung op den Dësch leeën an déi applizéieren. Dat ass och eppes, wat scho laang gefrot gëtt.

Här President, nieft der Analys vu spezifesch Problemer a spezifesch Verwaltungen, huet eis Kommissioun sech och mat verschiddenen Aspekter, méi generell, vum Fonctionnement vum Stat beschäftegt, mat der Suerg, wéi de Stat nach kéint besser a méi effizient fonctionnéieren, besonnesch am Hibleck oder ënnert der Guideline vum Dëngscht um Bierger.

Froen, déi regelméisseg opgeworf gi sinn, och an der Kommissioun, dat sinn déi hei: Muss op deenen engen oder anere Plaze beim Stat méi Personal agestallt ginn, fir d'Aufgaben, déi am Volume méi grouss

ginn - dat heescht, datt och méi Dossieren ze traitéieren sinn -, muss een also do méi Personal hunn, fir all déi Aarbechten ze meeschtieren? Muss d'Personal aneschtens forméiert a weidergebilt gi beim Stat? A muss Prozeduren an dem Fonctionnement, an de Servicer aneschtens organiséiert ginn?

Ech wëll kuerz op déi dräi Froestellungen agoen. De Rapport ass och schonn op verschidde Froen agang. Ech wëll also e puer zousätzlech Remarquen hei dozou maache respektiv awer och datt widderhuelen, zum Deel, wat de Rapporteur gesot huet, well et mer wichteg schéngt.

Bon, zum enge muss mer wierklech seriö driwwer nodenken an nei Modeller fannen, wéi mer d'Personal beim Stat astellen. D'Systemer vum Numerus clausus a vum CER entsprechen oft net de Besoinen um Terrain. Zum engen, dat ass och scho gesot ginn, huet den CER eng ze vill budgetär Approche an et gëtt net genuch gekuckt, wat eigentlech reell an de Verwaltungen u Chargen an un Aarbechtsopwand an domat u Personalbesoinen ufällt.

Et ass jo och esou, datt ëmmer nees nei Aufgaben derbäikommen, déi emol net vun eis, vum Parlament un d'Verwaltung erugedroe ginn, mä einfach duerch d'Ëmsetzung vun europäeschen Direktiven. Ech soen dat ëmmer erëm, wa mer hei zum Beispill Direktiven am Ëmweltberäich ëmsetzen. Eng Direktiv REACH - déi kennt Der jo dann alleguerten hei an der Chamber, mir hu se jo gestëmmt -, do sinn am Fong geholl d'Aufgabe fir eng Verwaltung - ob déi hei zu Lëtzebuerg ass, déi déi Direktiv ëmsetzt, oder zu Bonn, eh, zu Berlin oder zu Paräis -, déi sinn am Fong geholl deiselwecht. An deene Länner hu se dann honnerte vu Leit, déi sech mat esou enger Direktivëmsetzung beschäftegen. Mir hunn hei ee Beamten, deen awer schonn aner Dossieren huet, deen dat da muss mat erduerchhuelen.

Dat heescht, do misst een also wierklech och eng Kéier emol kloer kucken, wat nëmmen eleng den Aarbechtsopwand vun den Direktiven hei zu Lëtzebuerg bedeit, och a puncto Personal. Et kann een net einfach soen: „Bon, am Budget hu mer awer net genuch Suen, da loosse mer et einfach sinn.“ Well da komme mer eisen europäeschen Obligatiounen net no.

Oder en anereren Dossier, wou een och net ka budgetär verfuere, dat ass dee vum Enseignement. Wann d'Schülerzuele steigen - et gëtt gesot, datt mer all Joer praktesch 1.000 nei Schüler hunn, zum Deel kommen déi vu baussen eran -, jo, da muss een eben do dat Personal astellen, wat ee brauch fir déi zousätzlech Schüler. Et ass jo och esou, datt - ech hunn hei Fäll gezielt - dann och a verschiddenen Domäne laanscht de Numerus clausus engagéiert gëtt, zum Beispill am Enseignement. D'Chargé-de-course sti gewéinlech net am Numerus clausus, mä déi müssen awer dann agestallt ginn, fir datt de Betrib ka fonctionnéieren.

Allgemengen Zousproch kritt duerfir och vun eiser Säit déi Iddi vun Audite bei Verwaltungen oder Ministären duerch - ech géif soen - mixte Auditeuren, wou de Stat an eventuell Leit aus dem Privatsecteur, déi d'Gewunnecht hu mat Auditen, dat duerchféieren. Et ass och näischt Neies. Dat si scho Saachen, déi an der Vergangenheet duerchgezu gi sinn.

Ech ka mech selwer erënnere: 2002 hat ech a menger Funktioun als Statssekretär deemools en Audit maache gelooss vun der deemoleger Forstverwaltung. Dat war eng ganz gutt Basis fir d'Reorganisatioun - wat jo elo dann d'Natur- a Forstverwaltung ginn ass - a wou och dann an deem Audit genau stoung, wat fir eng Personalbesoinen een dann hätt.

Et muss een awer op där anereren Säit soen: Mir hunn also d'Gesetz dunn och reforméiert opgrond vun deem Audit. Mir hunn dann awer leider net hei och dat zousätzlech Personal kritt, wat den Audit virgesinn hat. Och déi Method oder déi Aart a Weis, fir iwwe e Projet de loi zum

Beispill laanscht den Numerus clausus kenne Personal anzustellen, ass keng Garantie, datt dëst gemaach gëtt.

Dir entschëllegt mech elo, mä ech bleiwen dann nach eng Kéier bei dem Environnement, well ech deen Dossier gutt kennen. Säit Joren, säit och schonn d'Gesetz, dat éischt Gesetz... - oder net dat éischt, mä eent vun de réviséierte Gesetze vun der Forstverwaltung an de 70er Joren -, do stoung schonn dran, mir bräichten, ech soen elo - ech ka mech iren - 85 Poste fir Fierschteren. Dat stoung also deemools am Gesetz. Bis haut hu mer dat nach net realiséiert. Also och do: keng Garantie respektiv och do, wou dann d'Regierung hiren Aufgaben an hire Virgaben net nokennt.

Et muss ee sech also bewusst sinn: Esou oder esou, hei zu Lëtzebuerg, mat oder ouni Numerus clausus, läit et a leschter Instanz ëmmer beim politesche Wëlle vun enger Majoritéit, fir beim Personal Akzenter ze setzen, ob déi reell Besoiné considéiert ginn oder net. Wann zum Beispill bei enger Majoritéit de politesche Wëlle ass, fir méi Polizeistat ze hunn, dann decidéiert se eben, fir 300 Poliziste méi anzustellen, an da ginn déi dann an de Numerus clausus ageschriwwen eventuell. Da ginn ebe manner Enseignanten oder Leit an der Ëmweltverwaltung agestellt. Hei ass et also am Endeffekt esou: Och wa mir d'Recommandatioun erausginn, muss ee sech bewusst sinn, datt et ëmmer de politesche Wëlle ass, wat fir Personal a wéi vill Personal beim Stat agestellt gëtt.

An eiser Analys an der Kommissioun si mer och zur Konkusioun komm, datt ee muss kucken, méi Mobilitéit beim Statsdénsgsch ze errechen. Et ass jo och esou, datt an deenen engen oder anere Verwaltungen a Servicer och emol Dossierer oder Aarbechten net méi musse gemaach ginn, well eben d'Gesetze geännert hunn, well vläicht Dossierer, déi se traitéiert hunn, an eng aner Verwaltung, an en anere Ministère gedroe gi sinn, datt also do zum Beispill Personal ze vill wär, dat een eventuell op anere Plaze kéint asetzen, wat jo och scho gutt forméiert Personal ass.

Et gëtt och op där anerer Säit Beamten, déi aus verschiddenen Ursachen - „burn-out“ oder well se sech net enger neier Aufgab wëlle stellen - och interesséiert wieren, fir de Ministère oder d'Verwaltung ze changéieren. Hei muss een also kucken, datt een deem entgéintkënt an déi fräiwëlleg Mobilitéit och fördert.

E leschte Punkt, deen ech am Kontext Personal wëll opwerfen, ass dee vun der Formatioun. Dat geet eigentlech schonns beim Rekrutement un, besonnesch an der Carrière moyenne vum Redakter, mä och an aneren Examen-concours gëtt den Akzent dann nach haaptsächlech op Béchsen a Reproduziere geluecht. Dat ass a mengen Aen net déi beschte Method, fir d'Personal beim Stat auszewielen.

D'Aarbecht, och vun moderne Beamten, huet staark evoluéiert, a Kompetenze wéi Initiativgeescht, effizient Aarbechtmethoden ëmwandelen, d'Fäegkeet, sech ze organiséieren, Teemaarbecht an esou weider si gefrot. Déi ginn awer bei esou engem Examen concours guer net getest, wann ee soll also beim Stat fir esou eng Aarbecht agestellt ginn.

Duerno geet et da weider mat der Formatioun um INAP, wou och ganz vill Béchsen um Programm steet. Och do missten eng Rei Punkte vun der Formatioun iwwerducht ginn an d'Akzenter méi generell - wéi ech et jo och virdrun e bëssche formuléiert hunn, ech géif soen - op Management an op der Aarbechtsplaz d'Aarbechtsprozeduren effikass erleedegen, do-rober misst den Akzent nach méi geluecht ginn.

Et gesäit ee jo och de Fait, datt ëmmer méi Beamten, besonnesch an der Carrière supérieure - well wann een esou d'Annoncé kuckt, samschdes bei de Stellenangebot, wou dann och de Stat Personal sicht -, besonnesch bei der Carrière supérieure gëtt jo ëmmer méi derno verfuert, fir Employéen anzustellen. Do sicht een also spezifesch

Profiller, déi guer net méi dem klasseschen administrative Profil entsprechen an och net där Selektioun entsprechen, déi Leit, déi een awer da brauch.

Bon, et muss ee sech also da bewusst sinn: Wëlle mer an déi Richtung goen, mat all de Konsequenzen, déi dat huet? Niewebäi - oder eng Klammer gemaach - ass natierlech och, wann een iwwert dee Wee fiert vum Employé, d'Gefor do, datt do e politesche Favoritismus ass, datt een also da sech kann esou seng Leit eraussichen, déi engem am genehmste sinn, wa se déi néideg Formatioun awer dann och hunn.

Am Kontext vun effiziente Stat am Déngscht vum Bierger kënn een och net laanscht déi ominéis Réforme administrative. Et ass jo emol an der Zäit vum Monster vu Loch Ness geschwat ginn. Dat schéngt nach ëmmer ze liewen an ze wibelen. Do sinn nach eng Rei Saachen ze maachen. Pressekonferenzen an Annoncéieren eleng geet net duer. Ech wëll awer elo net an den Detail agoen. Do kéinte mer sécherlech hei e separaten Débat féieren.

Ech denken awer op alle Fall - an invitéieren och d'Regierung - do an déi Richtung weiderzagoen. Dat ass, datt ee kuckt, d'Prozedure méi einfach a méi schnell ze organiséieren fir de Bierger, fir d'Betrieb. Wann een natierlech seet, d'Prozedure méi einfach maachen, méi effizient maachen, denken ech awer net nëmmen un d'Relatioun Bierger mat Verwaltung oder Betrieb mat Verwaltung, mä och heiansdo un d'Relatiounen tëschent de Ministèren an de Verwaltungen. Et misst een och kucken, vläicht méi effizient do ze gestalten, well do gett et jo heiansdo schwéierfällg Prozeduren, respektiv ass do och nach esou en Hierarchiedenken oder esou e Kastendenken.

Et gett jo eng ganz Rei Dossierer, déi méi wéi ee Ministère oder eng Verwaltung betreffen: Ob dat elo de Kommodo ass, et gett aner Dossierer... Do kann ee sech heiansdo net virstellen, wat do dann heiansdo fir en Hickhack tëschent de Beamte vun deenen eenzelne Verwaltungen ka sinn, well jiddweree mengt, hien hätt Recht oder well do da bei Differenzen deen een oder deen anere wëllt sech behaapten.

Ech hat scho Beamten, déi mer gesot hunn, datt se einfach nëmmen en Dossier nofroen bei enger anerer Verwaltung, déi net hirem Ministère ënnersteet, datt se do heiansdo eng Woch laang keen op den Telefon kréien - dat muss ee sech virstellen! - an da wochelaang drop waarden, bis datt se den Dossier transmettéiert kréien. Ech weess net, ob et Eenzelfall sinn, mä och, wann et Eenzelfall sinn: Dat dierf net sinn!

Och de Stat muss bei sech selwer méi rationell schaffen. Och do muss en Akzent drop geluecht ginn, datt mer kucken, eis Prozeduren innerhalb vun eise Verwaltungen, eise Ministère besser ze organiséieren, méi effizient ze organiséieren, eis ze inspiréieren - esou, wéi et am Privatsektor gemaach gëtt -, de Management vun der Aarbecht besser ze organiséieren.

Här President, ech kommen och net derlaanscht, fir e puer Wuert iwwert d'Gemengen ze verléieren, op déi de Rapporteur zegaangen ass. Ech si jo hei ee vun deene weinegen an der Chamber - vläicht deen Eenzegen -, deen net an engem Gemengeconseil ass, deen eigentlech guer net...

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Dat mierkt een awer direkt, Här Berger

(Hilarité)

► **M. Eugène Berger** (DP).- Je suis en aveux, je suis en aveux, ech stinn dozou. D'Madame Arendt och net. Mä duerfir...

(Interruption)

Ah, mir si schonn zu dräi! Här Gira, passt op, elo gëtt et schonn...

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- D'nächst Joer kennt Der untrieden zu...

► **M. Eugène Berger** (DP).- Also, nëmme fir ze soen, ech sinn...

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Zu Réiser kritt Der Aarbecht deemnächst, mat Léiweng an esou weider.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Ech wëll just soen, datt ech also kee grouse Spezialist an der Matière sinn. Ech versichen, mech do duerchzeschloen. Ech muss awer soen, datt dat wierklech absolut mémorable Kommissiounssitzunge waren, souwuel wéi mer an der Petitiounskommissioun de Syvicol empfaangen hate wéi awer och den Innenminister, a wou déi Problemer vun de Gemenge vis-à-vis vum Stat a besonnesch dem Innenminister thematiséiert gi sinn. Do muss wierklech vill drënner an driwwer goen, muss ech soen, well et kourm zu regelrechten - wéi soll ech soen - verbale Revolten, och vun den CSV-Deputéierte géint hiren Innenminister. Also, dat war wierklech mémorable.

(Interruptions)

Ech muss scho soen! Also Dir hätt missen den Här Kaes an den Här Roth an d'Madame Frank..., also Dir hätt dat missen enregistrieren. Leider sinn déi Rapporte vun deenen...

(Interruptions)

Leider sinn déi Rapporten net öffentlech oder déi Sitzungen net öffentlech. Egal, egal, ech hunn op alle Fall haut net méi déi verbal...

(Interruption)

► **M. le Président**.- Ech hätt elo gär, datt Der dem Här Berger emol no-lauschert!

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President, datt Der mer de Réck stäipt. Dat berouegt mech.

(Hilarité)

Op alle Fall hunn ech haut net méi déi verbal Violence...

(Interruption)

Déi verbal Violence do, déi war trotzdeem erstaunlech. Do mussen also ganz vill Krommen an der Heck leien.

Wann ech wéilt résuméieren, da géif ech soen, datt op alle Fall d'Aarbecht an de Gemenge schéngt vill méi komplex ginn ze sinn an datt eis Gemengemammen a Gemengepappen an all déi Leit, déi op de Gemenge schaffen, vun der Tutelle éischer behënnert ginn - fir net en anere lëtzebuergeschen Term oder franséisch-lëtzebuergeschen Term ze gebrauchen -, am-plaz datt se ënnerstëtzt ginn. Eng vun de Konkusiounen war jo och déi - déi aus den Diskussiounen ervirgaangen ass -, datt zum Beispill den Distriktskommissär muss ofgeschaf ginn, well en net méi zäitgeméiss ass a well hei och ganz vill Zäit verluer geet.

Här President, e lescht Wuert dann och zur Pétition électronique. Dat ass elo net en Haaptuleies oder eppes, wat elo direkt am leschte Joer vläicht en Topic war oder wou d'Bierger intervenéiert hunn, mä mir hunn eis awer och opgrond vun der Recommendation vum Médiateur Marc Fischbach domadder an der Kommissioun ausenargesat. Mir waren och kucken, wéi dat am Ausland fonctionnéiert. Hei geet et jo drëm, fir dem Bierger ze erméiglechen, iwwert den elektronische Wee mat enger spezieller Internetsäit Petitiounen un d'Regierung ze riichten.

Mir waren eis dat also ukucke bei eis Confrères an de Bundestag, well dat do ganz gutt fonctionnéiert scho säit e puer Joer. Och hei eng Klammer op: Et ass eigentlech flott ze gesinn an Däitschland, wéi gutt dat fonctionnéiert digital. Op där anerer Säit hunn ech awer héieren, datt d'Deputéierten am Bundestag net dierfen en iPad oder soss en elektronische Gerät mat op d'Riednerpult huelen, fir do hir Ried ze halen; Klammer zou.

Dat nëmme fir ze soen, datt déi elektronesch Petitioun awer ganz gutt an Däitschland fonctionnéiert, datt do och Ängschen, déi ee kéint hunn, datt do Jänni a Männi géif dann eppes eraschécken, wat kee Sënn mécht, datt dat net de Fall ass, datt d'Leit sech jo do mussen identifiziéieren, datt aner Leit awer, déi och dann eventuell déi Petitioun wéilten ënnerstëtzen, relativ onkomplizéiert dann deem och kënnen zoustëmmen.

(Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Ech mengen, dat ass eppes, wat mer och hei zu Lëtzebuerg sollte weiderféieren,

deem Dossier. Ech géif op alle Fall soen, datt meng Fraktioun sech och ganz kloer kéint esou e Modell hei zu Lëtzebuerg virstellen an datt mer dat och géifen dann ënnerstëtzen.

Madame President, ech kommen zum Schluss. Ech wéilt nach eng Kéier soen, datt de Médiateur wierklech eng wichteg Institutioun fir Lëtzebuerg ginn ass, well en eng ganz wäertvoll Hëllef ass fir de Bierger a sengen Ausenanersetzunge mat de Verwaltungen. Ech wéilt duerfir och hei nach eng Kéier dem Médiateur a senger Mitarbeiter a ganz grouse Merci ausschwatze fir hir Aarbecht, hinnen dozou félicitéieren.

E lescht Wuert nach zu de Motiounen. Ech muss soen, datt eise President a Rapporteur au départ zwou Motiounen ausgeschafft hat, déi ech am Fong geholl léiwier gehat hätt - dräi Motiounen souguer -, well se d'Saach e bësselche méi op de Punkt bruecht hunn. Dat ass awer dunn e bësschen an dem..., wéi soll ech soen? Well mer awer als Opposition an där Kommissioun an der Minoritéit sinn, ass eng aner, oder sinn zwou aner Motiounen doraus entstanden, wou awer och nach déi essenziell Punkte menger Meenung no - wann och méi schwaach - drastinn. Dat duerfir och nëmmen, fir ze soen, datt mer déi zwou Motiounen kënnen ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme le Président**.- Merci dem Här Berger. Deen nächste Riedner ass den Här Angel.

► **M. Marc Angel** (LSAP).- Gläich zu Ufank, Madame Presidentin, Madame Minister, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e grouse Merci un eise Médiateur, de Marc Fischbach, a seng ganz Équipe am Numm vun der LSAP-Fraktioun, awer och am Numm - mengen ech - vun deene ville Biergerinnen a Bierger vun eise Land, déi beim Ombudsmann net nëmmen eng oppen Dier, mä och en oppent Ouer fonnt hunn.

Wann een iwwert déi lescht Joren zrëckkuckt an d'Rapporte vum Médiateur analyséiert, a virun allem de Suivi dovun an hei besonnesch de Suivi an d'Ëmsetzung vun de Recommendationen, gesäit een d'Wichtigkeet vun där Institutioun a vun där Aarbecht. De Médiateur a säi Service sinn dofir eng enorm wichteg Ënnerstëtzung fir eist Parlament. Säin alljährleche mëndleche wéi och schrëftleche Rapport gesi mir als LSAP-Fraktioun als e konstruktive Bäitrag, fir ze gesinn, wou an der Praxis Problemer a Mëssverständneser tëschent de villen Administratiounen an de villen Administréierte sinn.

Wéi all meng Virriedner wëll ech och am Numm vun der LSAP-Fraktioun dem Camille Gira, President vun der Petitiounskommissioun, an der Madame Moris, der Sekretärin vun där Kommissioun, Merci soe fir hir vill a gutt Aarbecht. De Kolleg Gira huet eis en excellente mëndlechen a schrëftleche Rapport virgeluecht. Dës gutt Aarbecht war awer deelweis och nëmme méiglech, well all Kommissiounen hei am Haus weinstens eng Sitzung dem Rapport vum Médiateur dédiéiert hunn. Si hunn och oft den zoustännige Minister an d'Kommissioun invitéiert an all Problemer, déi de Médiateur opgeworf huet, ugeschnidden an diskutéiert.

Dat war also eng gutt Basis fir déi zéng Sitzunge vun der Petitiounskommissioun bei der Preparatioun vun dësem Débat. Et ass also eng kollektiv Aarbecht hei am Haus gemaach ginn. D'Zil vun dëser kollektiver Aarbecht vu Médiateur, Chamberskommissiounen a Petitiounskommissioun ass et net, e Minister, eng Administratioun, e Service oder en eenzelne Beamte bloussstellen, mä méiglechst vill Schwaachstellen opzedeecken, fir kënnen eppes ze veränneren.

Et ass keng Schan, Feeler a Problemer zuzeginn. Et wär onverantwortlech, Feeler a Problemer ze vertuschen. De Rapport vum Médiateur gëtt Geleeënheet, den Ursache vu verschiddene Mësstänn op de Grond ze goen an eppes dergéint ze ënnerhuelen.

D'Grënn, firwat d'Relatiounen tëschent de Bierger an den öffentleche Verwaltungen net ëmmer gutt fonctionnéieren, si ganz

verschidden. An dach gëtt et zwee Type vun Äntwerten, déi ëmmer erëmkommen. Heiansdo kann et hëllefen, e Gesetz ze änneren. An anere Fäll si Verwaltungen awer carrément iwwerlaascht a brauche méi Personal. A béide Fäll huet d'Chamber hir Roll ze spillen. Net nëmme, wann et drëm geet, Problemer bei bestehende Gesetze ze behiewen, mä och, wann nei Gesetze dozou féieren, dass Administratiounen nei Aufgaben oder einfach méi Aarbecht kréien.

Ech begrëssen dofir an deem Kontext den éischten Invite vun eiser Motioun 2, dee seet, dass bei Gesetze vu gréissere Projete oder vu gréissere Reformen nient der Fiche financière och eng Fiche iwwert d'Ressources humaines ausgeschafft soll ginn. Dës zweet Motioun beschäftegt sech jo ënner anere mam Volet Personal a Fonction publique. Dofir erlaben ech mer, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Gedanken zu deem Thema.

Dem Médiateur seng Roll ass et jo, wéi scho gesot, d'Fonctionnéiere vun den Administratiounen ze iwwerwaachen, drop hinzeweisen, wou Problemer sinn, a ganz oft mécht e jo och Verbesserungsverschléi. Dës ass eng wichteg Roll, well eis Administratioun sinn d'Vitrine vun eisem Stat, vun eiser Politik. Staatlech Servicer, déi gutt fonctionnéieren, wou d'Leit déi Hëllef an déi Informatiounen kréien, déi se brauchen, vermëttelen e Gefill vu Sécherheet a Gebuergeheet. D'Leit fille sech da gerecht behandelt. Dofir kann ee soen, dass och d'Administratiounen eng wichteg Roll am Erhale vun der sozialer Kohesioun spillen.

Eng Administratioun, déi gutt fonctionnéiert, zeecht sech fir d'Éischt emol an der Qualitéit vum Accueil aus. An deem Kontext ass et begrëssenswäert, dass de Minister amgaangen ass, e Code de déontologie auszuschaffen, deen den Accueil souwuel um Telefon wéi och an der Verwaltung selwer verbessert. Verschiede Verwaltungen sinn och schon amgaangen oder hu schon eng Charte d'accueil et de service ausgeschafft.

Mä och d'Formation continue vun de Fonctionnaires ass wichteg, fir den Accueil an den Déngscht um Bierger ze verbessern, zum Beispill am Beräich Kommunikatioun, Konfliktmanagement a Service. D'Fäegkeet, engem eng schlecht Nouvelle oder eng negativ Äntwert ze vermëttelen, ouni engem ze no ze trieden, ass och net ëmmer evident, an och dat muss geléiert sinn.

D'Qualitéit vun enger Administratioun gëtt awer net nëmme un der Frëndlechkeet um Telefon an um Accueil gemooss, och wann dat ganz wichteg Aspekt sinn, mä virun allem um Service, dee geleescht gëtt: Wéi laang hunn ech misse waarden? Sinn ech richtig verstane ginn? Krut ech eng zefridde stellend Äntwert? Hunn ech den Androck, dass ech escht geholl ginn? Kréien ech net heiansdo zwou verschidden Äntwerten, wann ech mat e puer Beamten ze dinn hunn am nämlechte Service?

Vill vun dese Froe kënnen positiv beäntwert ginn, wann d'Personal vun deem Service, un dat ech mech adresséiert hunn, de Réck fräi huet, fir seng Aarbecht gewëssenhaft kënnen ze maachen, an dat heescht, wa genuch Personal mat der richteger Qualifikatioun a Motivatioun do ass.

All Administratioun wëllt a beschtméigleche Bedéngunge schaffen kënnen. Kee Mataarbechter vun enger Verwaltung wëllt an engem Service schaffen, wou all Bierger sech beschwéiert, wann e muss dohinner goen. Dofir ass et verständlech, dass ganz vill Servicer ëmmer nees nei Personal ufroen. Mä mir wëssen et all, dem Stat seng Moyaen si limitéiert. Mir kënnen also net iwwerall eis Verwaltungen esou opstocken, wéi mer dat wëllten.

Den aktuelle System vum Numerus clausus muss sécherlech verbessert ginn, well en net wierklech flexibel ass. Vill Verwaltungen rekrutéieren also ausserhalb vum Numerus clausus, fir zum Beispill Posten ze besetze vun Administratiounen, déi duerch en nei Gesetz reforméiert ginn oder nei kreéiert ginn.

D'CER, d'Commission d'économie et de rationalisation, mécht zwar eng Evaluatioun vun de Besoinen, mä desen Exercice ass extrem komplizéiert an d'Zuel vun

de Posten, déi geschaf ginn, entsprécht net ëmmer de reelle Besoinen.

Zesummefaassend kann ee soen, dass den aktuelle System, wéi d'Poste bei der Fonction publique geschaf a besat ginn, ze wéineng flexibel an net ëmmer ganz effizient ass. Et ass also elo d'Roll vun der Regierung, kloer Prioritéiten ze setzen an zousätzlech Personal an deene Servicer virzugesinn, déi et am néidegsten hunn.

Mä wéi kann een definéieren, wéi eng Servicer prioritär nei Personal sollte kréien? D'Regierung muss sech bewusst ginn, wat d'Konsequenze sinn, wann desen oder dee Service net optimal fonctionnéiert. Wou stelle sech existenziell Problemer fir eis Biergerinnen a Bierger, wann eng Verwaltung Feeler mécht, ze lues schafft oder onflexibel ass?

D'Äntwert op des Froe liwwert dem Médiateur säi Rapport. D'Fraisé fir d'Verwaltungen, déi net gutt fonctionnéieren, droen an deenen allermeeschte Fäll déi Leit an eiser Gesellschaft, déi am schwachste sinn an déi an iergendenger Form op d'Hëllef vum Stat ugewise sinn.

Fir d'sozialistesche Fraktioun sinn d'Prioritéiten dofir kloer. Administratiounen, déi existenziell wichteg Servicer ubidden, mussen esou organiséiert sinn, dass se optimal fonctionnéieren. Een, deen ugewisen ass op RMG, Aarbechtslosegeld oder Kannergeld; een, dee keen Daach iwwert dem Kapp huet; een, dee politeschen Aysl ufreet, dat sinn alles Leit, déi kënnen net wochen- oder méintlaang op eng Äntwert oder op e Rendez-vous waarden. Si kennen och net onbedéngt hir Rekursméiglechkeeten, fir hir Rechter geltend ze maachen. A si di sech schwéier mat bürokratesche Prozeduren.

Déi Verwaltungen, déi also méi e vulnérable Public empfänken - ech denken do virun allem an d'ADEM, un d'CNPF an un d'Immigratioun -, sollten also esou vill Personal zur Verfügung hunn, dass d'Bierger, déi sech u si wënnen, net d'Gefill kréien, si géifen net respektéiert ginn an et wär kee richtige Wëllen do, hinnen ze hëllefen.

Et ass also kloer, dass nei Poste schafe Geld kascht. Et gëtt awer och Servicer, déi iwwerbesat sinn, och wa keng Administratioun dat géif zouginn. Do stellt sech dann d'Fro vun der Mobilitéit vun de Fonctionnaires. Wéi kann een, dee keng konkret Aufgabe méi huet, sief dat, well seng Kompetenzen a sengem Service net méi gebraucht ginn, oder sief et, well dee Service am Allgemenge manner beusprocht gëtt, wéi kann dee Fonctionnaire, wéi kann een deen an en anere Service integréieren?

D'Mobilitéit an der Fonction publique ass nach ëmmer en Tabu. Et ass extrem komplizéiert an et ass net üblech. D'Mobilitéit fördert den Austausch a kéint esou net nëmme de Beamte selwer nei Motivatioun ginn, mä d'Fonction publique am Allgemenge verbessern, ouni onbedéngt vill nei Poste mussen ze schafen. Ech hoffen, dass déi ugekënnegt Reform vun der Fonction publique Léisunge proposéiert, déi och d'Mobilitéit weider encouragéieren.

D'Zil vun deser Reform soll et sinn, eng Administratioun ze schafen, déi am Déngscht vum Bierger steet a mat vill Fangerspëtzegefill eise schwächste Matbierger entgéintkënn. Dozou gehéieren d'Migranten. An déi hunn et laut dem Bericht vum Médiateur net ëmmer einfach, wa si mam Immigrationsministère ze dinn hunn. Eng Rei vu Kritike vum Médiateur betreffen de Service des étrangers vum Immigrationsministère.

Déi relativ nei Gesetzgebung an de Beräicher Aysl an Immigratioun huet ënner anere dozou gefouert, dass des Servicer méi Aufgabe kritt hunn. Nei Gesetzgebungen, besonnesch wa se méi komplex sinn, hunn och als Konsequenz, dass d'Leit dobaussen e verstärkte Besoin hunn un Informatiounen. Alles dat bedeit also méi Aarbechtsopwand fir dee Service. De Personalschlüssel, awer och d'Raimlechkeete vun deenen zoustännege Servicer sinn net un des nei Situatioun ugepasst ginn. Vill Mataarbechterinnen a Mataarbechter vum Immigrationsministère waren am Fong ganz frou, dass de Médiateur ophir Problemer opmierksam gemaach huet, an hunn och dofir ganz enk mam Médiateur zesummegeschafft, an

deems se hien och öfters empfangen hunn.

D'aussepolitisch Kommissioun huet, no deems se de Minister Schmit och un eng wichteg Tatsaach erënnert huet - dass seng Servicer schlussendlech fir 43% vun der Bevölkerung zoustännege sinn -, an hirem Avis dofir deen eenzeg méigleche Léisungswee virgeschloen: An deem wichtige Service soll méi Personal agehallt ginn. Dat ass dann och méttlerweil deelweis geschitt. Ufanks Juli ass de Service mat zwee Mataarbechter verstärkt ginn. Ob dat finalement duergeet, fir e besseren Accueil vun den Demandeuren am Guichet an iwwer Telefon ze garantéieren, wäert d'Zukunft eis weisen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir all Leit, déi plënnere, a besonnesch fir Leit, déi op Sozialhëllef ugewise sinn, stellt sech wéi gesot öfters de Problem, an dat beschreift de Médiateur jo gutt: dee Problem vum Wunnsätz. Et ass normal a richtig, dass eng Gemeng no Weeër sicht, fir sécher ze sinn, dass ee sech bei hinnen umellt, och tatsächlech an der Gemeng wunnt, an dass seng Identitéit iwwerpréift gëtt. Et dierf awer net sinn, dass wéinst administrative Rigiditéiten oder souguer schlechtem Wëllen, wéi dat e Beispill vum Médiateur weist, Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen, sech néierens kënnen umellen. Mam feste Wunnsätz, an dat wësse mer all, sinn eng ganz Rei Rechter - ënner anere sozial Hëllef - verbonnen.

De Médiateur huet och e puer Problemer ugeschwat, déi d'Relatiounen tëschent Gemengen an de Bierger respektiv tëschent de Gemengen an dem Stat betreffen. Ech mengen, et ass net d'Aufgab vun der Chamber, de Fonctionnement vun de Gemengenadministratiounen ze iwwerwaachen. Wann et eng Fro vu schlechtem Wëllen ass, wann e Gemengebeamte seng Aarbecht net mécht oder e Buergermeeschter sech net un d'Gesetz hält, muss de Ministère de tutelle agräifen an derfir suergen, dass des Regele respektéiert ginn.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

D'Chamber ass awer concernéiert, wann eenzel Dispositiounen an engem Gesetz méssverständlech sinn oder verschidden Interpretatiounen zouloossen. Als Législateur muss d'Chamber d'Gesetze esou ausschaffen, dass d'Leit a schwierige Situatiounen net tëschent zwee Paragraphen falen. An der Fro vum Wunnsätz gëtt et Onkloerheeten, déi an der Praxis eben zu deenen ënnerschiddlechen Interpretatiounen féieren, wat - wéi de Rapport vum Médiateur weist an engem Eenzelfall, deen hie beschriwwen huet - ganz, ganz seriö Konsequenze kann hunn.

An deem Kontext weise mer jo ëmmer op de Projet de loi 5949 hin. Mir waarden op den Avis vum Conseil d'État. An de Kolleege Gira huet jo dat Kapitel schon ugeschwat.

D'Froer ronderëm d'Baugenehmegungen, PAgen a PAPen, goufe souwuel an der Kommissioun wéi och scho vu menge verschiddene Virriedner ausféierlech behandelt, sou dass ech do net weider wëll drop agoen. Ech wëll awer just soen, dass et fir d'Gemengen an och all d'Leit - Baufirmen a Leit, déi bauen - awer e ganz wesentleche Punkt ass. Esou hänkt domadder ënner anere zesammen, ob d'Gemenge schnell genuch kënnen nei Bauzonen ausweisen, wat jo och den Drock um Wunnensmaart beaflosst.

A wann ech Wunnensmaart soen, dat bréngt mech dann zum Thema Logement a soziale Wunnensbau. De Médiateur huet sech och mat der Zoudeeling vu soziale Mietwunnenge vum Fonds du Logement befasst a wollt wëssen, ob des Zoudeeling op eng transparent Aart a Weis organiséiert ass an ob de Grondsaz vun der Gläichbehandlung vun de Bierger respektéiert gëtt. Dobäi sief gesot, dass de Règlement grand-ducal vum 6. Abréll 2009 de Promoteure vum soziale Wunnensbau méi Flexibilitéit bei der Zoudeeling vu Wunnenge gëtt, wéi dat virdrun de Fall war.

Ech hu Verständnis dofir, dass déi zoustännege Kommissioun bei der Attributioun vu Wunnengen eng gewisse Flexibilitéit muss hunn. An ech sinn och averstanen domat, dass des Zoudeeling net ausschlieslech op quantifizéierbare Kritäre

geschéie soll. Op där anerer Säit ass et awer och wichtig, dass d'Décisiounen novollzéierbar sinn an net géint de Grondsaz vun der Gläichbehandlung vun de Bierger verstoussen. Mir hoffen dofir, dass den zoustännege Minister fir Kloerheet an dem Beräich suerge wäert, sou dass et fir d'Demandeuren och kloer wäert sinn, firwat se eng Wunneng kruten a firwat se eng Wunneng net kruten.

Op d'mannst esou wichtig, mengen ech, ass awer och an deem ganzen Zesammenhang den Déséquilibre tëschent der Offer an der Demande vu soziale Mietwunnengen hei an eisem Land. Wa genuch sozial Mietwunnengen do wieren, da wär de Risiko, vun deem den zoustännege Minister an der Logementskommissioun geschwat huet, nämlech, dass bedürftig Leit négligéiert kéinte ginn, miniméiert.

Ech erlabe mer och nach op dat wichteg Thema vum Aarbechtsamt anzegoen, mat deem de Médiateur sech jo och staark a laang beschäftegt huet. Wéi erwaart, huet déi ekonomesch Kris direkt Auswierkungen op eisen Aarbechtsmaart. An déi Kris huet an éischer Linn déi scho Schwaach vun deser Gesellschaft getraff. Dat heescht, déi Leit, déi et souwisou schwéier hunn, eng Aarbechtsplaz ze fannen, sief et, well se ganz niddreg oder guer keng Formatioun hunn, oder well se schon e bësse méi al sinn.

Als Sozialisten ass et eis Aufgab, grad fir des Leit anzestoen an hinnen eng Perspektiv duerch Aarbecht ze bidden an esou e regelméissege Revenu an doduerch eng stabil Liewensgrundlag ze garantéieren.

Ech wëll dowéinst och op ee Punkt agoen, dee mer besonnesch um Häerz läit, an dat ass d'Reform vum Aarbechtsamt. Ech si frou, dass mer elo do endlech Licht am Tunnel gesinn.

Eent muss kloer gesot ginn: D'ADEM, wéi se bis elo organiséiert war, war einfach net méi zäitgeméis. D'ADEM muss elo erëm hirer Roll, nämlech dem Zesummebréngen vun Offre an Demande vun Aarbechtsplazen, gerecht ginn.

No a während der Kris huet sech d'Situatioun um Aarbechtsmaart drastesch zougespézt. Wann ee bedenkt, dass déi Placeuren op der ADEM an général tëschent 500 a 600 Dossieren, Fäll, Mënschen ze behandeln hunn, gëtt et engem séier kloer, dass et beim beschte Wëllen onméiglech ass, eng anstännege Analys vu jiddwerengem senger Situatioun ze maachen.

En anere grouse Problem ass de Manque vu Kommunikatioun tëschent dem responsable Personal bei der ADEM an de Betriber. Et ass also elo wichtig, dass d'Placeuren d'Besoinen an d'Uspréich vun den Entrepris kennen, fir d'Leit esou effikass wéi méiglech ze vermëttelen. Dobäi muss séchergestallt ginn, dass genuch Placeuren do sinn, fir dass si e perséinlechen zougesechneidete Suivi vun den Demandeuren d'emploi kënnen maachen a si op Ufro vun de Betriber gezielt kënnen placéieren.

Dofir sinn ech frou, dass mer elo ophalen, eise Chômage just administrativ ze géréieren, an ufänken, de Problem bei der Wurzel ze paken. Wat d'ADEM ugeet, ass nach d'Eröffnung vun deenen dräi regionale Büren ervirzestrichen, awer och dee Processus de recrutement, deen amgaangen ass, wou 40 nei Leit agehallt ginn. E wichteg Element ass awer dobäi, dass dat Personal, wat am dagdeegleche Kontakt mat Leit steet, dass déi och eng gutt Ausbildung hunn. Dofir muss d'Personal, ob al oder nei, verschiddene Formatiounen suivéieren, fir eng kompetent Prise en charge ze assuréieren.

Ech erlabe mer nach kuerz op ee Punkt, e ganz konkrete Punkt aus dem Rapport vum Ombudsmann zrëckgekomen. De Médiateur huet eng nei Recommendation par rapport zum Rapport vum leschte Joer gemaach, wat den Aarbechtsministère ugeet. Hie bedauert, dass an der Prozedur vum Reclassement vu Salariéen et net ëmmer méiglech ass, e Recours anzuleeën.

De Médiateur proposéiert zwee Fäll, an deenen een awer misst e Recours kënnen aleeën: éischtens, wann d'Commission mixte keng Suite op eng Ufro op Reclassement vum Salarié gëtt, well den Aarbechtdokter hien als apte fir seng al Aarbecht erkläert. An zweetens, do geet et ëm de Reclassement interne. Dat heescht, wann de Salarié freet, eng aner Aarbecht am Btrib ze kréien, well en aus gesondheetleche Grënn déi al net méi kann ausféieren. Wann den Aarbechtdokter da seet, dass déi nei Aarbecht an der Rei wär fir de Salarié, an deejéinegen awer net domat d'accord ass, da kann dee kee Recours aleeën.

Laut leschten Informatiounen ass den Aarbechtsminister zesumme mat sengem Kollege, dem Minister fir d'Sécurité sociale, amgang en neie Gesetzesprojet iwwert de Reclassement auszeschaffen, deen nach bis virun Enn 2010 virleie soll.

Als Konklusioun: Ech hu virdu gesot, et ass keng Schan, Feeler a Problemer zouzeginn. Et wär onverantwortlech, Feeler a Problemer ze vertuschen. An dofir, fannen ech, sinn dee Rapport vum Médiateur, déi kollektiv Aarbecht, vun där ech virdu geschwat hunn, an och deen Débat hei ganz wichteg.

Ganz zum Ofschluss wollt ech mech freeën: De Médiateur huet duerch e Gesetz, wat mer am Fréijoer gestëmmt hunn, eng nei Missioun kritt. Mir hunn hei, dat ass d'Gesetz vum 11. Abrëll 2010, wou mer ratifiéiert hunn e Protocole facultatif vun der Convention vun den Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants. Do gëtt nämlech elo erméiglecht e Contrôle externe vun de sougenannte Lieux privés de liberté.

An ech géif lech invitéieren, op dem Ombudsmann säin Internetsite kucken ze goen, deen iwwregens exzellent opgebaut ass. Do ass schonn dee ganz neie Volet vun der Aarbecht, déi den Ombudsmann elo duerch d'Gesetz nei kritt huet, virgesinn, an och virgesinn e Rapport de visite, wann en a Prisonge geet oder aner geschlossenen Anstalten. An ech mengen, ech freeë mech och schonn, dass mer d'nächst Joer och dee Volet kënnen mat an dësem Débat abauen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Angel och Merci. An ech géif dann deem nächste Riedner, dem Här Henckes, d'Wuert ginn.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, den Ombudsmann, de Knoutermann, mécht eng gutt Aarbecht. Hien a seng ganz Equipe hunn ëmmer méi ze dinn, géif ech soen - leider. An et gesäit een, dass, wann iwwer 900 Demanden erakomme vu Reklamatiounen, der zwar 30% - eppes driwwer - kënnen écartéiert ginn, mä et bleiwen der awer nach eng 600, eng 674 oder e puer honnert, déi do mussen traitéiert ginn. An dat bedeit natierlech ganz vill Aarbecht.

Ech soen och dem President a Rapporteur, dem Camille Gira, Merci fir säi Bericht, well en effektiv all déi Problematiken duerchgaangen ass an och d'Avisé vun deenen zoustännege Kommissiounen virbruecht huet.

Et bleiwen awer, menger Meenung no, e puer Constaten ze maachen. Dat eent ass, dass mer verschidde Mësstänn kennen an dass elo an de Berichter steet, dass déi an Zukunft kéinten oder sollte geännert ginn, entweder duerch aner Pratiques administratives oder duerch Gesetzer.

Dat, wat ech wollt der Kommissioun suggeréieren, dat ass, dass se géif higoen an emol déi Berichter an déi Konklusiounen a Recommendationen, déi mer virun dräi Joer gemaach krut hunn, déi gemaach gi sinn, fir ze kucken, wat dovunner realiséiert ginn ass. Dat heescht, ob een e Suivi krut hätt. Dat wär déi Suggestioun, déi ech géif maachen. Net nuren de Suivi par rapport

zu dësem Joer, mä par rapport zu deem, wat d'Regierung respektiv d'Chamber sech engagéiert haten, fir virun dräi oder fënnf Joer ze maachen.

(**Interruption**)

Ech soen, dat ka vläicht sinn. Ech wollt et just nure suggeréieren. Ech sinn net, mir sinn net Member vun der zoustännege Kommissioun.

(**Interruption**)

Mä ech wollt just nure soen, dass et vläicht gutt wier, dass een deen Ablack iwwert déi Saachen do och kéint informéiert ginn, well et ass awer wichteg, dass verschidde Saachen duerchgezu ginn an dass een och vun der Chamber aus den néidegen Drock hannerun der Regierung gesäit, fir dass d'Dossiere viruginn.

Dat gesot, muss een natierlech och drop hiweisen, dass et an dësem Bericht an och an de Suggestiounen, déi vun Einzelnen, vun der zoustännege Kommissioun gemaach gi sinn, awer kann heiansdo gedeelte Meenunge ginn. Bei anere Punkte muss ee just nuren eng richteg Analys maachen an hoffen, dass mer och vu Säite vun der Regierung e puer Ännerunge kréien.

Bei der Immigratioun, do ass et effektiv esou gewiescht, dass déi Délaie méi laang gi sinn, awer net bei den Demandeurs d'asile, mä bei deenen, déi eng legal Immigratioun froen. Woufir wor dat geschitt? Dat wor ganz einfach, well d'Gesetz zimelech rapid iwwert d'Bühn gaangen ass an anscheinend de Système informatique just nure fäerdeg wor fir déi Leit, déi d'Demandes d'asile traitéieren. A fir déi aner wor de Système informatique net am Aklang mam Gesetz, sou dass hu missen niewent dem Computer och nach kleng Ziedelcher gemaach ginn, fir den Dossier esou ze complétéieren, dass e konform zum Gesetz ass. Ech huelen un, dass dat elo an der Tëschenzäit geregelt ass.

Mä et ass effektiv heiansdo geféierlech, wann ee gesäit, wat ka geschéien, wann en Dossier net en temps utile complétéiert ginn ass, wann op eng Kéier vergiess ginn ass, eng Tax ze bezuelen. Da riskéiert deen, deen hei legal am Land schafft an deen e Renouveau vu senger Autorisation de travail freet, dass deen op eng Kéier vun der Registerung gestrach gëtt vun der Populatioun an deen Ablack als illegaler Immigrant dosteet. Dat där et net sinn.

Dofir hoffen ech, dass mer elo mat deenen zousätzleche Leit, déi engagéiert gi sinn, an och mat der Mise à jour vun dem Informatiksystem kënnen déi Problematik do méi rapid ugoen. Nach mengen ech, dass sech ganz vill Dossieren ugestaut hunn. An dofir hoffen ech, dass d'Regierung och déi néideg Moyenné sech zur Verfügung stellt, fir dass d'Dossiere méi séier viruginn an dass den Nachholbedarf opgeschafft gëtt.

Dann, well den Här Innenminister hei ass, wëll ech och nach eng Kéier op déi Problematik agoe vun den Autorisations de construire. Ganz oft oder heiansdo kënn et vir, dass ee baut ouni Genehmigung oder e baut net esou, wéi d'Genehmigung et virgesäit. Mir hunn an der Stad an der Rue des Glacis/Eecherbiere e Musterbeispiel vun deem, wéi et net soll goen.

Hei ass een, deen hält sech absolut net un d'Baugenehmigung. Et gëtt e Baustopp ordonnéiert, mä d'Remise en état, dat heescht d'Destruktioun vum Immeubel an den Neibau conformément zur Baugenehmigung, dat schleeft elo iwwer sechs Joer. Woufir? Ma well d'Tribunaux administratifs déi Aarbecht, déi Décisioun net kënnen huelen, dass se de Bauhär opfuerderen, fir säi Bau konform zu der Baugenehmigung ze maache respektiv de Bau ofzerappen. Da muss een, fir dat kënnen duerchsetzen, deen Ablack bei déi ordinär Gerichter goen. An do weess een, dass dat relativ laang dauert. Dat ass net gutt. Dat weist e ganz schlecht Stadbild op.

Ech hoffen, Här Minister, dass Der higitt an do vläicht iwwert de Wee vum Gesetz den Tribunaux administratifs méi Kompetenze gitt, dass si och do kënnen décidéieren en connaissance de cause, wat soll gemaach ginn a wéi et soll décidéiert ginn. An d'Mesures d'exécution vun deene Strofe sollten och mat virgesi sinn.

Dann ass hei och vill debattéiert ginn, dass kann een am Bericht liesen, iwwert d'In-

scriptioun an de Registeren vun der Populatioun. Do ass een Ablack suggéiert ginn, dass ee sech kéint op d'Wielerléschten aschreiwene, ouni dass een am Register vun der Populatioun ageschriwwen ass.

Do muss ech éierlech soen, do hunn ech e bësse Schwierigkeiten domat. Woufir? Well eng Persoun ka jo op enger Wielerléscht ageschriwwen sinn, an deen Ablack, wou se do dropsteet, ka se Kandidat sinn. Mä wa se awer net an der Gemeng wunnt, huet dat absolut kee Sënn a keen Zweck, well da kënnen déi Wahl an déi Kandidatur annulléiert ginn. Dofir mengen ech och do, dass verschidde Adaptatiounen a Präzisiounen misste kommen. An ech mengen op jiddwer Fall, dass d'Inscriptioun op enger Wielerléscht an am Register vun der Populatioun sollten zesummegeen.

Dann ass och ganz vill debattéiert ginn iwwert déi Logement, déi ganz Logement-social-Problematik. Mir sinn an der Commission du Logement amgaangen, déi ganz, déi generell Problematik an all hiren Aspekter ze diskutéieren. Mä mir hunn awer och gesinn, dass eng etlech Diskussiounen sinn iwwert déi Hëllef, déi Aide au logement, déi ka bezuelt ginn deen Ablack, wou et drëms geet, ob deen Appartement oder dat Haus, déi Wunneng, déi kaaft gëtt, ob déi elo 52 m² grous ass oder, wéi d'Reglement et elo virgesäit, 45 m².

Do muss een direkt eppes feststellen. Dat ass, dass et a kenger Gesetzgebung am Ablack gesot gëtt, vu wat fir enge 45 m² ee schwätzt a wéi déi gemooss ginn. Ass dat d'Surface habitable? Ass dat d'Surface utile? Ass dat mam Balcon? Ass dat mam Späicher a mam Keller? Ass dat ouni? Dat weess keen.

Dofir ass et absolut néideg, dass mer hei am Land net nure fir dese Fall, mä och fir sämtlech Donnéeën eng Loi Carrez kréien, wéi mer dat a Frankräich kennen. Dat heescht, dass mer gesot kréien an dass notariell festgestallt ka ginn, wat dann effektiv d'Surface habitable ass, dass et do eng Definition gëtt an dass een dorobber ka bauen. Dat géif och dem Observatoire de l'habitat d'Méiglechkeet ginn, fir seriö Präisser kënnen auszerechnen op de Meter carré, statt dat iwwert den Domm mussen ze maachen.

Déi aner Problematik, déi mer an deem Kontext och wichteg schéngt, dat ass, dass mer ganz vill Demanden hu fir Logements sociaux. Mä et weess keen, wéi vill et der genau Demandé sinn. Woufir? Well verschidde Leit Demandé maache bei hiner Gemeng oder souguer nach bei enger zweeter Gemeng. Si maache se bei den Habitations à bon marché. Si maachen et beim Fonds du Logement. An déi Demanden do ginn individuell gekuckt. Et gëtt net gekuckt, ob et net déiselwecht Demande ass.

Dofir schéngt et ons als ADR op jiddwer Fall wichteg ze sinn, dass mer missten eng zentral Ulafstell hunn, fir allegueren déi Demanden do ze kréien, an dass déi zentral Ulafstell dann och soll kucken, wou Gebaulechkeeten a Wunnenge fräi sinn. Anstatt dass dat queesch duerch de Gaart elo vun deem engen an deem aneren debattéiert gëtt. Déi verschidde Administratiounen schaffen do leider net matenaner. An doduerjer gëtt déi Problematik just nuren nach méi komplex.

Dann hunn ech ee Punkt, wou ech mat der Kommissioun an och mam Médiateur net d'accord sinn. Dat ass déi Aart a Weis, wou geschwat ginn ass iwwert d'Permis de conduire. Dat heescht, iwwert dat an déi auslännesch Permissen. Do huet en Tribunal ordonnéiert, dass déi Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg wunnt, misst hire Permis erëmkreien, nodeem déi Suspensioun, déi se duerch d'Gericht krut hat, ewechgefall war. Doropshin ass e Retrait administratif komm.

D'Kommissioun an de Médiateur suggeréieren elo, dass déi Persoun misst, wann d'Urteil dat virweist, hire Permis erëmkreien. Mä ech mengen, domadder kréie mer awer dann zweeërlee Moossen a Gewiichter. Dat heescht, deen e Lëtzeburger Permis huet, an deen, wou d'Urteil gesot huet, en hätt dee Permis beispillsweis während zwee Joer verluer, dee kann uschlëssend e Retrait administratif vum

Permis kréien. Wann en awer elo en auslännesche Permis huet, da wier dat net méi méiglech.

Ech mengen, dat geet net. Hei musse fir déi, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, déiselwecht Gesetzgebungen a Mesurë gëllen. Dat schéngt mer op jiddwer Fall wichteg ze sinn, dass mer net do zweeërlee Moossen a Gewiichter hunn. D'autant plus, dass ee weess, dass a Spuenien, dass an Tschechien ee ka sech esou Permissë kafen, a verschidde Leit kënnen deen Ablack mat zwee Permissë fueren: een, dee se kënnen ewechgeholl kréien, da kënnen se mat deem aneren den Dag drop fueren. Frankräich ass dofir higaang an huet mat Spuenien zum Beispill en Accord getraff, dass do en Échange d'informations geschitt, fir esou Abusen ze éviéieren.

Dann eng lescht Saach, bei der Réforme administrative, vun där vill geschwat gëtt a wou ee gesäit, dass se absolut noutwendeg ass. Aus allen Interventiounen, souwuel aus dem Rapport vum Médiateur wéi hei aus den Debatten an der Chamber, vun der Kommissioun, vun alle Kommissiounen geet ervir, dass et absolut noutwendeg ass, dass do eppes geschitt.

Leider ass d'Reforme administrative zur Chefsaach erkläert ginn. An doduerjer geschitt näischt op deem Gebitt. Et wier d'fir gutt, wann déi enzel Ministere sech géifen elo nees hir Aarbecht huelen, Chefsaach Chefsaach si loosse an hir Aarbechten an hire Ministère maachen a sech géifen zesummendinn, fir dass mer dem Médiateur manner Aarbecht ginn, wéi dat elo de Fall ass.

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Henckes Merci, an d'Wuert huet dann elo d'Regierung, den Här Minister Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass elo déi drëtte Kéier, dass d'Chamber en Débat d'orientation huet iwwert dem Marc Fischbach, dem Ombudsmann säi Rapport. De Marc Fischbach, deen eng gutt Aarbecht mécht an deem Beräich an deen - dofir wëll ech gär d'Tribün hei benotzen, fir dat ze soen - och Unerkennung elo an de leschten Deeg fonnt huet bei der Notariatskummer, wou en dann déi néideg Unerkennung fonnt huet fir déi gutt Aarbecht, déi e mécht. An déi gutt Aarbecht fënnt sech och hei erëm an dësem Rapport, deen haut hei sachlech diskutéiert ginn ass.

Och dee Rapport vun der Kommissioun, wou de Camille Gira jo da Rapporteur war, muss ech soen, deen ass wierlech gutt, sachlech, neutral, an ech mengen, dee bréngt der Saach eppes. D'Saach ass jo déi am Fong geholl, fir tëschen den Administratiounen an den Administrés am Fong geholl mam Fanger op Boboen ze weisen. Dat geschitt och hei. A wann dann de Spagat gemaach ginn ass, fir dëst Joer dann als Prioritéit den Intérieur oder den Intérieur als solchen ze huelen, da verstinn ech dat, well de Camille Gemengepolitiker ass an e wëllt, et läit him um Häerz, fir déi Problemer do ze léisen.

Ech muss em awer och soen, dass ech déi Motioun, déi haut hei virläit, mat dräi Hännerschreiwene. Well et ass eng Motioun - do géif ech mech deem uschlëssen, wat de Jempi Klein virdrun zu mer gesot huet -, wou mer double emploi maachen. Déi hate mer schonn hei an der Chamber bei den Diskussiounen vun der RTLs-Kommissioun - also d'Reorganisation territoriale -, an ech wäert och a mengen Entwécklungen hei kuerz op e puer Punkten doraus ze schwätze kommen.

Also dëst Joer sinn den Intérieur an derneift dann eben d'Fonction publique, wou d'Madame Minister Modert dann zu der Fonction publique sech positionéiert, eis Schwéierpunkten. Et ass jo och dat hei ugeschwat ginn.

Dofir mengen ech, wann ech de Rapport an alles kucken, wéi et hei geschwat ginn ass, da verstinn ech schwéier déi Remarques, déi den Här Berger hei gemaach huet, fir ze mengen, den Intérieur, do wäre violent verbal Attacke gewiescht. Ech fannen näischt esou am Rapport erëm. An ech mengen, den Här Berger ass net Member vun engem Gemengerot,...

(Interruption)

...soss géif en dat vläicht besser verstoen. Ech mengen, ech hätt villes verstanen an deem Rapport hei an och villes verstanen an där Diskussioun hei. Sou erlaabt mer dann, op déi Punkten ze schwätzen ze kommen, déi eis concernéieren als Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région.

Ech hunn et gesot, de Marc Fischbach, déi Institutioun vum Médiateur huet sech bewährt, an de Marc Fischbach huet op Punkte mam Fanger op Wonne gewisen. E lancéiert Débaten. An een Débat oder eng Problematik huet en opgeworf, déi mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn. Ech wëll se och gären hei eng Kéier opgräifen. Dat ass déi, wéi am Fong geholl ganz oft d'Gemeng, wéi déi fonctionnéiert.

Do stelle mer fest, an dat steet jo och an de Rapporten, dass sougenannte Souverainismé stattfannen a Gemengen. Si nennen dat am Rapport eng Émancipation des fonctionnaires communaux. Domat wëll ech soen, dass heiansdo sech Saachen an enger Gemeng maachen, net nëmmen an enger Gemeng, och an engem Ministère an och an enger Verwaltung, wou am Fong geholl de Buergermeeschter respektiv de Minister net ëmmer am Bild sinn. An dass dat sech méi a kleng Gemenge mécht, dat ass kloer, an dat féiert och zu verschiddene Problemer, déi awer dann, wann am Fong geholl eng gewëssen Transparenz do ass, kënnen geléist ginn.

Transparenz hu mer zum Beispill, wat d'Bautegenehmegungen ugeet. Do ass haut de Mëtteg vill driwwer geschwat ginn. Et ass e richtege Renner. Do ass gemengt ginn, duerch eng Verbesserung am Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal kéint een do munches bewegen. Deem ass awer net esou. Dat wëssen och d'Insider heibannen.

D'Bautegenehmegunge si problematesch, well jo do am Fong geholl och eis Geriichter mat abezu sinn. An dat mécht d'Saach net méi einfach. Net méi einfach, well et am Fong geholl eng Séparation des pouvoirs ass, a jiddwereen huet seng Roll ze spillen. Wann de Buergermeeschter eng Bautegenehmegung gëtt oder net gëtt, a wann d'Bautegenehmegungen illegal sinn, gëtt ganz oft de Principe de proportionnalité benotzt, fir am Fong geholl déi illegal Bautegenehmegung ze exekutieren. Dat ass eng Situatioun, déi net gutt ass.

Dofir wäert ech mech an deenen nächste Woche mam Minister Biltgen, Ministre de la Justice, un den Dësch setzen, fir ze kucken, wéi een déi Situatioun do, déi sécherlech net optimal ass, besser kann an de Grëff kréien, ebe betreffend d'Bautegenehmegungen, déi net legal sinn, wou da prozesséiert gëtt, wou et ganz laang dauert ganz oft, bis am Fong geholl Uerteeler do sinn, an da ganz oft déi Uerteeler net exekutéiert ginn.

Fir mech ass dat e wichtege Punkt, ech wëll dat ganz kloer an däitlech soen, well hei ass et de Rechtsstat als solchen, deem am Mëttelpunkt steet. A wann dat net soll klappen, da verléiere mer eng gewësse Kreditibilitéit. Dat kann net sinn.

Gradesou wichteg ass an deem Kontext awer och de Gemengen hir Hausaufgab. Dat ass déi, fir op d'Schantjen déi sougenannte Bautepolizei ze schécken. Dat ass och fir mech eng *Conditio sine qua non*, wann ee gär hätt, dass dat soll honnertprozenteg gutt iwwert d'Bühn goen.

Och hei si verschidde Gemengepappen a -mammen, déi mengen, dat wär opwändeg, besonnesch wat d'Ressources humaines ugeet. Grad justement do géif ech drop verweisen, dass, wann ee staark a grouss Gemengen huet, dann huet een d'Méiglechkeet, déi Gestuion vun de Ressources humaines ze optimiséieren an d'Prioritéiten esou ze fixéieren, dass ee ka säi Service technique op den Terrain schécken, fir dass deen dann déi Bautegenehmegungen, dass hien déi Schantjen da kontrolléiert.

Eng aner Problematik, déi ugeschwat ginn ass, dat ass d'Recommandatioun N°32 vum Här Médiateur. Dat ass déi iwwert d'Aschreiwungen an de Register vun der Populatioun. De Projet de loi 5949. Hei wësst Der, dass mer e Projet de loi gemaach hunn, deem am Fong geholl och am Esprit ass vun deem, wat de Médiateur

sech virstellt. An zwar deen, dass mer et fäerdeg bréngen, all Leit, déi an enger Gemeng liewen a wunnen, fir déi kënnen ze enregistrieren.

Déi Leit, déi problemlos do liewen, déi kommen an de sougenannte *Registre principal*. Déi Leit, déi problematesch sinn, déi kommen an de sougenannte *Registre d'attente*. Dat ass am Fong geholl déi grouss Achs vun deem Gesetz, vun deem *Projet de loi*, deen elo beim Statsrot läit. Den Avis, deen ass imminent. An et muss ee waarden, wat de Statsrot zu där ganzer Problematik seet. Wëssend, dass d'Tatsaach, dass d'Leit och nëmmen en RMG zum Beispill kënnen kréien do, wou se domiciliéiert sinn, d'Saach net méi einfach mécht. Oder anescht ausgedréckt, wann Der e Sozialfall hutt an Dir kënt deen net richtig umellen, da kritt dee keen RMG. An dann ass dee schlecht drun. Dofir muss ee kucken déi Problematik ze léisen.

Ech erwaarde mer, ech si ganz gespaant op den Avis vum Statsrot, dee jo verschidde Ministere concernéiert. An da kucke mer doropshin eng Solutioun ze fannen, déi an d'Richtung geet vun den Iwwerleeunge vum Médiateur.

Am Logement ass geschwat ginn iwwer eng Carence vu Logements. Et ass geschwat gi vu Logements d'urgence. Dat ass eng *Recommandatioun N°37*. Ech mengen, do ass sech de Logementsminister, an deem sengem Numm ech hei sécherlech net kann elo schwätzen, mä deen ass sech där Saach bewosst. An hie weess, dass mer müssen am Beräich vum Logement weider op där Schinn a mat deenen Instrumenter, déi mer hunn - *Pacte «Logement»* an esou weider -, opbauen.

Et ass awer och hei keng Unanimitéit am Gemengesecteur, well déi eng Buergermeeschteren a Buergermeeschterinnen mengen, et kéint een esou Problemer domat léisen, dass een d'Leit an en Hotelzëmmer leet, an anerer, déi mengen, et sollt een d'Structures régionales aféieren, fir sougenannte Logements d'urgence ze sichen. An nach anerer mengen, et misst een de franséische Modell iwwerhuelen, fir 20% vu Logement-socialen a Gemengen ze imposéieren an déi Gemengen, déi dat net maachen, da finanziell ze bestrofen.

Et ass eng Diskussioun, déi muss an den nächste Méint gefouert ginn. De Médiateur huet dësen Débat lancéiert. Ech fannen et e wichtegen Débat, an et soll een och hei kucken, fir am Fong geholl Léisungen ze fannen, déi am Intérêt si vun der Situatioun.

En anere Punkt, deen ech wollt uschwätzen, deen haut och schonn e puermol ugeschwat ginn ass an deen och sécherlech wichteg ass a wou och gefrot ginn ass, dass den Innenminister soll sech positionéieren, ass dee vum *Règlement de police* an *Dispositions relatives au trouble à l'ordre public*. Et ass richteg, dass d'Polizei bei ganz ville klengen Incivilitéiten oder klengen Troublen net ëmmer am Fong geholl Präsenz ka weisen, well einfach d'Aufgabestellung an och d'Eropwuesse vun den Incivilitéiten am Fong et onméiglech maachen, all Fall am Fong geholl unzegoen. Do ass Léisungsbedarf, ass Handlungsbedarf, an et muss eng Léisung fonnt ginn.

Do ass e *Projet de loi* déposiert ginn an der leschter Legislaturperiod. Dee *Projet de loi* ass am Fong geholl vum Statsrot a Fro gestallt ginn. En huet *Opposition-formellé* kritt, well et ass gemengt ginn, dass een net kann *Infractions* an Sanktiounen an de Gemengen, an de Polizeireglementer ofwéckelen, mä dass den *Droit pénal* eng *Matière réservée* wär vum Gesetz. Dofir ass dee *Projet de loi* elo, esou wéi en doläit, wéi en dolouch - loosse mer et emol esou soen -, net ze realiséieren.

Doropshin ass en *Avant-projet* de proposition de loi gemaach gi vu Kolleegen hei aus der Chamber. Dat ass eng gutt Base de discussion, an et soll ee sech och un där orientéieren elo, fir Léisungen ze fannen. Et muss ee kucken, wéi eng Incivilitéiten, wéi ee Katalog een do kann opstellen.

Mä dat Ganzt muss awer geschéien - dorop halen ech awer -, dass et net ka sinn, dass doduerch méi Aarbechten herno kommen oder *Charges supplémentaires* komme fir d'Juridictiounen a fir d'Polizei. Dat ass sécherlech eppes, wat net einfach

wäert sinn, awer et muss ee kucken, dass een déi Incivilitéiten esou tässelt an esou konditionéiert, dass méi dobäi erauskënnt wéi dat, wat mer elo hunn, wëssend, dass en Handlungsbedarf do ass.

Mä et geet net duer, nëmmen eppes ze maachen, fir eppes ze maachen. Dat wëll ech awer kloer an däitlech soen. Net dass elo gesot gëtt: „Da maache mer dat emol, an da kucke mer.“ An herno si mer nach gradesou schlecht dru wéi virdrun. Mir sollten also op Basis vun deenen Iddien, déi um Dësch leien, elo Léisunge sichen, fir am Fong geholl an deem Beräich dann eben och eng Solutioun ze kréien, déi d'Situatioun verbessert, wéi se elo ass.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Een anere Punkt, een anere Punkt...

Merci, Dir Hären.

(Brouhaha général)

Den anere Punkt ass...

Et ass schéin, wann d'Chamber „très bien“ seet, dat deet engem ëmmer gutt, well si soen net oft „très bien“.

(Interruption)

Jo, dat ass, dat hänt ëmmer dovun of, wéi d'Situatioun ass. Ech wëll elo net déi do Situatioun kommentéieren.

Ech wëll eng aner Situatioun kommentéieren, déi och vill heibanne kommentéiert ginn ass an nach weider wäert kommentéiert ginn, dat ass déi vun der sougenannter *Simplification administrative* au niveau communal. Dat ass eng Kamell, déi deem enge besser schmaacht wéi deem aneren. Mä si ass relativ sauer. Well verschidde Leit mengen, duerch déi generell Bürokratisatioun am Gemengesecteur, duerch méi komplex Aufgabestellungen, duerch déi ganz Problematik vun der Gemengepolitik, loosse mer se emol esou nennen, wär et wichteg, fir d'Prozeduren ze uniformiséieren an dann eben op verschidde Beräicher Neel mat Käpp ze maachen - loosse mer emol esou soen.

D'Praticabilitéit vum Gesetz vun 2004 gëtt oft ugeprangert, wat d'PAGen an d'PAPE mécht. Do ass et esou, dass ech eng *Circulaire* erausginn hunn, notamment elo am *Abrëll* doriwver, wéi een an de PAGe soll virgoen. An do erwaarden ech mer an de gudden Aarbechten, déi mer an der Kommissioun hunn, dass mer züege weiderkommen an déi Amendementen zu deem Gesetz kënnen maachen, fir dass dat da rechtskräfteg gëtt. An da besonnesch an der *Période transitoire*, wou Froen opgeworf ginn - ass dat doten e PAP oder e PAG, eng Modifikatioun vum PAG? -, dass mer dat da kënnen léisen.

Do wäert ech sécherlech gären eng Hand mat upaken, an do wäerte mer och, géif ech soen, am Laf vun dësem Joer, Enn dës Joers wäerte mer kënnen eng Kéier bei de Statsrot goen, an da wäerte mer dat Gesetz kënnen definitiv hei zu Lëtzebuerg dann emsetzen. Da wäerte mer och kucken, dass an deem Beräich mer besser weiderkommen. Et ass esou, dass dat eng komplex *Matière* ass, dass mer e Gesetz vun 1937 haten, wat och *Insuffisances* hat, a mat dem Gesetz vun 2004 hu mer e ganz neie *Paradigmewiessel* gemaach.

Et ass wéi ëmmer: Wann een eng nei Philosophie an e Beräich erabréngt, ass et net einfach, well deen een et esou gesäit an deen aneren anescht. Mä ech mengen, do si mer um richtege Wee. Mir hu vill mat de Stakeholderen - wéi een dat esou nennt - dobausse geschwat, an ech ginn och dovun aus, dass mer, wéi ech elo gesot hunn, Enn dëst Joer, Ufank nächst Joer dat Gesetz dann hei kënnen an der Plénière stëmmen, wann déi Aarbecht, déi elo an der Chamberskommissioun gemaach gëtt, esou gutt weidergeet, wéi dat elo de Fall ass.

Eng aner Fro, déi opgeworf gëtt, ass awer nach déi - wann ee vu *Simplification administrative* schwätzt - am Fong geholl vun der Tutelle vum Stat par rapport zu de Gemengen. Et ass e *Steckenpferd* vu verschiddene Leit, déi ëmmer nees domat erëmkommen. Ech fannen déi *Démarche* och berechtigt an deem Sënn, dass mer

Strukturen hunn, déi op eng Welt opgebaut hunn, déi haut net méi esou ass, wéi se deemools war. Dofir hunn ech och wëlles, do weiderzekommen.

Ech hunn op den Dag vun haut - ech hunn extra op haut gewaart - eng nei *Circulaire* lancéiert. Hei ass se: „*Simplification administrative - Dossiers à ne plus soumettre au Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région*“. Et ass eng *Circulaire*, déi huet dräi Säiten. Ech wëll elo net an den Detail agoen, dat géif ze laang goen. Do sinn e ganze Koup Pabeieren a Paperassen, déi an de Ministère geschéckt ginn, déi net méi brauche geschéckt ze ginn. Ech hunn...

► **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions)

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Et si relatif vill... De Prinzip ass am Fong geholl an enger éischer Phas deen: Et sollt een nëmmen dat kontrolléieren, wou et néideg ass, dass een et kontrolléiert, well et wichteg ass. Et sollt een net versichen, alles ze kontrolléieren. Mir ginn nach méi wäit, an ech wäert och da méi wäit goen, mä dat wäert nëmme méiglech sinn, wa mer eng *Gesetzesännerung* maachen. Dofir ass dat heiten en éische Schrétt a Richtung vun enger méi erliichterter Tutelle.

Ech ginn dovunner aus, dass ech nach an dëser Legislaturperiod kann a verschiddene Punkte léigiféieren. Ech hu schonn eng Kéier e Beispill hei genannt: All déi *Règlementer* vun Transport, vun de Stroossen, déi müssen als *Boîte aux lettres* duerch den Intérieur lafen, wat opwändeg ass fir d'Gemengen a fir den Intérieur. Do muss mer eng *Gesetzesännerung* maachen, a mäi Kolleg aus der Regierung, de Claude Wiseler, wäert sécherlech beim nächste Gesetz dee Punkt do mat drasetzen, dass mer dat net méi müssen esou ofwéckelen, wéi dat elo de Fall ass.

Dir gesitt also, dass mer hei versichen, eng *Simplificatioun* ze maachen an enger éischer Phas. Ech stelle mer vir, dass mer an engem Joer, wat déi Erliichterungen hei ugeet, de Bilan maachen - d'Gemengen hire Bilan maachen, de Minister säi Bilan mécht, qualitativ a quantitativ - an dass mer kucken, wéi mer dann doduerch eng Verbesserung kréie vun de Prozesser am Intérêt vu jiddwerengem: am Intérêt vun de Gemengen, am Intérêt vun Ministère an och am Intérêt vun eise Biergerinnen an eise Bierger. Ech mengen, dat ass en *Exercice*, deen op eis zoukënt an dee wäerte mer och maachen.

A sécherlech steet och déi sougenannten *Ofschafung* vun den *Distriktskommisariater*, wéi verschidde Leit dat nennen, um Programm. Ech hunn zwar net gären, wann dee *Wording* ëmmer esou gesot gëtt, well dat géif heeschen, dass déi Leit, déi *Distriktskommissären*, hir Hausaufgaben net géife gutt maachen.

► **Une voix.** - Dat seet jo keen.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Dofir géife se ofgeschaf ginn. Si ginn net ofgeschaf, well si maachen eng gutt Aufgab. Ech mengen, net méi spéit wéi haut..., d'Madame Frank huet nach haut de Mëtteg hir *Distriktskommissäre* gelueft. Si huet gesot, si hätten eng gutt juristesche Aarbecht gemaach. Ech ka soen, ech hunn och ganz gutt Erfahrungen, a mer müssen och op Basis vun deem, wat mer elo hunn, opbauen. Am Prinzip: d'Vergaangenheet kennen, fir d'Géigewahrt besser ze verstoen an d'Zukunft besser ze preparéieren.

Och hei soll dat spillen. Dofir gëtt dat gemaach, wat am Rapport vun der Spezialkommissioun steet, fir eben déi *Distriktskommissariater* an eng Verwaltung, an eng unique Verwaltung emzefunktionéieren, an da mat *dezentrale Büroen*. Dat wëll ech nach dës Legislaturperiod maachen an ech mengen, dass dat dee richtege Wee ass, fir dëser Institutioun, déi sech och bewäert huet - iwwer Jorhonnerten, kann ee bal soen -, weider eng wichteg Roll ze ginn.

Ob déi Institutioun ka Médiateur spillen, wéi dat an der Kommissioun an de Raum



gestallt ginn ass, do hunn ech Bedenken. Ech stelle mer éischerter vir, dass, wann e sougenannte Médiateur fir d'Gemenge sollt kommen, dat éischerter kann au sein vum Syvicol si wéi soss anzwousch, well sécherlech kann en net einfach esou existieren, nieft dem Médiateur oder als Médiateur vun de Gemengen, well dat géif problematesch ginn. Da géif et op eng Kéier eng Gemeng ginn..., oder e Bierger geet bei de Médiateur géint d'Gemeng A, d'Gemeng A geet géint d'Gemeng B an da geet de Stat C..., dat gétt en Duercherneen. Dat geet net! Dat Een-zegt, wat do méiglech ass, mengen ech, wär dat, fir dee Rôle vum Conseil oder vun der Médiatioun, fir deen am Fong geholl am Syvicol oder soss ennerzekerien.

Och an der sougenannter neier Verwaltung, déi mer wëlle kreéieren, ass dat relativ schwéier, well et ass nun emol esou, dass mer e Stat hunn an dass d'Gemeng eng Emanatioun ass vum Stat, mat enger kloerer Hierarchie, an dass dat Ganzt en institutionelle Charakter huet. Hei kann een also net médiéieren, hei kann ee keng Froen tranchéieren. Hei kuckt ee just: Ass d'Legalitéit ginn oder ass se net ginn? Ech mengen, dat ass den Haaptmessage, deen een hei muss ginn.

Mäin Haaptmessage zum Schluss soll dee sinn, fir ze soen, dass déi Aarbecht, déi de Médiateur geleescht huet, an déi Froen, déi en opgeworf huet an déi an der Kommissioun diskutéiert gi sinn, an déi richteg Richtung ginn, dass ech ka wierklech soen, dass hei Chamber, Médiateur an och Minister mat senge Beamten op enger Wellelängt sinn an dass mer um richteg Wee sinn, fir déi Problemer ze léisen. An dat mat eise Méiglechkeeten am Kader vun der Aufgabestellung, wéi se an engem Stat nun emol ass, mat enger Séparatioun vu Pouvoiren, wou d'Gerichter op där enger Säit sinn, op där anerer Säit d'Regierung, d'Chamber an dann eben eis Biergerinnen, eis Bierger mat de Gemengen.

Ech mengen, dass dat alles ka gemaach ginn, dass mer méi Effikassitéit kënnen an den nächste Jore kréien, dass mer eng Simplification administrative, wéi se scho jorelaang an de Raum gestallt gétt, kënnen wierklech emsetzen an dass mer och do-duerch mussen en optimiséierte Rekrutement kréie vum de Gemengebeamten an de Gemengebeamten. Dat ass e wichtige Punkt, deen ech zum Schluss nach eng Kéier wollt opwerfen.

D'Aufgabestellung ass also net einfach, mä mir si gutt opgestallt, an ech mengen - wat elo den Innenminister ugeet a seng Beräicher, wou een da kann eng Hand mat upaken -, dass mer do wierklech Hand an Hand kënnen zesumme gutt schaffen am Intérêt vun eise Biergerinnen an eise Bierger.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Innenminister Jean-Marie Halsdorf. Elo kritt d'Wuert d'Madame Ministesch vun der Fonctioun publique, d'Madame Modert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonctioun publique et à la Réforme administrative.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, just kuerz vu menger Säit aus och nach e puer Saachen. Den Här Innenminister huet dat ganz gutt ugeschnidden, och de generelle Kader. Dir hat awer nach aner Froen erausgehewen an Ärem Rapport. D'Chamber ass jo déi zoustänneg Instanz fir de Médiateur, dofir hutt Der säi Rapport och ganz genau a gewëssenhaft analyséiert. Ech wëll dem Rapporteur, esou wéi mäi Virriedner och, Merci soen. En huet mat ganz vill Seriö do-runner geschafft, ass op all Punkten

agaangen, huet se genau an detailléiert analyséiert, ganz vill a seriö Aarbecht gemaach.

Dat, mengen ech, ass de Rapport vum Médiateur och wäert, absolut! An esou kënnen mir haut hei vun zwou gewëssenhaften Aarbechte schwätzen, déi fir eis wichtig si an der Verwaltung, fir dorobber ze schaffen. Sou wéi d'CSV-Riednerin Marie-Josée Frank et och gesot huet: Et stellt haut kee méi d'Néidegkeet vun der Institutioun Médiateur a Fro! Dat war am Ufank jo anescht. Dat, mengen ech, huet och mat dem richtige Fangerspëtzegefill vum Marc Fischbach ze doen, deen dat wierklech als Institutioun ausgebaut huet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, dass d'Ufuerderungen un den öffentlechen Déngscht an deene leschten 20 bis 25 Jore vill evoluéiert hunn. Dofir muss mer a wëlle mer haut méi qualitativ virgoen, well mer Prozeduren a Virgoensaart a -weise kontinuéierlech iwwerdenke mussen. Si mussen permanent gekuckt ginn, och a ganz besonnesch vu bannen eraus, well jo d'Leit op de Plaze selwer am beschte kënnen gesinn, ob déi Methoden, déi do sinn, ob d'Prozeduren, déi do sinn, nach ugepasst sinn oder ob se sollen oder mussen geännert ginn.

Dofir ass d'Modernisatioun vun der Verwaltung och ganz wichtig, an ech mengen, dat ass souwisou ee Prozess, dee permanent muss sinn. Routine mussen ëmmer iwwerducht ginn, fir dass een net dran hänke bleift, do, wou se schlecht sinn. Mir kënnen haut net méi esou schaffen wéi virun 30 oder 40 Jore, mat där ëmmer méi grousser Komplexitéit vun de Matière.

Ech hunn dofir d'Schwéierpunkte vun der Verwaltungsreform fir des Legislativ op zwou Achse geluecht: Déi éischt ass d'Qualitéit publique an d'Relatioun mat de Bierger an déi zweet ass d'Gestioun vun de Ressources humaines. An ech mengen, hei begéine sech Saachen, déi diskutéiert gi waren souwuel an Ärem Rapport wéi och an Elementer vun dem Rapport vum Médiateur.

Mir wësse jo all, dass d'Verwaltung kee Selbstzweck ass, mä si ass do fir den Déngscht un de Leit an un de Betriber. Dat ass och de Fall. Natierlech kann een do ëmmer nach verbessern an do muss een ëmmer drop oppassen. Mir mussen de Bierger an de Mëttelpunkt setzen an op d'Leit duergoen. Dat muss eng generell Haltung sinn. Wichtig sinn heibäi d'Aspekter vun Accessibilitéit vum Service public, Kommunikatioun, Rationalisatioun vun de Verwaltungsprozeduren an hiren Ofleef an dann natierlech d'Suergfalt an d'Rapiditéit vun den Entscheedungen an den Äntwerten.

Mir hunn haut schon Instrumenter, déi een heibäi asetze kann, fir dee permanenten Iwwerdenkungsprozess ze stäipen. Dat ass d'Autoevaluatioun vun der Fonctioun publique, wat ee wichtige Outil vum Qualitéitsmanagement ass. Mir wëllen och nach méi wäit goen, zu engem Programm vu kontinuéierlecher Verbesserung als e permanent Element. Mir hunn Instrumenter haut, fir d'Zefriddenheet vun de Bierger ze moossen a se domadder och evaluéieren ze kënnen an ipso facto d'Qualitéit vum Service public evaluéieren ze kennen, iwwert d'Charte d'accueil et de service, iwwer Entretien de développement professionnel an esou weider.

Mir brauchen awer doriwuer eraus - mengen ech - nach eppes aneres, an zwar: e Schrack méi wäit goen iwwer eng Gestion par objectifs, wou eis Verwaltung sech Objektiv fixéieren, Prioritéite setzen;

och d'Notioun vu Métierë mussen mir aféieren, wat dann dee Moment vill méi spezifesch zougeschnidden ass op déi Aarbecht, déi deejéinege spezifesch soll maachen. Dat geet och iwwer Organisationsfroen an natierlech Managementsfonctiounen aféieren.

Virun dësem Hannergrond mierkt een, dass eppes ganz wichtig ass: Dat ass d'Formatioun an d'Weiderbildung. „Lifelong learning“ ass jo och en Element vum Bologna-Prozess. Och an deem Kontext wäerte mer dat erëmfannen. D'Formatioun ass wichtig a si ass et ëmmer méi. Mir wëllen dat nach verbesseren a Reforme maachen. Ech zweifelen och net drun, dass do op alle Plazen a Säite Konsens driwwer besteet, dass mer un der Formatioun solle schaffen an dass mer Reforme maache mussen.

Déi zweet Saach ass - wat och heibannen zum Ausdrock komm ass - d'Fro vum Astelle vun de Leit, oder vu méi Leit astelle beim Stat. D'Wonschdenken ass ëmmer ganz grous: Ongeféier läit d'Wonschlescht pro Joer, wat d'Verwaltungen insgesamt beim Stat wëllen agestallt kréien - vun neie Posten, déi also zousätzlech geschaf gëfe ginn -, ëmmer bei iwwer 1.000. Do gesi mer jo scho gläich, dass et net méiglech ass, fir all Joer 1.000 nei Posten ze schafen. Onbegrenzt ass et och hei net méiglech, fir de Leit systematesch nei Effektiver an d'Verwaltungen ze ginn. Et huet jo och, enner anerem, mat organisatoresche Froen ze doen, mä och de Käschtepunkt dovun dierf een net aus den Ae verléieren.

Déi Aarbecht do gétt vun der CER gemaach, d'Commission d'économie et de rationalisation, déi och schon ernimmt ginn ass. Si huet keng einfach Aufgab. D'Kritiken an hir sinn awer net fondéiert, och wann hir Aarbecht net ëmmer einfach ass an och vläicht emol eng Kéier een aneren Akzent géif setze wéi en aneren. Mä et kann een net vun 1.000 Posten, déi gefrot gi sinn, esou licht dee Pak doraus maachen, dee verdroe gétt.

Et gétt natierlech och sécherlech kee perfekte System. Och deen doten ass et net, nëmme, mir fannen och kee aneren, dee perfekt wäert sinn. Et kann een deen, deen do ass awer optimiséieren, andeems een zum Beispill mat neie methodologeschen Outil virgeet. Andeems een och - mengen ech - eppes kuckt, wat wichtig ass; dat ass schon e puermol hei verwieselt ginn: Simplification administrative ass eppes aneres wéi Réforme administrative. Dat ass zwar net ganz wichtig. Mä iwwert déi administrativ Vereinfachung kann ee scho beim Ausschaffe vun Texter a vu Gesetzler evaluéieren, wéi een Impakt déi nei Obligatiounen hunn, an déi nei administrativ Charge méi einfach maachen, also se erofsetzen, amplat se nach eropzedrücken.

Dat ass gutt, souwuel fir d'Leit do bausse wéi natierlech och fir d'Verwaltungen, déi dann awer manner ze dinn hunn. Do si mer och amgaangen, Methodologien auszuschaffen, déi een da fir jiddweree relativ einfach intern uwenne kann. Domadder kann een enner anerem och de Personalbedarf evaluéieren an dee Moment och besser steieren, souwuel iwwer manner Charge wéi och fir ze wëssen, wat et ausmécht.

Mir huet ëmmer eppes virgeschwieft, ier ech zoustänneg fir déi Saache war, dass beim Stat eng Fonctioun d'audit et de conseil interne anzeféieren. Ech gesinn zwou Plazen, wou déi kéint ugesiedelt sinn, entweder bei der IGF, well do vill Leit setzen, déi d'Servicer scho relativ gutt kennen, oder awer - well et och doriwuer erausgeet - am Departement vun der Verwaltungsreform, dee jo de Moment e Stéck vun dem Öffentlechen-Déngscht-

Ministère ass. Ech géif dat awer éischerter als interne Service gesinn, fir dass ëmmer déiselwecht Methoden ugewannt ginn an all staatlech Servicer och op déiselwecht Aart a Weis kënnen berode ginn. Dat verhënnert net, dass een och punktuell kann op extern Auditen oder Auditeuren, déi zousätzlech zouschaffen, zréckgräifen.

Da mengen ech, dass déi Iddi, déi an der Motioun ervirgetrach ginn ass, fir eng Fiche iwwert d'Ressources humaines bei d'Gesetzler bäizeleeën, eng Iddi ass, där een absolut kann nogoen. Ech géif éischerter virschloen, se an d'Fiche financière ze integrieren, mä ech mengen, dass ass jo kee grousse Ennerscheid zu der Motioun.

Schliesslech an endlech: de Punkt an der Motioun iwwer eng Alternativ zum aktuellem Numerus-clausus-System. Dat ass sécher schwéier - aus deenen Ursachen, wou ech gesot hunn -, mä optimiséieren a se mat punktuelle Verbesserunge compléieren: jo!

Wéi ech gesot hunn: Mir mussen am Kapp behalen, dass d'Masse salariale dee ganz décke Batz am Statsbudget duerstellt, en extrem schwéiert Gewicht fir de Statsbudget bedeit. Also muss een och kucken, déi Saachen am Grëff ze behalen. Dofir bleibt et ëmmer néideg, eng Grenz ze setze fir d'Eropsetze vun den Effektiver beim Stat.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech wollt Merci soe fir déi gewëssenhaft Aarbecht, fir déi flott Iddien, déi komm sinn. Ech mengen, viles ass amgaangen, gemaach ze ginn. Mir sinn ëmmer frou an dankbar fir Ustéiss a mir si ganz besonnesch och frou iwwert déi gutt Diskussiounen, déi mer haten. An do, wou Bedarf ass, oder do, wou Dir dat wëllt, si mer selbstverständlech bereet dozou, se weiderhi virunzeféieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Modert. Domadder wäere mer um Enn vun eiser Diskussioun.

Mir hunn elo nach hei zwou Motiounen, iwwert déi mer mussen ofstëmmen, déi allen zwou vun Här Gira erabuecht gi sinn. Ech wollt froen: Ass nach een, deen zu deene Motiounen wëllt Stellung huelen?

(Négation)

Dat schéngt mer net de Fall ze sinn. Ech hunn och d'Impressioun, dass déi Motiounen vun enger grousser Majoritéit gedroe ginn, esou dass ech proposéieren, dass mer à main levée doriwuer ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

Fir d'Éischt iwwert d'Motioun N°1.

Wien ass mat där Motioun d'accord?

(Assentiment)

Mäi Gefill schéngt richteg gewiescht ze sinn, well déi Motioun gétt à l'unanimité ugeholl.

Vote sur la motion 2

Datselwecht schéngt mer fir déi zweet de Fall ze sinn.

Wien ass mat där Motioun d'accord?

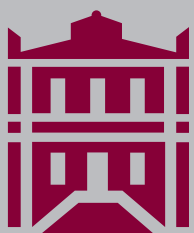
(Assentiment)

Och déi wär domadder à l'unanimité ugeholl.

Domadder wäere mer dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer de Mëtteg um hallwer dräi nees zesummen.

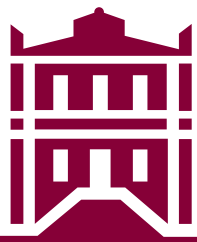
D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.28 heures)



Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un



Sommaire

- 5904 - Projet de loi portant modification
 - de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats
 - du Code du Travail
 - de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État
 - de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État
 - de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux
 - de la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession
 - de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession et
 - de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre
 - Rapport de la Commission juridique: Mme Christine Doerner
 - Discussion générale: M. Xavier Bettel, Mme Lydie Err (M. Fernand Kartheiser lui pose une question), M. Félix Braz, M. Jacques-Yves Henckes
 - M. François Biltgen, Ministre de la Justice (M. Fernand Kartheiser lui pose une question)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Question avec débat N°12 de M. Xavier Bettel au sujet du Service d'aide aux victimes d'infractions pénales
 - M. Xavier Bettel - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
- 6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la mise en œuvre et l'évaluation de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer et de la loi du 22 octobre 2008 concernant le pacte logement
 - Exposé: Mme Vera Spautz
 - Débat: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes
 - M. Marco Schank, Ministre du Logement

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen, Claude Wiseler et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Da schéngt dat net de Fall ze sinn. Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 5904 iwwert d'Partenariat. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeloucht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Bettel, d'Madame Err, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

1. 5904 - Projet de loi portant modification

- de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats

- du Code du Travail

- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

- de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État

- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux

- de la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession

- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession et

- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, säit ronn sechs Joer elo gëtt sech och zu Lëtzebuerg gepacst. E Gesetz vum 9. Juli 2004 huet d'Rechtswirkung vu bestëmmte Forme vu Liewenspartnerschaften organiséiert. Dësen Text huet zwar keng Plaz an eisem Code civil fonnt, ass awer an eise Sproochgebrauch opgeholl ginn énnert der franséischer Expressioun Pacs.

Dës nei Institution betréff souwuel gläich- wéi verschiddegeschlechtlech Koppelen an ass e Kontrakt tëschent zwou Persounen, déi hiert gemeinsam Zesummeleewen organiséiere wëllen. Fir sech kënnen ze pacsen, muss ee vertragsfäeg, weder bestuet nach an engem anere Pacs sinn, net Famill weder an direkter nach a Säitelinn bis zum drëtter Grad ënnerenee sinn, an d'Koppel muss hire gemeinsame Wunnsätz zu Lëtzebuerg hunn.

D'Effete vum Pacs si puer materieller Aart...

► **M. le Président.**- Ech bieden lech nozelauschteren! Et ass e wichtege Projet, deen d'Madame Doerner hei exposéiert.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice.**- ...a vergläichbar mat e puer allgemenge Rechter a Flichte vum traditionelle Bestietnis wéi Wunnengsschutz, géigesäiteg materiell Hëllef an Ënnerstëtzung, solidaresch Haftung vun de gängge Käschte vum Stot. Do derniewent kënnen d'Partner nach zousätzlech an enger schrëftlecher Konventioun hir finanziell a Verméigensverhältnissen regelen. Wann et net anescht ofgemaach ass, bleift jiddweree vun der Koppel eleng Propriétaire vu senger Mobilien an Immobilié respektiv senger Revenuen, an dat am Sënn vun enger Gütertrennung.

Déi gepacste Koppelen genéissen awer och wéi eng bestuete Koppel sozialrechtlech a fiskalesch Virdeeler.

De Pacs bleift awer eng eegestänneg vum Bestietnis ofgegrenzte Rechtskategorie an huet keen Afloss op d'Filiatioun an op d'Ierffolleg. Dat wëllt soen, wann ech wëll vu mengem gepacste Partner ierwen, muss e mech a säin Testament schreiwen. Wann ech awer da géif vun em ierwen, da profitéieren ech vun de Virdeeler vun der lerschaftssteuer wéi eng bestuete Koppel, wann ech dräi Joer viru sengem Doud kontinuéierlech mat em gepacst war.

Bis haut hu sech hei zu Lëtzebuerg iwwer 2.400 Koppelen gepacst. Dovunner sinn 92% heterosexuell Koppelen an 8% gläichgestallte Koppelen. Vun all deene Koppelen hu sech der 153 erëm getrennt.

D'Regierung huet eng Bewäertung vum Pacs maache gelooss. De Bilan ass positiv, de Pacs ass beléift, e gëtt seriö geholl, an et gëtt sougutt wéi keng Geriichtskonflikter. Opgrond vun dëser Appréciatioun ginn elo via dëst Gesetz e puer sachlech onnéideg Ongläichheeten an Onsécherheeten opgehuewe respektiv verbessert, an zwar duerch Aféierung vun engem duebele Publizitätsregime, d'Unerkennung vun auslännesche Partenariaten, Upasse vum Aarbechtsrecht, an och Gläichstellung vun auslännesche Partnerschaften par rapport zu den lerschafts- a Schenkungssteieren.

Mir kommen zum éischte Punkt. Hei gëtt en duebele Régime de publicité vun der Pacs-Deklaratioun agefouert. Déi aktuell Prozedur, esou wéi se haut üblech ass, besteet doran, dass déi zwou Parteien op der Gemeng eng Deklaratioun ënnerschreiwen. Den Officier d'état civil iwwerrecht de Partner eng Attestatioun vun hirer Deklaratioun a klasséiert eng Kopie chronologesch an e Classeur, wat keen offizielle Gemengeregister ass. An d'Original, dat schéckt en un de Parquet général, wou d'Pacs-Deklaratioun déposéiert bleift am Répertoire civil an an de Fichier vum Répertoire national alphabetsch ageschriwwen gëtt.

Dëse Projet, dee mir haut solle stëmmen, gesäit elo vir, dass den Officier d'état civil d'Pacs-Deklaratioun nach zousätzlech en marge vum Acte de naissance vun deenen zwou Partner mentionnéiert. De Conseil d'État huet Bedenken, dass dës Mentioun den Zivilstand vun de Partner kéint touchéieren. D'Kommissioun ass awer der Meinung, dass heimadder nëmmen d'Visibilitéit an d'Rechtssécherheet vum Pacs verbessert gëtt, an dem Mariage gëtt kee Recht geholl, och net duerch eng Hannerdier.

Dësen Enregistrement ännert näischt un der gesetzlecher Realitéit vum Partenariat. D'Ënnerscheider tëschent engem traditionelle Bestietnis an dem Pacs bleiwe bestoen. Dës Publizitéit ass am Sënn vu méi Effizienz a manner Mëssbrauch, well dësen Double régime de publicité erlaabt elo enger Persoun, e Certificat de pac op hirer Gemeng ze froen an net méi um Parquet général, deen domadder entlaascht

gëtt. An d'Administratioun wéi zum Beispill d'Sécurité sociale kënnen elo am RPNI mat Sécherheet feststellen, ob eng Persoun gepacst ass oder net. Selbstverständlech sinn den Zougrëff an den Zougank zu deenen Daten ënner strikten Dateschutzregele regléiert.

D'Mentioun um Acte de naissance enthält niewent dem Datum an der Gemeng, dat wëllt soen der Uertschaft, och d'Identitéit vu mengem Partner. D'Kommissioun hat sech hei d'Fro gestallt, ob dës Identitéit vum Partner eng Koppel kéint eventuell penaliséieren, wa se zum Beispill en Extrait de naissance an engem Land misste produzéieren, wou de Partenariat respektiv d'Homosexualitéit als en Delikt - wéi am Maghreb - oder als e Crime - wéi am Sudan oder a Saudi-Arabien - betruecht gëtt.

Fir hei kee Risiko anzegoen, wëllt de Justizminister an enger Circulaire un d'Zivilstandsburöe preziséieren, dass niewent der Copie intégrale och en einfachen Extrait vum Acte de naissance ouni Mentioun vum Pacs ausgestallt ka ginn.

En zweete Punkt vum Projet preziséiert, dass tëschent deenen zwou Parteien selwer de Pacs direkt d'Wirkung entfaalt, dat wëllt soen solo consensus. Vis-à-vis vun Drëtten ass de Pacs nëmmen opposable, wann en am Fichier national agedroen ass. De Conseil d'État par contre ass der Meinung, dës Mentioun um Acte de naissance wär den Ausgangspunkt vun der Drëttwiersamkeet. D'Kommissioun huet sech awer decidéiert, de Regierungstext unzuehuelen, well déi Partner, déi am Ausland gepacst sinn a beim Parquet général eng Inscriptioun vun hirem Partenariat am Répertoire civil froen, keng Mentioun op hirem Acte de naissance ageschriwwen kréien. An och den RPNI vum Parquet général ka méi einfach vun der Administratioun consultéiert ginn.

De Wee eraus aus dem Pacs ass méi kuerz wéi am traditionelle Bestietnis. Duerch de Mariage oder duerch den Doud ass de Pacs automatesch opgeléist. Déi géigesäiteg oder déi eesäiteg Opléisionsdecisioun muss um Zivilstand gemellt ginn, an eng Mentioun vum Dépacage gëtt um Acte de naissance agedroen. Zwëscht de Parteien halen dann am Prinzip à la minute all Rechter a Flichten op, mä vis-à-vis vun deenen Drëtten eréischt mat der Androung vun der Opléisionserklärung um Répertoire civil.

Wat nach wichteg ze soen ass, dat ass, dass dëse Projet eng besonnesch lwwergangsmoosnam fir d'Koppelen vum ale System virgesäit. Si kënnen, wa se wëllen, hire Pacs während 24 Méint um État civil enregistriéieren loossen, mä si müssen awer net.

Dëse Projet gëtt awer och enger Koppel, déi sech am Ausland gepacst huet, d'Méiglechkeet, hiren auslännesche Partenariat hei zu Lëtzebuerg ze officialiséieren. An dat geschitt, andeems se eng Demande un de Parquet général stellen, fir an de Répertoire civil an an de Fichier anzuschreiwen. De Parquet kontrolléiert, dass déi normal Viraussetzungen, fir sech zu Lëtzebuerg kënnen ze pacsen, och am Ausland erfüllt gi sinn.

Well d'Rechtswirkung vum Pacs vu Land zu Land verschidde sinn, huet dës Prozedur den Avantage, dass déi auslännesch Koppelen hirer nationaler Regelung ënnerworfen bleiwen a gläichzäiteg och vun de Lëtzebuurger Avantage kënnen profitéieren.

Mat der Aféierung vum Partenariatsgesetz 2004 hu mir national keng spezifesch Kollisionsnorme geschafen. Nom gesamt-europäeschen Trend fällt also d'Unerkennung vun der Validitéit an den Effete vun auslännesche Partenariaten énnert d'Gesetz vun deem Land, deem seng Autoritéit den initiale Pacs enregistriert huet, well haut gëtt uegell, dass de Partenariat sech

un d'familljerecht, mindestens un d'Personenrecht rattachéiert a sech ëmmer méi distanzéiert vum pure kontraktuelle Modell.

A sengem Avis weist de Conseil d'État sech favorabel fir e System, deen d'Konditiounen vun der Unerkennung vu Partenariaten aus frieme Länner a sengen Effeten zu Lëtzebuerg regléiert, an huet iwwert dës international privatrechtlech Fro eng ganz Rei vun interessante Gedanken entwéckelt. Et gëtt effektiv verschidde Methoden, fir d'Situatiounen mat Auslandsbezug ze regelen. Dat wesentlech Instrument ass d'Kollisionsrecht. Lëtzebuerg huet awer praktesch a kengem Domän national codifizéiert Kollisionsrechtsregelen.

Eng aner Quell sinn déi internationale Konventionen. De Conseil d'État verweist op d'Convention de Munich vun 2007 sur la reconnaissance des partenariats enregistrés. Dës Konvention, ausgeschafft vun der Commission internationale d'état civil, ass bis haut eréisch vu Portugal ënnerschriwwen ginn. Mir brauchen awer zwo Ratifikatiounen, fir dass se kann en vigueur tueden.

Mä niewent dësen internationale Konventionen duerf een net d'Harmonisatiounsarbeit am europäesche Familljerecht vun der Europäescher Kommission vermissen. An et ass eventuell domat ze rechnen, dass och an dëser Matière eng kohärent europäesch Regelung op internationalem Niveau kënn. D'Kommission selwer ass der Meenung, dass déi an dësem Projet virgesinnen einfach Variant déi beschte Méiglechkeet ass, auslännesch Partner net ze benodelegen hei zu Lëtzebuerg.

Här President, dësse Projet huet awer och wichteg Répercussiounen op onst Aarbechtsrecht. Et geet hei ëm d'Gläichstellung vu gepacste Salariéen a Fonctionnaire mat hire bestuetene Kolleegen. Déi extraordinär Congé fir perséinlech Grënn, déi am Code du Travail virgesi sinn, gëllen och elo fir d'Salariéen, déi an engem Partenariat liewen. Si kënnen zum Beispill Congé kréien, wann e Kand gebuer oder bestuet gëtt oder beim Doud vum Partner oder engem Familljematglied vum éischte Grad. Datselwech soll fir d'Fonctionnaire gëllen. D'Regierung kann duerch dëst Gesetz, wat mir haut stëmmen sollen, via e Règlement grand-ducal dës Kategorie vu Congéen och de Fonctionnairen zougänglech maachen, déi am Partenariat liewen.

D'Partner vu Beamte kënnen och nach vun anere Mesurë profitéieren, wéi zum Beispill de männleche Fonctionnaire, dee Papp ginn ass, kann e Congé sans traitement oder fir Hallefzäitaarbecht huelen, an dëst eleng duerch de Fait, dass hie Papp ginn ass. De Statsrot huet bemierkt, dass dës Dispositioun wäit iwwert de Kader vun dësem Gesetzestext erasgeet, dass hei eng nei Philosophie am Domän vum Congé sans traitement respektiv fir Hallefzäitaarbecht geschafen ass. Dat wëllt soen, fir dëst Gesetz gëllt nëmme de Fait, dass de Beamte Papp vum Kand ass. D'Relatioun zu sengem Conjoint spillt keng Roll méi.

Selbstverständlech sinn niewent dës Rechter och Obligatiounen ze observéieren. An zwar d'Obligatioun fir de Beamten, dem Minister vun der Fonctioun publique all professionell Aktivitéit vu sengem Partner matzedeelen, an dat, fir eventuell Interessekonflikter ze évitéieren. Dës Rechter a Flichten adresséiere sech och un d'Gemengebeamten. D'Ausléise vun enger Procédure de manquement huet awer och zu dësem Projet gefouert. Dofir gesitt Der, de leschten Intitulé ass erweidert ginn am Sënn vun enger Ännerung vum Gesetz vun 1984 iwwer verschidden Dispositiounen, wat d'Droits de succession an d'Droits de donation ubelaangt.

Domadder kommen ech zum Schluss a wëll soen: Well eng Koppel haut d'Méiglechkeet huet, net nëmme tëschent dem Bestietnis an dem fräien ongeschützten Zesummeliewen ze wäelen, ass et wichteg, dës modern Form vun Zesummeliewen, déi eng komplementär awer keng rivali-

séierend Bezéiung zum Mariage ass, rechtlech korrekt ze schützen.

Mir kënnen dësse Projet stëmmen. Ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Doerner. Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wëll ech der Madame Doerner Merci soe fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech muss lech soen, dass och an der Kommissioun d'Diskussiounen iwwert dësse Projet ganz interessant waren a mam Minister Biltgen mer zesumme gekuckt hunn, wéi een deen Text kéint verbesseren, wéi een e kéint amendéieren, a wéi eng Dispositiounen, wéi eng Répercussiounen e mat sech bréngen géif. Ech hunn et wierklech eng ganz interessant Diskussioun fonnt.

Mir hu vill vun de Beamte geschwat, déi mam Pacs konfrontéiert sinn op deene verschidde gerichtlechen Instanzen. Mir hu gekuckt, wéi d'Aarbecht ass, wéi d'Prozedur am Moment ass a wéi d'Prozedur an Zukunft wäert ausgesinn.

Här President, dat si positiv Punkten. An ech mengen, wann eppes positiv ass, soll een et och ervirhiewen.

Mä ech ka mech awer och erënneren 2004, wou ech als Sprécher vun der Demokratescher Partei hei op dësem Pult stoung, a wéi mer ënner enger Majoritéit DP/CSV e Projet de loi iwwert de Partenariat déposéiert haten an hei diskutéiert hunn.

► **Une voix.** - Dat waren nach Zäiten!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech ka mech erënneren, dass eng sozialistesche Partei, wou elo hire Parteipresident schwätzt, den Text net gestëmmt hat. Wat schued ass. Ech mengen, all Evolutioun soll ee stëmmen. An ech ka mech awer och erënneren un deen aneren, un deen heitege Koalitionspartner vun der Sozialistescher Aarbechterpartei; si hunn et ëmmer am Programm stoen, mä wann eppes gemaach ginn ass, wore se ni bereet matzemaachen. Dat ass op der lénker Säit de Fall gewiescht.

An op der rietser Säit muss ech awer soen, Här President, dass et net ëmmer agréabel war, mat verschidde CSV-Deputéierten an der Commission juridique dësen Text ze analyséieren, wou ee gesot kritt huet: „Dat doten ass eppes just fir déi Schwul, dat doten ass just eppes fir d'Homosexueller, dat doten ass näischt, wat d'Heterosexueller...“ An hei am Plenum selwer, wou nach e gewëssenen Deputéierten aus dem Oste gesot huet: „Gott sei Dank geet et net méi wäit. Dat doten ass scho wäit genuch.“ Deen Här sëtzt net méi hei.

Här Clement, Dir woort et net. Dir kuckt scho ganz skeptesch, Dir woort et net. Et ass en aneren Deputéierten.

(Interruption)

Dir kënn lech nach erënneren, wien et war, gesitt Der.

Firwat ech dat soen, Här President, dat ass, well ech lech d'Zuelen elo matginn iwwert de Pacs. De Pacs 2004 woren der 20; eelef Homosexueller, néng Heteroen. D'Leit hunn drop gewaart, vill homosexuell Koppelen konnten endlech eng Unioun officialiséieren duerch de Pacs. 20 Stéck, wéi gesot, do wor et hallef an hallef.

2005 hate mer 45 Pacsen; 30 Heteroen, 15 Homosexueller. Dir gesitt do schon, dass d'Zuel vun den heterosexuelle Pacsen an d'Luucht gaangen ass. Ech schwätzen elo vun den Zuele vun der Stad Lëtzebuerg, pardon, net dass Der mengt, et wieren d'Zuelen insgesamt aus dem ganze Land, well déi kritt een net esou einfach. Dowéinst, fir déi vun der Stad Lëtzebuerg hat ech méi en einfache Kontakt, fir déi genau Zuelen all ze kréien.

2006, Här President, hate mer 42 Pacsen, dovunner 38 Heteroen a véier Homosexueller. 2007 hate mer 67 Pacsen, 60 Heteroen an acht Homosexueller. 2008 hate mer 147 Pacsen, dovunner 132 Heteroen a 14 Homosexueller. 2009 hate mer 150 Pacsen, dat sinn 146 hetero a véier

homosexuell Koppelen. An 2010 bis den 8. Juli, wat jo wierklech da ganz rezent Zuele sinn, si mer scho bei 93 Pacsen, dovunner 85 hetero Koppelen an acht homosexuell Koppelen. Dat heescht, vun deene 564 Pacsen, déi an der Gemeng Lëtzebuerg ënnerschriwwen gi si vun 2004 un, si 500 hetero Koppelen a 64 homosexuell Koppelen.

Wann een deemools gesot kritt huet, dat dote wor just eppes fir déi Homosexuell, muss ech lech soen, Här President: Déi aner Partei an der Majoritéit hat Onrecht. Et wor eng Demande do. Et wor e Besoin do. Et ass eng Realitéit, dass verschidde Leit net wëllen an d'Institutioun vun der Kierch a vum Mariage, mä déi einfach wëllen eng Unioun hunn ënner Persounen, Rechter ginn ee vis-à-vis vun deem aneren, ouni wëllen e Mariage anzegoen oder vis-à-vis vun där Institutioun, déi déi aner Partei verteidegt huet, wëllen awer Rechter kréien.

Dunn ass gesot ginn: „Jo, mä dann ass et ganz einfach, fir ze dénoncéieren. An dann: Wéi ass et mat de Scheedungen? D'Leit ginn da gepacst an dann hält dat net.“

Vun deene 564 Pacsen, Här President, sinn der 26 um Dag vun haut, déi dénoncéiert gi sinn. 26, dat si 5%. Ech sinn iwwerzeegt, dass, wann Der d'Zuele vun den Divorcé kuckt bei heterosexuelle Koppelen, da wiere mer frou - frou! -, wann nëmme 5% vun de Leit, déi bestuet gi virum Buergermeeschter an déi do d'Jo-Wuert tausche bei där anerer Institutioun, déi jo eng Partei hei verteidegt huet, och déiselwech Zuel hätten. Déi wiere frou, wann nëmme 5% vun deene Leit, déi bestuet gi wieren, gescheet géife ginn.

(Interruptions)

5%! Jo, jo, 5%. Et sinn der 26 an et si 564, déi ënnerschriwwen gi sinn. Et si 26. Dat heescht, an där Zäit sinn nëmme 5% gescheet ginn. Ech kann lech soen, dass Der... An do ka jiddwereen a senger eegener Gemeng kucke goe bei de Mariagen, dass Der an deene fënnf Joer méi wéi 5% Scheedungen hutt wéi dat heiten.

(Interruption)

Ech kann lech just soen, dass mer vill Divorcen hunn no Hochzäiten, déi emol kee Joer gedauert hunn, Här Henckes. Et ass net all Hochzäit, déi 40 oder 50 Joer laang dauert.

Här President, also fir ze soen, dass dat deemools en „Mariage bis“ wier, muss ee soen „Neen!“ Et ass einfach eng Méiglechkeet, déi een de Leit gëtt, fir kënnen ee vis-à-vis vun deem anere Rechter ze ginn, Rechter ze hunn, an en Engagement vis-à-vis vum Célibat an tëschent dem Mariage, jo, dertëschent gëtt et de Pacs, an deen ass haut eng Realitéit.

An dësem Projet de loi, dee mer haut stëmmen, sinn e puer Amélioratiounen vis-à-vis vum Pacs. An déi, déi laang diskutéiert ginn ass, dat ass d'Aschreiwung am Fong vum Partenariat an de Gebuertschäiner. Dat heescht, dass et och eng Trace gëtt op de Pabeieren. Firwat déi Diskussioun? Dunn ass gesot ginn, net dass een, dee sech dann „out“, am Fong offiziell „out“ - well en huet et jo dann och op sengem Pabeier stoen -, duerno ka Problemer kréien op der Aarbecht. Dat war eng Diskussioun, déi mer haten.

Do gëtt et Gesetzer, selbstverständlech, Antidiskriminatiounsgesetzer, déi sollen do och da spille kënnen. Mä virun allem ass et och eng Demande vun deene Leit, fir dat kënnen ze kréien, an dat soll een dann och respektéieren. A wéi gesot, wann een doduerch, wéinst senger Orientation sexuelle, net géif eng Aarbecht kréien, gëtt et selbstverständlech aner Gesetzer, déi hei dann de Patron géife bestrofen.

En anere Punkt, deen hei net gekläert gëtt, Här President, an deen awer bei ganz ville Pacsen e Problem stellt, dat ass deen - deen d'Madame Doerner schon abordéiert huet - vun de Successiounen. Ganz vill Leit, déi gepacst ginn... Do géif ech e waarmen Appel un de Minister maachen, dass en de Gemengen dat mécht: Et misst een eng Note maachen, wou een d'Leit informéiert, dass een net, wéi beim Mariage, automatesch eng Part vun engem Enfant naturel, also vun engem Kand géif kréien. Dat ass jo beim Mariage esou, wa

keen Testament do ass, kritt een awer eppes; beim Pacs kritt ee guer a glat näischt, wa keen Testament gemaach ginn ass.

Do si verschidde Leit, déi dat net wëssen, dass se mussen en Testament maachen, fir iwwerhaupt kënnen eng Part ze kréie beim Doud vun engem vun deenen zwee Gepacsten. An dowéinst wier et wierklech gutt, wann de Ministère och géif eng Note maachen, dat heescht, dass d'Leit géifen informéiert ginn, oder et misst een den Text änneren, andeem een dann dat géif änneren, oder op jiddwer Fall eng Note géif maachen, wou d'Leit informéiert wieren, dass dat de Fall ass, wa se e Pacs maachen, dass do net automatesch deen, dee Survivant wier, eppes zegutt huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi ech et virdru gesot hunn, hei si vill Amélioratiounen dran, point de vue Sécherheet an och point de vue Rechter vis-à-vis vun de verschidde Leit, déi e Pacs kënnen agoen. Mir ënnerstëtzen dat heiten. Mir wieren och ganz frou vum Minister ze wëssen... Well ech hunn nach gëschter en Artikel gelies vum Här Biltgen, wou e seet, dass am Dezember de Projet de loi iwwert de Mariage déposéiert géif ginn. Dat hutt Der am „Quotidien“ gesot d'lescht Joer, Här Minister. Jo, et war d'lescht Joer, mä Dir hutt lech deemools engagéiert, Dir géift et am Dezember déposéieren.

Mir waarden nach ëmmer op de Projet de loi. U wat läit et, dass en net kann déposéiert ginn? Ass et wierklech esou komplizéiert, fir e Projet de loi, entre parenthèses, ze „accouchéieren“ oder hei ze déposéieren - pardon fir d'Expressioun -, bei eis an der Chamber dee kënnen ze déposéieren, fir einfach d'Hochzäit kënnen opzemaachen? Well den Dag, wou d'Hochzäit op ass, si mer e Schratt weider gaang. An dann hunn d'Leit net wéinst hirer Orientation sexuelle eng Limitatioun kritt vis-à-vis vun de Rechter, vis-à-vis vun den Engagementer, déi ee vis-à-vis vun deem anere wëllt huelen.

Här President, eis Fraktioun vun der Demokratescher Partei wäert dësen Text och stëmmen. Wéi gesot, mir si frou, dass déi Amélioratiounen kommen. Mir si frou, dass d'Sozialistesche Aarbechterpartei haut averstan ass, fir déi Amélioratiounen matzestëmmen. Mir hoffen op jiddwer Fall, dass se bereet sinn, well se jo beim ursprénglechen Text net averstan waren, well se deemools dee jo net konnte matstëmmen, wat schued war, dass déi gréissten Oppositionspartei vun deemools net bereet war, an déi richtig Richtung ze goen.

Dat, wat awer haut déi gréissten Oppositionspartei hei an deem Haus wäert beweisen, dass et, och wann et Iddi sinn, déi vun aner Parteien hei déposéiert gi sinn, wa se gutt sinn, een déi och soll ënnerstëtzen. Do huet déi eng oder déi aner Partei heiansdo méi Schwieeregkeeten, fir dat ze akzeptéieren. Mir hunn domadder kee Problem, Här President.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Merci, Här President. Ier ech zum Projet selwer kommen, wollt ech vläicht just hei mengem Virriedner eng kleng Répétitioun vun der Argumentatioun liwweren, déi sech beim Haaptgesetz, wat haut amendéiert gëtt, ofgespillt huet. Ech wëll e vläicht drun erënneren - anerer erënnere sech och vläicht drun -, dass d'Partenariatsgesetz, wat mer 2004 hei gestëmmt hunn, zréckgeet op eng Proposition de loi vu mir iwwert d'Union civile, d'Union libre souguer. Einfach wuertméisseg en Ënnerscheid.

Déi Haaptferenz tëschent eiser Proposition an dem Projet, deen elo do war, ass eng objektiv justifiéiert. Si ass haut nach justifiéiert à tel point, dass, wa mer nach eng Kéier un deen Text hei ginn, wann de Mariage opgeet, mer ouni Zweifel op déi Ursachen, firwat mir dat Gesetz net gestëmmt hunn, mussen zréckkommen. An déi Ursache ware folgend: Éischtens geet et net duer, fir d'Leit offiziell ze pacsen



oder wéi een et och ëmmer nennt, ouni iergendeppes an engem Gesetz virze-gesinn.

An Dir hutt et selwer gesot, Här Bettel - Dir kënnt lech also bei der eegener Nues huelen -: Am Gesetz steet näischt, wat mat Successiounen ze dinn huet. Wann d'Leit, déi sech pacsen, also keen Testament maachen, dann ierwe se null, och wa se mengen, wa se gepacst wieren an esou weider. Dat war eng vun den Ursachen, firwat mir géint dat Gesetz gestëmmt hunn.

Zweetens ass an deem Gesetz eppes net dran, wat onbedéngt hätt missen dra-kommen a wat elo och nach net drakënt a wat bei enger nächster Reform muss passéieren, dat heescht: Wat fir ee Regime ass dann tëschent zwee Leit, déi gepacst hunn, wa se keen Notairesvertrag maachen? An Dir wësst et, Dir sidd sécherlech gutt placéiert, fir ze wëssen, dass déi meeschte Leit, wa se sech bestueden oder wa se pacsen, kee Contrat de mariage maachen, oder kee Contrat de pacs hei maachen.

A menger Proposition stoung net onbedéngt dran, wat fir een Text sech géif uwenden oder wat fir ee Regime sech géif uwenden, wann d'Leit pacsen a si hu kee Kontrakt beim Notaire gemaach, mä et stoung eppes dran, wat och haut oder deemnächst nach néideg wier a praktesch, utile, dat heescht, wa Leit sech pacsen, muss se, fir gepacst ze ginn, e Constat d'huissier matbréngen iwwert d'Opstellung vun deene Biens propres au moment du mariage. Well Dir wësst, an Dir sidd gutt placéiert, fir et ze wëssen, Här Virriedner, bei deene Problemer, déi bei der Opdeelung vun engem Haushalt kommen dee Moment, wou d'Leit auserne-ginn, bestuet oder net bestuet, oder gepacst oder net gepacst, ass ëmmer ze beweisen, wat war mäint, wéi mer ugefaangen hunn zesummen ze liewen, a wat war däint.

An all déi Problemer, déi mer haut hu mat deem Gesetz hei, déi kommen doduerjer, aus deenen Ursachen, déi ech lech elo erkläert hunn. A wat d'Ursach war, firwat d'Sozialistes Partei deen Text net gestëmmt huet, net well se...

(Interruption)

Bei der Hochzäit ass et net esou, Här Bettel, neen! Well, wann Der bei der Hochzäit kee Contrat de mariage hutt, dann hutt Der e Gesetz, wat seet, et gëtt eng Communauté aux acquêts, no deem d'Communauté...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Ma Dir musst beweisen, wat Der hat.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Ech schwätzen elo vum Regime. Natierlech muss ee beweisen, wat een hat. Mä wa mer wëssen, wou d'Schwiergkeete sinn, a mir maachen en neit Gesetz, dann hätt ee gradesou gutt kënnen e bessert maachen. An déi Argumenter, déi ech lech elo opzielen, sinn haut nach wichteg. A wann Dir esou objektiv wäert, wéi Der haut virgitt ze sinn, dann hätt Der deemools déi gutt Suggestiounen vun de Sozialisten ugeholl. Mais mieux vaut tard que jamais!

Mir komme sécherlech nach drop zréck, well dat, wat deemools eventuell nach ze vertriebe war - well et jo do keng Méiglechkeet gouf, fir de Mariage, dat heescht fir déi Regime iergendwou unzesiedelen, wou kee Mënsch wosst wou -, gëtt absolut abstrus, wa mer - wat den Här Justizminister dës Woch an der Commission juridique gesot huet - de Projet iwwert de Mariage homosexuel déposiert kréien. A wa mer effektiv déi zwou Méiglechkeeten hu fir Homosexueller a fir heterosexuell Koppelen, ass et evident, dass mer mussen Kloeerheet hunn, fir ze wëssen, wat pas-séiert, wann d'Leit kee Contrat hunn a si sinn entweder bestuet oder gepacst. Et ass also eng Problematik, déi et deemools gouf, déi haut nach net geléist ass an déi hoffentlech muer, wann de Rescht vun dësen Texter elo nokënt, soll ugefaang ginn.

Zum Amendement vun haut an zum Thema selwer: Also kuerz dann, et ass scho bal alles gesot. Ech widderhuelen also dat vun der Madame Rapporterin, déi dat ganz korrekt gemaach huet, fir ze soen, dass deen Amendement hei ëm d'Unerkennung vu Pacsen aus dem Ausland och

zu Lëtzebuerg geet. Menger Meenung no hu mer e kleng Problem mat deem, wat se gesot huet, well si huet am Fong gesot, et wieren Ausländer, déi am Ausland e Pacs gemaach hunn an déi op Lëtzebuerg kommen.

Mä et ass net nëmme dat a mengen Aen. A mengen Ae geet et och ëm Lëtzebuerger, déi bis elo kee Pacs, bis 2004, konnten zu Lëtzebuerg maachen, déi awer eventuell een am Ausland konnte maachen. Déi si selbstverständlech concernéiert mat där Iwwerschreiwung hei, wéi d'Ausländer, déi op Lëtzebuerg kommen.

Mä zu der Saach selwer ass et och um Fong vläicht wichteg, fir ze kucken: Wat sinn d'Differenzen an de Konditiounen fir e Pacs oder fir e Mariage? Déi Haaptsaache sinn d'selwecht. Éischtens muss een d'Capacitéit hunn, zweetens däerf een net bestuet sinn oder mat engem anere gepacst hunn, an et däerf een net Famill si mat deemjéinegen, wou ee sech bestuet oder wou ee pacst.

D'Differenz beim Pacs ass déi, Här Minister - an och dat muss eng Kéier retouchéiert ginn -, dass beim Pacs steet, de Partner misst eng Résidence légale sur le territoire luxembourgeois hunn. Déi Konditioun...

(Interruption)

...commune, jo. Mä déi Konditioun, déi gëtt et net beim Mariage. An dat bleift also, och wa mer de Mariage elo géifen aféieren deemnächst, dann nach eng Diskriminatioun, an dat kann net sinn! Wa mer elo ufänken, eis Texter ze verbesseren, mengen ech, muss mer all Aspekter kucken.

D'Inscriptioun muss, fir date certaine ze kréien, an de Répertoire civil ageschriwwen ginn, den um Parquet général ass, a fir d'Opposabilitéit un déi Drétt muss en och ageschriwwen ginn um État civil, aus Ursachen, déi d'Rapporterin erkläert huet, well et méi einfach ass fir d'Leit, fir op d'Gemeng ze goen, en Extrait vun hirem Acte de naissance ze froen, wéi op de Parquet général ze goen, fir en Extrait aus deem Regëster ze froen.

Allerdéngs muss ee sech froen, muss ee sech mam Statsrot d'ailleurs d'Fro stellen, wat dat eventuell kann an de Käpp vun de Leit och fir Konsequenzen hunn, wat hire Statut ubelaangt. Et bleift jo, dass d'Kanner, déi vu Leit op d'Welt kommen, déi gepacst sinn, nach ëmmer de Status vun engem Enfant naturel hunn, och wann dat Kand am Acte d'état civil steet, och wann et am Acte de naissance steet. Also déi Saachen do, mengen ech, wieren derwäert, net nëmme gekläert ze ginn, mä och d'Leit dobaussen ze informéieren, fir dass op esou wichtige Froen, déi mam Statut vun de Leit a vun hire Kanner ze dinn hunn, keng Ongereimtheeten opkommen.

Interessant ass, dass Iwwerganks...

(Interruption)

Jo, ech héieren och ganz schlecht hei.

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden, e bësselche méi attentivement nozelauschten!

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - Ech wollt lech och soen, dass dat, wat drasteet, dass an deenen nächsten... während zwee Joer no der Entrée en vigueur vun dësem Gesetz, deen Délai ass, wou d'Leit, déi Pacsen aus dem Ausland hunn, de Pacs kënnen zu Lëtzebuerg iwwerschreiwene.

Wa mer dovunner ausginn, dass spéitstens den 1. November dat Gesetz hei en vigueur trëtt - nom leschten Artikel steet dran: „le premier jour du troisième mois“, also 1. Oktober, 1. November - zwee Joer duerno, 2012, wann dat de Schlussdatum ass an do näischt méi méiglech ass, mengen ech, Här Minister, misste mer och - vläicht net direkt elo -, mä wann dat heiten, wann de Complément zu dësem Gesetz nokënt, wierklech eng Broschür an Informatiounsmaterial ausdeelen, fir de Gemengen, déi jo vill mat deene Froen do concernéiert sinn, all Informatiounen kënnen ze ginn, déi d'Leit da brauchen.

Wat ass iwwregens - ech hu mer de Kapp driwwer zerbrach, e bësselche spéit, soss hätt ech lech an der Sëtzung gefrot: Firwat ass deen Délai vun deenen zwee Joer agefouert ginn? Well eigentlech wësse mer ganz genau, dass et keng Horde si vu Leit,

déi an där Situatioun sinn. A wa mer als Iwwergankléisung, beispillsweis beim Numm vun de Kanner vu bestuetene Leit, en Délai agesat hunn, fir Rou am Stot an am Ordre public ze behalen, gesinn ech eigentlech deen Délai hei net an, à moins dass Dir mer erkläert, dass et eng praktesch Ursach gëtt, aus där eraus dat noutwendeg wier.

Ech hunn lech elo uganks, Kolleginnen a Kollegen, gesot, wat déi Konditiounen si fir ze pacsen a fir sech ze bestueden. Et wier vläicht och interessant ze kucken: Wat sinn d'Differenzen de Moment tëschent engem Pacs an engem Mariage? A wat fir eng vun deenen Differenzen si legitim a wat fir eng missten eventuell iwwerducht ginn, wann de Mariage homosexuel agefouert gëtt?

D'Differenz sinn an deenen zwee... Eng Differenz ass zum Beispill déi éischt, déi ech scho gesot hunn: Eng Résidence légale au Luxembourg muss een hunn, wann ee wëllt pacsen. Mä déi brauch een net, wann ee sech wëllt bestueden. Ech erënnere un déi traureg Geschicht hei zu Lëtzebuerg, déi ëmmer méi grouss Ausmoossen unhëlt, dass ganz vill Leit, déi hei liewen, sech Fraen op Katalog aus dem Ausland bestellen a se da bestueden, an dass, wa se dofir erakommen...

(Interruption)

Wann ech gelift?

► **Une voix.** - Männer ginn och erausgesicht.

► **Mme Lydie Err (LSAP).** - D'accord, mä an deenen zwee Fäll... Also, mir sinn nëmme där enger Fäll bekannt. Mä d'Problematik ass déiselwecht.

(Interruptions)

Dass et dann evident ass, dass déi Leit, wa se agefouert ginn, souzoe wéi Wuere, fir bestuet ze ginn, da kréien déi am Fong hir Openthaltsgenehmigung duerch de Mariage, während Leit, déi virdrun zum Beispill zesummegeleift hunn an déi sech zu Lëtzebuerg wëlle pacsen, well se sech do etabléieren, müssen, fir sech ze pacsen, en Titre légal de séjour hunn. Dat ass en Ennerscheid, dee sech mat näischt justifiéiert, deen eng Diskriminatioun duerstellt, a wou mer geklaakt ginn déi éischte Kéier, wou de Problem sech stellt. Ech denken also, dass mer misste kucken, fir dat an engem nächste Stadium ze verbesseren.

Mir hunn als Differenz och nach, dass et vill méi einfach ass bei engem Pacs, de Pacs opzeléise wéi bei engem Divorce, och dann, wann d'Divorce-Reform ennerwee ass a wahrscheinlech den Divorce doduerjer massiv vereinfacht gëtt. Et wäert awer och dann nach esou bleiwen, dass et méi einfach ass, e Pacs opzehalen, wéi sech ze scheeden. An och do kann ee sech froen: Mussen déi Hürden déiselwecht sinn? Ass dat richtig, dass Ennerscheeder sinn oder net? Ech reservéiere mer déi Fro, well mer hu se net gemeinsam diskutéiert fir de Moment nach.

Dréttens - an ech hunn déi ugeschwat als Äntwert op dem Här Bettel seng Fro, firwat d'Sozialiste sech enthalten hunn -: Mir hu beim Mariage eng Léisung am Gesetz, déi seet, wéi opgedeelt gëtt beim Divorce, wann d'Leit auserneeginn, wa se kee Contrat de mariage hunn. Mir hunn hei kee Regime virgesinn. Logesch wier et, wann een d'Communauté aux acquêts huet beim Mariage, dass een hei géif d'Séparation de biens an d'Gesetz schreibe beim Pacs, an dass een och dat géif iwwerhuelen, wat ech déi leschte Kéier scho virgeschloen hunn, dass a béide Fäll soll eng Opstellung gemaach ginn, wann d'Leit sech bestueden, wat hir Biens propres waren am moment du mariage. Well, wéinst Bewäisschwiergkeeten ass et no enger Zäitche relativ schwéier, och wéinst de Methoden, wéi déi Saache mussen bewise ginn.

An dee véierten Ennerscheid tëschent dem Pacs an dem Mariage ass a bleift sécherlech och nach d'Adoptioun, wou och also nach eng Diskriminatioun bestoe bleift, wann d'Gesetz kënt.

Wat fir eng mer elo vun deenen Diskriminatiounen kënnen beim Mariage-Gesetz, wat soll deemnächst kommen, aus der Welt schafen, dat gesi mer nach. Jiddefalls wiere mer gutt beroden, keng ze behalen. Déi géifen ze vill an d'Ae stiechen, well mir hu

laang genuch gebraucht, fir dat heiten, fir déi Saachen hei zesummenzekeréien.

D'Zesummeliewe vu Partner, gläich- oder net gläichgeschlechtlech, ka véier Formen hunn. De Mariage, dee gëtt et iwwerall. De Pacs, deen et an e puer Länner gëtt. Eng Cohabitation enregistrée, wéi et se a Frankräich gëtt, mä awer och eng Cohabitation non enregistrée, déi heiansdo a verschiddene Länner gewëssen Effeten huet, wat zum Beispill e Bail ubelaangt, wat zum Beispill d'Sécurité sociale ubelaangt, etc.

Mir hunn an der Europäescher Unioun e puer Länner nëmme, déi de Mariage hunn, net nëmme fir hetero mä och fir homosexuell Koppelen. Mir hunn zu Lëtzebuerg zënter 2004 de Pacs. A Lëtzebuerg wëllt jo och deemnächst de Mariage vu gläichgeschlechtliche Koppelen aféieren. Dese Projet soll dës Woch an der Regierung virgestallt ginn, a mir ginn also dovunner aus, dass dat, wat de Justizminister gesot huet, dass fir de Summer dee Projet géif hei kommen, dass dat esou wäert sinn, an dass mer da kënnen ufänken dorobber ze schaffen.

Firwat maache mer deen Amendement haut a firwat maache mer en isoléiert esou schnell? Éischtens, well mer am Regierungsprogramm stoen hunn, mir géifen eng Appréciatioun vun eisem Gesetz vun 2004 maachen. An zweetens, well mer eng Procédure en manquement vun der Europäescher Kommissioun hunn, well mer ebe bis elo net déi Pacsen, déi am Ausland ofgeschloss gi sinn, zu Lëtzebuerg unerkennen. Duerfir ass dat, wat mer hei maachen, sécherlech um Fong absolut an der Rei.

Et gëtt e puer Méiglechkeeten, et wieren aner Méiglechkeete ginn, et géif eng vill besser ginn - déi awer de Moment nach net méiglech ass, well den Droit civil nach net eng Compétence commune ass -, wa jiddwereen op deenen haapt Zivilstands-froen aus der Europäescher Unioun ähnlech Gesetzgebungen hätt. Dovunner si mer meilewäit ewech, an ech denken, dat dauert och nach ganz, ganz laang, bis den Ennerscheid méi kleng gëtt.

Dänemark ass en anert Beispill, dat probéiert mat deene verschiddene Partnerlänner Accorden ze maache fir géigesäiteg Unerkennunge vun Zivilverträgen. Oder et gëtt eben de Wee, dass een hei iwwer Gesetz upasst, wat ee mat am Ausland ofgeschlossene Kontrakter mécht. Eigentlech ass et kloer, also och un deem Punkt näischt auszesetzen. An duerch dëst Gesetz ass et esou, dass en auslännescht Parteneriat ipso facto zu Lëtzebuerg déiselwecht Effete kritt, wéi wann et e Lëtzebuerger Pacs wier. Dat ass fir d'Leit a mengen Ae positiv, an duerfir hunn ech och kee Problem domat.

Firwat ass et positiv? Well d'Effeten zu Lëtzebuerg relativ wäit gi par rapport zu Pacsen am Ausland. Firwat? Well deemools, 2004, gesot ginn ass: Dat doten, bis hierher und nicht weiter. Dat do ass et, an derbäi kënnt näischt méi. Duerfir probéiere mer hei, esou wäit wéi méiglech, do Saachen unzepassen.

Juristes awer froen ech mech, ob et eng normal Saach ass, dass e Kontrakt, deen am Ausland ofgeschloss ginn ass, zwar wuel an deem Land, wou en ofgeschloss ginn ass, d'Effete behält, déi e vun Ufank un hat, während wann d'Leit op eng aner Plaz ginn, hire Pacs transcrivéieren, doduerjer op eemol Konsequenzen un hire Kontrakt kréien, déi si net konnten ofgesinn dee Moment, wéi si e gemaach hunn. A si hunn am Fong een eenzegt Dokument mat zwou Zorten Effeten, jee nodeem vum Land, wou et invoquéiert gëtt. Dat ass esou eppes, wéi wann ee kënt...

Et ass e bëssche wéi an engem Restaurant, à la carte: Jee nodeem, wat fir eng Disposition favorabel a wat fir engem Land ass fir deen een oder deen aneren, kann deen da säi Problem hei oder do invoquéieren. Ech weess net, ob dat juristesch dat Rengst war, wat mer konnte maachen. Offensichtlech schéngt et esou, dass mer eppes gemaach hunn, vun deem d'Leit alleguerter kënnen profitéieren, well eis Dispositionen

an der Regel méi favorabel sinn, wéi dat de Fall ass mat Regelen iwwert déiselwecht Sujeten am Ausland.

Et bleiwen e puer Problemer. Et bleiwen also ausser deem Problem hei e puer Saachen, e puer Froen op. Zweetens bleift d'Fro op: Wat maache mer zu Lëtzebuerg mat der Reconnaissance vun engem Mariage vu gläichgeschlechtliche Koppelen, soulaang wéi mer selwer nach keen hunn? Et ass eng Fro, déi hei net touchéiert ass, déi sech an der Praxis awer och stellt. An: Wat maache mer mat Länner wéi Dänemark, déi e Pacs hunn, mä déi e Pacs hunn nëmme fir Homosexueller an déi natierlech e Pacs fir heterosexuell Koppele sech net kënnen virstellen?

All déi Divergenzen, déi mer an deene Länner hunn, déi sinn also schwierig. Fir nach eent dropzeleeën, en anert Beispill, kann ech lech soen, dass et a Spuenien nëmme de Mariage fir gläichgeschlechtliche Koppele gëtt, a kee Partenariat. Wat maache mer dann elo, wann eng spuenesch Koppel, eng gläichgeschlechtliche spuenesch Koppel op Lëtzebuerg kennt a si hätt gären hire Mariage transcribéiert, geet dat oder net? Invoquéiere mer do en Ordre public oder net? Och dat ass eng Fro, déi mer an där nächster Reform, déi uschléissend soll kommen, misste klären.

Interessant ass eppes, wat de 24. Juni an deem Kontext zu Stroossbuerg geschitt ass: Et ass en Uerteel gesprach ginn op der Cour européenne des droits de l'Homme an enger Affär vun Eisträich, Schalk a Kopf. Do ass constatéiert ginn, dass et kee Konsensus gëtt, och an de Länner vum Europarat - natierlech nach méi... oder nach manner an de Länner vum Europarat wéi an der Union -, iwwert déi Fro vum Mariage homosexuel, an den Arrêt, dee seet: «L'arrêt relève que si la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, plus récente que la Convention du Conseil de l'Europe, consacre le droit de se marier sans mentionner le sexe des contractants, elle laisse à chaque État membre le soin de décider si, dans son ordre juridique, le mariage homosexuel doit être permis.»

Dat ass also ganz kloer, fir ze soen, dass et keng Kompetenz, keng communautär Kompetenz an deser Saach gëtt, dass d'Länner müssen eenzel hir Législatiounen adoptéieren. D'Cour kennt dann zur Konklusioun: «...que le concubinage...» - oder fir eis de Partenariat - «...dont bénéficient les homosexuels, comme le partenariat au Grand-Duché, peut net pas inclure les mêmes droits que le mariage.» Ça va de soi. Et sinn zwou verschidden Zorte Kontrakter. Et kënnen also aner Droits et obligations hannendrunhänken, an d'Cour constatéiert dann och nach...

► **M. le Président.**- Madame Err, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- Wann ech mäi Saz fäerdeg hunn, well ech si beim leschte Saz.

► **M. le Président.**- Et ass gutt, da maacht Äre Saz fäerdeg.

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- Elle constate de surcoût que «...si un consensus européen se fait jour quant à la reconnaissance des couples de même sexe, celle-ci n'est pas encore prévue dans une majorité des États.» Dat ass d'Citatioun.

Da wëll ech ganz ofschléissend hei bemerken, dass dräi Riichter u siwen, déi an deser Affär gesiess hunn - do eise Lëtzeburger Riichter, den Här Dean Spielmann -, eng Opinion dissidente ausgedréckt hunn iwwert dese leschte Punkt, déi seet, dass «...l'absence de tout statut légal pour les couples homosexuels relève d'une discrimination vis-à-vis du droit au respect de la vie privée et familiale.»

Ech mengen, mir kënnen eis also domadder félicitéiere fir déi Démarchen, déi mer zu Stroossbuerg am Numm vu Lëtzebuerg maachen, och fir déi Initiativen, déi hei kommen, an ofschléissend bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet.

► **M. le Président.**- Jo, Madame, kann den Här Kartheiser lech nach seng Fro stellen?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Merci, Här President. Ech wollt der Madame Err eng Fro stellen iwwert d'Interpretatioun vun deem Uerteel, wat an der internationaler Press ganz staark kommentéiert ginn ass. Vill Journalisten hunn déi Meenung ausgedréckt, datt dat Uerteel vu Stroossbuerg beweist, datt de Faktum, datt ee keng homosexuell Bestietneser zouléist, keng Diskriminatioun duerstelt. Ech mengen, dat wär eng wichteg Fro, ob d'Madame Err sech och där Interpretatioun géif uschléissen oder net a firwat net, firwat se dat dann net géif esou gesinn.

Merci.

► **Mme Lydie Err (LSAP).**- Ech hunn - mengen ech - dat uklänge gelooss, wat hei gesprach ginn ass: «...laisse à chaque État membre le soin de décider si, dans son ordre juridique, le mariage homosexuel doit être permis.» D'Majoritéit vun der Cour huet also gesot, et gëtt näischt esou eppes an der Europäescher Mänscherechtskonventioun, och net an der Charte des droits fondamentaux, wéi e Recht, sech bestuede mussen ze kënnen an engem Land, souguer net mat der Charte, wou keng Différence de sexes am Artikel drasteet. Et bleift, dass et en Droit gëtt, en Droit au respect de la vie privée et familiale.

Aus deem kann ee schléissen, dass et zwar kee Recht gëtt, fir e Mariage müssen ze instituéieren, mä et schéngt - an dat ass vun dräi u siwe Riichter, déi do gesiess hunn, hir Meenung -, dass all Land - a mir si jo am Fong do net méi direkt concernéiert - muss eng Méiglechkeet virgesi fir Leit, déi gläichgeschlechtlich wellen zesummeliewen, fir hir Union ze officialiséieren, och dann, wa kee Recht kann deduzéiert ginn, fir de Mariage anzeféieren.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Jo, gutt. Merci der Madame Err. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech géif gären am Numm vun der grénger Fraktioun fir d'Éischt der Madame Doerner Merci soe fir hire professionnelle Rapport, dee se gemaach huet, deen och ganz komplett war.

Ech wëll och kuerz zréckkommen op dat Gesetz, wat mer haut ofänneren a senger Mouture vun 2004. Deemools waren et jo och - wéi esou oft, wann et em Thema geet, déi mat Minoritéiten ze dinn hunn - zum Deel méi hefteg Diskussiounen. Dat ass leider oft esou, wann et em d'Rechter vu Minoritéite geet. Mir sinn der Meenung, dass déi Minoritéiten hir Rechter hunn, per se hunn!

Leider muss och eng Majoritéit bereet sinn, hinnen déi Rechter formal zouzegeetoen. Et ass eppes, wat een oft rose mécht, well déi Situatioun, an där déi Leit sinn, déi Hëlleflosegkeet, an där se sech oft erëmfannen, féiert oft zu berechtigter Roserei doriwwer, wat alles iwwer se gesot a geduecht gëtt, well se sech net wierklech kënnen wieren, well se eben eng Minoritéit duerstellen. Oft sinn an där Diskussioun och Fantasme mat dran. Den Här Bettel huet schon en Deel virdrun opgeléicht. Ech brauch dat dann net och nach eng Kéier ze maachen.

Mir Gréng sinn der Meenung - dat hu mer och scho bei aneren Diskussiounen gesot -, dass Famill do ass, wou Famill stattfënnt, an dass et net enger Majoritéit an der Gesellschaft zousteet, doriwwer ze diskutéieren an - virun allem - ze decidéieren, wat Famill ass. Mir sinn der Meenung, dass déi Zellen, déi sech an eiser Gesellschaft bilden, déi familiär Zellen, dass déi legitim si vun deem Dag un, wou se constituéiert sinn, ob se eng legal Sanktioun hunn oder net.

Et ass deene Leit hiert gutt Recht, op hir Aart a Weis hiert Gléck ze fannen, ouni sech müssen ofschätzeg Bemierkungen doriwwer gefalen ze loossen oder - nach schlëmmer - dat, wat Verschiddener als Argumenter ugesinn, als richtig Argumenter, fir deene Leit hir Rechter ze déniéieren. Dat si keng richtig Argumenter,

dat ass einfach en Déni vun deene Persounen, dat ass e Mangel u Respekt vis-à-vis vun deene Persounen an dat ass leider an enger Rei vun Diskussiounen nach ëmmer net ofgeschloss.

Mir si jo och mat deem Gesetz nach net duerch alles dat erduerch un Diskussiounen, wat deen Dossier do hiergëtt. Deemools war och ganz vill driwwer geschwat ginn, dass de Pacs nëmme eppes wier fir gläichgeschlechtliche Koppelen. Fakt ass - an d'Madame Doerner huet déi Zuele genannt, déi sinn an der nationaler Moyenne nach e bësse méi déif wéi déi Zuelen, déi den Här Bettel fir d'Stad Lëtzebuerg genannt huet, d'Madame Doerner huet se genannt -, et sinn 2.400 Union-civile mat ronn 92%, also nëmme aacht Prozent an der nationaler Moyenne, wou et wierklech gläichgeschlechtliche Koppele sinn.

Dat heescht, dass de Pacs och engem Besoin entsprécht bei den heterosexuelle Koppelen, well d'Institutioun vum Mariage ass op där enger Säit nach ëmmer lieweg, well nach ëmmer vill Leit sech bestueden, mä si funktionéiert net méi, wéi déi Generatioun virun eis dat kann hunn, well all zweete Mariage och scheitert. Offensichtlech ass et och e Besoin fir déi Leit, fir déi heterosexuell Koppelen, fir virum Mariage och schon eng aner Form vu Partnerschaft anzegoen. Et ass also mat Sécherheet kloer, dass de Pacs net nëmme do war fir gläichgeschlechtliche Koppelen.

Et kann een och soen, dass de Pacs vläicht ganz einfach net all d'Erwaardunge vun de gläichgeschlechtliche Koppelen erfëllt huet. De Pacs an där Form, wéi mer en zënter 2004 kennen, huet och offensichtlech net all déi Leit iwwerzeegt, dass dat wierklech dat Angebot fir se wier, vun deem se laang vläicht gedreemt hunn oder sech erhofft hunn, dass et kéim.

De Pacs ass also mat Sécherheet an der Versioun vun 2004 net dat lescht Wuert, wat doriwwer ze soe wier. D'Debatt ass jo och net eriwuer iwwert den Émgank an eiser Gesellschaft mat gläichgeschlechtliche Koppelen: well d'Gesetz haut diskutéiert gëtt, well d'Gesetz och nach eng Kéier wäert an deenen nächste Joren amendéiert ginn - d'Madame Err huet déi Dier och schon opgestouss, a mir si mat hir do d'accord, dass déi Diskussioun muss weidergoen -, mä och well mer an deser Legislatur och nach aner Diskussiounen wäerte kréie ronderëm de Mariage homosexuel, wou mer als Chamber ongedëlleg drop waarden, dass d'Regierung en Text déposéiert. Wou mer och ongedëlleg als Chamber - mengen ech, oder zumindest mir als gréng Fraktioun - drop waarden: dass sech mat der Fro vum Recht vu Kanner op Adoptioun, och duerch gläichgeschlechtliche Koppelen, befaasst gëtt, dass och déi Diskussioun also hei an d'Chamber kënn.

Déi Debatten, mengen ech, wäerten erëm eng Kéier wichteg Rendez-vous sinn an deem, wat als Resultat bei där Debatt erauskënnt, awer och an der Aart a Weis, wéi mer déi Debatte wäerte féieren, well mer hunn an de leschten 20 Joer an der Chamber munnechmol iwwer Saachen diskutéiert, déi mat gläichgeschlechtlichen homosexuelle Koppelen ze dinn hunn. Wann een dat e bëssen nobliedere geet an der Vergaangenheet, da gesäit een, dass d'Aart a Weis, wéi diskutéiert gëtt, och eng Entwécklung kann huet an dass eng bestëmmte Form vu Verbalgewalt, déi virun 20 Joer nach konnt gebraucht ginn, op deser Tribün haut hoffentlich och net méi an där Form sech wäert widderhuelen.

D'Kollege vun LSAP an DP hu virdrun e bëssen een deen anere wëlle stëppelen, wien da wéini wéi ofgestëmmt huet a Saache verteidegt huet, déi vläicht net esou optimal wieren. Mir als gréng Fraktioun wellen de Kollege vun der LSAP an DP soen, dass mer eis net sollten ënner eis zerkrichen op deenen dote Froen. Mir wësse jo, dass an de Froen vun der Gesellschaftspolitik d'Gesellschaft schon oft méi wäit ass wéi d'Politik: Dobaussé fënnt d'Realitéit statt, wou mir eis als Politik heiansdo schwiéerdinn, dat och an Texter ze conscréieren.

Heiansdo huet een d'Gefill, dass d'Politik bei gesellschaftspolitesche Froen e Krich hannendra wier. Wann ech kucken, wéi an

de leschte Joren op anere wichtige gesellschaftspolitesche Froen awer Majoritéiten och am Parlament konnte fonnt ginn, da mengen ech, léif Kollege vun DP an LSAP, wier et besser, mir géifen eis net ënner eis géigesäiteg Virwërf maachen, mä mir géifen déi Majoritéit, déi et op gesellschaftspolitesche Froen och am Parlament gëtt, och an Zukunft méi oft zum Ausdrock komme loossen.

Mir hunn dat gemaach an der viregter Mandatsperiod. Kommt, mir loossen eis vu kengem verbidden, hei an der Chamber grad op esou Froen eis Meenung ze soen! Ech mengen, dass d'Gesellschaft dobaussé méi prett ass wéi grouss Deeler vun der Politik. Mir hunn et scho fäerdeg bruecht an der Vergaangenheet. Kommt, mir maachen dat och an Zukunft! Et gëtt heibanne Majoritéit op esou Froen an d'Minoritéit op dese Froen misst dat och kënnen akzeptéieren, och wann et hir schwéiergefällt ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- D'Diskussioun wäerten och weiderlafen, well mer eis jo och am Kader vum Pacs-Gesetz iergendwann eng Kéier mat deene Froen - an déi si schon ugeschnidde ginn - vu Filiatioun a vun lerschaft wäerte musse beschäftegen. De Statsrot huet a sengem Avis eng Fro opgeworf an huet gesot: „Si mer net awer iwwert den Émwee vun där Reform vum Pacs-Gesetz amgaangen, e Paradigmewissel virzehuelen?“ Dat, wat bis elo nëmme kontraktuell war, e Vertrag téschent zwee erwuessene Leit, ass amgaangen eriwuerzetschen - mat deenen Ännerungen, déi mer haut virhuelen - zu enger Form vu Statut fir déi dote Leit. Et ass net méi just kontraktuell, mä et kritt - méi wéi nëmme op de Borden - d'Formen, d'Konture vun engem neie Statut.

Mir mengen, dass de Statsrot déi Fro zu Recht opwerft, well mer mengen, dass d'Antwort op déi Fro do och jo ass. Mir sinn effektiv amgaangen, dat, wat 2004 nach net duerchgesetzt war, elo mat klenger Schrëtt a mat e bësse méi Zäit awer nozehuelen. Déi, déi deemools sech dergéint gewiert hunn, louche falsch, fänken un, dat lues a lues an deelweis anzesinn. Mir sinn effektiv amgaangen - de Statsrot huet ganz Recht - eriwuerzetschen vun enger reng kontraktuelle Form vu Liaison op eng nei Form vu Statut, och wann dee Statut nach net komplett mat Sënn ausgefëllt ass.

Zu där Fro vun der Iwwergangszäit, vun de 24 Méint, fir déi bestehend Kontrakter nach ze enregistréieren, do wäere mir der Meenung, dass d'Regierung déi Leit, déi betraff sinn - dat sinn der jo net esou vill - ganz einfach kéint uschreiwten. Mir hunn déi Donnéeë jo, déi si bekannt. Et geet em 2.400 Pacsen, méi net. Mir hunn déi Donnéeën am Répertoire général. Et dierft also dee mannesten Opwand sinn an déi gréissten Effikasitéit hunn, wann no der Promulgatioun vum Gesetz ganz einfach d'Gesetz oder d'Publikatioun am Mémorial vum Gesetz..., wann den zoustännege Ministère déi Leit géif uschreiwten a se ganz einfach an engem kuerze Bréif heirobber géif opmierksam maachen.

Dat brauche mer net a ville Matière ze maachen. Hei gëtt et eigentlech kee valabele Grond, fir net de Leit déi doten Informatioun zoustellen. Mir hunn alles, wat mer müssen hunn, fir dat a relativ kuerzer Zäit ze maachen.

Dat gesot, Här President, bréngt déi gréng Fraktioun och d'Zoustëmmung zu deemem Gesetz. Mir wäerte mat Jo stëmmen a mir wäerten an deser Matière och net fir d'Lescht mat Jo stëmmen, well och d'Gesetz wäert nach am Sënn vun deene Leit geännert ginn. Dat hei ass nach net dat lescht Wuert.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Félix Braz. Als leschte Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Här President. Fir d'Éischt meng Félicitatioun un d'Rapportrice, d'Madame Doerner, déi an engem ganz juristeschen technesch, schwierigen Dossier hei eng excellent Aarbecht gemaach huet, souwuel schrëftlech wéi mündlech. Ech wollt hir dofir e grouse Merci soen, well mat deemem Gesetzesprojet ännere mer eng



aacht Gesetzer. Dat ass net näischt an et kritt och nach eng etlech Ännerungen an Effeten um internationale Plang.

Dat, wat ee muss festhalen, dat ass, datt, wéi dat éischt Gesetz gestëmmt ginn ass, d'Basissetz 2004, mer gesot hunn, datt mer lues a lues hei op de Wee gi vun engem Mariage bis, datt mer amgaange sinn, awer an deem éischte Vote, dee komm ass, eng etlech Manktumen dergéint muss feststellen. Et gesäit een, datt periodesch ëmmer méi Propositione kommen, déi de Pacs dem Statut vum Mariage méi no bréngen. Et héiert een och elo nach an den Debatten, déi mer elo héieren hunn, datt nach weider Formulierung kommen, fir de Pacs nach méi no un de Mariage erunzebréngen.

Op där anerer Säit muss ee festhalen, datt mer och amgaange sinn, an der Chamber ze diskutéieren, fir Ännerungen am Mariage virzebréngen, fir notament d'Séparatioun, den Divorce, d'Séparatioun méi einfach ze maachen, ouni datt vu Feeler Rieds geet. Bref, et gesäit een, datt déi zwee Regimer vu Pacs oder Mariage bis - wéi een och ka soen - an deem vu Mariage, datt déi sech ëmmer méi no kommen, an et muss ee sech d'Fro stellen, ob een iwwerhaapt nach déi zwee Regimer an Zukunft wäert brauchen.

Wa mer an déi Richtung elo weiderdenken: Déi eenzeg Differenz, déi et schéngt ze sinn, dat ass déi vun deem ekonomeschen Deel vun der Entreprise Mariage oder Pacs, wou Der am Pacs selwer eng Séparation de biens hutt an am Mariage hutt Der eng Communauté réduite aux acquêts, „eine auf Errungenschaften sich begrenzende Gütergemeinschaft“. Dat schéngt elo nach d'Haaptendifferenz ze sinn.

D'Fro, déi ee sech muss stellen, dat ass an enger Period, wou ee gesäit, datt - bei den Divorcen - iwwer 50% vun de Leit divorcéieren, ob et net eventuell fir d'Zukunft misst eng Kéier envisagéiert ginn, fir de Régime légal vun der Communauté réduite aux acquêts an de Regime vun der Séparation de biens iwwerzegoen ze loosse. Dat war schonn emol eng Kéier eng Diskussioun. Mä et bleift héchstwahrscheinlech nach ee vun den Themen, déi héchstwahrscheinlech an den nächste Jore wäerten nach eng Kéier op ons zoukommen.

Ech wollt och den Här Minister froen, ob et net méiglech wier, fir eng Enquête maachen ze loosse bei de Leit, déi sech gepacst hunn, haaptsächlech bei den Heterosexuellen - dat sinn awer 92% -, woufir se de Pacs gewielt hunn an net de Mariage. Do héiert ee verschidden Explikatiounen, mä e gudden Deel schéngt deen ze si vun der Séparation de biens a vun der - verschidde Leit nennen dat - Répudiation oder Séparatioun, déi méi einfach ass.

Wann awer elo am Divorce och nach Ännerunge kommen..., also am Mariage Ännerunge kommen an notament och an der Fro vum Divorce, da wäert ee sech d'Fro stellen, ob et iwwerhaapt nach signifikativ Differenzen a Zukunft tëschent deenen zwee Regimer gett an ob een dat nach soll bäibehalen.

Dat gesot, mengen ech awer, datt mer hei an deem Gesetzesprojet eng etlech technesch-juristesche Saache mussen regelen, notament um Niveau vum Droit international privé. An dat schéngt mer eng gutt Saach ze sinn.

Par contre, Här Minister, wär et awer och gutt, datt mer déi Gesetzgebung, déi, mengen ech, schonn déposiert ass oder an der Diskussioun ass, déi d'Mariages blancs géif sanktionéieren, och géifen étendéieren op d'Pacs blancs, speziell elo wann den Droit international privé spillt, well mer gesinn, wéi vill Abusen do sinn.

D'Zommen, déi zirkuléieren an déi heiansdo juste à la sortie oder à l'entrée vun de Gemengenhäuser virun engem Mariage oder engem Pacs bezuelt ginn, weisen awer aus, datt iergendeppes net méi geet an datt verschidden Abusen - zwar minoritär, mä awer - bestinn. An dat dierf et net ginn. Duerfir wär ech och frou, Här Minister, wa mer do kéinten e bësse mat deem Dossier virukommen.

Dat gesot, wollt ech den Accord vun der ADR zu deem Gesetzesprojet bréngen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Henckes. Elo kritt den Här Justizminister François Biltgen d'Wuert.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Jo, Merci, Här President. Ech wëll emol drop hiweisen, dass dëse Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, e Projet de loi ass, dee mäi Virgänger nach deponéiert huet, de Luc Frieden, mä och ënnersträchen, wat fir eng Kontinuität am Ministère de la Justice herrscht. Ech sinn och ganz frou, dass dee Projet de loi eigentlech tel quel gestëmmt gëtt, wéi och de Luc Frieden en deponéiert an amen-deiert huet en cours de route.

Duerfir wëll ech besonnesch der Madame Doerner Merci soe fir deen ausféierleche Bericht. Ech sinn och, muss ech soen, als Justizminister ganz houfreg, dass mer hei an der Chamber Leit hunn, déi esou staark wéi d'Madame Doerner am Droit civil sinn, wou mer dobausse géife beneit ginn, dass ee Leit huet, déi Politik maachen an och ganz grousst Kenntnis vun dem Recht selwer hunn.

Well, soubal een an d'Zivilrecht geet, geet ee bei d'Leit a geet een an d'Zesummeliewe vun de Leit an an d'Verhältnis vun de Leit. An d'Leit si Leit, do ass jiddwereen anescht. Mir mussen kucken Regelen ze fannen, no deenen d'Leit kënnen normal zesummeliewen. Mä trotzdem sinn d'Leit all verschidden. An dofir muss een ëmmer kucken, dass een déi Norm esou mécht - all Gesetz, mä besonnesch beim Zivilrecht -, dass een en Normfall regelt, ouni dass een awer Fäll, déi aus der Norm erausfalen, dereguléiere géif.

Dofir ass et gutt, wann ee säin Droit gutt aus dem Effeff kennt, well deemno wat ee schreift, ass heiansdo e klengen Niewesaz, dee ganz grousst Implikatiounen ka fir Leit dobaussen hunn, déi emol guer net matkréieren, dass mer eigentlech iwwer si diskutéieren.

Wann ech d'Geschicht vum Pacs vum Lëtzebuerg kucken - oder besser gesot d'Partenariat, well Pacs ass eigentlech e franséischen Term; mir schwätze vu Partenariat -, dann ass natierlech eng vun de groussten Diskussiounen vun Ufank u gewiescht - an ech hunn et schonn a menger eegener Partei verfollegt, well ech eng Kéier President vun engem Aarbechtsgrupp war, nach ier dass et awer e Gesetz gouf -, well zwou Saachen... Jo, ech war an der Regierung derbäi. Ech hu mech scho vun '98 un a menger eegener Partei relativ vill zu deem dote Froekomplex geäussert.

De Problem ass, an dat hu mer jo nach haut an der Diskussioun gemierkt, dass et eigentlech zwou Ursache gëtt, fir e Partenariat anzeféieren.

Dat eent ass, well eng ganz Partie Leit wollten zesummeliewen ënner gewëssene geregelten Ëmstänn, ouni sech awer ze bestueden. Op déi Fro kommen ech nach eng Kéier zrëck. Wéi wäit féiert een da Pacs a Mariage zesammen? Awéiwäit huet dann d'Zesummeféieren nach iwwerhaapt e Sënn? Da brauch ee jo nach just e Mariage oder just e Pacs. Do kommen ech nach eng Kéier drop zrëck.

Dat anert war - an dat huet d'Diskussioun nëmme verkomplizéiert -, dass gläichgeschlechtlech Partner sech bis ewell net kënnen bestueden. Esou dass dat och dat eenzegt Element war, fir dat, wat d'Madame Err richteg gesot huet, e legale Kader ze ginn, eng Rumm ze ginn - an dofir si mer konform, doudsächer, zu de Mënscherechter -, wou een och gesetzlech geschützt ass a wou ee Rechter huet.

Just dee Punkt huet awer mat sech bruecht, dass ëmmer erëm gesot ginn ass: Majo, fir déi gläichgeschlechtlech Koppele si mer nach wäit wech vun enger Gläichstellung. An dofir war dat och ee vun den dreiwende Motoren, fir ze soen: De Pacs muss nach méi no un de Mariage kommen. Dofir ass et och richteg, dass mer an der Regierungserklärung gesot hunn: Mir wëllen elo d'Bestietnis op gläichgeschlechtlech Partneren ausdehnen.

D'Madame Err huet sech hei schonn e bëssen als meng Pressesprecherin betätigt.

(Hilarité)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här Bodry?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Jo, mir fueren do ganz gutt.

Ech kann lech confirméieren, dass ech de leschte Freideg menge Kolleegen am Regierungsrot den Avant-projet de loi iwwert d'Reform vum Mariage an iwwert d'Reform vun der Adoptioun ginn hunn, fir dass se sollen Zäit hunn, dat ze liesen. Ech hu bis elo keng Réckmeldung kritt vu menge Kolleegen, esou dass ech dovunner ausginn, dass ech muer wäert d'Autorisation kréien, fir dee Projet de loi da wa méiglech nach den nächsten Dëschdeg ze déposieren, fir dass e kann an d'Diskussioun erakommen, an da solle mer deen dann och an der Kommissioun diskutéieren.

Wa mer de gläichgeschlechtliche Mariage maachen, da gëtt och déi Diskussioun vu Pacs eng aner, well da mussen mer eis wierklech déi Fro stellen, déi och den Här Henckes opgeworf huet: Woufir mécht een e Pacs? Ech muss lech da just soen, ech sinn och Minister vum Respekt vun de Fräiheeten a vun den Daten, ech wäert net eng Enquête maache bei Leit, fir ze froen: Woufir hutt Dir dat doten decidéiert ze maachen? Dat ass hire Choix, an deen hunn ech net ze kommentéieren, net ze hannerfroen.

Wat awer richteg ass, dat ass, an dat ass och vun e puer Leit hei ugeschwat ginn, dass mer solle méi Informatioun maachen. Ech hu wierklech de Problem... Den Här Braz huet och gesot: „Schreif d'Leit un!“ Ech hunn do Problemer, och aus Datenschutzverletzungen an Aggrëff an hir Fräiheeten. Woufir soll ech si do perséinlech uschreiwen, ëmsou méi, wou de Fichier beim Parquet général läit an net am Ministère de la Justice? Ech sinn do ëmmer ganz skeptesch mat deene Saachen. Dat klängt gutt, mä et ass net ëmmer gutt.

Wat awer richteg ass, dat ass, dass mer sollten eng Broschür maachen, dass mer sollten eng grousst Informatioun maachen, dass mer sollten zesumme mam Innenminister - dat hu mer och wëllen - eng Circulaire un d'Gemenge maachen, well mer feststellen, dass bei ganz ville Froen oft Leit am État civil net richteg äntwerte kënnen.

Ech ginn lech esou ee Beispill, wat ech virschloen an dem Projet, deen ech muer an der Regierung hunn. Dat ass eng Fro, déi net vill Leit betrëfft, mä déi se betrëfft, déi betrëfft se richteg. Dat ass déi transgender Fro. Leit, déi effektiv d'Geschlecht änneren, bei deenen ass virkomm, dass se gesot kritt hunn um État civil: Majo, Dir musst lech fir d'Éischt scheede loosse, ier dass mir kënnen hei Är Inscriptioun änneren.

Dat verstéisst géint d'geltend Recht. Dat hunn ech och oft genuch gesot. Dat ass awer net iwwerall... Jo, wann ech et am Büro soen, kritt net jiddwereen et a senger Büroen a senger Gemeng mat. Dofir ass ee Virschlag, deen ech muer wäert maachen, fir ze soen: Ma kommt, mir schreiwen dat och fest an d'Gesetz, dass dat kloer ass, dass do net déi dote Froe kommen. Well déi Leit stinn da ganz domm do, wa se esou op e Büro ginn.

Eng aner Fro, déi och an deem neie Gesetz wäert geregelt ginn, dat ass dat, wou mer eis eens gi waren an der Koalitioun, fir ze soen: Wat d'Adoptioun ubelaangt, waarde mer den Avis vun der Commission nationale d'éthique of, déi gesot huet, si hätt bei der Adoption plénière Schwierigkeiten, eppes ze änneren fir Gläichgeschlechtlicher, well een ebe bei der Adoption plénière eng natierlech Vaterschaft duerch eng juristesche Vaterschaft ersetzt.

Si wär awer derfir, fir d'Adoption simple, wou nämlech Vaterschaft an Elternschaft nieftenee cohabitieren, grousst opzemaachen. Dat wäert mer och an deem Projet virschloen, fir d'Adoption simple do wierklech ganz grousst opzemaachen, fir dass och gläichgeschlechtlech Koppele kënnen an der Adoption simple adoptéieren, wann, wéi gesot, ech muer de Feu vert kréien, fir dee Projet de loi ze deponéieren.

Dat ass also eng nei Diskussioun, déi mer da kréien. An dofir, mengen ech, ass et awer wichteg, dass mer haut d'Partenariatsgesetz maachen. Well eréischt wann dat anert kënn, da kann ee sech wierklech d'Fro stellen: Wat soll dann nach den

Ënnerscheid bleiwen tëschent Pacs a Mariage? Well wann et keen Ënnerscheid méi gëtt tëschent dem Geschlecht, fir sech ze bestueden, da gesinn ech awer net an, dass een alles muss beim Pacs gläichmaache wéi beim Mariage, soss kann een ee vun deenen zwee ofzeschaffen.

(Interruption)

Et sinn och Leit, déi wëllen de Mariage ofschaffen; just fir dat ze soen.

(Interruption)

Mä dofir soen ech...

Net bei eis. Awer ech hunn an Däitschland scho ganz interessant Debatten noverfollegt. An et ass net meng Meenung, de Mariage ofzeschaffen. Mä dofir soen ech, wann een déi zwee huet, da muss een och d'Ënnerscheeder dovunner kennen. Wat richteg ass, dat ass, dass ee muss wëssen, a wat ee sech aléist, wann een deen een oder deen anere mécht. An dofir, soen ech nach eng Kéier, mussen mer och Informatioun maachen duerno, mä mir mussen elo emol fir d'Éischt dat heite Gesetz stëmmen.

Dass ech de Projet de loi elo eréischt an d'Regierung ginn hunn, huet e puer Ursachen. Déi éischt ass déi, dass mer effektiv net wollten nëmmen iwwert de Mariage schwätzen, mä och iwwert d'Adoptioun, an do hu mer den Avis vum Conseil national d'éthique ofgewart.

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Ech sinn à disposition de la Chambre des Députés.

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **Une voix.**- Sot Äre Kolleegen dat och emol!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, villmools Merci. Och dem Här Minister Merci fir seng Disponibilitéit.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wann déi aner och esou wäert wéi den Här Biltgen!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mir hunn elo zur Kenntnis geholl...

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Verschiddener si scho gehäit genuch mat mir eleng hei!

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mir hunn Är Intention zur Kenntnis geholl, Här Minister, fir de Mariage homosexuel hei an der Chamber als Projet de loi vun der Regierung virzeleeën. Ech wollt lech just froen, Här Minister, Dir woort jo och eng Zäit President vun der CSV, ob Der net e Problem gesitt tëschent Är chrëschtlicher Orientéierung, déi Der sot, datt Der hätt, an der Iddi vum Mariage homosexuel, fir deen hei zouzeloossen.

Villmools Merci.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Wann de President mer erlaabt, well et ass eigentlech eng institutionell Fro, ob ech hei dierf, obwuel ech Justizminister sinn, vergiessen, dass ech Justizminister sinn, an dann als fréiere Parteipresident schwätzen, wat eng Fro ass, déi verfassungsrechtlech doudsächer stellbar ass, wëll ech drun erënneren, dass mer an der CSV - eis Leit schécken lech gären de Programm zou - de Grondsazprogramm hunn, dass mer do geschriwwen hunn, zu enger Zäit, wou ech nach net Parteipresident war, mä President vun deem Kongress, dass mir géifen opgrond vun eise Valeure vu Solidaritéit a vu Responsabilitéit och d'Partnerschafte gläichgeschlechtlicher Natur wëlle respektéieren an och eng gesetzlech Rumm ginn, fir se unzëerkennen. Dat ass de Punkt.

An ech doen dann elo mäin Hutt als Justizminister un. Als Justizminister wëll ech dann nach eng Kéier op d'Gesetz hei zrëckkommen. Wéi gesot, dat anert, de Projet, vu dass mer do Zäit gebraucht hunn, huet eben dermat ze dinn, dass mer zwou Saache maachen, Mariage an Adoptioun, an dass entgéint deem, wat ver-



schidde Leit mengen, et net gedoen ass, weder dat eent nach dat anert mat engem eenzegen Artikel ze maachen. Also, de Projet de loi huet 38 Säiten.

Ech soen dat och, well wéi anerer soen, et ass jo esou einfach just ze schreiwen: Elo mécht een dat. Dat si ganz vill Implikatiounen, a mir sinn nach amgaangen ze kucken, ob mer alles fonnt hunn oder net fonnt hunn, wat et vun Implikatioune gëtt.

Trotzdem ass dese Projet haut wichtig, well en eng Partie international Froe regelt. Éischtens si mer ugesicht bei der Cour de Justice vun der Europäescher Unioun. Zweetens hu mer d'Froe vum Droit international privé. An ech si frou, dass no laangen Diskussiounen awer jiddwereen agesäit, dass déi Regel, déi mer vum Justizministerium aus virgeschloen hunn - mäi Virgänger -, déi beschtméiglech ass an déi de Leit am meeschten entgéintkënnen.

Dann ass et effektiv esou, dass et eng Fuerderung war, ze soen: Kommt, mir schreiwen net nëmmen de Pacs an de Register, mä mir maachen och en Extrait beim État civil! Woufir? Well zum Beispill um Parquet général, dee Büro, dee sech doréms bekëmmert... Dee Büro, dee sech ëm villes bekëmmert; ech nennen ni gâr Leit, déi net heibanne präsent sinn, fir kënnen Stellung ze huelen, wann ech se nennen. Mä déi schaffe ganz gutt an deem Büro.

Mä déi hu vill Aarbecht, well se ganz oft mussen Certificate gefrot ginn, dass d'Leit net gepacst sinn. An dat ass wierklech vill administrativen Opwand. A mir schwätze jo ëmmer gären iwwer Simplification administrative. Mir maachen hei och eppes fir d'Simplification administrative, fir dass deen dote Büro och e bësse méi entlaascht gëtt, wéi dat ewell de Fall war.

Da kommen ech nach eng Kéier drop zrëck: Pacs a Mariage. Richtig ass, dass, wa mer deen anere Projet eng Kéier hei gestëmmt hätten iwwert de Mariage vun de gläichgeschlechtliche Koppelen, da solle mer effektiv eng Evaluatioun maachen, wat dann Ennerscheeder an Zukunft nach sollen, kënnen, mussen sinn tëschent Pacs a Mariage. Well oft gëtt nëmme vun den Nodeeler geschwat, déi een huet par rapport zum Mariage, wann ee sech pacst.

Et gëtt och Virdeeler, déi een huet, respektiv Nodeeler, déi deen aneren huet. Och do hu mer elo, wou mer un den Texter geschafft hunn, Saache fonnt. Elo soen ech als Justizminister eppes, wat mir perséinlech opgefall war - einfach esou, well ech elo op eemol d'Texter gelies hunn, ass dat mer duerch Zoufall opgefall -: Dir kënnt de Riichter récusieren, wann e bestuet ass, mä Dir kënnt en net récusieren, wann e gepacst ass. Elo menge mer, dass een awer dann och misst ee kënnen récusieren, wann e gepacst ass. Fir elo nëmmen dat dote Beispill ze huelen.

Den Här Henckes huet vun de Pacs-blancé geschwat. Blanc, dat ass ëmmer... Ech hunn deen Term net gâr. Mä et gëtt Pacsen, déi den Dag drop erëm opgeléist ginn; loosse mer et emol léiwer esou soen. Dat hu mer gesinn, wa Leit zum Beispill fir eng Ophaltungsgenehmegung oder eng Aarbechtsgenehmegung sech den éischten Dag pacsen an deen zweeten Dag entpacsen, an da lafen d'Rechter weider, awer keng Flichte méi weider.

Also, dat sinn och alles Diskussiounen, déi een effektiv dann dee Moment eng Kéier muss ouni Opreegung awer och ugoen. An da muss een einfach kucken, wat dat eent a wat dat anert ass. Dofir huelen ech och elo net Stellung zu deem, wat deen een an deen anere vun deenen eenzelne Saache gesot huet, well ech mengen, dass een dat an enger geuerdnerer Approche soll maachen, wou mer alles diskutieren, wou mer näischt ausloossen a wou mer dat schéin uerdentlech maachen.

Ech mengen, mir sinn elo net ënner Zuchzwang. Mat deem heite Gesetz schafe mer eng Partie Problemer aus der Welt. Dat nächst Gesetz, dat wäert doudsécher nach vill Diskussiounen hei am Haus mat sech

bréngen. An dat muss och sinn. Dat muss och sinn, dass een Diskussiounen op esou eppes féiert. Dat kann net einfach just en administrativen Akt sinn, wann een hegesellschaftspolitesch nei regelt.

Dofir sinn ech selwer Demandeur, dass mer de Projet esou séier wéi méiglech heihinnerkréien, fir dass mer en hei an deem Haus an der Commission juridique virun allem, respektiv en, wann aner Kommissiounen interesséiert wäeren - dat ass d'Organisatioun vum Haus -, an anere Kommissiounen kënnen am Detail ausdiskutieren, amendieren, an da waméiglech kucken, fir herno eng large Majoritéit ze kréien, well et an der Gesellschaftspolitik awer och ëmmer wichtig ass, dass ee large Majoritéiten huet.

Ech halen an der Gesellschaftspolitik ni vill dervun, dass just étriquéiert Majoritéiten eppes weder duerchsetzen nach verhéieren. Et ass gutt, dass een - ech bleiwen derbäi - soll op large Majoritéiten hischaffen. Dat wäert och an Zukunft eise Wëlle bleiwen. Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier hei allen Intervenantë Merci soen, an dann, jo, kommen ech erëm.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Justizminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5904 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Mill Majerus), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par M. Jean-Louis Schiltz), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour hu mer d'Question avec débat N°12 vum Här Xavier Bettel iwwert de Service d'aide aux victimes d'infractions pénales. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

2. Question avec débat N°12 de M. Xavier Bettel au sujet du Service d'aide aux victimes d'infractions pénales

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Merci, Här President. Wéi Der wësst, gëtt et beim Stat de SCAS, dat ass e Service Central d'Assistance Sociale. An et gëtt och e Service d'aide aux victimes, dee beim SCAS rattachéiert ass, dee Service, deen och beim Parquet général ugegliddert ass.

Haut këmmert sech de SCAS, wann ech et richtig hunn, ëm ganz, ganz vill Fäll. An de Service d'aide aux victimes huet awer, dee jo eng Composante vum SCAS ass, e grouse Problem, deen - wann dat richtig ass; dofir stellen ech jo och d'Fro a wier ech frou, wann de Minister mer dat kéint bestätegen - am Moment nëmmen annerhalef Tâche do géif schaffen.

Annerhalef Tâche, déi do ass, fir de Suivi vun de Leit ze maachen, déi Victimë sinn, Victimë vun Abus sexuels, vu Stalking, vu Violence-domestiquen. Do si Suivien, déi à longue durée sinn. Et sinn Demandë fir d'Dossiers d'indemnisation, fir d'Commission d'indemnisation au Ministère de la Justice, déi do gemaach ginn. D'Téléfoncentral musse si jo och maachen; dat heescht, de Conseil vun de Leit, déi do uruffen.

Si mussen eng Victime och begleede während engem Prozess um Geriicht zu Dikrech an zu Lëtzebuerg. Wéi Der lech kënnt denken, wa se nëmmen zu annerhallwer Tâche sinn a si sollen zu Dikrech oder an der Stad sinn, ass heiansdo den Telefon och net besat. An eng Victime, déi do telefonéiert, fir Hëllef ze kréien an déi do op en Telefon kënnt, wou keen ophieft, dat ass e bëssen eng schwiereng Situatioun.

Mir wëssen och, Här President, dass mir jo d'Gesetz iwwert d'Victimë vun der Infraction pénale gestëmmt hunn, den Text vum 6. Oktober 2009, deen den 1. Januar 2010 a Kraaft getrueden ass. An ech hunn do Zuelen, mä déi wëll ech awer och bestätegt kréien, well ech dat jo och net vun offizieller Säit weess, dass vu September 2008 bis Mäerz 2009, dat heescht, wou dat neit Gesetz net a Kraaft getruede war, 36 nei Clientë beim Service d'aide aux victimes do waren, a vum September 2009 bis Mäerz 2010 - dat heescht, vun deem Moment un, wou dat neit Gesetz nëmmen dräi Méint a Kraaft getruede war - 71 nei Clientë wieren.

D'Waardelëscht ass immens laang. Et gesäit och esou aus, wéi wann et am Moment bei den Enquêtes sociales - déi jo am Jugendschutz musse gemaach ginn, déi awer immens wichtig sinn, fir och am Intérêt vun de Kanner richtig Décisiounen kënnen um Geriicht ze treffen, well ech mengen, et ass dee Service, deen och do ass, fir ze hëllefen d'Kanner ze placieren, a virun allem wann och Strofdoten do sinn, fir kënnen déi eng oder aner Informatioun erauszekréien - ee Joer dauert, fir eng Enquête sociale kënnen gemaach ze kréien.

Ee Joer ass vill ze laang, Här President, fir esou eng Enquête ze maachen. A wann dat net de Fall wär, da kéinten och Stagiären, déi knapps ugefaangen hunn, am Service déi Enquête maachen, déi awer net d'Formatioun, net den Know-how an och net d'Anciennetéit hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Et schéngt, wéi wann esou vill Aarbecht an deene Servicer wär, Här President, dass déi meescht Leit et keng véier Joer géifen do aushalen, dass déi meescht Leit géifen do fortlafen, an dass am Fong all Persoun eng bal 80 Enquêtes ze maachen hätt pro Persoun. Et ass onméiglech, an do si mer eis eens, esou vill Enquêtes als Persoun seriö kënnen ze maachen.

Et wär e Cri d'alarme komm vun deem Service un de Minister an un de Parquet général. Dofir ass och déi Fro haut: Wéi vill Leit schaffen haut am Service d'aide aux victimes? Ass dat wouer, dass nëmmen annerhalef Persoun do schaffen? Wéi vill Leit hunn Appel un de Service gemaach, an dat déi lescht dräi Joer? Wéi ass d'Progressioun? Huet dat Gesetz elo, dat neit Gesetz wierklech och déi Progressioun, déi ech soulevéiert hunn?

Wéi vill Dossiere gi vun deene Persounen traitéiert, vun där annerhallwer Tâche? Ass dat richtig, dass 80 Dossieren am Moment traitéiert ginn? Wéi ass d'Situatioun am Moment och um Niveau vum SCAS? Geet et do och duer mat de Persounen?

Wëssen de Minister an de Parquet général Bescheid? Ech weess net, ob de Minister alles matkritt huet. Den Här Majerus huet laang mat em geschwat. Hutt Der alles matkritt?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Ech hunn zwee Oueren.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ah, dann ass et gutt.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Déi Oueren héiere ganz gutt, soulaang et roueg am Sall ass. Et huet also manner domat ze dinn, dass zwee Leit mat mer dialogieren, mä et huet méi domat ze dinn, wa 60 Leit ënnereneen dialogieren.

(Interruptions)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Also, da soen ech de Kollege Merci...

► **M. le Président.**- Den Här Justizminister lauschert elo ganz opmierksam no mat sengen zwee Oueren.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech soen dann den aneren 59 Kolleegen heibanne Merci, well et wor ganz roueg. Dat heescht, de Minister wäert dann e Stéck dovunner matkritt hunn.

(Interruption)

Här President, de Parquet général an de Ministère, wëssen déi Bescheid iwwert d'Situatioun, wéi et am Moment ass beim SCAS a beim Service d'aide aux victimes?

An dann, wann dat alles stëmmt, wat ech gesot hunn, dass een ee Joer muss waarden, fir iwwerhaupt kënnen eng Enquête ze maachen, wann all déi Leit fortlafen, wann deen Dossier esou ënnerbesat ass, wéi de Minister gewëllt ass ze kucken, fir déi Situatioun ze verbessern?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Elo kritt d'Wuert den Här Justizminister.

(Interruptions diverses)

► **Une voix.**- Den Här Bettel lauschert lech net no, Här Minister.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Den Här Bettel huet och zwee Oueren.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wann den Här Schiltz net déi ganzen Zäit den Här Minister géif ënnerbréchen, da kéint den Här Minister och schwätzen.

► **M. le Président.**- Sou, elo lauschert Der alleguerge ganz opmierksam dem Här Justizminister no.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Här President, ech wëll op déi eenzel Froen agoen. Éischtens: Wat ass den aktuellen Effectif vum Service d'aide aux victimes? Do schaffen dräi Leit. Een, dee Psycholog, Psychothérapeute ass, an deen ass à temps plein; e weidere Psycholog, Psychothérapeute à mi-temps an eng Sekretärin. Dat ass de Service.

Wéi oft ass de SAV sollicitéiert ginn an de leschten dräi Joren? Do sinn d'Chifferen, déi kënnt Der iwwregens an de Rapporten all noliesen, dem Rapport d'activité vum Justizministerium. 2006-2007 178 - dovunner 94 neier -; 2007-2008, 194 - dovunner 94 neier -; 2008-2009 171 - dovunner 105 neier.

Et ass also elo net direkt eng Augmentatioun. Allerdéngs d'Joer 2010 hu mer net, dat hu mer net. Richtig ass, wat d'Leit eis soen, dass natierlech méi ugeruff gëtt, opgrond vum Gesetz vun de Victimen.

Also, no den Informatiounen, déi mer do kritt hunn, sinn zënter September 2009 bis Juni 2010 1.850 Telefonate gefouert ginn.

Drëtens, wéi vill Dossieren huet do all Beamten? Zurzäit schafft all Beamten do op ronn 40 Dossieren. Do si jo Dossieren dann erëm zougemaach ginn, aner Dossieren, déi bäikommen. Verschidde Saache si jo och just Informatiounen, wou d'Leit da gesot kréien, wat se solle maachen.

Véiertens, de SCAS. De SCAS ass an der Vergaangenheet ënnert deenen zwee Plan-d'actionen, op d'mannst ënnert dem zweete Plan d'action vu mengem Virgänger, dem Luc Frieden, massiv opgestockt ginn, opgrond vu Previsiounen, déi gemaach goufen.

Wat richtig ass, dat ass, dass mer feststellen, dass déi Previsiounen, déi deemools gemaach goufen an déi à la base ware vum Gesetz vum Här Frieden, wou wierklech massiv opgestockt gouf, dass effektiv déi Previsiounen an d'Luucht

gaange sinn an dass méi Fäll e bësse bei allem kommen.

Et ass besonnesch, an do kommen ech herno nach eng Kéier drop zrëck, déi sechst Fro ass eigentlech déi wichtegst, wat mer gedenken ze maachen. Besonnesch bei allem, wat Jugend ass, ass et wierklech massiv an d'Luucht gaangen, an do brauch ech herno e bësse méi laang Zäit, fir e bëssen op déi Froen do anzegoen. Awer och déi aner hu méi Aarbecht. Also, iwwerall ass do méi Aarbecht erukomm, méi Dossieren, déi erakommen. Da sinn natierlech eng Partie aner Problemer insgesamt um SCAS, mä déi huelen ech herno, wann ech e bëssen op d'Zukunft ze schwätze kommen. Ech wëll emol fir d'Éischt den Ist-Zoustand maachen.

Da kënnt eng witzeg Fro: Weess de Parquet général dovunner Bescheed? Also, wësst Der, wann de Parquet général net dovunner Bescheed wësst, dann hätt ech Problemer mam Parquet général, well de SCAS ënnersteet dem Parquet général. An duerfir kënnt Der och dat do ëmmer liesen an all Rapport d'activité. Och elo nach an deem, dee mer elo viru kuerzem am März deponéiert hunn, stinn déi doten Zuelen all dran, a steet och eben dran, dass et an d'Luucht gaangen ass par rapport zu de Leit, an dat weess och de Justizminister.

Wat wëllt de Justizminister maachen? Da soen ech lech, dass et éischters verschidde Saache gëtt: Mir hunn d'Victimen a mir hunn de SCAS, an am SCAS virun allem d'Jugend. Ech fänke mat de Victimen un.

Ech si kee Frënd, fir ze soen, wa mer e Problem hunn, mussen mer ebe méi Leit astellen. Well ech kommen nach op de Problem vu méi Leit astellen. Déi sinn nämlech och reell. Do kommen ech herno besonnesch beim SCAS nach eng Kéier drop zrëck.

Mir mussen eis och d'Fro stellen iwwert dat, wat mer vu Gesetzter hunn a wat d'Gesetzter mat sech bréngen. Dat Victimesgesetz, do wësst Der, dass do laang an dëser Chamber dru geschafft gouf, dass notament, wat Parquet a Parquets généraux ubelaangt, souguer mat deem neie Gesetz, wéi et ofgaangen ass. Et goufen an der Chamber ganz vill Froe gestallt. A mir stellen och fest, dass am Prakteschen eng ganz Partie Froe kommen. Zum Beispill ass nach ëmmer en Ënnerscheid juristescher Natur Victime a Partie lésée, fir nëmmen dat Beispill ze nennen, mir hunn der nach ganz vill.

Dat heescht, ech sinn och Demandeur, wann elo deen neie Procureur général ernannt ass, fir eng Kéier ze kucken: Wéi maache mer eng Evaluatioun vum Victimesgesetz? A wat sinn iwwerhaapt déi Mesuren, déi mer kënnen maachen, fir iwwerhaapt beim Victimesgesetz ze goen? Well eleng elo nëmmen e Service opzestocken, domat hu mer net all déi Problemer geléist, déi am Victimesgesetz sinn.

Richtig ass, et ass nach net laang a Kraaft; richtig ass awer och, dass eng Partie Saachen, déi virausgesot goufe vu Problemer, dass déi sech awer méi wéi wärscheinlech amgaang si seriö anzustellen, sou dass mer solle schonn eng Evaluatioun vun deem Victimesgesetz maachen, an deemno wéi et ass, dann och e Plan d'action do awer esou séier wéi méiglech maachen, well mer net dovunner ausginn, dass manner Leit sech an Zukunft mellen, sou dass déi Fro bleift.

Beim SCAS si verschidde Problemer do. Deen éischten ass deen, wat eigentlech kee Problem ass - eng gutt Saach -, mä wat awer heiansdo erkläert, dass net jiddwereen éiweg bleift, dass de SCAS eng Verwaltung ass, wou et net einfach ze schaffen ass, opgrond vun deem, wat een do ze schaffen huet.

Mir hunn och beim SCAS eppes gemaach, wat - soen ech elo dann mat menger Kap vu Fonction-publique-s-Minister - soll zukünfteg Reformen och virhuelen, e Pilot-projet, fir wierklech eng Gestion par objectif ze maachen. Well mer och feststellen, dass deen ee méi laang Zäit brauch, deen anere manner laang Zäit brauch bei engem Dossier, woubäi een och ëmmer muss wëssen, dass net all Dossier gläich ass. Et gëtt Dossieren, déi einfach sinn, Dossieren, déi net einfach sinn, mä et gëtt awer Erfahrungswärter.

Do gëtt also och versicht, fir op e gewëssenen, fir och ze soen, ier dass mer gäre Leit bäi hätten, mussen mer och kënnen seriö schaffen, eis selwer Gestion par objectif ginn, och soen: Wat mussen mer maachen, wat mussen mer net maachen? Do kann ee Saache maachen, déi een net muss maachen, aner Saache bleiwe vläicht leien. Do huet dee Service sech dohinnergesat, fir dat ze maachen. Dat erkläert natierlech, bréngt natierlech mat sech, dass dann och Stress entsteet, wann ee wierklech wëllt Gestion par objectif maachen.

Derbäi kënnt iwwerall, an do kommen ech elo dorop zrëck, dass et ganz schwierig ass, där dote Leit ze rekrutéieren. Well, wann ee vun der Schoul kënnt, ass een net onbedéngt géiegt, fir déi doten Aarbecht ze maachen. Wann een en Éducateur gradué ass, e Psycholog ass, en Assistant social ass, fir och elo vun deene meeschte Leit hire Formatiounen ze schwätzen, déi jo à la base sinn, ass net jiddwereen, deen haut vun der Schoul kënnt, muer do wierklech géiegt, dat ze maachen, sou dass et ëmmer schwierig ass, och wann nei Posten ausgeschriwwen ginn, der ze fannen, respektiv lafen der och ëmmer fort, well se da soen: „Majo, eigentlech ginn ech hei net glécklech, ech gi léiwer op eng aner Plaz.“ Dat ass also och alles hannendrun.

Richtig ass, dass mer wëllen och do déi Servicer opstocken. Ech sinn amgaang an deem ganze Justizministère. Do kënnt drëpchechweis eran, wat déi verschidde Verwaltung vu Besoinë mer umellen. Dat gëtt ganz vill. Et ass et jo net dran, dass een dat mam Numerus clausus a Krisenzäiten alles ka maachen, wat ee sech ka virstellen. Mir sinn amgaang alles opzeschlüsselen, wat mer mengen, wat wichtig wär.

An ech kommen op ee Secteur, dee mer besonnesch um Häerz läit: Et ass dee vun de Jonken. Ech mengen, mir haten an enger Chamberskommission eng Diskussion iwwert déi puer nach Mineuren am Prisong. Mir hu ganz vill Problemer och zu Dräibur - ech schwätzen do fir meng Kolleginnen, d'Madame Delvaux an d'Madame Jacobs, mat. A mir sinn amgaang - meng Note ass scho fäerdeg, déi aner kommen no -, mir sinn amgaang, all déi verschidde Ministère Noten ze maachen iwwert d'Problemer vun de Jugendleche mat Schwierigkeeten.

Also, hei schwätze mer vu Schwierigkeeten, dat ass eigentlech en - jo - Euphemismus, deen ech hei gebrauchen. Ech kéint méi wäit goen. Well mir hunn ëmmer méi... ech mengen, dat wor viru kuerzem e Problem, Gewalt an de Schoulen an esou weider. Mir hunn ëmmer méi Jugendlecher, déi ganz schwierig sinn, a wou een net einfach se just kann aus der Schoul erausgehien oder iergendwou aspären an esou weider.

Do ass Dräibur gefuerdert, do ass de Prisong gefuerdert. Ech hoffen, de Prisong ëmmer manner, also sinn ech iwwerhaapt net méi gefuerdert. Do ass de SCAS gefuerdert, do sinn d'Schoule gefuerdert. Mir wëlle virun allem, wat ebe Struktur vu Justiz respektiv vun Dräibur an anerer op deem doten Niveau ugeet, déi dräi Ministère wëllen deemnächst an d'Regierung goen an do hir Problemer op den Dësch leeën a kucken, ob een do kéint kuerzfristeg Léisunge fannen, zu deenen dann och en Opstocke vum Personal gehéiert.

Wat d'Regierung decidéiert, Dir wësst, den Numerus clausus, dat ass eng Regierungsaach. Kee Minister huet leider esou eng Enveloppe, wou e ka soen, elo kritt deen een, da kritt deen aneren der. Ech mengen, dass dat doten eng Diskussioun ass, déi wichtig ass.

Ech soen lech awer nach eng Kéier, dass viles hannendrunhänkt, net nëmme Personal, mä ech soen lech dat och, well ech elo als Fonction-publique-s-Minister dat méi gesinn. Et gëtt eng Partie Carrièren, an déi doten, déi mer hei genannt hunn, sinn déi, wou et och, wann ee Posten huet, an ech gesinn dat iwwerall, et schrecklech schwierig ass, och nach déi Posten, wann ee se bis huet - et ass scho schwierig, se ze kréien -, a wann ee se bis huet, dann ass et nach méi schwierig, se ze besetzen, se gutt ze besetzen a se dann och nach ze erhalen. Et fënnt een der ëmmer, déi mat Begeescherung, och wa

se net vill schoulesch drop virbereet sinn, deen doten Job maachen, mä et ass en Job, dee Berufung verlaangt, wat iwwert d'Beruffsbildung selwer erausgeet.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, esou wéi d'Reglement et virgesäit... Den Här Minister huet elo just e Sujet abordeiert, dee fir eis och ganz wichteg ass, dat ass dee vun der Jeunesse en détresse, esou hu mer se deemools och genannt hei an der Chamber.

Ech si frou, d'Madame Frank hat deemools ënnert der Presidentschaft vun der Madame Frank an dem Här Weiler, als Jeunesse en détresse wor, e Pabeier preparéiert. Ech wär frou, ech hat dat och schonn e puermol gefrot, wann deen nees eng Kéier kéint gekuckt ginn. Da kéint een deen och mam Ministère eng Kéier kucken, well do wore Propositionen dran. Si si leider ganz vill Lettres mortes bliwwen, an ech sinn iwwerzeegt, dass ee mat lech vläicht do kann an déi richteg Richtung goen.

Ech wollt lech just froen, Här Minister, Dir hutt elo gesot mat der Jugend, dat wär e wichteg Thema fir lech, mä ech hunn et elo net kloer kritt, well de SAV, sou wéi dat genannt gëtt, de Service aux victimes këmmert sech am Moment jo ëm d'Enquêtes, alles wat Jugendschutz ass. Ass elo awer gewëllt - Dir hutt gesot, Dir géift och mam neie Procureur général zesumme kommen -, fir ze kucken, eng Léisung ze fannen, an driwwer ze diskutéieren, fir Amélioratiounen ze fannen? Wéi ass et dann elo?

Bleift dee beim SAV rattachéiert, de Jugendschutz, déi Enquêtes? An dann: Wëllt Der elo awer à court terme kucken, fir déi Situatioun ze améliorerieren oder net?

► **M. le Président.** - Här Minister, wann ech gelift.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Also, ier dass ech ufänken administrativ Servicen ze reforméieren, déi dem Procureur général ënnerstinn - mécht de Justizminister net ouni de Procureur général -, wëll ech emol fir d'Éischt wëssen, wat dann d'Possibilitäte vu Renforcement sinn opgrond vun de Possibilitäte vu Renforcement, déi d'Regierung eis kéint ginn. Da kënnen mer och kucken, wéi mer dat administrativ ëmänneren, mä ech komme gären an d'Chamberskommission duerno fir den Detail. Ech mengen, Dir musst verstoen, dass eng administrativ ëmännerung vun enger Verwaltung fir d'Éischt muss mat der Verwaltung, och mat der Verwaltung selwer diskutéiert ginn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Justizminister. Domadder wär mer um Enn vun där Question avec débat.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 6105, enger Direktiv iwwert d'Émsetze vum Programme INSPIRE an dat nationaalt Recht. D'Riedezäit ass nom Basismodell agedroen. Et huet bis elo kee Riedner sech agedroen, dat heescht, datt den honorabelen Här Rapporteur, den Här Gilles Roth, eis elo alles am Detail wäert erklären. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

3. 6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Gesetzesprojet 6105 setze mir déi sougenannten INSPIRE-Direktiv an nationaalt Recht ëm. D'Direktiv staamt aus dem Joer 2007, a mir hätte se eigentlech scho misse virum Mee d'lescht Joer ëmgesat hunn.

Zu deem Ganzen awer e puer Präzisatiounen. Éischters, ëm wat geet et? INSPIRE ass eng Ofkierzung a steet fir Infrastructure for spatial information in Europe. Sënn an Zweck vun der Direktiv ass, d'Sammelen an den Austausch vu

geographeschen an Ëmweltdaten ze harmoniséieren, fir domat eng europäesch Dateninfrastruktur ze schafen. D'Informatiounen mussen dofir ënner enger bestëmmter elektronischer Form disponibel sinn. Domadder si se méi einfach zougänglech a kënnen ënnerenee verbonne ginn. Dovunner profitéieren d'Bierger an d'Wirtschaft, awer och déi öffentlech Verwaltungen a Servicer an de jeeweilige Memberstaaten.

Ëm wat fir eng Daten handelt et sech dann elo genee? Et sinn Daten, déi direkt oder indirekt mat der Ëmwelt ze dinn hunn. Dat geet vun einfache Kaarte mat Uertschaftsnimm, Verkéiersnetzer, Héichtenindikatiounen, lokal a regional Grenze bis zu Analyse vun der Loft-, der Waasser- an der Buedemqualität, der Biodiversitéit, der Geologie, de Biotoper an anere Schutzgebieder.

Mä et geet och ëm méi sensibel Donnéeën, zum Beispill d'Verdeele vun der Bevölkerung mat Indikatiounen iwwert d'Opkommisse vu verschiddene Krankheete wéi Allergien, Kriibs, Otemkrankheeten, déi direkt oder indirekt mat der Qualitéit vun der Ëmwelt a Verbindung bruecht kënnen ginn. Kadasternummere kënnen zum Beispill iwwert de System gekuckt ginn, mä et gëtt awer keen Op Schloss iwwert den Numm vun dem Propriétaire. Dofir muss nach ëmmer eng Demande un de Kadaster gestallt ginn.

D'Direktiv schléisst och den Zougang zu verschiddenen Daten aus. Dat spillt zum Beispill fir Informatiounen iwwert de Secret défense, déi öffentlech Uerdnung, grad wéi Informatiounen, déi Geschäfts- oder Betriebsgeheimnisse concernéieren, oder Informatiounen, wou Urheberrechter, also eng Propriété intellectuelle, drops leien. D'Lëscht vun den Ausnahmen ass, wéi gesot, an dem Gesetz opgefouert. Si ass déiselwech wéi am Gesetz vun 2005 iwwert den Zougang vun den Informatiounen am Ëmweltberäich.

Wie muss dann elo déi Daten zur Verfügung stellen? Mä all öffentlech Autoritéit. Dat ass bei eis de Stat, d'Verwaltungen, staatlech Servicer, mä och zum Beispill Établissements publics vum Stat. Dorënner falen och d'Gemengen, d'Gemengesyndikater a souguer Entreprises a Privatpersounen, mä nëmmen, wa si öffentlech Servicer fir de Stat oder eng Verwaltung erbréngen.

D'Direktiv verlaangt net, dass nei Date mussen erhuewe ginn. Si applizéiert sech och nëmmen op déi Daten, déi de Moment digital verfügbar sinn. Daten op Kaarten oder Pabeierform mussen deemno net digitaliséiert ginn.

Et sinn och nëmmen déi Date betraff, wou d'Opstellen duerch e Gesetz oder e Règlement virgesinn ass. Domadder gëtt och dem Schutz vun den Urheberrechter Rechnung gedroen. Eng Privatpersoun kann ënner Ëmstänn dem System digitaliséiert Daten zur Verfügung stellen, si decidéiert awer eleng, ob des Daten dann öffentlech zougänglech sinn oder net. Mä wann Daten digitaliséiert sinn, mussen d'Memberstaaten, also mir och hei zu Lëtzebuerg, derfir suergen, dass des Daten an Zukunft INSPIRE-konform sinn. Domat kënnen des Donnéeën tëschent de Memberstaaten ausgetosch ginn.

An der Finanzkommission gouf d'Fro opgeworf vun de konkreten Obligatiounen, déi besonnesch d'Gemenge betreffen. Et kommen am Prinzip keng nei Aufgaben op d'Gemengen zou. Déi Daten, déi d'Gemenge bis elo opgrond vun engem Gesetz oder Règlement oder enger Instruktioun hu missen digitaliséieren, ginn duerch de System INSPIRE-konform gemaach.

Wéi ginn déi Daten dann elo konkret verfügbar gemaach? Mä iwwert den Internet. Hei kann all Bierger d'Daten nosichen, kucken oder eroflueden. All Land muss seng jeeweileg Donnéeën dofir INSPIRE-gerecht digitaliséieren. Doduerch kënnen dann, och ähnlech wéi bei enger Suchmaschine, Daten oder Déngschter méi einfach fonnt ginn.

Wien ass dann hei am Land fir den INPIRE zoustänneg? Mä dat ass d'Kadasterverwaltung. All d'Donnéeë ginn hei am Land iwwert de Geoportail national du Grand-duché de Luxembourg zur Verfügung gestallt. Dësen Internetsite ass schonns opérationnel a séier impressionnant. Dir kënnt lech selwer dovun iwwerzeegen, andeems Der geoportail.lu uklickt. Souguer Är Kadasterparzelle mat de jeeweilege Gréissten an d'Notzung kënnen bei all Uertschaft gekuckt ginn.

(Interruption)

Jo. De Site geoportail déngt hei am Land gläichzäiteg als technesch Plattform fir d'ILDG, d'Infrastructure luxembourgeoise de données géographiques, wat déi Lëtzebuerger Kompositant vun dem INSPIRE ass.

Wat kascht d'Konsultatioun vun deenen Daten? Mä si ass fir de Bierger gratis. Mä dës gratis Konsultatioun respektiv Recherche ass op eng Visualisatioun op dem Écran limitéiert. Doriwwer eraus kann eng Redevance, also eng Onkäschtebedeelegung, gefrot ginn, an d'Tariffer dovun ginn iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht.

Här President, de Statsrot huet de Gesetzesprojet de 4. Mee dëst Joer aviséiert. Hie mécht eng Rei vun Textvirschléi am Sënn vun enger sougenannter Ëmsetzung eent zu eent vun der Direktiv. Dës Textvirschléi goufen zum groussen Deel vun der Finanzkommissioun iwwerholl. De Statsrot huet och nach op de Risiko higewisen, dass verschidden Date kéinten Réckschlëss op eenzel Persounen erlaben.

Dat kéint zum Beispill de Fall si vu Gesondheitsdate respektiv Krankheeten a Verbindung mat der Ëmwelt, wann den Échantillon, dat heescht de Raster vun de Leit, ze enk ausgewielt ass. Et opläit den Autoritéiten, déi esou Donnéeën erfassen a verwalten, fir dat dann ze vermeiden. Och d'Chambre des Salariés, d'Handwerkskummer an d'Chambre de Commerce hunn de Projet aviséiert. Si hu sech allequerte mat dem Gesetzesprojet averstane gewisen.

Här President, zum Schluss, mag dëse Gesetzesprojet wuel éischter eng technesch Allure hunn, en ass awer virun allem fir de Bierger vu konkretem Nutzen. D'Finanzkommissioun, déi mat dësem Projet befaasst war, recommandéiert der Chamber dann och, de Projet ze stëmmen. Ech soen de Leit aus dem Finanzministère, Här Minister, Merci fir déi zousätzlech praktesch Erklärungen, déi si der Kommissioun ginn hunn.

Ech gi fir mäin Deel d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Roth Merci. Wéi mir dat vun him gewinnt sinn, war e méi wéi detailléiert. Et ass näischt méi, mengen ech, soss zu deem Projet de loi ze soen. Ech géif proposéieren, datt mer direkt géifen doriwwer ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6105 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert (par Mme Sylvie Andrich-Duval) et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand

Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Als leschte Punkt vun haut de Mëtteg hu mer dann elo eng Aktualitéitsstonn vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Auswäerte vun Aféiere vun de Gesetzer iwwert de Bail à loyer an iwwert de Pacte logement. D'Riedezeit ass nom Artikel 84, zweeten Alinéa vum Chamberreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jeeweils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Berger, Kox an Henckes. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Vera Spautz als Vertrieederin vun der LSAP-Fraktioun.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la mise en œuvre et l'évaluation de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer et de la loi du 22 octobre 2008 concernant le pacte logement

Exposé

► **Mme Vera Spautz (LSAP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, wou ech mech op dës Heure d'actualité virbereet hunn, hunn ech mer iwwerluecht, ob ech iwwerhaupt eng Ried schreiwé soll. Eigentlech kéint ech dat, wat ech am Kader vun aneren Débaten zum Thema Logement hei gesot hunn, einfach ëmmer erëm widderhuelen. Zum Deel wäert ech dat och maachen.

D'Haaptausrichtung vun eiser Logementspolitik ass, derfir ze suergen, dass d'Wunnen zu Lëtzebuerg fir all Mënsch abordabel ass, dass leeschtbare Wunraum fir d'Populatioun zur Verfügung steet. Dat war och den Ausgangspunkt vun der Reform vun Mietgesetz am Joer 2006, dat den Invest an d'Mietwunnenge sollt méi interessant maachen, an dem Pacte logement vun 2008, deen eng ganz Rei Mesurë beinhalt, dorënner virun allem eng méi staark Abannung vun de Gemenge bei der Schafung vun nei Wunraum.

Wéi gesäit elo d'Situatioun um Wunnensmaart aus? Zënter 2005 sinn d'Präisser fir de Verkauf vun Haiser am Duerchschnitt ëm 16% méi deier ginn, d'Appartementer souguer méi wéi 20%. Am Rapport vum Ministère du Logement vun 2009 steet, dass d'Zuel vun den Annoncen, wat de Verkauf vun Haiser ugeet, ëm 16% zrëckgegaangen ass, fir Appartementer an ähnlech.

D'Situatioun op eisem Wunnensmaart ass amgaang sech ze veränneren. Dëst awer net zum Positiven! Ëmmer méi Leit sichen no enger Mietwunneng, well si sech déi exorbitant Präisser fir de Kaf vun engem Haus oder Appartement net méi leeschte kënnen. A genau do hu mer e riseg Problem! Och wann zënter kuerzem d'Offer vun de Mietwunnenge liicht an d'Luucht geet, da bedeit dat net, dass déi och nach zu engem bezuelbare Präis verloung ginn.

Wat d'Präisentwécklung um Immobiliemaart nach méi verschäerft, ass de wirtschaftleche Kontext, an deem mer zënter zwee Joer dra sinn. D'Leit hu manner Geld, de Chômage klëmmt, d'Niewekäschten an d'Energiepräisser iwwerfuere souguer den Duerchschnittsverdenger. D'Zuel vun

den Déguerpissementer geet kontinuierlech an d'Luucht. Ëmmer méi Leit ginn op d'Strooss gesat, wa si a finanziell Enkpass kommen, duerch Chômage, Iwwerverscheldung, Scheedung a villes méi, an dann net méi fäeg sinn, déi extrem Loyerer ze bezuelen.

Eng ganz Retsch vun Déguerpissementer ginn awer och ausgesat oder net vollzunn. Duerfir sinn déi offiziell Zuele vun den Déguerpissementer net déi reell. Si ginn net vollzunn, well d'Leit, ier se aus hirer Wunneng op d'Strooss gesat ginn, probéiere bei der Famill oder bei Frënn ennerzekommen. Do gëtt et och absolut prekär Situatiounen: Do wunnen da méi Familljen a Leit an enger Wunneng zesummen, déi vun der Surface hier vill ze vill kleng ass. Leit, Familljen a Kanner, déi an der Stuff um Buedem op enger Matratz schlofen, well et nëmme eng Schlofkummer an der Wunneng gëtt! A parallel zu dësem Problemer wëll ech och do kuerz nach eng Kéier op d'Problematik vun de Cafézëmmeren an de Schlofhändler agoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass eng ganz Rei vu politesche Verantwortleche sech nach ëmmer net bewosst sinn, wat fir eng Dramatik sech genau an deem Beräich ofspillt. An och do huet sech näischt un der Situatioun geännert, am Géigendeel. D'Situatioun verschlechtert sech ëmmer weider, an dorunner sinn net eleng déi absolut onverschämten a geldgiereg Vermieter vu Cafézëmmerer schold. Mir droen als Politiker selwer Schold dorunner, well mir et net fäerdeg bréngen, heibanne Gesetzer ze stëmmen, déi och där Form vu mënscheveruechtender Sklaverei - soen ech elo emol ganz provokant - e Rigel virschieben.

(Interruption)

Wann Dir et sot, hunn ech Bedenken.

D'Reform vum Mietgesetz huet bái Wäitem net zu enger Verbesserung um Wunnensmaart bäigedroen. Dëst soen nach aner Quellen, enner anerem d'Caritas an hirem Sozialalmanach. All international Etüde weisen, dass Lëtzebuerg senger Verantwortung am Beräich vum soziale Wunnensbau iwwerhaupt net gerecht gëtt. Op 1.000 Awunner hu mer grad just fënnf Sozialwunnengen hei zu Lëtzebuerg; d'Belsch huet der 26, Holland 47, Éisträich 102.

De Pacte logement, dee mir Enn 2011 seriö evaluéiere sollen, gëtt, an dat ass hei och schonns méi oft gesot ginn, och net déi richteg Äntwerten op dëse Problem. An eigentlech wësse mer dat och schonns elo. Am Rapport vum Médiateur, dee gëschter hei an der Chamber diskutéiert gouf, mécht den Här Fischbach och op dee grouse Problem vum Wunnensraum zu abordabele Präisser opmierksam a rufft de Stat an d'Gemengen dozou op, hir Verantwortung an dësem Beräich endlech ze iwwerhuelen.

D'Mietgesetz an de Pacte logement si Reformen, déi nëmme kleng Plooschtere sinn. Déi néideg begleedend Mesuren zu deene Gesetzer sinn net an Ugrëff geholl ginn. Jorzéngtelaang ass deen Dossier vu bezuelbarem Wunraum hei zu Lëtzebuerg verschlof ginn. Spekulation souwéi e gewëssene Clientélismus fir bestëmmte Lobbyisten, déi deem ehemolege Wunnensbauminister méi nostoung wéi d'Locataires oder déi sozial benodeelegt Schichten an eisem Land, sinn a Rou gelooss ginn a konnte sech eng gëllen Nues u Bauprojeten an Terrainen verdéngen.

De private Maart ass net à même, d'Problemer vum abordabele Wunraum ze léisen, an e wëllt et och net. Wunnen ass e Mënscherecht! Mä eben net fir jiddwereen hei zu Lëtzebuerg. An deem Mietgesetz souwéi am Pacte logement si Piste virgesinn oder ugeduecht, déi nëmme en hallefhäerzege Kompromëss waren.

D'LSAP huet d'Aféiere vun dem Virkafsrecht fir de Stat, d'Gemengen an de Fonds du Logement am Kader vum Pacte logement ausdrécklech begrësst. Dëst schaaft d'Méiglechkeet, fir Terrainen respektiv Immobilien ze kafen, déi bei grësseren Urbanisierungsprojete vum öffentlechen Interessi dréngend gebraucht ginn an un déi si soss net komm wieren. Och hei muss ech awer drop hiweisen, dass déi Form vum Virkafsrecht, déi mir gewielt hunn, e

Kompromëss war tëschent villen ennerschiddleche Parteien a Partneren.

Wann de Stat oder d'Gemeng oder de Fonds du Logement vun hirem Virkafsrecht wëlle Gebrauch maachen, da muss se deeselwechte Präis bezuele wéi deen, deen de Verkeefer mat dem potenziellen initiale Keefer am Compromis festgehalten huet. Dat heescht, et gëtt näischt méi ze verhandelen! Domadder spillen de Stat an d'Gemeng d'Spill vun de Spekulanten mat. Wann de Keefer an de Verkeefer sech op engem Verkaufspräis eens sinn, deen eigentlech net der Realitéit entsprécht an ze héich ass, da muss d'öffentlech Hand datselwecht bezuelen, fir vun hirem Virkafsrecht Gebrauch maachen ze kënnen.

D'LSAP huet sech an den Diskussiounen ëm de Pacte logement derfir agesat, de Verkaufspräis vun engem Terrain iwwer en onafhängegen Expert oder vum Geriicht festleeën ze loossen, zum Beispill nom franséische Modell. Dee Modell hätt et erlaabt, dass d'Gemengen an de Fonds du Logement d'Méiglechkeet kritt hätten, Terrainen zu hirem reelle Wäert ze kafen, an domadder endlech d'Präisser, dat heescht d'Veverkaufspräisser op hire reellen Niveau erfrozekeieren. Dëst hätt der Spekulation an deenen exorbitante Verkaufspräisser wierkelech eng Grenz gesat. Dës Fuerderung vun der LSAP ass leider net am Pacte logement berücksichtegt ginn.

Mä och an dësem Fall wäert d'Evaluatioun weisen, dass d'Schrauf beim Droit de préemption méi muss zougezu ginn. En plus muss mir dann och kucken, ob dat Virkafsrecht net just an der Theorie bestoe bleift, well d'Gemengen d'Suen net hunn, fir matzespillen, besonnesch elo scho guer net méi. D'Gemengen oder d'Majoritéit vun de Gemengen hunn elo schonns Problemer, fir mat de Laaschten, déi de Stat de Gemengen opdréckt, budgetär iwwerhaapt eens ze ginn.

Och wat d'Aféiere vun der Tax spécifique op eidelstehendem Wunraum ugeet, do huet sech den ehemolege Wunnensbauminister et einfach gemaach an et de Gemengen opgedréckt, sech deem Problem unzehuelen. Vlächicht kann den Här Minister Schank eis do soen, wéi vill Gemengen déi Tax bis elo agefouert hunn. Am Virfeld kann ech lech matdeelen, dass déi Escher Gemeng amgaang ass, eng Tax auszeschaffen, déi ufanks nächst Joer agefouert gëtt.

Ech begrëssen et ausdrécklech, dass deen neie Wunnensminister Schank et sech zur Aufgab gemaach huet...

► **M. le Président.** - Den Här Boden wëllt lech eng Fro stellen, Madame Spautz.

► **M. Fernand Boden (CSV).** - D'Madame Spautz huet jo gesot, ech hätt Saachen net wëlle maachen, wéi zum Beispill: De Gemengen hätt ech et fräi iwwerlooss, eng Tax anzeféieren, jo oder neen. Kënnst Der vlächicht de Leit wéinstens soen, wien do eng Opposition formelle gemaach huet a wéi d'Saach richteg war.

► **Mme Vera Spautz (LSAP).** - De Statsrot huet eng gemaach. Mir hunn eis iwwer aner Opposition-formellen ewechgesat, Här Boden. Mir hunn eis iwwer anerer ewechgesat!

Ech begrëssen et ausdrécklech, dass deen neie Wunnensminister et sech zur Aufgab gemaach huet, wéi hie sot, de Pilgerstaf an d'Hand ze huelen an an all Gemengen ze goen, fir si vun der Noutwendegkeet ze iwwerzeegen, dass d'Gemengen am Kader vum Pacte logement och an de soziale Mietwunnensbau investéiere sollten. Dir sidd op ville Plazen am Land opgetrueden, an et sinn eng Rei Gemengen, déi och wëlle matmaachen. Ech fäerten awer, dass, ausser e puer vereenzelt Projeten, leider net dee grouse Worf doraus gëtt.

No deene ville Rieden an Ukënnegunge vu Reformen a Verännerungen an deene leschte Jorzéngten, mengen ech mëttlerweil, dass mer op falsch Piste gesat hunn. Ech mengen, et missten elo endlech déi Mesuren agefouert ginn, déi wierkelech wéi dinn. Taxes spécifiques op net bewunnentem Wunraum oder net bebautenen Terrainen missten obligatoresch vum Stat agefouert ginn. D'Verännerung vum Virkafsrecht fir de Stat an d'Gemengen an deem Sënn, dass de Verkaufspräis vun



engem Terrain vun engem onofhängegen Expert festgeluecht gëtt.

Ech mengen awer och, dass ee seriö dor-iwwer nodenke muss,...

► **M. le Président.**- Madame Spautz, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **Mme Vera Spautz (LSAP).**- Dat wäert ech maachen, ech zéien déi Minutt of.

...wat de Médiateur a sengem Rapport virgeschloen huet: Déi Gemengen, déi d'Kreatioun vum soziale Wunnengsbau seriö begleeden a virundreiwen, misste finanziell nach méi staark, zum Beispill iwwert de Fonds communal de dotation financière, ënnerstëtzt ginn.

An deenen nächste Jore wäerten nach vill Leit op der Streck bleiwen op der Sich vun enger bezuelbarer Wunneng oder engem Haus. Déi extrem iwwerhéichte Präisser op eise Wunnengsmaart hu sech zu engem Polverfaass entwéckelt an droen net zur Verbesserung vum soziale Klima bäi.

Ech kommen zum Schluss op en Zitat zréck, wat eise Statsminister 2005, viru fénnef Joer, hei an der Chamber gesot huet: „Wunnen a baue si schrecklech deier zu Lëtzebuerg ginn. Um Wunnengsmaart kucken déi kleng Leit dacks no, wat déi aner maachen, mä si gesinn net, wéi si kënnen matmaachen.“

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Vera Spautz (LSAP).**- Wann d'Leit d'Gefill hunn, dass kee sech ëm si këmmert an hir Suergen eescht hëlt, dann dréit dat net zu där villschwuerener sozialer Kohesioun bäi. Mir sollten dat alleguete ganz eescht huelen, fir deem entgéintzewierken. Aarmut, Chômage, sozial Benodelegung a Wunnengsnout sinn den Nährbuedem fir Extremere a gefährden de soziale Fridden.

Ech soen lech Merci.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wien ass mat deem an der Koalitioun, Madame Spautz?

► **M. le Président.**- Merci der Madame Spautz. Als éischten agedroene Riedner hunn ech den Här Marcel Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Marcel Oberweis (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, am Zesammenhang mat dëser Fro muss ee feststellen, dass sech tëschent der Zuel vu Mënschen, déi hei am Land liewen, an der Zuel vun de gebaute Wunnengen an de leschte Joren en déiwe Gruef, an dat aus verschiddene Grënn, opgemaach huet. Et ass ze bedauern, an déi honorabel Madame Vera Spautz huet dat elo grad erkläert hei.

Ma et dierf ee sech awer froen, firwat dann honnerte vu Wunnengen a ville Gemengen hei am Land eidel stinn. Firwat sinn dann esou vill Terrainen dobaussen der Spekulation ënnerworf? Vlächcht kann den Här Minister eis dorop eng Äntwert och ginn. De Joresrapport 2009 vun dem Ministère vum Logement weist drop hin, dass am Joer 2008 4.017 Autorisationen, fir ze bauen, ausgesprach gi sinn. Am Joer 2009, d'lescht Joer also, ass déi Zuel op en historesch déiwe Saz vun 3.695 erofgefall.

Déi finanziell Hëllef am Logement sinn d'lescht Joer ëm ronn 24% géintwärtig dem Joer 2008 zréckgaangen. An der Etüd iwwert d'Demande vu Wunnengen tëschent 2001 an 2021, also iwwer 20 Joer gekuckt, gëtt drop higewisen, dass eist Land am Joer 2021 545.000 Leit wäert hunn, an dat an 234.000 Ménagen; dat gëtt geschätzt. Dat bedeit, an där ganzer Zäitachs, déi virun ons läit, mussen mir 75.000 Wunnenge bauen, dat heescht ronn 3.800 pro Joer! Dat ass e kolossalen Défi fir ons Gesellschaft.

D'Gesetz vum Bail à loyer vum 21. September 2006 sollt ënner anerem derfir suergen, dass méi Wunnraum geschaf gëtt. Ëmmer méi Leit sichen eng abordable Wunneng a si fanne se net, well eng Pénurie besteet. Virun allem ass festgehale ginn, dass d'Gemengen derfir suerge missten, alle Mënschen, déi op hirem Terrain liewen, eng Wunneng ze garantéieren. Mä dat ass méi einfach gesot wéi gemaach. A ville Gemengen ass duerfir eng Ëmfro gemaach ginn, fir déi eidel Wunnengen opzelëschten.

Mir stellen awer mëttlerweil fest, dass et zu enger liichter Besserung kënn. De rezente Aussoe vun dem Observatoire de l'Habitat no ass de Loyer fir d'Appartementer zënter dem éischten Trimester 2009 zréckgaangen, an dee vun den Häiser zënter dem drëtten Trimester och liicht zréckgaangen. Doriwwer eraus ass d'Offer, fir Appartementer ze lounen, am éischten Trimester dëst Joer ëm bal 30% géintwärtig deemselwechten Zäitraum eropgaangen. Bei den Häiser ass awer e Réckgang festgestallt ginn ëm 9%. Dat beweist, dass ëmmer méi Leit wëllen an en Appartement oder Studio goen, an ëmmer manner Leit en Haus wëllen hunn.

No dësen Ausféierunge wëll ech och de Pacte logement kuerz belichten. Hei hu sech de Stat an d'Gemengen ambitiéis Ziler gesat, fir d'Käschten am Logement ze reduzéieren. E wichtege Wee ass sécherlech d'Offer vun den dréngend gebrauchte Wunnengen duerch den Neibau an d'Sanéierung vun dem Albau ze erhéijen. Dierf ech drop hiweisen, dass dëst e groussen Impakt op Architektbüroen, Handwierk an Handel kéint hunn?

Mëttlerweil hunn 101 Gemengen hir Bereitschaft erkläert, fir am Pacte logement matzeschaffen. Et sinn och eng ganz Rei vu finanziellen Instrumenter geschaf ginn, fir de Gemengen an hire Beméiungen ze hëllef. An engem Lotissement, deen ënner dem Pacte logement gebaut gëtt, mussen mindestens 60% vun de Wunnengen u Keefer goen, déi eng Prime de construction oder d'acquisition kréien. Doriwwer eraus mussen mindestens zéng Prozent vun de Wunnenge verloung ginn.

Dat mécht Sënn, well net all Mënsch ka sech eng eege Wunneng uschaffen. Déi aktuell Wunnengsbaupolitik ënner dem Minister Marco Schank weist och schonn eng positiv Dynamik op.

(Interruption)

Dat hunn dach mindestens 90 Gemengen op de leschte rezente Regionalkonferenz fir Mathëllef mat Bléck op de Bau vu weiderem Wunnraum an de kommende Jore signaliséiert.

Kuerz zréckgekuckt: Et si 16,5 Milliounen Euro un déi Gemengen ausbezuelt ginn, an deenen d'Awunnerzuel vun 2003 bis 2007 eropgaangen ass. Am Joer 2008 sinn dunn nach ronn fénnef Milliounen un déi Gemenge verdeelt ginn an d'lescht Joer ronn 44,12 Milliounen un déi Pacte-logement-Gemengen hei am Land. Dat weist also: Et ass e gewëssen Dynamismus schonn do. Leider - an d'Madame Vera Spautz huet et scho gesot gehat - ass nach vill Terrain ze beackeren.

Mat dem virleiden néngte Fënnfjoresplang sollen an 262 Projete ronn 8.438 Wunnengen an de kommende fénnef Joer gebaut ginn an dovun eleng 1.130 an de Gemengen. Dat bedeit eng Investitioun vu ronn zwou Milliarden, vun där de Stat 491 Milliounen iwwerhëlt. Dierf ech drop hiweisen, dass e grousse Wäert op de Bau vun nohaltege Wunnenge geluecht gëtt?

Aus dësen Ausféierunge geet ervir, dass sech dës Regierung dësem därengem Dossier - dat kann ee jo wuel soen - och unhëlt. Ouni awer ze vergiessen, dass hei d'Mathëllef vun de Gemengen, vun den eenzelne Wunnengsbaugesellschaften an der Privatwirtschaft néideg ass. Ech mengen, hei si vill Hänn gebraucht. Dofir pake mer et un!

Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Oberweis. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Madame Spautz hat mat engem Zitat vum Premier vu viru fénnef Joer ofgeschloss. Ech wëilt mat engem Zitat ufänken oder un eppes erënneren, wat de Premier virun ongeféier dräi Joer hei an der Chamber gesot hat. Ech mengen, mir kënnen eis bal alleguerten erënneren un en - wéi soll ech soen - bal dramatesch, en dramatesch Ageständnes vum Premier, deen deemools an der Deklaratioun zum État de la nation op eng ganz éierlech Aart a Weis, muss ee soen, agestanen huet, dass am Fong geholl d'Politik vum Logement ee vu senger gréissten, wann net säi gréissten Échec an der Politik wier.

Well och no 30 Joer CSV-Logementspolitik wier et nach ëmmer extrem schwéier - wier et, dat war deemools, mä ech soen, och nach haut ass et nach ëmmer immens schwéier -, fir hei zu Lëtzebuerg eng Wunneng ze fannen oder fir eng Wunneng ze fannen, déi net ze deier ass, déi bezuelbar ass.

Mir hunn, mir haten, mir hu weiderhi Problemer, grouss Problemer an der Wunnengspolitik, mat all deenen Effeten, déi dat mat sech bréngt: dat jonk Mënsche sech keng Wunneng méi kënnen leeschten; respektiv och mat deem Nieweneffekt, dat ganz vill Leit, och besonnesch jonk Leit, da regelrecht auswanderen an d'Nopeschlänner, an Däitschland, Frankräich, an d'Belsch an an d'Nopeschregiounen. Mëttlerweil sinn dat der bal 10.000, déi esou hu missen auswanderen.

D'Majoritéit hat dann och deemools als Äntwert versicht, de Pacte logement an der Chamber duerchzeboxen, a mir kënnen eis jo erënneren, dat dat och iwwer eng Rei pertinent Remarque respektiv Opposition-formelle vum Statsrot du gemaach ginn ass. Mir haten deemools als DP-Fraktioun géint dat Gesetz gestëmmt.

Bon, dat viséiert Zil vun där aler CSV/LSAP-Regierung war, fir dem groussen Mangel u bezuelbarem Wunnraum Paroli ze bidden an hei Remedur ze schafen. Deemools haten och verschidde Riedner, ënner anerem - kann ech mech erënneren - den Här Bodry, deen dozou geschwat hat, gesot, et misst een dann an zwee, dräi Joer kucken, wat déi éischt Effete vun deem Gesetz wieren, well da kéint een dat dann och déi éischte Kéier feststellen, da missten op alle Fall déi éischt Effete sech bemierkbar maachen.

Et ass also scho sënnavoll, wa mer haut e klenge Bilan maachen, obwuel ee sech kéint virstellen, dat ee méi eng grouss Debatt zu deem Sujet hei kéint hu wéi just elo eng Heure d'actualité. Bon, all mir Membere vun der Logementskommissioun beschäftegen eis jo och regelméisseg mat den Zuelen, ënner anerem mat deenen, déi mer vum Observatoire de l'Habitat kréien. An einfach eng Konklusioun - d'Madame Spautz huet se och scho gesot -: Et ass keng Verbesserung feststellen!

Au contraire, laut deene leschten Donnéeën, déi mer do kruten, sinn d'Präisser lues amgaang ze klammen. Bei den Häiser war e klenge Knacks dran, et ass op héijem Niveau bliwwen am Ufank vun der Kris, mä do geet et nun eben an d'Luucht. Och virun allem bei den Appartementshäiser, bei de Studioe ginn d'Präisser ebe wierklech an d'Luucht. Och d'Demande fir Wunnenge bleift weider op engem ganz héijen Niveau. Iwwer 3.000 nei Wunnenge bräichte mer d'Joer, mä déi sinn net do.

Dat weist also ganz kloer, dat de Pacte logement seng Ziler net erreicht huet. Wann d'Regierung dat net esou gesäit, da wier ech frou, dat mer dann aner Zuelen hei gesot géife kréien, wéi déi, déi mer an der Chamberskommissioun virgeluecht kruten.

Et muss een also feststellen, dat de Pacte logement déi erwënschten Effeten nach bis elo net bruecht huet. Wunnen ass also nach wie vor eng ganz deier Ugeleeënheit hei zu Lëtzebuerg, an et stellt een och fest, et geet net schnell genuch virun. Dat huet wahrscheinlech domadder ze dinn, dat och d'Prozeduren nach net vereinfacht gi sinn an datt och dat onzoulänglecht Gesetz vum Michel Wolter vun 2004 iwwert den Aménagement communal nach ëmmer net reforméiert ginn ass, dat do och ganz vill Rechtsensécherheet an de Gemenge weiderhi besteet. Mir hunn dat jo och gëschter am Kader vun den Debatte vum Médiateur hei méi wéi eng Kéier ze héiere kritt.

Deemools hat dann och d'Majoritéit geduecht, fir d'Gemengen an deen Effort mat anzespännen - wat keng falsch Iwwerleeung ass -, andeems haaptsächlech mat boerer Mënz gelackelt ginn ass. Doduerch hunn dann och eng ganz Rei Gemengen am Land de Pacte logement ënnerschriwwen, well se versprach kruten, dat se pro neien Awunner dann eng Kappprämie géife kréien. Dat hat natierlech och aner unerwënschten Nieweneffeten, well eng Rei Gemengen, déi zum Beispill net am IVL virgesi waren, fir sech weider ze

développéieren, elo mat Suen encouragéiert ginn, fir Wunnraum ze schafen. Da gëtt hott an har geplangt an den Drock op d'Gréngzone gëtt ëmmer méi grouss, och wann nach innerhalb vun der Gemeng, innerhalb vun den Dierfer Plaz wier, fir do ze wunnen.

Et läit och nach ëmmer kee Plan sectoriel «Logement» vir, an ech kann nëmme bei dem Débat iwwert den Nohaltegkeetsplang gesot hunn: De Moment gëtt eng Wunnengsbaupolitik bedriwwen hei zu Lëtzebuerg, déi weder nohaltege ass nach an eng sënnavoll Landesplanung passt.

Här President, meng Zäit ass relativ knapp bemooss. Ech kéint eigentlech am Résumé soen: Ech ka mech all deene Kritiken, wierklech all deene Kritiken, deenen haarde Kritike vun der honorabel Madame Spautz einfach nëmme uschlëssen. Domadder wier eigentlech alles gesot. Et bleift einfach e Bilan no ronn zwee, dräi Joer Pacte logement...

(Interruptions)

Ee Fazit: Bezuelbare Wunnraum ass nach wie vor eng Mangelwuer hei zu Lëtzebuerg. Et ass deier, fir hei ze wunnen, an et ass schwéier, fir iwwerhaapt eng Wunneng ze fannen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Hären... Oh, den Här Minister ass de Moment net do, mä da fänke mer emol einfach un. Bon, et ass och kee Muttwëll, dass mer haut eng Heure d'actualité maachen iwwert de Pacte logement respektiv iwwert de Bail à loyer. Ech wëll mech an där kuerzer Zäit awer haaptsächlech éischter mam Pacte logement da beschäftegen.

E Pakt mat de Gemengen anzegoen an ze hoffen, dass a sech de Problem vun der Wunnengsnout aus der Welt geschaf gëtt, konnt no eisen Iwwerleeungen net opgoen, besonnesch och dann, wann den Defizit esou grouss ass, wëssend awer, dass d'Gemengen och am Beräich vun dem soziale Wunnengsbau awer nach mussen Effortë maachen.

Besonnesch kritesch ware mir och beim Pacte logement, well en entgéint allen Orientéierung vum der sougenannter IVL-Etüd war, eng IVL-Etüd, déi eng ganz Rei vu sektorielle Pläng a sech presentéiert huet, wou ënner anerem och de Wunnengsbau sollt koordinéiert a méi zilorientéiert ugaange ginn. Leider feelt nach ëmmer dee sektorielle Wunnengsbauplang, esou dass mer och do nach ëmmer op dee waarden. Och d'Verantwortung vum Logement wëllen op d'Gemengen ofzewälzen, war vun Ufank un de falsche Wee, och wann dat Ganz - wéi ëmmer - mat Sue verséist gouf.

Mir bleiwe weiderhin der Iwwerzeegung, dass dës Pakt net dat richteg Instrument ass, fir eng koordinéiert a landesplaneresch Wunnengspolitik fir Lëtzebuerg ëmzesetzen. Mä dass d'Gemengen dat net eleng meeschtere kënnen, ass och gewosst. Si hunn awer och scho vill gemaach. Et dierf een net vergiessen, dass mir nach all Joer ëm 6.000 bis 7.000 Leit wuessen. Déi Leit, déi sinn iergendwou ënnerkomm an dat ass natierlech och ëmmer an de Gemenge gewiescht.

D'Erkenntnis, dass d'Gemengen Hëllef brauchen, schéngt jo och beim neie Wunnengsminister mëttlerweil ukomm ze sinn. Mir fannen et och dofir gutt, dass déi Initiativ ergraff ginn ass, dass de Minister an déi eenzel Regiounen gaangen ass, fir och zesumme mat de Gemengen no Léisungen ze sichen. Wann déi Réuniounen och mat vill Succès verbonne waren an och eenzel Gemenge schonn eegen Initiativen ergraff hunn, fir mam Minister ze kucken, fir am Wunnengsbau eppes ze ënnerhuelen, weist et awer, dass nach eng ganz Rei vun Defiziter bleiwen, net nëmme déi Defiziter, wat d'Hellestellungen ubelaangt, mä

insbesondere wat Defiziter ubelaangt fir d'Ëmsetzung vun deem Pacte logement.

Mir sinn nach ëmmer der Meenung, dass eng Wunnengsgesellschaft, déi ausschliesslech op d'Gemengen zougeschnidden ass, nach ëmmer feelt an och bluttnoutwendeg ass. Niewent de Sue sinn et virun allem awer och déi logistesche Ressourcen, déi feelen, dat heescht, insbesondere fir am Foncier kënnen aktiv ze ginn. En Opérateur foncier public brauche mer nämlech, fir Wunnengsbau, insbesondere Terrain ze mobiliséieren. Dat ass och nozeliesen an engem OCDE-Rapport vum Mäerz, wou ganz kloer steet, dass d'Mobilisierung nëmmen iwwer e „Public“ ka goen, an dat mat staatlecher Ënnerstützung.

Et feelen nach ëmmer Wunnengen, besonnesch am ënneschte Präissegment. D'Präisser bleiwen nach ëmmer vill ze héich. Dat gouf virdru ganz ausdrécklech betount vu menge Virriedner. Fir déi gréng feelt awer nach ëmmer déi méi fundamental Debatt iwwert d'Orientéierung, iwwert de Wéi a Wou mer iwwerhaupt wëlle wunnen. Do stellt sech d'Fro: Ass de véierprozenteg Wuesstum, dee mir nach ëmmer wëllen ustriewen, kompatibel mat eisem Wunsch ëmmer no deem freileiegenden Einfamilienhaus? Wat verdréit eist Land nach vu Versigelung?

An enger rezenter Etüd - déi virgestallt gouf vum Mouvement écologique - vum Här Ewringmann gouf ganz kloer drop higewisen, dass mer, wa mer mat d'ärselwechter Entwécklung weiderfueren, eng Versigelung bis 2050 vu 50% vun eisem Land ustriewen. Haut si mer bei 13,5%. 1970 ware mer bei 6,4%. Dat heescht, mir hunn eng Verdueblung innerhalb vun 30, 40 Joer. Mat d'ärselwechter Entwécklung, déi mer de Moment amgaange sinn, hu mer erëm eng Verdueblung, da komme mer op 25%, 26% bis 30%, wa mer keng aner Wunnengspolitik wëlle maachen.

► **Une voix.** - Da gesäit et hei aus wéi zu Monaco.

(Interruptions)

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - De Pacte... Neen! De Pacte logement verstärkt nämlech ganz kloer déi Richtung an e verstärkt net déi zentraler Ort, déi mer wollte festleeën, zentraler Ort, déi innerhalb vun der IVL-Etüd festgeluecht goufen, fir déi weiderzeentwéckelen. Mä eisichter d'Gemengen, d'Gemengen am ganze Land hunn eng Entwécklung, eng Feelentwécklung, wat weiderhin zu enger Versigelung féiert.

Zum Schluss vläicht nach ee Wuert, dat ass: Insbesondere muss mer d'Wunnengssubventionne radikal changéieren. De Moment ass d'Prioritéit nach ëmmer op Propriétéit. D'Propriétéit, wat awer zu där iwwerdriwwener Präisentwécklung bäigedroen huet...

► **M. le Président.** - Här Kox, Dir misst awer elo esou lues dann zum Schluss kommen.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Just nach ee Saz an dat ass de Saz aus dem OCDE-Bericht, do steet: «...un des principaux effets de ces subventions...», also d'Propriétéit an de Vierdergrond ze stellen, «...de la demande est de faire augmenter les coûts de logement», also eng selwer-gemaachten, hausgemaachten Aktioun.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Elo kritt nach d'Wuert den Här Jacques-Yves Henckes.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Pacte-logements-Gesetz huet e positivt Resultat gehat fir d'Gemengen, déi anstatt 13 Milliounen Euro d'Joer, wéi et budgetiséiert wor, elo 24 Milliounen Euro d'Joer kréien. Dat freet de Budgetminister. Mä um Niveau vum Logement ass den Effekt esou, wéi mer et gesot haten: null! Well de Kommunismus näischt bréngt!

(Interruption)

An, dat een hei gesäit, dat effektiv Schwierigkeeten...

(Interruptions)

...Schwierigkeeten, déi hei, hei un der...

(Interruptions)

Woufir geet et am Wunnengsbau net virun? Woufir ass dat alles? Dat ass, well et bei grouse PAPA bis sechs Joer a méi dauert, bis se duerch sinn.

(Interruption)

An där Zäit gëtt net investéiert, d'Suen, d'Prête lafen. Do läit d'Schwierigkeet vum Wunnengsbau.

► **Une voix.** - Ass et zu Fréiseng méi séier gaangen?

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - An et ass do..., dann op Niveau vum de soziale Mietwunnengen. Ech verstinn, dat hei...

(Interruptions)

...ëmmer méi gefrot gëtt, fir...

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, dem Här Henckes nozelauschteren!

(Interruptions)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech mengen, dat, wat hei bedauert gëtt, wat mir bedauern, dat ass, dass 80% subsidiéiert ginn...

(Interruption)

...fir wann esou Privatwunnenge vum Stat gebaut ginn, Mietwunnengen. Mä déi privat Entreprise kréie kee Rouden a kee Wäissen, doduerch geet et net virun. De Zweet ass: De Stat an d'Gemengen an de Fonds du Logement baue méi deier wéi de private Secteur.

Bref, wat mir gären hätten, dat ass, dass déi privat Promoteuren dann och kéinte sozial Mietwunnenge bauen an dovunner subsidiéiert ginn. Mir mengen och, dass d'PAPA misste méi séier iwwert d'Bühn goen, dass de Stat och muss kucken, dass d'Gemengen hir Leeschtunge maachen um Niveau vum dem Accueil vu Strumerten, vun Drogéierten. An ech fuerderen d'Regierung op, fir datt endlech zu Esch eppes geschitt an där Hisiicht, well soss sätzen d'Leit do op der Strooss oder si mussen an aner Gemengen oder an aner Famillje goen. Do ass et, wou Nout um Mann ass.

Dat gesot, mengen ech, Här Minister, et muss eppes geschéien, an dat hânt just nuren zu 90% un de Prozeduren, déi mussen méi séier ginn. Ech hoffen, dass do eppes gemaach gëtt.

An eng lescht Suggestioun, mat där kommen ech ëmmer erëm: Fir déi effektiv sozial Nofro u Mietwunnengen a bëllege Wunnengen ze kréien, misst eng zentral Ulafstell do sinn, wou dat gesammelt gëtt, anstatt dass elo déi eenzel Donnéeën additiounéiert ginn, well verschidde Leit op dräi, véier oder fénnef Plazen eng Demande stellen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert de Wunnengsbauminister Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol wollt ech eigentlech soen, dass ech frou si fir déi Initiativ, déi geholl gouf, dass ech d'Méiglechkeet hunn, iwwer e gesellschaftlech ganz relevante Problem hei ze diskutéieren, iwwert d'Wunnen.

(Interruption)

Ech wëll fir d'Éischt soen, dass d'Bail-à-loyers-Gesetz vum September 2006 ënner mengem Virgänger - mengen ech - dee richtige Wee war, fir derfir ze suergen,

datt verstärkt vun de Bailleuren an de Logement investéiert gëtt, a virun allem och, dass d'Rehabilitéiere vun ale Wunnengen virgedriwwen gëtt. Ech mengen, dass dat ganz wichteg war zu deem Moment. Dat ass dat eent.

Op där anerer Säit ass awer gekuckt ginn, fir e gesonden Équilibre ze fannen tëschent de Rechter vun deene Leit, déi lounen, a vis-à-vis vun den Investissementer, déi mussen geholl ginn an de Locatif zu Lëtzebuerg. Ech wollt lech e puer Zuele presentéieren, déi weisen, dass et genau an déi do Richtung goug duerch dat Gesetz vum 2006. Ech wëll net op d'Avantage fir de Bailleur respektiv fir de Locataire weider agoen. Ech mengen, d'Gesetz ass hinlänglech bekannt.

Ech wollt awer op e puer Statistiken agoen. Dat Gesetz huet ganz sécher méi Rechtssécherheet bruecht an et huet och ganz sécher - mengen ech - derfir gesuergt, dass de Marché méi ausgeglach ginn ass. Dat heescht net, dass d'Präisser erofgaange wieren. Ech soen awer och e puer Wuert dozou.

Ech hunn d'Zuelen aus engem Panel socio-économique „Liewen zu Lëtzebuerg“. Dat ass eng Enquête, déi europäesch gefouert gëtt, wou 3.500 Stéit regelméisseg gekuckt ginn, eben och zu Lëtzebuerg. Iwwer Jore gëtt déi Enquête gemaach an déi weist, dass wéi gesot, an deene Jore vum 2002 - d'Gesetz koum 2006 - bis 2009/2010 eigentlech an deem Sënn keng grouss Changementer waren, ausser an deenen zwee leschte Joren, d'Jore vun der Kris. Och do sinn d'Zuele relativ dättelech. Et heescht och net, dass nach ëmmer an och méi Leit a prekär Situatiounen kënnen erarutschen. An och hei huet d'Kris ee ganz groussen Undeel drun.

Vläicht eng Zuel vun de Locataire zu Lëtzebuerg respektiv de Propriétaires. Bis elo ass - wann ee kuckt vun 2002 bis 2007 - d'Zuel vun de Propriétaires stänneg an d'Luucht gaangen. 2007 war dat éischt Joer, wou se liicht gefall ass. Mir si bei 70,48% Propriétaires zu Lëtzebuerg. An och eng Zuel, déi vläicht dobaussen net esou bekannt ass: 5,6% vun de Familljen zu Lëtzebuerg wunnen a subventionéierte Logementer an de Gemengen, awer och a Wunnenge vum Fong an och an enger Partie Wunnengen doriwwer eraus.

E puer Wuert zu de Loyerer. D'Loyerer, e Marchéspräis, ouni lech elo mat Zuelen hei ze vill zouzedecken, e puer méi interessanter: Total vun de Locatiounen zu Lëtzebuerg, do sinn 2004/2005 d'Loyere méi séier eropgaangen, wéi dat 2007/2008 de Fall war.

Et muss een awer och kucken, de Loyer an der Moyenne 2004 louch bei 7,702 Euro de Metercarré; 2008 bei 8,20. Dat heescht, bei de Wunnengen ass och zum Deel d'Fläch erofgaangen. Dat ass bei den Haiser.

Bei den Appartementer si keng grouss Changementer ze gesinn. Do sinn d'Loyerer insgesamt vun 2004 bis 2008 liicht eropgaangen. Dann, wann ech d'Loyere bei de Locataire kucken, déi d'Wunneng changéiert hunn, do ass de Präis insgesamt eropgaangen, während deem de Loyer u sech 2008 méi niddreg war, en nämlech bei 1.009 Euro louch vis-à-vis vun 2004 bei 1.107 Euro. Nach eng Kéier, d'Surface moyenne ass awer och do erofgaangen.

Dann, bei deenen neie Locatiounen vun Appartementer hu mer eng liicht Augmentatioun. Datselwecht gëllt fir d'Loyere vun de Locataire, déi schonn zéng Joer oder driwwer e Logement occupéieren. Do ass d'Augmentatioun zum Deel méi héich. Do

variéiert se vun 2004 vu 574 Euro op 2008 bei 641 Euro.

Dann zum Schluss vläicht nach an deem Beräich e puer Statistiken iwwert d'Demande vu Leit, vu Familljen, déi eng sozial respektiv eng Wunneng wëllen hunn am subventionéierte Wunnengsbauberäich. Do hu mer och dräi Gemengen ugeschriwwen gehat: d'Stad Lëtzebuerg, d'Stad Esch an d'Stad Diddeleng, fir eng Partie Zuele gewuer ze ginn, wou ech och wëll Merci soen, dass mer do e Feedback kruten.

Wann ech d'Stad Esch kucken, do ass d'Demande effektiv kontinuéierlech an d'Luucht gaang. 2002 war déi bei 224. Haut ass se bei 444; 2010. Se ass also kontinuéierlech an d'Luucht gaangen.

Bei der Stad Lëtzebuerg war dat méi en Op an en Of. 2004 war se op 358. 2009 ass se bei 352. Also si se quasi d'selwecht bliwwen. Beim Fong sinn d'Demandé stänneg erofgaange bis d'Joer eigentlech, wou se erëm op deeselwechten Niveau geklomme si wéi 2002, nämlech op 1.358 Demanden. Dat huet ganz sécher mat der Kris ze dinn. Och mat der Kris huet et ze dinn, dass se bei der Stad Lëtzebuerg liicht an d'Luucht gaange sinn, an och bei der Stad Esch, wéi gesot, éischter eng kontinuéierlech Augmentatioun.

Dann d'Zuel vun den Dossierer, déi vu Loyerskommissiounen traitéiert ginn. Déi ass eigentlech stänneg erofgaange vun 2002 79 Dossierer zu Lëtzebuerg-Stad, an 2009 nach just 14 Dossierer. Bei der Stad Esch ass dat vu sechs op véier erofgaangen, mä ass awer ëmmer zimlech stabil bliwwen. Bei der Stad Diddeleng sinn zwee Dossierer d'Joer, déi vun der Loyerskommissioun traitéiert ginn.

An dann eng lescht Statistik vun den Déguerpissementer, also Zwangsraumungen. Do leie mer 2003 bei der Stad Lëtzebuerg bei 89; 2009 bei 69. Déi offiziell Zuele weisen liicht no ënnen. Bei der Stad Esch gi se liicht an d'Luucht: 25 2002 op 31 2009. Dat sinn déi offiziell Zuelen. Et ass awer net falsch, dass sech dann och do ganz dacks verschidden Déguerpissementer net an der Statistik erëmfinden.

D'Zuel vun de Wunnengen huet natierlech zougeholl. Dat ass keen Zweifel. Mä do sinn déi Tendenzen awer zimlech dättelech. Dat heescht, ofschléissend wëll ech soen, dass mengen ech, d'Gesetz vum Bail à loyer - ech soen et nach eng Kéier - méi Rechtssécherheet bruecht huet, de Marché zum Deel méi ausgeglach gouf an an engem awer och eng Incitatioun koum, fir verstärkt an de Locatif ze investéieren.

Da wollt ech eppes zum Pacte logement soen. Ech sinn der Meenung, dass dat dee richtige Wee war, well ech der Meenung sinn, dass d'Gemengen eigentlech de privilegiéierte Partner mussen si vun enger Regierung, well jo och grad si d'Planungshoheit hunn, an datt een hinnen och muss d'Moyenë ginn, fir do eng Hand unzepakken. Ech denken och - ech wollt dem Henri Kox dat soen -, 101 Gemenge kënnen sech eigentlech net iren. Et sinn der och nach zwou, dräi, déi ënnerwee sinn, fir dem Pacte logement bäizetrieden.

(Interruptions)

Réimech ass och derbäi. Jo, jo.

► **Une voix.** - Mir si jo eng IVL-Gemeng!

(Interruptions)

► **Une autre voix.** - Mir loosse eis dach net kafen, Här President!

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Ech mengen, dass dat Gesetz dee richtige Wee war, fir de Wunnengsbau zu Lëtzebuerg ze promovéieren. Dat ass wesentlech.

► **M. le Président.** - Ech hätt elo emol gär, dass der dem Här Schank hei no-lauschtert. Ech fannen, et ass immens vill Exitatioun de Mëtteg hei am Plenum.

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Et ass waarm.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Et ass hinnen all ze waarm.

(Interruptions)

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.** - Ech mengen, dass dat Gesetz eigentlech och de Wee war, fir substanzuell d'Offer vu Logementer an d'Luucht ze





Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

setzen an d'Präisser ze drécken. Ech soen herno e puer Zuelen, fir dat och ënner Bewäis ze stellen.

Ech mengen, datt, wann ech kucken, vir-drun ass dee sougenannte Pèlerinage ugeschwat ginn. Ech hunn den Tour gemaach vun de Gemengen zu Lëtzebuerg, ech hunn 92 Schäfferéit begéint, a vun deem Deel, deen ech net begéint hunn, déi ware bei mer oder ech hu mech bei si dépla-céiert. Dat heescht, et mierkt een awer, datt eng ganz grouss Dynamik ass an datt de Wëllen, fir am Wunnengsbau eppes ze maachen, gewuess ass.

Ech muss awer soen, dat ass awer och op d'Initiativ vum Pacte logement zréckzeféieren. Well ganz laang... Dir wësst, Wunnengsraum erschléissen ass keng Mission obligatoire vun de Gemengen zu Lëtzebuerg! An awer ass dat ee ganz wesentlechen Aspekt vun enger kommunaler Politik. Ech mierken duerch déi Dynamik, déi dobaussen entstanden ass, dass d'Gemengen net nëmme probéieren, fir zousätzleche Wunnengsraum ze erschléissen, mä och subventionéierte Wunnengsraum ze erschléissen. Dat ass ganz däitlech ginn.

Ech hunn - et ass scho vir-drun erwähnt ginn, mengen ech, vum Här Oberweis - virun e puer Méint deen néngte Fënnfjoresplang presentéiert mat knapps 9.000 Wunnengen. Een Impakt vu 500 Milliounen Euro, déi de Stat do investéiert. An dee gesamten ekonomesche Pakt fir de Lëtzebuenger Bausecteur, d'Ekonomie, well jo och nach d'Promoteurs publics virun allem mat indigènes Entreprisë schaffen, läit bei zwou Milliarden.

Ech muss soen, datt awer quasi all Dag nach Projete bäikommen, datt d'Gemenge sech quasi nach all Dag mellen, fir ze soen: Majo, mir wëlle matmaachen. Ech wäert och nach e puer Zuelen nennen am Kader vum Pacte logement.

Ech mengen net, datt et néideg ass, op déi eenzel Punkte vun deem Gesetz anzegoen. Et gëtt ëmmer Pacte-logements-Gesetz genannt. Mä ech mengen, déi véier aner Achse si wuel esou wichteg, wéi d'Konventioun, déi d'Gemenge mam Ministère maachen.

D'Virkaftsrecht ass schonn ugeschwat ginn. Leider gëtt et nach ze vill rar gebraucht. Mä et gëtt awer gebraucht. An ech weess Gemengen, déi et gebraucht hunn, déi haut drop schwieren. Déi soen: Dat ass ee Moyer, fir offensiv Wunnengsbaupolitik an der Gemeng ze maachen. Am Kader vun der Diskussioun, datt d'Gemengen amgang sinn, d'PAGen nei ze maachen, am Kader vun dem PS Logement, deen um Wee ass. Ech mengen, datt dat e ganz wichtegen Outil ass.

Dann deen aneren, deen ugeschwat ginn ass, vun der Taxe spécifique. Do ass bis elo effektiv offiziell... Also, et ass keng autoriséiert Taxe spécifique vum Intérieur, déi um Dësch läit, mä ech weess awer Gemengen, déi mir - d'Stad Esch huet sech virdu geoutet - am Kader vum Pèlerinage gesot hunn: Ma, mir sinn amgang, un engem Projet ze schaffen.

Dat ass net esou einfach, dat ass kloer. Mä ech mengen, de fréiere Wunnengsbau-minister huet de Gemengen dee Moyer do nieft aneren an de Grapp ginn, an da soll een dervu profitéieren.

Dann och nach eppes, vun deem net vill Gebrauch gemaach gëtt, dat ass den Droit vun der Emphytéose, den Droit de superficie. Mä d'Gesetz adaptéiert déi zwee Droiten, wann een esou wëllt, op déi heiteg Exigenzen, op déi heiteg Noutwendegkeeten. Dat ass och e ganz wichtege Saz.

An dann d'Mesures fiscales, déi jo och an dat Gesetz agefloss sinn, wou d'Personnes physiques Terrainen un de Stat respektiv d'Gemenge verkafen, datt se da keng Akommessteuer bezuelen. An och déi Ëmännerungen am Kader vum 79er Gesetz an am Gesetz vun 2004, d'Obligation de construire.

Dann déi 10% pro Hektar Logements à coût modéré. Alles dat, mengen ech, si ganz wesentleche Bestanddeeler.

Ech wollt awer e puer Saachen, Statistiken nach soen.

Éischtens huet de Wunnengsbau-minister et dahingehend net méi einfach kritt, wann ech eis Croissance démographique kucken. Ech war virun zwou Wochen zu Toledo am Kader vun der spuenescher Présidence, wou d'Wunnengsbau-minister an d'Stadentwécklungsministere beienee waren. Do ass dann och an der europäescher Statistik ganz kloer erauskomm: Lëtzebuerg ass - do ass nach just Zypern ganz hanne mat enger ganz spezifescher Entwécklung - dat Land mat där gréisster demographescher Entwécklung.

Wann een d'Zuele kuckt vun 1990 bis 2010, si mir ëm 122.000 Unitéite gewuess. Dat sinn iwwer 32%; mat natierlech enger gesellschaftlecher Entwécklung mat ganz vill Singlestéid, mat Zweckentfremdung vu Wunnengen, déi vu verschiddene Gemenge gesteet ginn, wéi d'Stad Lëtzebuerg.

(Interruptions diverses)

Ma neen, wou déi jo och dergéint virginn!

(Interruptions)

Da wollt ech nach eppes soen zu den Autorisations à bâtir, zu de Baugenehmungen. Do ass et esou, datt regional immens grouss Ënnerscheeder sinn. 2008 ass d'Zuel erfogaangen - déi éischte Kéier, währenddeem se ganz laang eropgaangen ass -, minus 18,6% zu Lëtzebuerg, 2009 nach eng Kéier minus 8%. An der Stad Lëtzebuerg ass de Contraire geschitt, mat plus 12,9% an 2008 an 2009 nach eng Kéier plus 14,7%, wou d'Genehmungen eropgaange sinn.

► **Une voix.**- Très bien!

(Interruptions)

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.**- An da muss een an deem Kontext vun engem Attentisme...

► **Une voix.**- ...aus der Stad huet dat net matkritt, Här Minister.

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.**- Et muss ee vun engem Attentisme schwätzen. Dat heescht, mir hunn elo dee Phenomeen, deen nach ëmmer sech net... - wou ech zwar mierken, datt e lues ophéiert - mä deen, datt déi Leit, déi investéiert hunn, déi verkafen, déi verlounen, datt déi waarden, well se d'Präisser wëllen halen, an datt déi, déi loune ginn, an déi, déi kafe ginn, datt déi waarden, datt d'Präisser erofginn. Dat ass och de

Grund, firwat datt zum Deel méi gelount gëtt.

Ech wollt dann nach soen, datt tëschent 1997 an 2007 26.000 Logementer op de Maart koumen, 2.366 Unitéiten d'Joer, an 2007 war dat éischt Joer, wou iwwer 3.000 Logementer gebaut goufen. Mat der Zäitverschiebung natierlech elo vun den Autorisations à bâtir, déi erofginn, muss ee kucken, wéi dat weidergeet.

Da Statistiken zum Pacte logement nach, fir ofzeschléissen. Ech hu gesot, 101 Gemengen hunn de Pakt signéiert. An un deene Konventiounen hänke jo Projeten drun: Un deene Konventiounen hänken 1.300 Projete mat 47.475 Logementer drun.

(Interruptions)

Ech géif mengen, datt dat keng Theorie ass. Wann ech kucken, ech hunn och déi Zuelen, wann ech kucken, wat gebaut gëtt: 416 Projete sinn am Bau vun deenen 1.300, 324 sinn an der Planung an 278 sinn an der Prozedur, just fir ze soen. Ech mengen, datt déi Zuelen däitlech sinn.

Fir och nach eppes zu Suen ze soen: An deene leschte Joren, an de leschte véier Joer vun 2008 bis haut huet de Stat de Gemengen insgesamt 44 Milliounen iwwerwisen. Wann ech déi zwee Joer derbärechne bis 2011 nach mat, kommen ech op 97.740.000 Euro. Dat heescht, dat wäert an Zukunft nach de Stat de Pacte logement kaschten, mä mat deene Sue maachen d'Gemenge jo eppes Sënnvolles. D'Gemengen investéieren a Kläranlagen, a Schoulen, si investéieren a kulturell oder sportlech Infrastrukturen, a Réseau virun allem, Infrastrukturen. An esou war et och geduecht!

Ech wollt ganz zum Schluss och nach vläicht op zwou Froe just äntwerten, wann de President mer...

► **M. le Président.**- Jo, Dir misst awer lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Marco Schank, Ministre du Logement.**- Ech wollt awer och der Madame Spautz soen, datt ech haut de Moien eng Lettre circulaire approuvéiert hunn wéinst de Chambres à café, wou ech de Gemengen einfach och déi Méiglechkeet soen, wéi se kënnen géint de Surpeuplement, wéi se kënnen géint d'Exploitation vun den Occupanten, wéi se kënnen géint d'hygienesch Zoustänn och virgoen. Ech mengen, dat ass och e wesentlechen Aspekt.

Da sinn ech och amgang, déi Gesetzer ze finaliséieren, Projets de loi, déi no der Sommervakanz wäerten an d'Regierung, an de Conseil respektiv hier an d'Chamber kommen: dat vun der Location-vente, dat heescht, datt Leit, déi net d'Méiglechkeet hunn, net dat Kapital hunn, fir sech eng Wunneng kënnen ze kafen, datt déi déi Méiglechkeet kréien, wa se lounen, an och d'Allocation logement, dat heescht, en zäitlech begrenzten Wunnegeld fir déi Leit, déi e Schicksalsschlag erlidden hunn. Och do deem ze entsprechen, ech mengen, datt dat ganz wichteg ass.

E leschte Saz: Ech sinn och amgang, un engem Gesetz ze schaffen, fir de Fong ze restrukturéieren, datt de Fong méi nach déi Entwécklungsgesellschaft gëtt, méi dee Global Player gëtt, dee mer brauchen, fir an der Siedlungsentwécklung zu Lëtzebuerg aktiv ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wunnengsbau-minister.

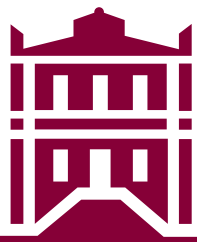
Domadder si mer um Enn vun eiser Diskussioun a gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 13., 14. a 15. Juli virgesinn. Den Ordre du jour gëtt Iech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.06 heures)

Sommaire des séances publiques N^{os} 40, 41 et 42

Communications	page 558
Ordre du jour	pages 558-559
Débat d'orientation sur le programme de travail de la Commission européenne	pages 559-566
Motion de M. Félix Braz sur le respect des droits de l'Homme en République populaire de Chine	pages 566-567 page 569
6140 - Projet de loi modifiant la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle	pages 567-569
6095 - Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part et le Royaume du Maroc, d'autre part, signé à Bruxelles, le 12 décembre 2006 et de ses Annexes	page 569
Heure d'actualité demandée par le groupe déi gréng sur la réorganisation des lignes d'autobus RGTR suite aux déclarations gouvernementales	pages 570-573
Débat d'orientation sur le rapport d'activité du Médiateur (2008-2009)	pages 573-584
5904 - Projet de loi portant modification	
- de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats	
- du Code du Travail	
- de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État	
- de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État	
- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux	
- de la loi modifiée du 7 août 1920 portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession	
- de la loi modifiée du 27 décembre 1817 sur le droit de succession et	
- de la loi modifiée du 13 juin 1984 portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement, de succession et de timbre	pages 585-590
Question avec débat N°12 de M. Xavier Bettel au sujet du Service d'Aide aux Victimes d'infractions pénales	pages 590-591
6105 - Projet de loi portant transposition de la directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE) en droit national	pages 591-592
Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la mise en œuvre et l'évaluation de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à loyer et de la loi du 22 octobre 2008 concernant le pacte logement	pages 592-595



Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0629	Marc Spautz	Autorisation d'établissement définitive
0648	Jean Colombera	Pollution des rivières luxembourgeoises
0654	Jean Colombera	Compétitivité du secteur de la santé
0658	Jean Colombera	Informatique médicale
0678	Félix Braz	Conseil national pour Étrangers
0700	Marc Angel	Réduction des dépenses auprès de l'OTAN
0701	Jean Huss	Don de sang
0706	Camille Gira	Courriel xénophobe d'un membre de la direction générale de la Police grand-ducale
0707	Jean Colombera	Test HIV dans le cadre d'autres examens médicaux
0709	André Bauler et Fernand Etgen	Orientation professionnelle
0711	Gast Gibéryen	Accidents mortels contre des arbres
0713	Xavier Bettel	Paiement de l'indemnité pécuniaire de maternité
0715 cf. 0717	Claude Haagen	Plans de réforme et de restructuration des brigades mobiles motorisées de l'Administration des Douanes et Accises
0716	Fernand Etgen	Qualité des eaux de baignade
0717 cf. 0715	Fernand Etgen	Restructuration de l'Administration des Douanes et Accises
0719	Mill Majerus et Marc Spautz	Prise en charge de certains équipements
0730	Jean Colombera	Forfait d'éducation (Mammerent) et enfants placés
0732	Jean Colombera	Interdiction de fumer dans les chambres d'hôtel
0751	Jean Colombera	Internet à haut débit
0752	Marcel Oberweis	Crise alimentaire au Niger

Question 0629 (6.5.2010) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'autorisation d'établissement définitive:

L'article 4 de la loi du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, prévoit que «En cas de départ de la personne qualifiée chargée de la gestion d'une société... Une autorisation provisoire, valable pour six mois, peut être accordée, afin de permettre l'engagement d'une personne qualifiée chargée de la gestion ou de la direction remplissant les conditions légales...». Ces autorisations provisoires peuvent être accordées pour une durée maximale de 12 mois afin de permettre à l'entreprise d'engager une personne chargée de la gestion de l'entreprise qui remplisse toutes les conditions d'honorabilité et de qualifications professionnelles exigées par la loi de 1988 pour l'obtention d'une autorisation d'établissement définitive. À défaut de vérification de ces conditions dans le chef du demandeur, le Ministre ayant dans ses attributions les autori-

sations d'établissement ne pourra pas réserver une suite favorable à une demande d'autorisation d'établissement définitive de sorte que l'entreprise devra, in fine, cesser ses activités.

Cette situation n'est pas sans produire des conséquences sur les salariés de l'entreprise et notamment ceux engagés sous le couvert de l'autorisation d'établissement provisoire. Conformément à l'article L. 521-6 alinéa 1 du Code du Travail le droit au paiement des indemnités de chômage naît notamment après une période d'emploi d'au moins vingt-six semaines au cours des douze mois qui précèdent l'inscription de l'ancien salarié comme demandeur d'emploi auprès des bureaux de placement publics. Il s'ensuit que le salarié qui a perdu son emploi, suite à la déchéance de l'autorisation d'établissement provisoire de son employeur, devrait figurer parmi les bénéficiaires potentiels des indemnités de chômage.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme et de Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, s'il existe des considérations particulières, liées au refus de décerner une autorisation d'établissement définitive, qui seraient de nature à empêcher un salarié engagé sous le couvert d'une autorisation d'établissement provisoire à faire valoir ses

droits au paiement des indemnités de chômage?

- Quelles sont les répercussions sur la protection sociale du salarié concerné et de sa famille?

Réponse commune (19.7.2010) de **Mme Françoise Hettogaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*, de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale* et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En matière d'indemnités de chômage, il y a lieu de relever que le salarié qui perd son emploi suite au refus d'une autorisation d'établissement définitive est admis au bénéfice des indemnités de chômage complet aux mêmes conditions que tous les autres demandeurs d'emploi.

En effet, s'il répond aux critères des articles L.521-3 et L.521-6 du Code du Travail, c'est-à-dire entre autres s'il a travaillé pendant au moins 26 semaines au cours des douze mois précédant le jour de l'inscription comme demandeur d'emploi auprès des bureaux de placement publics, il a droit à une indemnisation.

Quant aux répercussions sur la protection sociale du salarié et de sa famille, il y a lieu de préciser que l'article 18, alinéa 2 du Code de la Sécurité sociale dispose qu'«en cas de cessation de l'affiliation, le droit aux prestations de soins de santé est maintenu pour

une durée à fixer par les statuts qui ne peut être supérieure à une année».

Or, les dispositions afférentes de l'article 8 des statuts de la Caisse nationale de Santé sont conçues comme suit:

«En cas de cessation de l'affiliation, le droit aux prestations de soins de santé est maintenu pour le mois en cours et les trois mois subséquents, ce à condition que la personne protégée ait été affiliée pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la désaffiliation. La condition de continuité de l'affiliation ne vient pas à défaut par une interruption de moins de huit jours.

Ce droit est maintenu en outre:

a) pour les maladies en cours de traitement au moment de la cessation de l'affiliation, pendant trois mois supplémentaires...».

Au cas où l'intéressé ne remplit pas la condition de stage ci-dessus, l'article 2 du Code de la Sécurité sociale prévoit que «la personne qui est âgée de dix-huit ans au moins, qui réside au Grand-duché de Luxembourg et qui perd la qualité d'assuré ... peut demander à continuer son affiliation. Cette demande doit être présentée au Centre commun de la sécurité sociale sous peine de forclusion dans un délai de six mois suivant la perte de l'affiliation».

Question 0648 (12.5.2010) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la pollution des rivières luxembourgeoises:

Das Gesundheitsministerium veröffentlichte eine Mitteilung, dass es abzuraten sei, Aale aus Luxemburger Gewässern zu essen, da diese Fische in den vergangenen Jahren durch verschiedene Substanzen verseucht wurden. Dies unter anderem durch polychlorierte Biphenyle, die extrem giftige und Krebs auslösende Substanzen sind. Höchstens seien ein Mal pro Monat Weißfische aus nationalen Gewässern zu essen und den Kindern wurde angeraten, keine Weißfische aus Luxemburg zu essen. Auch dürfen diese Fische nicht im Handel verkauft werden.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Minister stellen:

1. Woher stammen diese giftigen Biphenyle? Ist eine hiesige Industrie dafür zuständig oder ist ein Betrieb jenseits der Grenze dafür verantwortlich?
2. Wie lange war diese Belastung der Flüsse schon bekannt?
3. Welche anderen Gifte wurden in subliminaler Konzentration gefunden?
4. Gibt es noch andere Fische, die belastet sind?
5. Was gedenkt das Umweltministerium in diesem Falle zu tun? Wie soll die Biodiversität geschützt werden?
6. Wie oft werden unsere Flüsse kontrolliert?

Réponse (23.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Jean

Colombera befasst sich mit der Verschmutzung der luxemburgischen Gewässer durch polychlorierte Biphenyle (PCB) und ähnliche Schadstoffe.

Im Zusammenhang auf die Herkunft der polychlorierten Biphenyle sei auf die gemeinsame Antwort des Ministers für Nachhaltigkeit und Infrastrukturen und des Ministers des Innern und für die Großregion auf die parlamentarische Anfrage Nr. 3327 des Abgeordneten Marcel Oberweis hingewiesen (cf. *compte rendu N°1/2009-2010*). PCB haben sich im Laufe der Zeit auf Grund ihrer geringen Löslichkeit und ihrer geringen biologischen Abbaubarkeit sowohl an den Schwebstoffen als auch in den Sedimenten der Gewässer angereichert. Wegen ihrer sehr guten Fettlöslichkeit haben sich PCB und ähnliche Schadstoffe in den Fettgeweben zahlreicher Wasserorganismen akkumuliert.

Wegen ihrer Persistenz in der Umwelt, ihrer Bioakkumulation, ihres Potenzials für Ferntransport und ihrer schädlichen Wirkungen auf Umwelt und Gesundheit gehören die PCB zu den sogenannten persistenten organischen Schadstoffen (POP) und sind damit Gegenstand des Stockholmer Übereinkommens über persistente organische Schadstoffe vom Mai 2001, das am 17. Mai 2004 in Kraft getreten ist. Auf Grund der daraus resultierenden völkerrechtlich bindenden Verbots- und Beschränkungsmaßnahmen ist ihre Anwendung sowohl in Luxemburg als auch in den angrenzenden Nachbarstaaten verboten.

Polychlorierte Biphenyle (PCB) wurden bis in die 1980er Jahre vor allem in Transformatoren, elektrischen Kondensatoren, in Hydraulikanlagen als Hydraulikflüssigkeit, sowie als Weichmacher in Lacken, Dichtungsmassen, Isoliermitteln und Kunststoffen verwendet. Insbesondere als Folge von unsachgemäßem Abfallmanagement sind PCB heute in der Umwelt allgegenwärtig, wo sie durch biologische Prozesse kaum abgebaut werden. Sie konzentrieren sich um mehrere Größenordnungen in der Nahrungskette und werden darüber hinaus über große Entfernungen durch die Luft transportiert, wobei sie sich in kälteren Regionen, in denen sie niemals verwendet wurden, anreichern.

In Luxemburg werden seit dem Jahr 2000 (2000-2003, Biomonitor Studie) Fische in Bezug auf eine Kontamination durch Dioxine, PCB und Schwermetalle untersucht, dies im Hinblick auf eine Verzehrsempfehlung für Freizeitangler. Weiterhin haben die Internationalen Kommissionen zum Schutze von Mosel und Saar (IKSMS) ein internationales Messprogramm „PCB und Verwandte Stoffe an Schwebstoffen und in Fischen in Mosel und Saar“ im Jahr 2004 durchgeführt.

Neben dem Aal wurden „Weißfische“ (Sammelbegriff für Karpfenartige - (Cypriniden)) und forellenartige Fische (Salmoniden) wie folgt untersucht:

- Jahr 2000: Aal, Rotaug, Gründling, Bachforelle (Mosel, Alzette, Sauer)

- Jahr 2002: Bachforelle, Rotaug (Attert, Clerf, Eisch, Mamer, Our, Sauer, Wark, Wiltz)

- Jahr 2004 (IKSMS): Aal, Rotaue (Mosel, Sauer, Our)

Da es sich bei PCB um persistente, schwer abbaubare Verbindungen handelt, kommen, auch bei wiederholten Messungen, keine neuen Erkenntnisse zum Vorschein.

Die Überwachung der Gewässer hinsichtlich prioritärer und prioritär gefährlicher Stoffe wird von der Wasserwirtschaftsverwaltung gemäß der Bestimmungen der großherzoglichen Verordnung vom 28. Februar 2003 durchgeführt, welches zurzeit an die Bestimmungen der Richtlinie 2008/105/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 16. Dezember 2008 über Umweltqualitätsnormen im Bereich der Wasserpolitik und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien des Rates 82/176/EWG, 83/513/EWG, 84/156/EWG, 84/491/EWG und 86/280/EWG sowie zur Änderung der Richtlinie 2000/60/EG angepasst wird.

Question 0654 (18.5.2010) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant la **compétitivité du secteur de la santé**:

Wettbewerbsfähigkeit ist das Schlagwort in der politischen Auseinandersetzung dieser Tage. Dabei scheint sich die Analyse vornehmlich auf die private Wirtschaft zu konzentrieren. Dem gegenüber stehen die staatlichen und parastaatlichen Wirtschaftszweige. Hier sei das Gesundheitswesen herausgegriffen, weil es einen erheblichen Anteil an den Einnahmen und Ausgaben des Landes darstellt.

Ist das Gesundheitswesen aber auch dynamisch genug, um unsere Wettbewerbsfähigkeit zu unterstützen?

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Ist es vorgesehen, das nationale Gesundheitswesen unabhängig, neutral und durch ausländische Experten in seiner Entwicklung im Vergleich mit den Nachbarländern in periodischen Abständen analysieren zu lassen, z. B. im Bereich der Innovation, des Einsatzes von Technologien und der Qualität der Kosteneffizienz?

2) Gibt es bereits solche Studien über das Luxemburger Gesundheitswesen, die in diesem Sinne den „Gesundheitszustand“ des Systems bewerten und aufzeigen, inwiefern das Luxemburger System „Effizienz“ aufweist, „Qualität“ produziert und „evidenzbasierte Resultate“ generiert?

3) Welchen Beitrag gedenkt der Gesundheits- und Sozialminister in der Frage der Analyse und Bewertung der „Wettbewerbsfähigkeitsfrage“ auf der Ebene des Gesundheits- und Sozialwesens des Landes leisten zu wollen?

4) Sind diesbezügliche Reformen in unserem Gesundheitswesen vonnöten?

Réponse (20.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*:

L'efficacité du système de santé luxembourgeois est un sujet d'actualité, alors que les dépenses de soins de santé au Luxembourg par tête d'habitant sont de loin supérieures à celles dans les pays voisins et que, suite à l'ouverture des frontières européennes en

matière de soins ambulatoires, il faut s'attendre à une évolution similaire pour les prestations hospitalières. Dans ce contexte, les démarches en vue de la promotion des performances du système de soins de santé luxembourgeois par les autorités luxembourgeoises deviennent encore plus importantes.

Depuis 1998, la CNS soutient l'évaluation du secteur hospitalier au moyen d'experts internationaux externes en vue de la répartition des primes qualité prévues par la convention conclue entre la CNS et l'EHL. Depuis 2006, l'évaluation externe se fait d'après les critères de l'«European Foundation for Quality Management» (EFQM) et les résultats obtenus permettent d'apprécier l'utilisation efficace par les établissements des ressources leur accordées.

Les mesures d'économie décidées dans le cadre de la quadripartite ont pour conséquence directe que les fonds accordés aux hôpitaux sont à concevoir comme une enveloppe globale. Ceci contribue à amener les gestionnaires des budgets hospitaliers à tirer bénéfice des investissements réalisés au moyen des fonds leur accordés les années précédentes.

De telles démarches sont indispensables afin de permettre aux hôpitaux luxembourgeois de se positionner favorablement sur le marché européen.

La réforme imminente de l'assurance maladie mettra un accent prioritaire sur l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de notre système de santé.

Question 0658 (19.5.2010) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant l'**informatique médicale**:

Die Verwendung von Informations- und Kommunikationstechnologien in einer hochqualitativen medizinischen Versorgung des 21. Jahrhunderts ist unumgänglich geworden.

Allerdings fällt auf, dass trotz massiver Investitionen auf diesem Sektor der erreichte Standard in Sachen Nutzung dieser Technologien noch verbesserungsbedürftig ist (siehe Health Consumer Powerhouse 2009). Um dem Vorschub zu leisten, wäre eine Mitgliedschaft Luxemburgs in der EFMI (European Federation for Medical Informatics) sicherlich erstrebenswert.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Hat der Minister Informationen darüber, ob Luxemburg über eine Vereinigung verfügt, die sich mit medizinischer Informatik befasst?

2) Wenn nein, würde der Minister eine Gründungsinitiative einer solchen Vereinigung begrüßen und gegebenenfalls unterstützen?

3) Wie ist die Position des Ministers in Bezug auf die Umsetzung von e-Health in Luxemburg?

Réponse commune (21.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé* et de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Der Bereich der Informatik im Gesundheitswesen ist äußerst breit gefächert.

Die in diesem Bereich in Luxemburg tätigen Akteure beteiligen

sich sowohl an Arbeiten von fachspezifischen medizinischen Vereinigungen, welche sich den in ihrem Fachbereich anfallenden Fragen der medizinischen Informatik widmen, als auch an Arbeiten ausländischer Vereinigungen, die sich spezifisch mit dem Themenbereich der medizinischen Informatik befassen.

Die beiden Ministerien haben keine Kenntnis von luxemburgischen Vereinigungen, welche sich ausschließlich mit der Thematik der medizinischen Informatik befassen. Der Gesundheitsminister steht jedoch einer Gründungsinitiative in diesem Bereich positiv gegenüber, insofern diese einen Mehrwert für die in diesem Bereich tätigen Akteure bedeutet.

Zurzeit begleitet und fördert das Gesundheitsministerium im Rahmen der e-Health-Initiative bereits die Gründung einer nationalen „Health Level 7“-Gruppe, um in diesem wichtigen Themenbereich der Interoperabilität ein nationales Forum aufzubauen. Es handelt sich hierbei um eine Gruppe internationaler Standards für den Austausch von Daten zwischen Organisationen im Gesundheitswesen und deren Computersystemen.

Question 0678 (2.6.2010) de **M. Félix Braz** concernant le **Conseil national pour Étrangers**:

Dans votre réponse à ma question parlementaire N°0506 concernant le nouveau Conseil national pour Étrangers (CNE) (*cf. compte rendu N°12/2009-2010*), vous m'informez que, une fois finalisé, le projet de règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation des membres de cet organe sera soumis pour avis au Conseil national pour Étrangers après approbation du Conseil de Gouvernement.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame la Ministre:

1. Ne serait-il pas préférable de situer pareille consultation avant la finalisation du règlement grand-ducal et de son approbation par le Conseil de Gouvernement?

Je viens également d'apprendre que le délai d'inscription des associations électriques à ce CNE vient d'être reporté.

2. Quelles sont les raisons de ce report?

3. Quelles associations s'étaient inscrites?

4. Qu'envisagez-vous de faire, en dehors d'un nouveau délai, pour augmenter le nombre d'associations électriques?

Vous exigez que les associations électriques du CNE soient en conformité avec les exigences formelles de la législation sur les a.s.b.l.

5. Cette exigence vaut-elle aussi pour des a.s.b.l. qui signent des conventions avec votre Ministère ou en obtiennent des subsides?

Réponse (22.7.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Le Conseil national pour Étrangers s'est, au cours de ses différents mandats, penché à plusieurs reprises sur son propre fonctionnement et a émis un avis à ce sujet.

2. Le délai d'inscription des associations électriques a été reporté afin de permettre à un plus grand

nombre d'associations de s'inscrire. En effet, au 31 mars 2010, 35 associations s'étaient seulement inscrites auprès de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration.

3. Il s'agit avant tout de petites associations de tous bords à l'exception d'une seule à envergure nationale.

4. Il est difficile de savoir quelles sont les associations qui ne s'inscrivent pas par manque d'intérêt - la participation étant un droit et non une obligation - et quelles sont également celles qui ne sont pas en règle avec les exigences formelles de la législation sur les associations sans but lucratif (a.s.b.l.).

Pour les dernières une recherche au niveau du Registre de Commerce serait nécessaire, recherche qui coûtera beaucoup de temps et qui ne fera que réaliser que problème il y a.

5. Toutes les associations doivent se conformer aux exigences de la législation sur les a.s.b.l., également celles qui signent des conventions avec les ministères ou qui demandent des subsides.

Question 0700 (11.6.2010) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant la **réduction des dépenses auprès de l'OTAN**:

Selon des informations diffusées dans la presse internationale, le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a présenté hier, lors de la réunion des Ministres de la Défense des pays de l'OTAN, une série de mesures permettant de réduire massivement les dépenses de l'organisation. En particulier, le secrétaire général aurait proposé de supprimer 6.000 des 13.500 postes, de fermer 6 des 11 quartiers généraux et de réduire le nombre d'agences de 14 à 3.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Les propositions du secrétaire général de l'OTAN ont-elles des répercussions sur les activités de l'OTAN au Luxembourg, notamment en ce qui concerne la NAMSA? Dans l'affirmative, lesquelles?

- Combien d'agents militaires et civils sont employés actuellement auprès de la NAMSA au Grand-Duché? Les suppressions d'emplois annoncées concernent-elles le personnel de la NAMSA?

- Quelle est la position du Grand-Duché par rapport aux mesures d'économies présentées?

- Le Luxembourg est-il représenté dans le groupe de travail qui devra faire le point sur les mesures proposées?

Réponse (19.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

L'OTAN est engagée dans un vaste programme de réformes afin d'adapter ses structures issues de la guerre froide aux défis de sécurité du XXI^e siècle. Le contexte économique actuel a contribué à accélérer ce programme qui comporte notamment l'élaboration d'un nouveau concept stratégique ainsi que la réforme du quartier général civil et militaire à Bruxelles, de la structure de commandement militaire et du réseau d'agences de l'OTAN dont fait partie la NAMSA à Capellen.

Lors de leur réunion des 10 et 11 juin derniers à Bruxelles, les Ministres de la Défense de l'Alliance Atlantique ont donné mandat au secrétaire général de mener ce travail de réflexion avec l'objectif de mettre le Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'OTAN des 19 et 20 novembre prochains à Lisbonne en mesure de prendre des décisions.

Pour la réforme des agences, le secrétaire général a soumis aux ministres une première esquisse de restructuration des agences autour de trois grands pôles d'activité. Au cours de la discussion, le secrétaire général a fait sienne la proposition du Ministre luxembourgeois de la Défense de ne pas décider déjà, à ce stade précoce des réflexions, du nombre et de la définition des futurs pôles d'activité.

Contrairement aux différentes options soumises en matière de structure de commandement militaire, la première esquisse du secrétaire général ne fixe pas d'objectif d'emplois pour les agences.

Les Ministres de la Défense ont donné mandat au secrétaire général de mener cette réflexion et ont confié au Conseil de l'Atlantique Nord en session permanente le soin d'en définir les lignes directrices.

Le Luxembourg a offert au secrétaire général son expertise de pays hôte d'institutions internationales implantées - à l'instar des agences de l'OTAN - en des localisations géographiques multiples et ayant des statuts et des appartenances à géométrie variable. Cette expertise du Luxembourg pourra s'avérer utile pour injecter - dès la conception de la nouvelle structure des agences - des considérations sur les aspects matériels et juridiques de sa mise en œuvre.

Le Gouvernement appuie les efforts du secrétaire général de l'OTAN en vue d'une rationalisation significative de son réseau d'agences qui permettra leur fonctionnement dans le nouvel environnement de sécurité et de recherche d'efficacité en matière de dépenses de défense.

La NAMSA est aujourd'hui la plus grande agence de l'OTAN avec des effectifs de quelque 1.040 personnes. Fondée en 1958, elle dispose d'une large expérience dans le domaine de la gestion du soutien logistique et présente de ce fait de sérieux atouts pouvant être mis à profit dans le nouveau réseau.

Question 0701 (14.6.2010) de **M. Jean Huss** (*déi gréng*) concernant le **don de sang**:

La Croix Rouge, lors de la procédure de recrutement des donateurs de sang, fait remplir aux candidats un formulaire qui comprend des questions sur d'éventuelles relations homosexuelles ainsi que sur des relations sexuelles avec des personnes d'origine africaine.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les candidats qui répondent par l'affirmative aux questions liées à l'origine afri-



caine ou aux relations homosexuelles sont exclus du programme de donation?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une telle exclusion soit discriminatoire et que le formulaire en question devrait être adapté en conséquence?

Réponse (26.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La sécurité des donneurs de sang et des receveurs de produits sanguins est au cœur des principes qui régissent l'activité transfusionnelle. Le Centre de Transfusion Sanguine de la Croix Rouge luxembourgeoise (CTS) se doit de mettre en œuvre tout ce qui lui permet de garantir un risque aussi faible que possible aux receveurs ainsi qu'aux donneurs qui sont tous volontaires et bénévoles.

En effet, à partir de l'accueil des donneurs jusqu'à la libération des produits sanguins aux hôpitaux, de nombreuses mesures sont ainsi appliquées de manière rigoureuse et successive pour assurer un niveau élevé de sécurité transfusionnelle et de qualité des produits sanguins. Parmi ces mesures figurent un questionnaire et un entretien médical, des tests biologiques, une déleucocytation systématique des produits sanguins, une production, un stockage et une distribution stricts et maîtrisés, de surcroît surveillés en permanence par un service de contrôle de qualité. Pourtant, aucune de toutes ces mesures n'est infaillible.

Le questionnaire et l'entretien médical permettent par conséquent de sélectionner des donneurs potentiels en bonne santé, sans facteur de risque, et pour lesquels un don de sang total ou d'aphérèse est jugé sans danger.

Cette sélection des donneurs est basée sur des critères d'acceptation revus régulièrement et tenant compte des directives européennes et de la réglementation nationale, des avancées des connaissances médicales et des pratiques appliquées dans d'autres pays de l'Union européenne, et plus particulièrement en France, en Allemagne et en Belgique.

La mise en évidence de pratiques dites à risque peut conduire à des suspensions temporaires allant de plusieurs mois à plusieurs années, voire à des évictions définitives pour le don de sang.

Actuellement 20% des personnes souhaitant donner leur sang ne le peuvent pas. En permanence 1.500 à 4.500 donneurs de sang luxembourgeois, sur un total de 14.000, sont, pour des raisons variées, inaptes temporairement (un mois à plusieurs mois) à donner leur sang selon les critères d'acceptation pour garantir la sécurité des produits sanguins.

La prostitution, la consommation de drogues en intraveineux, les antécédents de nombreux cancers, la multiplicité de partenaires sexuels ou les relations sexuelles entre hommes sont autant d'exemples de causes d'exclusion.

Il m'importe de signaler que 25 États membres sur 27 de l'Union européenne appliquent ces critères d'exclusion.

Plus spécifiquement, en ce qui concerne le SIDA, les dernières statistiques européennes incluant

le Luxembourg objectivent (révèlent) une diminution de l'incidence de l'infection VIH depuis 2003 dans tous les différents groupes de transmission (hétérosexuels, usagers de drogues injectables, transmission mère-enfant, hétérosexuels originaires d'un pays où l'épidémie est généralisée), à l'exception notable toutefois du groupe concernant les hommes homosexuels pour lequel cette incidence a augmenté de 130%. Pour de nombreuses instances internationales et nationales, le groupe «hommes homosexuels» présente encore des facteurs de risques incompatibles avec la possibilité de donner du sang, et ce dans l'unique intérêt des receveurs.

Lors d'une récente réunion du Conseil des Ministres de la Santé, cette question a été évoquée et plusieurs ministres, dont le sous-signé, ont plaidé en faveur d'une réponse commune à cette question très sensible respectant tant la sécurité des produits sanguins que le principe de non-discrimination des donneurs.

Dans le cas invoqué par l'honorable Député et concernant le candidat au don de sang qui devrait répondre affirmativement à la question concernant l'origine africaine de son ou de sa partenaire, le médecin du CTS l'admet au don de sang dès qu'il est sûr que le statut sérologique du ou de la partenaire vis-à-vis du VIH est négatif.

En effet, la pratique de rapports sexuels, surtout occasionnels, avec une personne originaire d'Afrique sub-saharienne représentée, dans le domaine transfusionnel, une pratique plus à caractère de contracter une hépatite B ou une infection VIH du fait de la forte prévalence de ces infections (voisine de 1 à 27% suivant les pays pour le VIH dans cette zone (rapport ONU Sida 2009).

Question 0706 (15.6.2010) de **M. Camille Gira** (*déj gréng*) concernant le **courriel xénophobe d'un membre de la direction générale de la Police grand-ducale**:

Un courrier électronique, repris par un membre de la direction générale de la Police grand-ducale et transmis à de nombreuses personnes, contient des affirmations et préjugés à caractère clairement xénophobe, voire raciste, notamment envers les immigrés ou réfugiés pakistanais, afghans, irakiens, nigériens, turcs et les membres de la Communauté portugaise.

Ce courrier, dont m'est parvenu une copie anonyme, fut envoyé avec la signature officielle et depuis l'adresse professionnelle de la personne concernée. Il est intitulé «Auswandern» et mentionne par ailleurs que «weil wir hier (in Luxemburg) von politisch korrekten Idioten regiert werden».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance du courriel susmentionné?

- Est-ce que Monsieur le Ministre juge tolérable la distribution d'un tel message? Quelle suite sera donnée au cas susmentionné?

- Est-ce qu'il y a déjà eu des enquêtes internes à la police sur

l'envoi ou l'échange de courriers électroniques au contenu xénophobe ou raciste au cours des dernières années?

Réponse (9.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Tout comme le directeur général de la police, je n'ai pas eu connaissance de l'existence et de l'envoi du courriel mentionné. J'ai immédiatement chargé la direction générale de la police d'une instruction disciplinaire. Par ailleurs, Monsieur le Procureur d'État de Luxembourg a chargé l'Inspection générale de la police d'une enquête judiciaire.

Dans le cas présent, il semble s'agir d'un cas isolé. Je veillerai à ce que des sanctions adaptées soient prises.

Le courriel a entraîné une vive émotion dans la communauté non luxembourgeoise, ce que je regrette profondément.

Question 0707 (16.6.2010) de **M. Jean Colombero** (*ADR*) concernant le **test HIV dans le cadre d'autres examens médicaux**:

Bezug nehmend auf die Antwort des Herrn Gesundheitsministers auf meine parlamentarische Frage Nr. 0602 hinsichtlich der hierzulande durchgeführten AIDS/HIV-Tests (*cf. compte rendu N°13/2009-2010*), möchte ich auf die rechtlichen Aspekte sowie Rahmenbedingungen dieser Nachweisuntersuchungen zurückkommen.

Vor einer Operation werden normalerweise systematisch Blutuntersuchungen gemacht, wie z. B. Hepatitis und AIDS. Die Resultate dieser Tests sind notwendigerweise nominativ, werden als Teil der Patientenakte betrachtet und dann dort archiviert. In der Antwort auf die vorgenannte parlamentarische Anfrage wird auf die Möglichkeit hingewiesen, dass die betroffene Person bei Verstoß gegen die Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Juni 1994, im Falle wo normale Routine-Laboranalysen einen Hinweis auf AIDS beinhalten, rechtliche Schritte unternehmen kann.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie stellt sich hierzulande aktuell die Praxis der AIDS-Tests dar?

2) Wie erfährt der Patient gegebenenfalls, ob ein Test im Rahmen von anderen Untersuchungen angefertigt wurde?

3) Was würde der Minister unternehmen, wenn sich herausstellen würde, dass es eine gewisse Systematik solcher Untersuchungen gäbe? Sollte nicht eine Studie über die Praktiken in dieser Hinsicht im nationalen Gesundheitswesen endgültig Klarheit verschaffen?

4) Gibt es präzise Anweisungen an die Labore, nur AIDS-Nachweise durchzuführen, wenn eine Einwilligungserklärung vom betroffenen Patienten beiliegt?

5) Muss in der Praxis ein Patient, bei dem beispielsweise ein HIV-Test präoperativ angefertigt wird, hierüber informiert werden? Muss ein schriftliches Einverständnis vorliegen?

6) Muss der Patient über das Resultat informiert werden?

7) Muss dem Patienten eine Kopie des Resultats ausgehändigt werden?

8) Falls ein HIV-Test auf Freiwilligkeit beruht, wie muss dann dieses Einverständnis in der Patientenakte dokumentiert sein?

9) Denkt der Minister nicht auch, dass auf diesem Gebiet noch Handlungsbedarf besteht, um einen rechtlich abgesicherten, transparenten und patientenbezogenen Handlungsrahmen zu schaffen, der unter anderem eine Einwilligungserklärung und bei Wunsch eine schriftliche Information über das Resultat an den Patienten umfasst?

Réponse (20.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

In meiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr. 0602 des ehrenwerten Abgeordneten bin ich bereits ausgiebig auf die rechtlichen Rahmenbedingungen im Zusammenhang mit der Durchführung von HIV-Tests eingegangen, denen sich der Abgeordnete nunmehr in seiner rezenten Anfrage Nr. 0707 widmet.

Ergänzend zu diesen Ausführungen und Bezug nehmend auf die unter Punkt 9 angeführte Frage der Anfrage Nr. 0707 möchte ich festhalten, dass sich zum heutigen Zeitpunkt und aufgrund der bestehenden Praxis ein unmittelbarer Handlungsbedarf nicht aufdrängt, um den existierenden rechtlichen Rahmen auszudehnen.

Question 0709 (16.6.2010) de **MM. André Bauler** et **Fernand Etgen** (*DP*) concernant l'**orientation professionnelle**:

Assignations:		postes en apprentissage encore disponibles:	
1999: 1.500		dont 1.091 CATP	394
2000: 1.328	-172	dont 1.000 CATP	416
2001: 1.322	-6	dont 908 CATP	277
2002: 1.215	-107	dont 831 CATP	162
2003: 1.251	+36	dont 891 CATP	43
2004: 1.356	+105	dont 1.001 CATP	269
2005: 1.011	-345	dont 780 CATP	190
2006: 1.347	+336	dont 1.057 CATP	553
2007: 1.456	+109	dont 1.148 CATP	577
2008: 1.588	+132	dont 1.209 CATP	527
2009: 1.391	-197	dont 1.047 CATP	211

Au 9 juillet 2010; 1.515 postes d'apprentissage sont déclarés dont 557 sont réservés pour des candidats précis.

Apprentissage pour adultes
 2000: 80 contrats d'apprentissage ont été conclus
 2001: 178 contrats d'apprentissage ont été conclus
 2002: 281 contrats d'apprentissage ont été conclus
 2003: 304 contrats d'apprentissage ont été conclus
 2004: 426 contrats d'apprentissage ont été conclus
 2005: 468 contrats d'apprentissage ont été conclus
 2006: 503 contrats d'apprentissage ont été conclus
 2007: 345 contrats d'apprentissage ont été conclus
 2008: 353 contrats d'apprentissage ont été conclus
 2009: 445 contrats d'apprentissage ont été conclus

l'intégration progressive des élèves dans le monde du travail constitue l'un des défis de la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des statistiques sur l'évolution du nombre de places d'apprentis destinées à insérer les jeunes dans la pratique quotidienne?

- Quels sont les métiers qui souffrent d'un déficit chronique de personnel qualifié? Et, vice versa, quelles sont les formations artisanales qui connaissent un excédent de candidats?

- Pour ce qui est de l'orientation professionnelle proprement dite, quelle est la stratégie poursuivie par le Ministère pour sensibiliser davantage de jeunes à l'apprentissage de métiers qui pâtissent depuis des années d'un manque d'apprentis?

Réponse (14.7.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Veillez trouver ci-après le dernier bilan du placement en apprentissage initial et adulte du service d'orientation professionnelle de l'ADEM, ainsi qu'une liste où les métiers et professions sont en déséquilibre en ce qui concerne la demande et l'offre de places en apprentissage.

Chiffres des années 1999 à 2009 (au 31 décembre de chaque année):

Au 9 juillet 2010; 627 demandes sont enregistrées pour un apprentissage adulte.

Métiers/professions pour lesquels l'offre dépasse la demande en date du 9 juillet 2010

- Couvreur CATP
- Cuisinier CATP et CIP
- Ferblantier CATP
- Installateur sanitaire CATP
- Maçon CATP et CCM
- Magasinier secteur automobile CATP
- Marbrier CATP
- Mécanicien d'autos et de motos CATP
- Mécanicien industriel et de maintenance CATP
- Pâtissier-confiseur-glacier CATP
- Serrurier CATP
- Serveuse/garçon de restaurant CATP et CIP



Métiers/professions pour lesquels la demande dépasse l'offre en date du 9 juillet 2010

- Agent de voyage CATP
- Approvisionnement CCP
- Coiffeur CCM
- Conseiller en vente DAP
- Débosseleur CCM
- Décorateur étalagiste CATP
- Décorateur publicitaire CATP
- Dessinateur en bâtiment CATP
- Electricien CITP
- Esthéticien CATP
- Fleuriste DAP/CATP
- Informaticien CATP
- Mécanicien d'autos et de motos CITP
- Mécanicien de cycles et de motocycles CITP
- Mécatronicien CATP
- Menuisier CATP
- Opticien CATP
- Peintre-décorateur CATP/DAP et CCP
- Peintre de véhicules automoteurs CCM
- Pépinieriste-paysagiste CCM
- Photographe CATP
- Vendeur technique en optique CATP

Pour ce qui est de l'orientation professionnelle, il est à relever que depuis l'année scolaire 2008/2009 une nouvelle procédure concernant les modalités de la diffusion des offres de postes d'apprentissage des jeunes a été mise en place. À partir de juin 2009 cette information communiquée aux jeunes sur les places

vacantes ne se fait plus exclusivement par le service d'orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi, mais également par les Services de Psychologie et d'Orientation scolaire des lycées techniques, l'Action locale pour Jeunes, le Centre de Psychologie et d'Orientation scolaire et le Centre national pour la Formation professionnelle continue.

Cette application met à disposition des différents acteurs le relevé des postes d'apprentissage déclarés par les entreprises. Ce relevé est alimenté et mis à jour par le service d'orientation professionnelle de l'Administration de l'Emploi.

À l'aide de cet outil, une meilleure information aux élèves est devenue possible. Ainsi, les établissements scolaires peuvent informer, dans le cadre de leur travail d'orientation, les élèves du nombre de places d'apprentissage disponibles, mettre en garde les jeunes quant à l'excédent en demandes pour certaines formations et rendre attentif aux places d'apprentissage encore disponibles. Le cas échéant, une information ponctuelle supplémentaire sur l'une ou l'autre formation peut ainsi se faire en temps utile. Cependant, le choix final incombe à l'élève.

Question 0711 (16.6.2010) de **M. Gast Gibéryen** (ADR) concernant les **accidents mortels contre des arbres:**

An deene leschten Deeg goufen et erëm eng Rei Kollisiounen

tëschent Autoen a Stroossebeem mat leider déidleche Folgen oder Schwéierblesséierten.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister vun der nohalteger Entwécklung:

1. Wéi vill Accidenter mat Doudege repektiv Blesséierte goufen et an deene leschten zéng Joer als Folleg vun enger Kollisioun tëschent Auto oder Motorrad a Stroossebeem?
2. Wéi steet den Här Minister zu der Ausso vun der «Association des Victimes de la Route»: Le Luxembourg est le champion des accidents mortels contre des arbres?
3. Obschonns net d'Beem Schold sinn un deenen Accidenter an och keng Beem sollen emgehae ginn, stellt d'Fro sech awer, ob net an der Zukunft keng nei Beem méi solle laanscht d'Stroosse geplantz ginn. Wéi steet de Minister zu désen Ausso?
4. Wat fir zousätzlech Moossname proposéiert de Minister fir Accidenter mat Beem ze redüzieren?

Réponse (22.7.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

A senger parlamentarescher Ufro freet den honorabelen Deputéierte Renseignerter iwwert d'Kollisiounen tëschent Autoen a Stroossebeem.

Wat d'Unzuel vun Accidenter mat Doudege repektiv Blesséierten als Folleg vun enger Kollisioun mat engem Stroossebeem ugeet, do gesäit d'Statistik iwwert déi lescht zéng Joer esou aus:

	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000
Accidenter mat Blesséierten	85	72	94	92	87	68	85	95	84	100
dovun Doudeger	9	7	11	5	17	5	10	18	19	18

Et ass wouer, datt bei ville schwéieren Accidenter e Stroossebeem mat an d'Kollisioun verweckelt ass. Wéi den honorabelen Deputéierte richteg bemierkt, kann d'Léisung net dodra bestoen all d'Beem, déi laanscht Stroosse geplantz sinn, ewechzehuelen.

Dofir op all deene Strecke wou et méiglech ass, ginn d'Stroossebeem vu Leitplanke geséichert. Allerdéngs ass et net méiglech all Bam, dee laanscht d'Stroosse steet, ze sécheren, an dat well et un der noutwenneger Plaz feelt. Datselwecht géllt och fir aner Punkten, déi niewent de Stroosse stinn, ewéi zum Beispill Luuchtepotton, Maueren oder Verkéiersschëlde.

Fir besonnesch geféierlech Strecken, wou ënner anerem och Accidenter geschéien an deenen e Bam impléziert ass, gi Sécherheetsaudite vun engem Aarbechtsgrupp, an deem Experte versammelt sinn, ausgefouert.

Bei der Uplanzung vun neie Plantatiounen ginn am Prinzip Distanzen, déi zwëschen zwee a fënnf Meter vum Stroosserand variéieren, a gehalen.

Question 0713 (17.6.2010) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **paiement de l'indemnité pécuniaire de maternité:**

Selon les dispositions afférentes du Code de la Sécurité sociale, la

CNS ne peut intervenir dans le paiement d'une indemnité pécuniaire de maternité que si une rémunération de la part d'un employeur a été déclarée au cours des trois mois précédant le début de la dispense de travail. Vu ces dispositions, beaucoup de femmes se voient confrontées à la non-prise en charge de la part de la CNS de l'indemnité pécuniaire de maternité alors qu'elles bénéficient toutefois d'un congé parental.

Selon mes informations, cette problématique aurait déjà été signalée au Ministère compétent et ce dernier aurait, après analyse de la situation, constaté qu'il y avait lieu de légiférer.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé de la problématique susmentionnée? Dans l'affirmative, est-il envisagé de modifier les dispositions afférentes du Code de la Sécurité sociale? Si oui, dans quels délais?
- Est-il prévu d'anticiper sur le changement législatif qu'en vertu du principe d'équité les femmes actuellement concernées se verraient octroyer une indemnité de maternité correspondant à la rémunération de base touchée avant le commencement du congé parental?
- Dans le cas contraire, le changement législatif opérera-t-il avec effet rétroactif?

Réponse (19.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre*

de la Sécurité sociale:

J'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que j'ai été saisi d'un certain nombre de réclamations d'assurées se rapportant respectivement au refus de l'indemnité pécuniaire de maternité leur opposé au cas où le congé de maternité prenait la relève d'un congé parental à temps complet et à la limitation du montant touché à des indemnités pécuniaires de maternité au montant du salaire résiduel au cas où le congé de maternité prenait la relève d'un congé parental à temps partiel.

En cas de grossesse ou d'accueil d'un enfant pendant le congé parental donnant droit, pour le même parent, au congé de maternité ou d'accueil, celui-ci interrompt le congé parental (art. L. 234-49. (2) du Code du Travail).

En principe, ce sont les dispositions générales de l'article 10, alinéas 1 et 2 du Code de la Sécurité sociale qui sont applicables au calcul de l'indemnité pécuniaire de maternité:

«Pour les salariés, l'indemnité pécuniaire de maladie est calculée sur la base de l'assiette cotisable définie aux articles 34 et 39 relative aux affiliations en cours au moment de la survenance de l'incapacité de travail.

Sont portées en compte séparément:

- 1) la rémunération de base la plus élevée qui fait partie de l'assiette appliquée au cours de l'un des trois mois de calendrier précédant le début du paiement

de l'indemnité pécuniaire par la caisse;

2) la moyenne des compléments et accessoires de la rémunération qui font partie des assiettes des douze mois de calendrier précédant le mois antérieur à la survenance de l'incapacité de travail; si cette période de référence n'est pas entièrement couverte par une activité soumise à l'assurance, la moyenne est calculée sur base des mois de calendrier entièrement couverts.»

Suivant la législation applicable, l'indemnité de congé parental n'est pas cotisable pour les prestations en espèces et n'entre donc pas dans l'assiette cotisable. L'alinéa 2 ne peut donc pas être appliqué.

La solution au problème est fournie par l'article 10, alinéa 3 du CSS:

«À défaut d'un seul mois entièrement couvert, la rémunération de base ainsi que les compléments et accessoires sont portés en compte suivant leur valeur convenue dans le contrat de travail.»

L'assiette cotisable est incomplète dans tous les cas, que l'assurée prenne son congé parental à temps plein ou à temps partiel. Comme le contrat de travail n'est que suspendu pendant la durée du congé parental (art. L. 234-48. (1) du CT), que l'employeur n'est pas autorisé à notifier à la salariée la résiliation de son contrat de travail ni pendant son congé parental (art. L. 234-48. (2) du CT) ni lorsqu'elle est en état de grossesse médicalement constaté et pendant une période de douze semaines suivant l'accouchement (art. L. 337-1. (1) du CT), l'application de l'article 10, alinéa 3 du CSS est en principe toujours possible: dans tous les cas, il y a un contrat de travail auquel on peut se reporter pour déterminer la rémunération de base. Par ailleurs, l'existence d'un contrat de travail est indispensable pour pouvoir profiter d'un congé prénatal - exception faite des salariées bénéficiant d'indemnités pécuniaires de maladie après la fin de leur affiliation en vertu de l'article 14, alinéa 3 CSS pour lesquelles l'alinéa 2 de l'article 10 CSS est toutefois applicable.

L'application du calcul à partir des données du contrat de travail s'impose pour les situations litigieuses. Un traitement différent des bénéficiaires d'un congé parental et des salariées en activité ne peut être justifié et va à l'encontre des dispositions légales.

Voilà pourquoi l'Inspection générale de la sécurité sociale a adressé une instruction à la Caisse nationale de Santé de procéder au recalcul de l'indemnité pécuniaire de maternité suivant l'article 10, alinéa 3 du CSS pour les assurées qui m'ont fait parvenir leur réclamation, soit ont saisi Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration. De plus, elle a enjoint à la CNS de faire droit à toute demande de recalcul lui parvenant d'une assurée remplissant les conditions pour toucher l'indemnité pécuniaire en question et dont le congé de maternité a commencé en 2009 ou 2010.

Enfin, il va de soi que dorénavant toutes les nouvelles indemnités pécuniaires de maternité prenant la relève de l'indemnité pour congé parental sont à calculer sur la base du contrat de travail.

Question 0715 (21.6.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant les **plans de réforme et de restructurations des brigades mobiles motorisées de l'Administration des Douanes et Accises:**

Par le biais d'un article de presse du samedi 19 juin 2010, le porte-parole de l'Administration des Douanes et Accises a fait des déclarations concernant d'éventuels plans de réforme et de restructurations des brigades motorisées de ladite administration qui toucheraient plus particulièrement le Nord du pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. En général, quel est le nombre d'interventions des brigades motorisées au Grand-Duché de Luxembourg?
2. Est-ce que les plans de restructurations et de réforme concernent l'Administration des Douanes et Accises en général où se limitent-ils seulement aux brigades motorisées?
3. Quelles sont les différentes unités visées par cette réforme?
4. Dans le souci d'un contrôle efficace du respect de la législation nationale, ne serait-il pas plus opportun de garder ou de créer des centres régionaux polyvalents?
5. Les plans de restructurations et de réforme nécessitent-ils également une modification de la loi du 27 juillet 1993 portant organisation de l'Administration des Douanes et Accises et sont-ils en conformité avec le programme gouvernemental?

Question 0717 (21.6.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **restructuration de l'Administration des Douanes et Accises:**

Il ressort d'un article du quotidien «Luxemburger Wort» du 19 juin 2010 que le projet de restructuration de l'Administration des Douanes et Accises prévoit le transfert ainsi que la spécialisation des brigades mobiles.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatives dans l'article de presse susmentionné?
- Dans l'affirmative, quels sont les motifs pour une telle restructuration qui prévoit pour la région septentrionale une seule brigade mobile et qui, par conséquent, met en cause «le principe même des implantations régionales» dont avait parlé Monsieur le Ministre dans sa réponse du 16 octobre 2009 (cf. *compte rendu N°3/2009-2010 - question parlementaire N°0112*) à une question parlementaire afférente?

Réponse (7.7.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances:*

Les compétences de l'Administration des Douanes et Accises (ADA) sont de nature fiscale et policière. Ces attributions sécuritaires et policières correspondent à des domaines de compétences spécifiques (Environnement, Santé, ITM, Transports) et concernent, d'une part, le contrôle des marchandises, la protection des consommateurs et des travailleurs et, d'autre part, la lutte contre la concurrence commerciale et économique déloyale.



Au vu de la spécialisation et de la diversification des missions de l'Administration des Douanes et Accises, la direction de l'ADA juge nécessaire de moderniser la structure et le fonctionnement organisationnel de cette administration. Le but de la réorganisation est de favoriser une organisation plus effective et efficace, une séparation de travail plus rationnelle, privilégiant l'expertise et la spécialisation tout en mettant en place, suite à un regroupement de postes existants,

des brigades dotées de personnel en nombre suffisant.

La structure actuelle des inspections divisionnaires qui se voient confier des compétences générales dans un espace géographiquement délimité ne répond plus aux besoins d'un travail efficace et efficient. Actuellement, il y a une structure régionale composée de onze brigades motorisées disposant en moyenne de cinq agents abrités dans des logements de service transformés en poste de brigade.

La réorganisation prévue par la direction comporte (1) le regroupement des agents et (2) la spécialisation des inspections divisionnaires compétentes pour le territoire entier, à l'exception de l'Aéroport de Luxembourg, qui dans l'intérêt national est doté d'une inspection divisionnaire «sur mesure».

Le tableau annexé illustre comment la réorganisation géographique des brigades motorisées sera mise en.

Brigades motorisées de l'Administration des Douanes et Accises		
Situation actuelle (11 sites)	Situation intermédiaire (6 sites)	Perspective 4 centres douaniers
Heinerscheid	Wiltz	Centre douanier au nord du pays
Wiltz		
Stolzembourg	Mersch	
Redange-sur-Attert		
Mersch	Luxembourg	Centre douanier Luxembourg Gasperich
Goetzingen		
Luxembourg		
Wasserbillig	Wasserbillig	Centre douanier à l'est du pays
Schengen	Schengen	
Frisange	Rodange	Centre douanier Esch-sur-Alzette
Rodange		

Question 0716 (21.6.2010) de **M. Fernand Etgen (DP)** concernant la **qualité des eaux de baignade:**

Le Gouvernement a transposé par règlement grand-ducal du 19 mai 2009 la directive européenne concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade. Dans ce contexte, le Gouvernement s'est décidé de classer les eaux de rivières, telles que la Sûre ou l'Our, comme «eaux de baignades». Une approche que nos pays voisins n'ont pas choisie. La large majorité de nos eaux de rivières ne suffisent cependant pas aux critères très exigeants de la directive en question. Il s'ensuit une situation paradoxale. Tandis qu'au Luxembourg, l'Administration de la Gestion de l'Eau s'apprête à installer des panneaux d'interdiction de baigner le long de la Sûre et de l'Our, les baignades seront autorisées du côté allemand de ces rivières. Et ceci du seul fait que l'Allemagne n'a pas classé ses rivières en tant qu'eau de baignade.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer, si les rivières en question remplissent les critères de qualité valables jusqu'en 2009, établis sous l'ancien règlement grand-ducal abrogé de 1979?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer pourquoi il devrait être interdit de se baigner dans des eaux de rivières, qui s'y prétaient encore récemment, sans qu'il y ait eu une perte de qualité de l'eau?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons qui ont amené nos pays voisins à ne pas classer leurs eaux de rivières en tant qu'eaux de baignade?

- Monsieur le Ministre, ne juge-t-il pas qu'une interdiction exclu-

sive de se baigner du côté luxembourgeois des rivières frontalières constitue un désavantage considérable du secteur touristique luxembourgeois?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les coûts engendrés par la mise en place des panneaux d'interdiction de se baigner le long des eaux de rivières?

- Est-il correct que Monsieur le Ministre envisage d'enlever une partie des eaux de rivières de la liste des eaux de baignade?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les critères qu'il entend appliquer afin de garantir la transparence et l'égalité de traitement dans ce dossier?

- Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas qu'une reclassification de toutes les eaux de rivières s'impose?

Réponse (28.7.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:**

La question parlementaire de l'honorable Député Fernand Etgen a pour objet la qualité des eaux de baignade.

L'honorable Député Fernand Etgen se réfère dans sa question à la classification des zones de baignade pour la saison 2010 suivant le règlement grand-ducal du 9 mai 2009 déterminant les mesures de protection spéciale et les programmes de surveillance de l'état des eaux de baignade.

Les eaux de surface classées comme eaux de baignades sont évaluées en appliquant les prescriptions de la directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et abrogeant la directive 76/160/CEE qui a été transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 9 mai 2009 précité. La qualité des eaux de baignade luxembourgeoises a été évaluée pour la première fois selon les dispositions de la nouvelle directive 2006/7/CE après la saison balnéaire 2009. Les nouveaux paramètres à analyser, en l'occurrence *Escherichia coli* et enté-

rocoques intestinaux, sont analysés depuis l'année 2006. Durant la phase de transition entre la classification suivant la directive 76/160/CEE du Conseil du 8 décembre 1975 concernant la qualité des eaux de baignade (transposée en droit national par le règlement grand-ducal du 17 mai 1979 concernant la qualité des eaux de baignade) et la première évaluation réalisable selon la directive 2006/7/CE, les eaux de baignade ont été évaluées conformément à l'article 4, paragraphe 4, point c). Le règlement grand-ducal du 9 mai 2009 abroge le règlement grand-ducal du 17 mai 1979 qui d'office n'est plus applicable. Partant, il est évident que tant pour des raisons de disponibilité de ressources financières et humaines que pour des raisons juridiques, l'Administration de la Gestion de l'Eau n'est pas en mesure de procéder à une évaluation qui n'est plus en vigueur.

La directive 2006/7/CE précitée impose aux États membres de désigner et de signaler en tant qu'eau de baignade toute partie des eaux de surface dans laquelle l'autorité compétente s'attend à ce qu'un grand nombre de personnes se baignent et dans laquelle elle n'a pas interdit ou déconseillé la baignade de façon permanente. Il est également exigé que le classement actuel des eaux de baignade ainsi que tout avis interdisant ou déconseillant la baignade se fasse au moyen d'un signe ou d'un symbole simple et clair. Une non-désignation d'eaux de baignade aux endroits fréquentés par des baigneurs n'est donc pas admise suivant la directive 2006/7/CE précitée. L'établissement de la liste annuelle des eaux de baignade engendre la procédure de participation du public selon les dispositions y afférentes de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau. L'Administration de la Gestion de l'Eau réévalue tous les ans la liste des eaux de baignade et entame, en cas de changement, la procédure de participation du public.

Pour ce qui concerne le côté allemand des cours d'eau transfrontaliers, il y a lieu de noter que ni

l'Our ni la Sûre ne sont désignées en tant qu'eaux de baignade par les autorités Rhénan-palatines suivant la législation en matière d'eaux de baignade (Landesverordnung über die Qualität und die Bewirtschaftung der Badegewässer (Badegewässerverordnung)). Par conséquent la baignade n'y est pas autorisée, même si elle est pratiquée. Il n'appartient pas à l'État du Grand-Duché de Luxembourg d'apporter un quelconque manquement de transposition d'un autre État membre, cette charge incombant exclusivement à la Commission européenne.

Les panneaux de signalisation renseignant la qualité de l'eau de baignade, une obligation de la directive 2006/7/CE et de l'article 10 du règlement du 29 mai 2009, ont un prix d'environ 750 euros par panneau avec des frais de fixation variant entre 200 et 300 euros par fixation suivant l'emplacement.

En résumé, les procédures, les évaluations et la surveillance en matière des eaux de baignade découlent des prescriptions du droit européen transposées en droit national.

À noter encore qu'en date du 31 mai 2010, une entrevue a eu lieu au Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région avec des représentants de l'Office national du Tourisme et la fédération Camprilux au sujet des interdictions de baignade. Il a été retenu que le Ministère de l'Intérieur allait introduire auprès de la Commission européenne une requête visant le déclassement pour les eaux de baignade qui sont des eaux de surface transfrontalières afin que le même régime s'applique des deux côtés de la frontière.

Question 0719 (22.6.2010) de **MM. Mill Majerus et Marc Spautz (CSV)** concernant la **prise en charge de certains équipements:**

Il a été porté à notre connaissance que la Caisse de Maladie refuse la prise en charge de certains équipements comme par exemple un monte-escalier ou un fauteuil de bain aux personnes malades ayant besoin de soins palliatifs. Apparemment les patients palliatifs n'auraient que droit à un lit d'hôpital.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer la situation telle que décrite ci-dessus? Quels sont les motifs qui justifieraient une telle position?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que les patients palliatifs aient le droit aux mêmes prestations que chaque autre patient? Ne devraient-ils pas bénéficier au moins des mêmes prestations que les personnes tombant sous le champ d'application de l'assurance dépendance?

- En quoi l'actuelle façon de procéder est-elle compatible avec les principes d'égalité de traitement prônés par ailleurs par le Gouvernement?

Réponse commune (22.7.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale** et de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

Dans leur question parlementaire N°0719, les honorables Députés

Messieurs Marc Spautz et Mill Majerus abordent la question du financement des aides techniques et des adaptations du logement par l'assurance dépendance au profit des personnes prises en charge dans le cadre des soins palliatifs.

Suivant la définition prévue par la loi afférente du 16 mars 2009 concernant les soins palliatifs, ces personnes se trouvent en phase avancée ou terminale d'une affection grave et incurable, quelle qu'en soit la cause.

Par soins palliatifs la loi entend des soins actifs, continus et coordonnés, pratiqués par une équipe pluridisciplinaire dans le respect de la dignité de la personne soignée. Ils visent à couvrir l'ensemble des besoins physiques, psychiques et spirituels de la personne soignée et à soutenir son entourage et comportent le traitement de la douleur et de la souffrance psychique. Ces soins sont assurés à l'hôpital, dans un établissement conventionné ou à domicile et pris en charge dans une mesure appropriée et suffisante par l'assurance maladie (article 17 du Code de la Sécurité sociale) et par l'assurance dépendance (articles 349 et 350 CSS).

L'assurance maladie couvre en premier lieu les prestations des différents professionnels de santé ayant conclu une convention correspondante avec la Caisse nationale de Santé. Les fournitures citées par les honorables Députés (par exemple lit) relèvent, en tant que moyens curatifs, produits accessoires au traitement et appareils, de l'assurance maladie (article 17 CSS, alinéa 1, point 6). Elles sont prises en charge selon les modalités prévues par les statuts de la Caisse nationale de Santé. Tout comme pour la nomenclature applicable dans le domaine des soins palliatifs, la CNS est actuellement en discussion avec les prestataires concernés, afin d'établir la liste des fournitures nécessaires et de déterminer les conditions de leur mise à disposition pour assurer une prise en charge adéquate des personnes en fin de vie.

L'assurance dépendance contribue à une bonne couverture des soins palliatifs par la prise en charge des actes essentiels de la vie, des tâches domestiques et des produits nécessaires aux aides et soins. Les aides techniques et les adaptations du logement prévues par l'assurance dépendance sont exclues des prestations ouvertes aux personnes protégées requérant des soins palliatifs (article 350 CSS, alinéa 6). En effet, les soins palliatifs visent une durée limitée assez courte, à savoir en cas de constatation d'une maladie mettant en jeu le pronostic vital chez les personnes arrivées à un stade terminal de leur maladie (en moyenne trois à six semaines suivant les expériences des pays avoisinants) et l'assurance dépendance vise par définition les soins de longue durée (de plus de six mois).

La question de l'égalité de traitement des patients ne se pose pas dans ce contexte au vu de ce que je viens d'exposer aux honorables Députés.

Question 0730 (25.6.2010) de **M. Jean Colombero (ADR)** concernant le **forfait d'éducation (Mammerent) et enfants placés:**

Laut Gesetz vum 28. Juni 2002 iwwert déi sougenannt „Mam-



merent“ gëtt d’Erzëiungsrent deem Elterendeel zougesprach, dee sech am längsten ëm d’Erzëiung vun de Kanner gekëmmert huet, dat ass an der Regel d’Mamm, mä et kann awer och de Papp sinn.

Nu kënn et awer an der Praxis och vir, datt eenzel Kanner zäitweis an Heemer oder ähnlechen Instituter ënnerbruecht ginn, wou dann d’Elteren zesummen oder een Eenzelne muss finanziell fir hir Kanner opkommen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d’Madame Minister:

1. Am Fall, wou Kanner an Heemer plazéiert goufen an een Deel vun den Elteren dëse Placement finanzéiert huet, wie kritt do d’Mammerent zougesprach respektiv no wat fir engem Schlëssel gëtt dëst tranchéiert?

2. Wéi vill Papp gouf bis elo dës Mammerent zougesprach?

Réponse (8.7.2010) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l’Intégration:

1. Le forfait d’éducation est uniquement accordé au parent qui s’est consacré à l’éducation d’un enfant. Le seul fait que les parents auraient participé financièrement aux frais de placement de l’enfant ne donne pas droit au paiement de la prestation. Exception est faite à la règle, si le parent a assuré lui-même l’éducation de l’enfant pendant la période la plus longue, c’est-à-dire plus de neuf années (période considérée par rapport à la majorité de 18 ans).

2. À ce jour, le Fonds national de Solidarité, organisme gestionnaire de la «Mammerent», a été saisi de 617 demandes en obtention du forfait d’éducation émanant de personnes de sexe masculin.

352 demandes ont été refusées et 265 demandes ont été admises.



Question 0732 (29.6.2010) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l’interdiction de fumer dans les chambres d’hôtel:

Durch das Gesetz vom 5. September 2006 wurde das Rauchverbot in Restaurants, Schulen und öffentlichen Gebäuden eingeführt. Es ist nunmehr die Rede, dieses Rauchverbot in einer zweiten Phase auszuweiten und zwar auf Diskotheken und Cafés. Hotels, und insbesondere Hotelzimmer, bleiben in diesen Überlegungen anscheinend unberücksichtigt. Auch wenn ein Raucherzimmer in ein Nichtraucherzimmer umgewidmet wird, so ist nicht auszuschließen, dass das Zimmer, ohne eine grundlegende Sanierung weiterhin durch gesundheitsgefährdende Rauchgiftstoffe belastet ist, so dass sich die Frage stellt ob es sich nicht immer noch um ein Raucherzimmer handelt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Handelt es sich bei Hotelzimmern im Sinne des Gesetzes um einen öffentlichen oder einen privaten Raum?

2) Wie sehen die nationalen Bestimmungen in Sachen Rauchverbot in Hotelzimmern derzeit aus?

3) Wird daran gedacht ein generelles Rauchverbot in Hotels und insbesondere in den Hotelzimmern auszusprechen um die Hotelkunden besser zu schützen?

4) Für wann wäre ein solches Verbot konkret zu erwarten?

Réponse (22.7.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Le programme gouvernemental prévoit qu’«en vue de renforcer la protection des non fumeurs, la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac sera évaluée. Le projet ‘plan tabac’ sera mis en vigueur. Un accent particulier sera mis sur la protection des jeunes».

Cela étant, j’entends soumettre sous peu au Conseil de Gouvernement le bilan de la loi antitabac du 5 septembre 2006 et présenter à cette occasion des propositions pour le renforcement de la protection des non fumeurs.

Actuellement et hormis le cas où les hôtels exploitent un restaurant dans lequel il est interdit de fumer, la loi du 11 août 2006 précitée ne leur est pas applicable. En ce qui concerne plus particulièrement les chambres d’hôtels, celles-ci constituent un espace purement privé et non pas un espace collectif requérant une protection contre la fumée.

Toujours est-il que tout exploitant ou propriétaire d’un hôtel peut parfaitement restreindre, voire interdire, sur base de la réglementation intérieure, la consommation de tabac dans son établissement, et notamment dans les chambres.

Force est d’ailleurs de constater que grâce à la demande croissante de la clientèle, de nombreux hôtels proposent désormais des chambres non fumeurs.



Question 0751 (5.7.2010) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l’Internet à haut débit:

La Finlande est devenue, ce premier juillet, le premier pays au monde à faire de l’accès à l’Internet haut débit un droit, assurant à tous les Finlandais une connexion de ce type. Le directeur du service des réseaux de communication au Ministère des Transports et des Communications a déclaré à l’AFP: «Aujourd’hui (jeudi), l’obligation de service universel concernant l’accès à l’Internet à un mégabit par seconde (1 Mbit/s) est entrée en vigueur.» Pour Madame la Ministre des Communications finlandais il s’agit là de «l’une des plus grandes réussites du Gouvernement en matière de politique régionale».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

1) Le Gouvernement luxembourgeois est-il prêt à suivre l’exemple finlandais, et si oui, dans quels délais?

2) Quels sont actuellement les efforts consentis au niveau du Gouvernement pour faciliter l’accès à l’Internet haut débit à l’ensemble des citoyens, cela à des coûts accessibles à tous?

Réponse (22.7.2010) de M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias:

1) De nombreux pays, outre la Finlande, ont déclaré leurs objec-

tifs politiques en matière de réseaux à haut débit de nouvelle génération et dans plusieurs pays européens, le haut débit fait partie du service universel.

Le développement des infrastructures de communication est également l’une des priorités du programme gouvernemental luxembourgeois dans le domaine des Technologies de l’Information et de la Communication (TIC).

Le Luxembourg ne se limite pas à garantir un accès Internet à haut débit à tous les citoyens puisque le Luxembourg compte déjà parmi les leaders mondiaux en termes de couverture (100% de la population) et de pénétration du haut débit (31,4%). Alors que la Finlande tend à un débit de 1 Mbit/s, le Luxembourg offre déjà aujourd’hui un débit de plus de 2 Mbit/s et ceci sans obligation de service universel.

Le Luxembourg entend désormais offrir l’«ultra-haut» débit à tous les citoyens du Luxembourg et à toutes les entreprises, et ce à brève échéance.

Afin d’atteindre cet objectif, le Gouvernement a mis en place une stratégie nationale pour le «ultra-haut» débit. Les grandes lignes de cette stratégie ont été présentées conjointement par le Ministre des Communications et des Médias et le Ministre de l’Économie et du Commerce extérieur le 9 mars 2010 lors d’une conférence de presse et le 18 juin 2010 à la Commission de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications de la Chambre des Députés. Elle a été publiée le 27 avril 2010.

La stratégie prévoit d’augmenter rapidement la vitesse dans les réseaux Internet existants et accélérer la mise en œuvre du déploiement des réseaux de nouvelle génération.

Parmi les principales mesures figure l’inclusion du haut débit dans le champ d’application du service universel, ce qui assure l’accès de tous les utilisateurs, quelle que soit leur situation géographique sur le territoire national, à des réseaux Internet rapides:

- à partir de 2010: 2 Mbit/s en voie descendante et 512 kbit/s en voie ascendante;

- à partir de 2015: 100 Mbit/s en voie descendante et 50 Mbit/s en voie ascendante;

- à partir de 2020: 1 Gbit/s en voie descendante et 500 Mbit/s en voie ascendante.

L’objectif du Luxembourg dépasse ainsi de loin l’objectif que la Finlande s’est fixé; il serait inapproprié de vouloir fixer au Luxembourg une obligation de service universel pour un accès Internet qui se limiterait à un mégabit par seconde.

2) S’agissant de la stratégie nationale de très haut débit, stratégie que j’avais déjà exposée aux membres de la Commission de l’Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications de la Chambre des Députés, je voudrais encore une fois rappeler les efforts consentis au niveau du Gouvernement pour faciliter l’accès à l’Internet haut débit à l’ensemble des citoyens à des coûts acces-

sibles à tous. Il y a lieu de souligner par ailleurs que, d’un point de vue technique, le principal moyen pouvant garantir à terme l’accès à l’ultra-haut débit est la fibre optique.

Pour contribuer à réduire les coûts d’investissement et accélérer la mise en œuvre du déploiement des réseaux de nouvelle génération, le Gouvernement a décidé plusieurs mesures d’accompagnement, notamment la mise en place d’un registre national des travaux et un inventaire des infrastructures afin de faciliter le cas échéant les travaux de génie civil.

Par ailleurs, le Gouvernement entend favoriser le déploiement des réseaux à ultra-haut débit par une politique des fréquences adaptée et par la transposition rapide du nouveau cadre réglementaire sur les communications électroniques (3^e paquet Télécom), où les projets de loi afférents ont été déposés à la Chambre des Députés entre février et juin 2010.

Les offres de «ultra-haut» débit seront évaluées régulièrement pour mesurer leur adéquation avec les objectifs et des consultations régulières seront organisées avec les acteurs concernés pour assurer le suivi de la présente stratégie.

Une veille des prix par les autorités compétentes sera organisée, vérifiant que les prix de gros et de détail soient compétitifs et se situent dans la moyenne européenne.



Question 0752 (7.7.2010) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la crise alimentaire au Niger:

À la suite d’un coup de force du Président nigérien Mamadou Tandja initié le 4 août 2009 et aboutissant notamment à la dissolution du Parlement ainsi que de la Cour constitutionnelle, le Luxembourg a décidé de suspendre l’aide au développement à l’égard de ce pays.

Cependant, force est de constater que le Niger compte toujours parmi les pays les plus pauvres au monde. Ainsi, ce pays connaît actuellement une grave crise alimentaire touchant directement 7,8 millions d’habitants, dont 300.000 enfants, soit 60% de la population. Cette pénurie est consécutive à la sécheresse ainsi qu’à des invasions de criquets pèlerins. Selon l’UNICEF, elle a provoqué une baisse de la production agricole nigérienne de l’ordre de 25%. Les réserves de céréales sont maigres et souvent déjà épuisées.

À noter que l’ONU vient de débloquer 14 millions de dollars supplémentaires pour faire face à la crise alimentaire au Niger et qu’elle vient également de lancer une opération d’urgence via la PAM (programme alimentaire mondial de l’ONU) visant à réduire le taux de malnutrition élevé constaté chez les enfants.

Dans ce contexte, j’aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Coopération et de l’Action humanitaire:

- Tout en sachant que la situation politique au Niger reste préoccu-

pante, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que, face à l’actuelle crise alimentaire dramatique, il faille trouver des moyens pour venir en aide au pays?

Réponse (20.7.2010) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l’Action humanitaire:

Par courrier du 11 août 2009 adressé à la Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Niger, Aïchatou Mindaoudou, les inquiétudes de la Coopération luxembourgeoise suscitées par les mesures prises à la tête de la République du Niger en matière constitutionnelle ont été signifiées. La Ministre nigérienne a été informée que face à la crise institutionnelle que traversait à ce moment le Niger, le Gouvernement luxembourgeois avait décidé de suspendre la signature de protocoles d’accord relatifs à l’exécution des activités financées par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

Il est à noter que la suspension ne concernait que les nouveaux projets et programmes bilatéraux, et que trois projets en exécution ainsi que les activités des ONG n’étaient pas touchés par la décision. De même, la contribution annuelle de 200.000 euros que le Luxembourg verse depuis 2006 au Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNP-GCA) du Niger a été effectuée tant en 2009 qu’en 2010.

Face à la crise alimentaire qui frappe la population du Niger, le Gouvernement luxembourgeois a pris ses responsabilités et a utilisé l’instrument de l’aide alimentaire/humanitaire pour aider la population de ce pays partenaire. Dès décembre 2009, quand les premières indications sur l’éminence d’une crise alimentaire majeure apparaissaient, le Luxembourg a effectué des contributions au Programme alimentaire mondial (PAM) et à Médecins sans Frontières. L’aide d’urgence totale en faveur du Niger a finalement atteint le montant de 1.486.423 euros (y inclus la contribution au DNP-GCA).

Lors de la première session régulière du conseil d’administration du PAM du 8 au 11 février 2010 à Rome, le Luxembourg a par ailleurs lancé un appel au PAM et aux autres grandes organisations mondiales de réagir de façon appropriée à la crise alimentaire au Niger.

En 2010, l’aide d’urgence octroyée par le Luxembourg atteint à ce stade le montant de 2.700.356 euros; ce montant comprend une contribution supplémentaire au DNP-GCA de 1.000.000 euros.

En ce qui concerne les projets et programmes suspendus, le Gouvernement luxembourgeois salue les propositions concrètes faites par les autorités actuelles du Niger pour un retour à l’ordre constitutionnel, et il a pris la décision de graduellement reprendre sa coopération avec le pays en s’inspirant de la feuille de route que la Commission européenne est en train de préparer et qui sera prochainement soumise au Conseil de l’Union européenne. La suspension de la coopération avec le Niger pourrait être totalement levée si le programme de transition politique en cours restaure la démocratie d’ici mars 2011, comme convenu dans le programme de transition présenté par la junte au pouvoir.